Bronislaw MALINOWSKI (1941)

Les dynamiques de l'évolution culturelle

**RECHERCHE SUR LES RELATIONS
RACIALES EN AFRIQUE**

(Traduit de l'anglais par Georgette Rintzler)
Ouvrage publié par Phyllis M. Kaberry

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Bronislaw MALINOWSKI (1941)

LES DYNAMIQUES DE L'ÉVOLUTION CULTURELLE. Recherche sur les relations raciales en Afrique

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Bronislaw MALINOWSKI (1941), Les dynamiques de l'évolution culturelle. Recherche sur les relations raciales en Afrique. Traduit de l'anglais par Georgette Rintzler. Ouvrage publié par Phyllis M. Kaberry. Paris : Payot, Éditeur, 1970, 238 pages.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRÉ (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 28 août 2001 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

[Introduction](#), par Phyllis M. KABERRY

[Les manuscrits de Malinowski](#)

[Remerciements](#)

[PREMIÈRE PARTIE](#)

Chapitre I. - [Les nouvelles tâches de l'anthropologie moderne](#)

- a) [La nécessité d'une anthropologie appliquée](#)
- b) [La nature de l'évolution culturelle](#)
- c) [Survol de l'Afrique actuelle](#)

Chapitre II. - [Théories de l'évolution culturelle](#)

- a) [La situation de contact considérée comme formant un tout](#)
- b) [Diffusion](#)

Chapitre III. - [La valeur de l'histoire et ses limites](#)

- a) [La recherche du point zéro d'évolution](#)
- b) [L'implication pratique des survivances historiques](#)

Chapitre IV. - [La théorie fonctionnaliste de la culture](#)

Chapitre V. - [Fonction et adaptation des institutions africaines](#)

Chapitre VI. - [Les principes du facteur commun dans l'évolution culturelle](#)

Chapitre VII - [Principes et instruments scientifiques dans l'étude de l'évolution culturelle](#)

- a) [Tableau I : Principes](#)
- b) [Tableau II : Règles et méthodes](#)
- c) [Commentaires sur le tableau I : principes](#)
- d) [Quelques remarques sur les caractères structuraux du diagramme](#)

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre VIII. - La guerre africaine

Diagramme synoptique pour l'étude de la guerre africaine

Chapitre IX. - Réflexions sur la sorcellerie

Diagramme de la critique de la sorcellerie

Chapitre X. - Problèmes de la nutrition indigène dans leur contexte économique

Tableau synoptique pour les problèmes de la nutrition indigène dans leur contexte économique

Chapitre XI. - Problèmes de la terre africaine

- a) Le Pays de l'Homme Blanc
- b) Tableau définissant la politique de ségrégation et des réserves
- c) Politique du régime foncier
- d) Historique du régime foncier des Bagandas
- e) Conditions actuelles du régime foncier Baganda

Chapitre XII. - L'administration indirecte (Indirect Rule) et son élaboration scientifique.

La dignité du chef : constitution politique sous l'Indirect Rule

Chapitre XIII. - L'espoir de l'évolution culturelle et sa réalisation

- 1. Anthropologie appliquée et anthropologie théorique
- 2. Approche historique et fonctionnaliste
- 3. Principes et méthodes de l'étude du contact
- 4. Critères de valeur et d'orientation pratique
- 5. Les phases du reniement de la tribu et du refus intégral

Bibliographie

Afrique

Généralités

Articles sur l'évolution culturelle, par B. Malinowski

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre était prêt pour une publication il y a près de vingt ans. Depuis lors, un certain nombre d'États africains ont obtenu leur indépendance et des changements économiques et politiques notables sont intervenus à travers tout le continent. Des contributions à la théorie de l'évolution sociale et culturelle ont également vu le jour, ainsi que la publication d'un certain nombre de monographies rédigées par des anthropologues, des spécialistes des sciences politiques et des historiens africains, américains, anglais et européens traitant du développement des institutions et d'un large éventail de problèmes propres au continent africain. Malinowski en aurait certainement apprécié un grand nombre; il aurait sans doute modifié ou développé ses idées pour tenir compte du matériel nouveau obtenu sur le terrain et de l'évolution de l'opinion. C'était un penseur original qui a beaucoup influencé les théories anthropologiques et les méthodes de travail sur le terrain ; il a formé un certain nombre d'anthropologues qui, avec leurs propres élèves, ont publié des travaux sur l'évolution sociale en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Océanie. Si bon nombre de ses idées ne sont plus toujours de mise, elles ont, par leur force même et leur esprit très ouvert, contraint leurs adversaires à préciser leur propre position. Comme pour toutes les professions, l'anthropologie a ses détracteurs, et certains anthropologues, influencés par Freud, ont fait de Malinowski un substitut paternel redoutable - un croisement de Moïse et de Chronos. Mais, comme un grand nombre de ses anciens élèves l'ont souligné dans leurs essais (dans *Man and Culture : An Evaluation of the Work of Bronislaw Malinowski*), c'était surtout un grand professeur :

« Il avait le don de transformer ce qui avait été dit de façon à en faire ressortir la valeur comme contribution à la discussion. Chaque membre du séminaire avait le sentiment, quelque maladroits et déplacés que les mots aient été, que Malinowski avait perçu les idées et leur

avait donné toute l'importance (et même plus) qu'elles méritaient. Aussi sa façon de parler insàpirait-elle. Il imposait rarement sa loi ; il parlait comme quelqu'un qui cherche aussi à savoir, comme un compagnon de travail souhaitant la coopération de ses élèves pour une tâche commune. Il insistait aussi toujours sur la nécessité de mettre à nu les racines du problème. Sa question constante était : où réside le vrai problème ? Et il le voyait toujours, non en termes de théories subtiles, mais naissant du comportement des êtres humains ordinaires » ¹.

Si j'insiste sur l'atmosphère du séminaire, sur l'intérêt que Malinowski portait à ses élèves, à la contribution qu'ils apportaient à la discussion et sur sa préoccupation concernant le comportement des êtres humains ordinaires, je le fais dans le but de rétablir les circonstances dans lesquelles ce livre a été écrit. Il comprend une grande partie du matériel tiré des séminaires tenus de 1936 à 1938 à la London School of Economics et une grande partie de son propre travail. Tel qu'il est, il comporte toutes les contradictions, les défauts de style, les obscurités occasionnelles de l'argumentation et les affirmations inconsidérées qui caractérisent le feu croisé, d'une discussion animée, les premières annotations des idées et les premiers brouillons d'articles que l'on trouve dans les archives de tout anthropologue. Malinowski n'a laissé aucun projet de livre sur l'évolution culturelle, quoiqu'il ait eu l'intention d'en écrire un au cours de l'année universitaire 1942-1943 à l'université de Yale - et m'ait fait l'honneur de me demander d'y collaborer. Sa disparition prématurée en mai 1942 survint avant même que nous ayons discuté de la conception et du plan d'un tel livre, bien qu'en tant que participant aux séminaires de la L.S.E. je sois familiarisée avec ses idées. Mrs. A. V. Malinowski m'a confié ses manuscrits en vue de les éditer et je les ai organisés pour en faire ce livre, mais ce n'est pas le livre que Malinowski aurait écrit. Ce livre nous révèle les idées d'après lesquelles il travaillait, le genre de matériel qu'il avait entre les mains sur le terrain, les sujets qui l'intéressaient et ses notes préliminaires. Ce livre nous donne un aperçu de son matériel de travail et c'est sur cette base qu'il doit être jugé.

Malinowski n'a pas accompli en Afrique un travail approfondi sur le terrain, mais en 1934 il fit au Cap une conférence sur « l'instruction indigène et le contact culturel ». Puis il fit un voyage à travers le Sud, le Centre et l'Est de l'Afrique, passant en tout cinq mois chez les Bembas, les Swazis, les Chaggas, les Masais, les Kikouyous et les Maragolis. Il continua à faire des conférences et à diriger des séminaires sur l'évolution culturelle et en 1938 il écrivit l'essai préliminaire au Memorandum XV, *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, publié par l'International African Institute of African Languages and Cultures, aux travaux duquel il fut associé pendant de longues années ². Pour illustrer ses théories et ses méthodes, il puisa très largement dans le matériel provenant du Sud, du Centre et de l'Est de l'Afrique. Ce livre se limite donc à une discussion de certains problèmes concernant ces parties du continent.

¹ R. FIRTH, « Introduction » à *Man and Culture*, Raymond Firth éd. (Londres, Routledge et Kegan Paul, 1957), p. 8.

² J'aimerais remercier ici l'Institut de m'avoir autorisée à reproduire dans ce livre la plus grande partie de cet article.

Dans l'un des essais de *Man and Culture : An Evaluation of the Work of Bronislaw Malinowski*, le Dr Lucy Mair donne une analyse très détaillée et très claire des théories de Malinowski sur l'évolution sociale ; il n'y a donc pas lieu de traiter ici le même sujet. Mon rôle est d'indiquer brièvement la relation des idées contenues dans ce livre avec l'essentiel de la théorie de Malinowski et leur application à l'étude actuelle de l'évolution africaine.

Pour ceux qui ont connu Malinowski, son souci à propos de l'évolution culturelle était compatible avec son approche de l'anthropologie et avec son intérêt pour la situation existant sur le terrain. Le concept de culture avait pour Malinowski une signification beaucoup plus étendue qu'il n'en a pour la plupart des anthropologues américains, et même pour beaucoup d'anthropologues anglais. Ce concept englobait tous les phénomènes sociaux ; c'était en outre « une unité organique » avec les quatre dimensions de l'organisation sociale, les croyances, l'équipement matériel et le langage. Il n'aurait donc pas établi de distinction entre les institutions culturelles et les institutions sociales, distinction que Bascom et Herskovits ont faite récemment dans leur vivante introduction à *Continuity and Change in African Cultures*. Pour lui, l'institution sociale était « un élément de la culture », la plus petite unité culturelle : « un groupe uni dans la poursuite d'une activité simple ou complexe; toujours en possession d'une dotation matérielle et d'un équipement technique; organisé selon une charte définie, légale ou coutumière, formulée sur le plan linguistique par des mythes, des légendes, des règles et des maximes ; entraîné ou préparé à la poursuite de sa tâche »¹. L'étude de la culture d'un peuple était donc l'étude des institutions dans toutes leurs interactions ; c'était la méthode que Malinowski avait adoptée dans son travail sur le terrain aux Iles Trobriand en 1915-1918 ; c'était la méthode qu'il enseignait à ses élèves, celle que plus tard ils employèrent dans leurs propres recherches sur le terrain et qu'à leur tour ils transmirent à leurs élèves. Par essence, c'était aussi la méthode qu'il préconisait pour l'étude de sociétés subissant une évolution rapide et de longue portée. Lorsqu'il discutait de la guerre, de la sorcellerie, du régime alimentaire des indigènes, du régime foncier, de la loi, etc.... il le faisait toujours dans le contexte des rapports sociaux ; « les unités en transformation » qu'il isolait pour l'analyse étaient des institutions.

Une telle uniformité d'approche chez un être qui, comme tous les penseurs originaux et polémistes, était capable d'inconséquences, ne veut pas dire pour autant qu'il négligeait les complexités de l'évolution sociale. Pour l'utilisation des données, il établissait les tableaux synoptiques que l'on trouvera dans ce livre. Comme toutes les représentations schématiques d'un matériel, ils paraissent artificiels mais ils constituent un moyen heuristique pour souligner la nécessité d'étudier et d'analyser tout le champ social où se produisait l'évolution. Les Européens, leurs influences et leurs intentions, devaient être étudiés les uns par rapport aux autres et par rapport aux Africains représentant à la fois les éléments traditionnels de la population et la nouvelle élite. La clef permettant de comprendre les institutions nouvelles et les institu-

¹ Infra, p. 84.

tions modifiées se trouvait dans les dynamiques de la situation même du contact culturel - c'est-à-dire telles qu'elles fonctionnaient en relation avec les institutions indigènes, la politique et les intérêts des Blancs et les traditions africaines avec leur longue histoire, dans la mesure où celles-ci influaient sur le comportement actuel. Ces institutions n'étaient pas de simples « mélanges » d'éléments culturels dont l'origine remontait à des cultures-mères - la métropole d'une part et de l'autre la tradition africaine. Les phénomènes d'évolution devaient être considérés comme de « nouvelles réalités culturelles » qui devaient être étudiées directement et en elles-mêmes. L'école dans la brousse, la mine de cuivre africaine, le taudis de Johannesburg et le système de l'Indirect Rule n'ont aucun équivalent dans la métropole ou dans la société africaine traditionnelle. « La nature de l'évolution culturelle est déterminée par des facteurs et des circonstances qui ne peuvent être évalués par l'étude d'une seule culture ou par l'étude des deux cultures en tant qu'assemblage d'éléments ».

A ce point de vue, Malinowski avait raison ; et si depuis sa mort on a publié un grand nombre de rapports importants et compliqués sur les sociétés africaines en évolution, son livre peut encore être lu avec profit par le grand public qui n'est pas spécialisé en matière de sciences sociales. Le premier pas vers une compréhension des nouvelles sectes africaines, des nouveaux systèmes parlementaires des États africains indépendants, des conseils locaux d'aujourd'hui et d'exemples de grandes entreprises africaines, consiste à reconnaître que ce sont des institutions nouvelles qui ne sont ni de pâles copies d'institutions européennes, ni des institutions africaines traditionnelles recouvertes d'un vernis neuf. Le stade suivant sera de les étudier telles qu'elles fonctionnent dans l'Afrique actuelle, une Afrique où il y a encore des Européens qui agissent en tant que conseillers et experts techniques, une Afrique où une partie de la machine administrative coloniale a été maintenue.

Mais si les méthodes de Malinowski sont essentielles pour le premier stade du travail sur le terrain et l'analyse des sociétés africaines en évolution, telles quelles, elles ne sont pas suffisantes. Elles nous fournissent un plan de base, qui manque d'une dimension historique. L'utilisation des archives administratives, des rapports de voyageurs et de missionnaires, de même que les traditions orales des peuples eux-mêmes et de leurs voisins, non seulement nous aide à reconstituer le passé mais enrichit notre compréhension du présent. C'est naturellement essentiel à l'étude de l'évolution sociale et culturelle. La plupart des anthropologues américains souscriraient à cette opinion qui a été aussi celle de leurs prédécesseurs¹. Les anthropologues anglais, sous l'influence de Malinowski et de Radcliffe-Brown, ont nié la valeur de l'histoire conjecturale, reconstruite en l'absence d'archives sûres, pour la compréhension de sociétés contemporaines. Mais un grand nombre de ceux qui étudiaient les sociétés

¹ Pour un exposé récent de cette position, voir *Continuity and Change in African Cultures* (University of Chicago, 1958), en particulier p. 2 : « Si la culture évolue, si la culture est dynamique, elle doit être étudiée dans sa dimension historique aussi bien qu'en termes de rapports entre ses composantes ». Ce livre contient un certain nombre d'essais encourageants d'anthropologues américains sur les aspects spécifiques de l'évolution culturelle ; les deux éditeurs, Herskovits et Bascom, ont également apporté d'importantes contributions aux études sur l'Afrique Occidentale.

africaines pour lesquelles un certain matériel historique était disponible, incorporèrent ce matériel dans leurs rapports. Parmi ceux qui écrivirent avant 1942, il faut citer Godfrey et Monica Wilson, I. Schapera, A. I. Richards, L. Mair, S. Nadel, M. Read et M. Gluckman. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, un grand nombre d'entre eux, ainsi que d'autres, ont apporté des contributions aux études africaines et, dans certains cas, se sont particulièrement intéressés à l'histoire des institutions politiques - par exemple E. Evans-Pritchard, J. A. Barries, I. Cunnison, A. Southall, A. Epstein, G. I. Jones et M. G. Smith. En 1952, le East African Institute of Social Research, sous la direction du Dr A. I. Richards, projetait une étude comparative du développement politique dans certaines tribus de l'Ouganda et du Tanganyika. Le livre fut publié en 1960 sous le titre *East African Chiefs* et les collaborateurs comprenaient des membres anglais et américains de l'Institut et d'autres savants travaillant en même temps dans cette région ¹.

Si je me suis étendue sur les contributions récentes aux études africaines, c'est qu'on prétend parfois que les anthropologues anglais, en rejetant l'utilisation de l'« histoire conjecturale », ont également fait peu de cas de l'utilisation du matériel historique pour l'analyse des institutions actuelles. Il est certain que Radcliffe-Brown, en adoptant une définition étroite de l'explication historique, la distinguait nettement de l'explication sociologique; toutefois, ceux qui souscrivent à ce point de vue ne nieraient pas que les documents historiques peuvent être traités comme le matériel important d'une période plus primitive, aussi insuffisants soient-ils à certains égards.

En fait, leurs carnets de notes sont des documents historiques. Tout en proclamant que l'anthropologie a développé ses techniques particulières pour l'étude approfondie des sociétés et que l'anthropologue a une optique de spécialiste sur les phénomènes sociaux et qu'il s'intéresse à un certain nombre de problèmes extérieurs au domaine de nombreux historiens, il y a aujourd'hui des anthropologues anglais qui admettraient néanmoins que la limite entre l'anthropologie sociale et l'histoire est une question de convention ou de convenance. Je ne me propose pas de développer ici ce point de vue avec lequel je suis d'accord, mais je désire indiquer que la relation entre l'anthropologie sociale et l'histoire, problème que Malinowski a discuté dans ce livre, reste un sujet de discussion parmi les anthropologues anglais ².

¹ En plus de son essai dans ce volume, L. Fallers nous a également donné une excellente analyse du système politique traditionnel et actuel des Soga dans son livre *Bantu Bureaucracy*, 1956. Parmi les spécialistes américains en sciences politiques qui ont étudié l'Afrique Occidentale, il faudrait citer aussi J. COLEMAN, *Nigeria, Background to Nationalism*, 1958 et D. APTER, *The Gold Coast in Transition*, 1955.

² En 1950, dans la série de cours Marett sur « l'Anthropologie Sociale passée et présente », Man, 1950, n° 198, Evans-Pritchard contesta la valeur de l'anthropologie sociale en tant que science naturelle et déclara qu'elle avait plus en commun avec l'histoire. Cet article est important non seulement parce qu'il a suscité de nombreuses discussions depuis 1950, mais parce qu'il a fait entrer dans l'arène de la controverse publique un certain nombre de questions qui jusque-là avaient été principalement un sujet de discussions privées parmi les anthropologues anglais.

Malinowski lui-même n'a jamais défini clairement ses idées à ce sujet, comme le prouvent les contradictions contenues dans ce livre. « Il est vain d'opposer histoire et science. Négliger l'une des deux rend toute recherche humaniste incomplète... Le soi-disant fonctionnalisme n'est pas et ne peut être opposé à l'approche historique, mais il est en fait son complément indispensable ». En effet. Mais un matériel historique insuffisant a une valeur aussi longtemps qu'on le manie avec précaution et esprit critique. Ailleurs, Malinowski affirme que :

« admettre la légitimité de l'intérêt pour la reconstitution, même une passion archéologique, est une chose ; supposer que la reconstitution est une méthode spécifique pour l'étude du contact culturel en est une autre. Il est tout d'abord essentiel de ne pas confondre le passé reconstitué avec la réalité de ce qui survit comme un résidu vital du passé historique... Ce qui importe pour l'avenir et même pour le présent, c'est ce qui est encore vivant et non ce qui est mort... Pour celui qui étudie l'évolution culturelle, ce qui importe réellement n'est pas le passé objectivement fidèle, scientifiquement reconstitué et qui est de la plus haute importance pour l'archéologue, mais bien la réalité psychologique d'aujourd'hui ».

Il serait présomptueux pour quiconque, même un ancien élève, d'affirmer ce qu'étaient réellement les vues de Malinowski, mais de l'analyse des problèmes contenus dans ce livre et de l'importance accordée au rôle de l'anthropologue comme conseiller pratique, il ressort que Malinowski ne considérerait pas « le passé objectivement fidèle » comme essentiel à la compréhension de la situation de contact et d'évolution culturels. Le Dr Mair a, me semble-t-il, correctement diagnostiqué son attitude ambivalente face à l'histoire lorsqu'elle dit qu'elle « était compliquée par son souci de la politique »¹. Je crois qu'elle était aussi en harmonie avec sa conviction que les seules généralisations valables qui pouvaient être faites au sujet de l'évolution étaient celles fondées sur un excellent « travail empirique sur le terrain ». C'est un idéal auquel nous devons tous souscrire en théorie ; mais puisque, comme nos prédécesseurs, nous arrivons sur le terrain avec toutes nos imperfections, peu d'entre nous peuvent espérer que leurs carnets de notes, leurs documents historiques, sortent intacts de l'examen critique d'une génération ultérieure d'anthropologues et d'historiens. Nous devons faire du mieux que nous pouvons ; nous devons également utiliser au mieux les documents historiques disponibles.

Il y a cependant un point sur lequel la plupart d'entre nous seraient d'accord avec Malinowski : l'anthropologue a, envers les Africains, l'obligation morale de donner à ceux qui sont concernés par les affaires africaines (qu'ils soient Européens ou Africains) le bénéfice du savoir acquis par la recherche et de donner un avis là où il est requis. C'est un point de vue auquel Malinowski s'est attaché avec une conviction passionnée dès 1929 et qu'il a constamment préconisé. L'application pratique de la recherche anthropologique s'est plutôt développée depuis l'époque de Malinowski, quoique nous soyons peut-être moins confiants que nous l'étions auparavant quant à la valeur de notre contribution aux affaires pratiques. Il est admis que la politique a un

¹ Lucy MAIR, « Malinowski and the Study of Social Change », in *Man and Culture*, op. cit., p. 241.

déterminisme qui lui est propre et que les domaines où l'anthropologue peut le plus utilement faire des recommandations pratiques sont également limités - ou plus clairement définis. Mais les études anthropologiques, en vertu de leur particularité et de leur pénétration, conservent une importance primordiale pour la bonne compréhension des institutions africaines contemporaines en évolution ¹.

Mais il est encore une autre façon pour l'anthropologue qui étudie l'évolution, d'être aujourd'hui utile aux Africains. On trouve chez de nombreux peuples africains une recrudescence d'intérêt pour leur propre histoire ; même l'histoire qu'ils ont oubliée mais qu'on peut encore trouver dans les archives administratives, les rapports des missions, des voyageurs et des commerçants, ainsi que d'anciens carnets de notes. Dans de nombreuses communautés, les Africains ont constitué leurs propres sociétés d'histoire ; les gouvernements africains ont proposé des thèmes pour la recherche historique ; des historiens africains ont publié un certain nombre d'études. L'anthropologue qui va aujourd'hui sur le terrain, même si ce n'est que pour étudier le gouvernement local, le régime foncier, ou la famine et le mariage, est fréquemment tenu par ses hôtes africains d'agir en historien et de leur rendre accessible le matériel qu'il a réuni ou auquel il a accès, concernant leur histoire, leurs traditions et les formes pré-européennes d'organisation. Cet intérêt pour le passé ne provient pas d'un désir de revenir au mode de vie antérieur ; il jaillit du désir de recouvrer l'héritage d'un passé qui symbolise leur identité nationale ou tribale, dans un présent où les anciens jalons disparaissent et où les frontières traditionnelles se dissolvent.

Connaissant la capacité de Malinowski à répondre aux exigences d'une situation sur le terrain et connaissant son sens profond du devoir dû à tout peuple au milieu duquel il a travaillé, on peut prédire qu'il aurait assumé le rôle d'historien des cours de justice et qu'il y aurait trouvé du plaisir. On peut aussi prédire qu'il aurait développé davantage ses idées concernant la fonction de l'histoire, de la tradition et du mythe en tant que privilèges des institutions et des valeurs actuelles.

LES MANUSCRITS DE MALINOWSKI.

La portée et la structure de ce livre reposent sur certains articles de Malinowski et sa façon de traiter le sujet au cours des séminaires qu'il a tenus à l'Université de Yale en 1941. La première partie com. prend une grande partie du matériel de son « Introductory Essay » aux *Methods of Study of Culture Contact in Africa* (1938), où étaient rassemblés certains résultats du programme de recherches commencées en 1931 par l'International African Institute. La seconde partie expose les applications de sa théorie du contact et de l'évolution culturels aux institutions particulières.

¹ Pour une discussion détaillée du rôle de l'anthropologue, voir L. P. Mair, *Studies in Applied Anthropology*, 1957.

Pour certains chapitres j'ai eu à ma disposition des manuscrits presque complets, ne nécessitant que des corrections minimales et l'insertion de notes additionnelles. Ceci vaut en particulier pour la seconde partie du chapitre I, le chapitre II et la première partie du chapitre III, les chapitres IV, VII, VIII, X et XIII. Pour les autres, à l'exception de XI et XII, j'ai eu affaire principalement à des textes dactylographiés; mais avec la nécessité de nombreuses mises au point et l'on peut dire qu'ils représentent une mosaïque de tous les matériaux disponibles sur les sujets traités. Les chapitres XI et XII, les deux plus importants au point de vue de l'administration coloniale, étaient les plus difficiles car, dans le premier cas, les notes étaient presque complètes mais rédigées au crayon ; alors que dans le second il n'y avait en tout que huit pages rédigées, dont certaines se répétaient. Il y avait heureusement des tableaux détaillés contenant un résumé des faits et je les ai incorporés au texte en les développant un peu. Quant à mes propres additifs, je les ai indiqués par des notes en bas de page. En dehors de modifications minimales qui ne changent pas la substance de ses idées, généralisations, critiques et théories, le vocabulaire de l'ensemble du livre est celui de Malinowski.

REMERCIEMENTS

J'exprime mes remerciements les plus chaleureux à l'Université de Yale, non seulement pour la « Research Fellowship in Race Relations » qui m'a permis d'éditer les manuscrits de Malinowski sur l'évolution culturelle, mais aussi pour les facilités et l'aide qui me furent accordées si spontanément pendant mon séjour à New Haven. Le travail a été mené à bien en accord avec le Professeur Maurice R. Davie, président des Départements de « Sociologie » et de « Relations raciales » à Yale et je ne suis que trop profondément consciente des exigences que je lui ai imposées sur son temps, sa bonté et sa patience. Je lui dois beaucoup pour ses conseils et ses critiques utiles.

Je suis également très redevable au Dr Audrey Richards, au Dr Lucy Mair, au Dr Margaret Read et au Dr Raymond Firth qui, malgré leurs travaux et leurs tâches supplémentaires dus à la guerre, ont lu le premier brouillon du manuscrit et ont fait commentaires et critiques. Quoique je ne puisse être d'accord avec toutes leurs suggestions, beaucoup s'avérèrent d'une valeur primordiale au cours de la révision ultérieure du livre.

Enfin, je voudrais exprimer ma profonde gratitude à Mrs. A. V. Malinowski pour m'avoir confié le privilège et la responsabilité d'éditer les manuscrits de son mari, pour les conseils et les encouragements qu'elle m'a prodigués à tous moments. C'est une tâche que j'ai entreprise de grand cœur car, en tant qu'ancienne élève de Malinowski, je réalise combien il a contribué à mon savoir et à ma formation en matière de théorie et de travail sur le terrain. La dette que j'ai contractée envers celui qui fut un grand anthropologue et un ami généreux, ne pourra jamais être payée ; en éditant ses manuscrits j'espère rendre accessible à d'autres anthropologues et à de futurs

savants la portée de sa contribution à l'un des domaines les plus importants de l'anthropologie - celui du contact et de l'évolution de la culture.

P.M.K.

Londres, 1961.

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I

LES NOUVELLES TÂCHES DE L'ANTHROPOLOGIE MODERNE

LA NÉCESSITÉ D'UNE ANTHROPOLOGIE APPLIQUÉE.

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution culturelle, c'est le processus par lequel l'ordre existant d'une société, c'est-à-dire sa culture sociale, spirituelle et matérielle, passe d'un type à un autre. L'évolution culturelle englobe donc les processus plus ou moins rapides de changements dans la constitution politique d'une société; dans ses institutions intérieures et ses méthodes de colonisation territoriale ; dans ses croyances et ses méthodes de connaissance ; dans son instruction et ses lois ; de même qu'en ce qui concerne ses outils essentiels et leur emploi, la consommation des biens sur laquelle est fondée son économie sociale. Au sens le plus large du terme, l'évolution culturelle est un facteur permanent de civilisation humaine ; elle se fait partout et en tous temps. Elle peut être provoquée par des facteurs et des forces jaillissant spontanément à l'intérieur de la communauté, ou elle peut se produire au contact de cultures différentes. Dans le premier cas, elle prend la forme d'une évolution indépendante ; dans le second, elle constitue le processus qu'en anthropologie on appelle généralement diffusion.

Actuellement, cependant, l'évolution culturelle connaît dans ses deux variantes une rapidité et une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les inven-

tions techniques, les développements de l'industrie et de l'organisation financière et commerciale ont accéléré l'évolution du monde occidental, lui assurant une domination matérielle de grande envergure. Le progrès mécanique, cependant, n'a pas été accompagné par un contrôle correspondant des conditions sociales et de la culture spirituelle. Le monde occidental est divisé par la guerre et par le danger de nouvelles guerres ; par un conflit aigu entre les principes politiques et par l'incapacité, dans la plupart des pays, de faire face aux problèmes économiques les plus urgents. Jusqu'ici insolubles, les problèmes de l'économie et de la politique mondiale, du droit international et de la réaction nationaliste, constituent une phase de l'évolution culturelle. Mais l'anthropologue n'a pas été appelé à traiter de ces questions dans un esprit de recherche désintéressée et de compréhension scientifique qui pourrait avoir une valeur pour les générations futures. Il peut être autorisé, pour le moment, à indiquer que certaines conclusions, valables et précieuses par rapport à des peuplades primitives, pourraient aussi être appliquées avec succès à nos propres sociétés. L'anthropologue pourrait aussi réfléchir utilement sur le fait qu'évolution et diffusion sont des processus qui ne sont pas aussi différents qu'ils semblent l'être au premier abord. L'évolution culturelle en Afrique ne diffère pas profondément de ce qui actuellement transforme les contrées rurales et arriérées de l'Europe, qui passent du stade de communautés paysannes vivant selon des systèmes économiques locaux séculaires, selon des systèmes de parenté traditionnels, à celui de nouveaux groupements de type prolétarien, tels qu'on en trouve dans les zones industrielles des États-Unis, d'Angleterre et de France.

Mais pour de multiples raisons, il est plus simple et plus profitable d'étudier les processus de diffusion dans un domaine qui, étant plus éloigné, peut être étudié avec un plus grand détachement et on les questions sont en même temps plus simples et sous le contrôle plus direct des facteurs d'évolution. Il est aussi préférable de choisir pour notre étude une zone large mais bien définie, une zone où un organisme de recherches a déjà progressé au cours des dernières années. En Afrique, nous avons eu dernièrement un certain nombre d'études sur le vaste mouvement qui s'opère à partir des conditions tribales, Vers une occidentalisation partielle des indigènes ¹.

¹ L'initiative est venue de l'International Institute of African Languages and Cultures qui a largement financé le travail. Il a été poursuivi, entre autres, par le Dr. A. I. Richards, de l'Université de Johannesburg et le Dr Read, de la London School of Economics ; le Dr I. Schapera, de l'Université de Capetown ; le Dr M. Hunter, le Dr S. Nadel et le Dr Gordon Brown ; le Dr L. P. Mair, de la London School of Economics ; M. Godfrey Wilson, directeur de l'Institut Rhodes-Livingstone (N. Rhodesia) ; le Dr M. Fortes ; le Dr G. Wagner et le Dr K. Oberg - tous ont été formés dans le Département d'Anthropologie, à l'Université de Londres.

De Johannesburg, sous la direction du Professeur Winifred Hoernlé, l'étude des communautés détribalisées a été poursuivie par M. et Mme Krige, Mme Hellman, Mme H. Beemer, qui travaillaient dans les sections tribales et détribalisées des Swazi.

Une contribution particulière à la théorie et aux méthodes dans l'étude du contact et de l'évolution est le Memorandum XV de l'International Institute of African Languages and Cultures, intitulé *Methods of Study of Culture Contact in Africa* (Londres 1938), réédité dans *Africa*, vol. VII, VIII, IX.

L'anthropologue devient de plus en plus conscient du fait que l'étude de l'évolution culturelle doit devenir l'une des tâches principales sur le terrain et en matière de théorie. La fiction de l'indigène « non contaminé » doit être laissée en dehors de la recherche sur le terrain et en dehors de l'étude. Il est incontestable que l'indigène « non contaminé » n'existe nulle part. L'homme de science doit étudier ce qui est et non ce qui aurait pu être. Bien que son intérêt essentiel soit la reconstitution du passé tribal, il doit néanmoins étudier l'indigène tel qu'il est actuellement, soumis aux influences occidentales. Ce n'est que sur la base de ce qui demeure (le l'ancienne culture, tout en récoltant les souvenirs d'informateurs âgés et en examinant minutieusement les vieilles archives, qu'il peut reconstituer les conditions tribales préexistantes et procéder à la reconstitution du passé.

Cependant, le savant moderne est également conscient que pour apprécier ce qu'est la diffusion, il est nécessaire de l'étudier empiriquement et de première main. Le travail sur le terrain, sur une large échelle, dans l'Afrique d'aujourd'hui devient par lui-même une tâche scientifique. Le devoir de l'ethnologue, en tant que chroniqueur d'événements contemporains, est de décrire et d'analyser une des phases les plus significatives de l'histoire de l'humanité, à savoir l'actuelle occidentalisation du monde. Les observations faites sur l'évolution culturelle, telle qu'elle s'opère sous nos yeux, nous révèle également les lois générales de la diffusion ; elles fournissent le matériel pour la compréhension de certains aspects de la culture humaine - la ténacité des croyances et des modes de vie traditionnels ; les raisons pour lesquelles certains aspects de la culture se diffusent plus rapidement que d'autres - en bref le caractère dynamique du processus.

En tant qu'humaniste, il devrait être Conscient que ce processus implique des intérêts humains et des passions humaines qui se trouvent encore pour une grande part sous le contrôle absolu de représentants de l'active civilisation occidentale. Ce contrôle n'a pas toujours été scientifiquement éclairé par une connaissance de tous les faits mis en cause. Même aujourd'hui, nous devons nous demander si les changements intervenus dans les sociétés indigènes sont tels qu'ils puissent procurer une existence commune faite de coopération harmonieuse ; ou doivent-ils conduire à des forces, temporairement réprimées mais puissantes, de rupture, de bouleversement et des catastrophes historiques d'une ampleur sans précédent ?

Il y a une obligation morale à tout appel, même à celui d'un spécialiste scientifique. Le devoir de l'anthropologue est d'être l'interprète juste et fidèle de l'indigène. Ce n'est pas seulement un devoir de gratitude pour les services reçus sous forme d'informations, de bonne volonté et de générosité -et pourtant même cela imposerait à celui qui étudie l'humanité primitive des obligations particulières. C'est la preuve du

Tous les récents volumes d'Africa, le journal de l'Institut, doivent cependant être consultés par quiconque est intéressé par les problèmes modernes de l'anthropologie appliquée, en particulier ceux de l'évolution culturelle.

fait que celui qui travaille sur le terrain comprend ou devrait comprendre les conditions dans lesquelles vivent les races indigènes. Il doit être capable de préciser aux commerçants, aux missionnaires et aux exploitants les besoins réels des indigènes et ce dont ils souffrent le plus sous la pression de l'intervention européenne. Il n'y a aucun doute que le destin des races indigènes ait été tragique dans le processus de contact avec l'invasion européenne.

Il y a une certaine ironie à parler de la « propagation de la civilisation occidentale », d'« apporter aux indigènes les bienfaits de notre culture », du « double mandat » et du « fardeau de l'Homme Blanc ». En réalité, l'historien de l'avenir ne doit pas oublier que dans le passé les Européens ont parfois exterminé des tribus entières ; qu'ils ont exproprié la plus grande partie du patrimoine de races primitives ; qu'ils ont introduit l'esclavage sous une forme particulièrement cruelle et néfaste ; et que, même s'ils l'ont aboli ultérieurement, ils ont traité les Noirs expatriés comme des proscrits et des parias.

L'indigène a encore besoin d'aide. L'anthropologue, incapable de le percevoir, incapable d'enregistrer les erreurs tragiques commises à certaines époques avec les meilleures intentions, à d'autres sous la pression d'une nécessité implacable, reste un archéologue recouvert de poussière académique et vivant dans un paradis illusoire. La recherche peut-elle avoir une utilité pratique ? Il était coutumier, dans certaines colonies africaines, lorsqu'un tort irrémédiable avait été causé, lorsque les choses étaient parvenues à une impasse, de nommer « une commission d'enquête scientifique » - en réalité pour sauver la face du gouvernement et pour étouffer les scrupules de la conscience. Mais pour être utile, la recherche doit être inspirée par le courage et l'à-propos. Elle doit être résumée par cette politique constructive et cette prévision raisonnable qui permettent des résultats valables, et avoir le courage d'appliquer les remèdes nécessaires.

Allons-nous de ce fait mêler politique et science ? D'une certaine façon, « oui » incontestablement, car si le savoir permet la prévision et si la prévision signifie puissance, c'est une affirmation universelle de résultats scientifiques d'insister sur le fait qu'ils ne peuvent jamais être utiles ou utilisés par ceux qui possèdent l'influence. L'importance du contact et de l'évolution culturels comme sujet de recherche a été reconnue dans la plupart des pays où les affaires coloniales avaient une importance pratique et où l'anthropologie s'est montrée florissante. Historiquement, peut-être, la palme de la priorité appartient-elle à la Hollande où il suffit de citer des pionniers tels que C. Snouck Hurgronje, qui fut capable à la fois de prêcher et de mettre l'anthropologie en valeur dans un traitement juste et rationnel des indigènes ; C. van Vollenhoven, dont l'intérêt pour le droit coutumier fut aussi révélateur sur le plan théorique qu'il fut influent dans la pratique ; le travail ethnographique de missionnaires et d'administrateurs, tout autant que l'influence plus récente d'administrateurs expérimentés tels que van Eerde et Schrieke.

L'Office Colonial Allemand d'avant-guerre encourageait les études ethnographiques, bien qu'il n'ait pas eu le temps de combiner les résultats de la connaissance scientifique avec les progrès de la politique administrative sur une grande échelle. Mais en Allemagne, des savants de premier plan en matière de cultures et de langues primitives, tels que Westermann et Thurnwald, ont très tôt découvert au cours de leur carrière scientifique l'importance théorique et pratique des études sur l'évolution culturelle.

En France, les travaux de Delafosse, Labouret et Maunier prouvent que les problèmes d'évolution et de contact culturels sont pris en considération par les savants comme par les hommes de pratique.

Récemment, l'intérêt pour l'évolution culturelle est devenu dominant en Angleterre et aux États-Unis. Les noms de W. H. Rivers et du Capitaine G. H. L. Pitt-Rivers viennent en tête de la liste des premiers savants anglais. Les travaux des Départements d'Anthropologie de Sydney et du Cap, sous la direction de A. R. Radcliffe-Brown ; l'enseignement et la recherche à Cambridge, Londres et Oxford ; l'intérêt particulier témoigné par le Royal Anthropological Institute pour l'évolution culturelle et l'anthropologie appliquée - tous ont commencé presque simultanément à l'initiative américaine associée aux noms de Wissler, Redfield, Parsons, Herskovits et Radin ; comme P. H. Buck (Te Rangi Hiroa) et Felix Keesing travaillant à Honolulu. L'International Institute of African Languages and Cultures, depuis sa fondation en 1926, a tenté de porter le problème au delà des frontières nationales et, évitant toutes questions politiques, a organisé la recherche sur les problèmes du contact culturel dans toutes les colonies africaines, avec la coopération de la science, des missions et des administrateurs de tous les pays intéressés ¹.

Malheureusement, il subsiste encore dans certains milieux une opinion puissante mais erronée selon laquelle l'anthropologie appliquée est fondamentalement différente de l'anthropologie théorique et académique. La vérité est que la science commence avec les applications. Un physicien, un chimiste ou un biologiste le savent par cœur. Qu'est-ce que l'application en matière de science et quand la « théorie », devient-elle pratique ? Quand elle nous permet d'abord de saisir la réalité empirique de façon précise ; en d'autres termes, dès que la théorie est vraie, elle est également « appliquée » dans le sens où elle est confirmée par l'expérience. D'une part, les concessions mutuelles entre la maîtrise et l'intervention humaine et d'autre part, le cours des événements naturels, constituent la seule base solide pour la science expérimentale. Il suffit de se souvenir comment les découvertes révolutionnaires, bien que d'abord strictement théoriques, de Galvani et de Volta ont, à la suite des contributions d'Ampère et de Faraday, de Kelvin et de Marconi, transformé notre

¹ Dans différentes parties de l'Afrique, les gouvernements ont utilisé les services des anthropologues pour des études particulières. A cet égard, les travaux du Dr C. K. Meek et de M. P. Talbot au Nigéria ont été remarquables ; ainsi que ceux de M. Gordon Brown et M. Bruce Hutt au Tanganyika ; de M. H. Beemer au Swaziland ; du professeur et de Mme Seligman et du Dr Evans-Pritchard au Soudan anglo-égyptien (N. de l'Éd.).

maîtrise de l'électricité et de l'éther. Les réalisations prodigieuses de la technologie moderne sont l'aboutissement légitime et direct des recherches isolées et désintéressées du polonais Copernic, des italiens Galilée et Torricelli, du français Descartes, de l'anglais Newton, du hollandais Huygens et de l'allemand Leibnitz. De même que dans la technologie ordinaire, aucun aspect de la théorie physique n'est hors de propos, de même la technologie sociale est simplement l'aspect empirique de la théorie sociale.

Ainsi l'anthropologie scientifique doit-elle être pratique. Un corollaire immédiat se pose ici : l'anthropologue scientifique doit être l'anthropologue de l'indigène en évolution. Pourquoi ? Parce que ce qui existe aujourd'hui, ce n'est pas une culture primitive isolée mais une culture en contact et en évolution. Dans la mesure où l'on tente une reconstitution, ce doit être sur la base de ce qui peut être étudié dans le présent. Une discussion des orientations et des tendances à l'évolution sera un dérivé théorique et constructif de l'observation. L'histoire a, par définition, un avenir tout autant qu'un passé. Si l'anthropologie a été très souvent une fuite dans l'exotisme, l'histoire, elle, est souvent demeurée un refuge pour ceux qui préfèrent un passé mort et enterré, à la tradition vivante et active. La tendance antique et romaine à la rétrospective et à la reconstitution n'est souvent rien d'autre qu'une fuite devant les résultats réels. En sciences naturelles, le savant recherche les forces fondamentales - mécaniques, chimiques, électromagnétiques - en grande partie dans le but de les mettre en valeur pour une utilisation future par l'homme. En sociologie, les critères de pertinence, de puissance et de vitalité sont au moins aussi importants. Une fois que nous avons admis cela, nous voyons que l'anthropologie affrontant l'étude de l'évolution culturelle ne peut finalement éluder les grands problèmes pratiques qui appartiennent à la politique coloniale constructive ¹.

Le domaine de l'évolution culturelle est un domaine dans lequel il est impossible de garder séparés les résultats théoriques et pratiques impliqués. L'homme pratique est intéressé par l'évolution culturelle, l'administrateur par les règlements politiques et législatifs, le missionnaire par le changement de religion et de morale, le colon et l'entrepreneur par les possibilités de travail, de production et de consommation indigènes. Les motivations et les intérêts des Européens entrés dans l'administration, le travail ou l'enseignement désintéressé, ou l'évangélisation, sont bien entendu non-scientifiques, mais ils constituent manifestement une partie intrinsèque de la situation présente en Afrique et ailleurs. D'autre part, il est possible de démontrer que la plupart des intérêts et des motifs des opérations d'ordre pratique en Afrique peuvent

¹ L'application de l'anthropologie aux problèmes administratifs a été également soulignée par Lord HAILEY dans *An African Survey* (1938), p. 43, où il affirme : « l'étude des réactions africaines à la culture européenne en ce qui concerne des sujets tels que le mariage, l'héritage, la propriété terrienne privée et les sanctions de la loi et de l'ordre, est peut-être l'aspect le plus important du travail anthropologique d'aujourd'hui ». Il est cependant reconnu que « les gouvernements n'ont en règle générale guère soutenu directement l'enquête scientifique du type décrit ci-dessus, soit en créant un poste d'anthropologue gouvernemental, soit en subventionnant les travaux des savants chargés des recherches » (p. 45).

être formulés en termes qui ne sont pas différents de ceux du sociologue. Le prospecteur qui veut faire fortune et s'en aller ensuite n'a nul besoin de se soucier du moment où son activité fait naître la rancune, la méfiance à l'égard des Européens, la haine raciale, ou même une misère économique profonde. Le colon qui pense à l'avenir, aux générations à venir, devra garder présents à l'esprit les problèmes des rapports futurs entre races, il devra éviter les injures graves ou même d'insulter les voisins noirs de ses enfants blancs. La question de la santé des tribus africaines, ou même de leur survie, celle d'une vie communautaire saine émergeant progressivement du chaos de la détribalisation, le problème de savoir comment certaines modifications apportées à la loi indigène donneront naissance à des adaptations défectueuses et jusqu'à quel point, avec les meilleures intentions, la moralité sexuelle doit être modifiée - tout cela intéresse autant le sociologue que, l'homme pratique.

Dans l'étude de l'évolution culturelle, nous avons d'autres raisons de savoir pourquoi l'aspect pratique est particulièrement utile pour la recherche et pourquoi la pleine coopération des administrateurs européens en Afrique est nécessaire à l'étude intelligente de tous les problèmes. La raison en est que nous avons peut-être dans la politique coloniale l'approche la plus étroite d'une expérience, à certains moments pratiquement une expérience contrôlée, à trouver dans la science sociale. Dans l'administration par exemple, le principe de *l'Indirect Rule* (administration indirecte) est un principe où des résultats pratiques sont envisagés sur une bonne base théorique. Étudier académiquement ce qui arrive dans différentes expériences sous *l'Indirect Rule*, sans être conscient des difficultés pratiques et des prévisions d'un travail sans heurts, signifierait manifestement être aveugle à l'aspect réellement dynamique de tout le problème.

Ainsi l'administration indigène doit-elle clairement planifier le système législatif, qui sera toujours une combinaison de coutumes indigènes et de principes européens de justice, puis appliquer ce système. Les financiers doivent également organiser les impôts et établir le budget des dépenses pour la santé et l'enseignement. Dans tout cela, nous avons d'une part la planification et de l'autre un processus par lequel les qualités comme les défauts, les difficultés et le succès de la planification se vérifient. L'anthropologue qui ne peut participer aux conseils intérieurs de la politique administrative, perdra une occasion précieuse d'observer comment se poursuit une expérience sociale.

Ainsi l'instruction en Afrique est planifiée, financée et dirigée par des Européens qui, en règle générale, travaillent à des fins pratiques définies. En même temps, l'homme de pratique européen moyen qui organise et poursuit l'enseignement en Afrique n'est ni un ethnologue ni même un sociologue. En général, il n'a pas conscience de la portée culturelle, sociale et politique du processus pédagogique. Surtout, il n'a généralement pas étudié le système indigène africain d'enseignement. Le résultat en est que nous produisons souvent des Africains instruits qui n'ont leur place ni dans le monde tribal, ni dans la communauté européenne. C'est le devoir de l'anthropologue « de contact » d'étudier cette question dans son contexte et dans ses applications

les plus larges. Séparer ici les implications pratiques des résultats théoriques serait aussi difficile qu'inutile.

Je pense que du fait de la discussion en Cours, la convergence totale des intérêts pratiques d'une part et des intérêts de l'anthropologie fonctionnaliste d'autre part, est devenue de plus en plus évidente. Les deux sortes d'intérêts se concentrent sur les mêmes sujets : démographie et lois ; autorité tribale et régime foncier ; compréhension de la vie familiale, de la morale sexuelle et des systèmes de parenté comme facteurs locaux et de coopération. Tous ces sujets sont manifestement aussi importants pour l'administrateur qu'ils sont intéressants pour l'anthropologue fonctionnaliste. Le pédagogue trouvera que l'argument complet d'une analyse fonctionnaliste est étroitement concerné par le problème de savoir comment la culture se transmet de génération en génération. Le missionnaire trouvera que l'étude de la religion comme principe d'intégration est essentielle à son oeuvre d'évangélisation et ait développement de tout ce qui est solide, constructif et réel dans le paganisme, en des formes plus élevées d'une religion occidentale. Ainsi, ce n'est pas seulement le sujet mais le type d'intérêt qui demeure identique. Le fonctionnaliste est essentiellement intéressé par la façon dont les institutions opèrent, ce à quoi elles parviennent et comment leurs différents facteurs sont reliés les uns aux autres. D'une certaine manière, cela implique aussi la question de savoir comment les institutions peuvent être transformées. Toute l'approche fonctionnaliste est basée sur le principe de la plasticité de la nature humaine et des possibilités du développement culturel. Elle contient aussi un avertissement : la coutume est tenace et il est difficile de transformer une famille africaine en une famille chrétienne, ou le système d'administration en quelque chose qui approche de l'idéal occidental ; ce qui s'explique par la complexité et l'assemblage de toutes les activités humaines. La règle générale selon laquelle une transformation lente, progressive et bien planifiée peut parvenir à ce qu'un débrouillage opéré au petit bonheur, de manière fortuite, ne ferait que rendre confus, constitue -donc une morale à tirer de l'analyse fonctionnaliste de la culture. Ainsi, ceux qui ont le contrôle pratique des tribus africaines peuvent employer presque directement les méthodes de recherche fonctionnaliste sur le terrain. Car ces méthodes leur indiquent directement la façon dont se situe la constitution politique d'une tribu et comment elle opère ; la façon dont procèdent les systèmes indigènes d'enseignement et comment la religion exerce une influence sociale et morale sur ses adeptes.

LA NATURE DE L'ÉVOLUTION CULTURELLE.

L'évolution culturelle est un sujet difficile à traiter et à contrôler en ce qui concerne à la fois la théorie et la méthode. Nous affrontons des problèmes relatifs aux questions où et d'où. Nous traitons d'un sujet qui est en perpétuelle évolution ; la rapidité de l'évolution déroute l'observation et bouleverse la politique. La croissance de nouvelles forces et de facteurs imprévus tels que le nationalisme africain et le développement d'églises autonomes, pose des difficultés de description et d'analyse tout autant que de politique. Dans ce nouveau travail, le théoricien comme le praticien

doivent tenir compte des larges débouchés de l'autorité occidentale, économiques aussi bien qu'impérialistes; ils doivent posséder des rudiments de théorie économique, législative et politique ainsi que des rudiments d'une théorie anthropologique.

Du fait que nous étudions le processus de diffusion dans un travail empirique sur le terrain et que les intérêts pratiques et théoriques doivent être équilibrés, il nous faut donc définir la nature du processus, les principes et les concepts qui doivent être utilisés, la méthode de travail sur le terrain et la meilleure coopération entre les agents blancs de l'évolution et les théoriciens. Un regard jeté sur n'importe quelle partie de l'Afrique orientale ou méridionale révèle que nous avons affaire non pas à une culture unifiée ou hétérogène, mais à un ensemble disparate de zones culturelles. Celles-ci peuvent être classées en trois catégories, chacune enfermant un type particulier d'existence humaine, une phase particulière du processus culturel. Il y a des districts à prédominance européenne et contrôlés par des modes de vie et de pensée occidentaux. Il existe des réserves tribales presque purement africaines. Mais à côté de ces districts, il y a également des districts et des institutions où Africains et Européens collaborent et dépendent les uns des autres de la manière la plus directe et la plus spécifique.

SURVOL DE L'AFRIQUE ACTUELLE.

Pour concrétiser nos arguments, regardons à quoi ressemble l'Afrique d'aujourd'hui¹. Un passager empruntant la ligne intérieure des Imperial Airways aura une excellente perspective à vol d'oiseau de la situation culturelle. Après le ruban vert du Nil, jalon des plus anciennes civilisations du monde, en remontant vers le cœur du continent, on reçoit la première impression de l'Afrique Noire dans les marécages du haut Nil. Les villages circulaires sont construits sur le modèle ancien sans la moindre touche d'architecture européenne; les indigènes dans leurs vieux vêtements - ou leur absence ! - évoluent au milieu du bétail parqué dans des enclos fermés ; l'isolement évident de chaque établissement dans ce qui semble être des marécages presque inaccessibles - tout cela donne une idée de ce qu'était l'ancienne Afrique inviolée. Il n'y a pas de doute que nous avons ici l'une des grandes forteresses de la culture indigène.

Dès que l'avion survole la frontière qui sépare les tribus Nilotiques et Bantoues, il devient manifeste que nous survolons une Afrique transformée. Chez les Bagandas, les maisons sont neuves, carrées, construites sur le modèle européen ; même vus d'en haut, l'habillement et les ornements sont signés Manchester et Birmingham. Les routes et les églises, les autos -et les camions proclament que nous sommes dans un

¹ Cette partie: « Survol de l'Afrique actuelle » (pp. 9-11) est citée d'après l'essai préliminaire de Malinowski, «The Anthropology of Changing African Cultures», réédité de *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, Memorandum XV, The International Institute of African Languages and Cultures (1938), p. VII-X. (N. de l'Éd.).

monde en évolution, dans lequel deux facteurs opèrent ensemble et produisent un nouveau type de culture se rattachant en même temps à l'Europe et à l'Afrique et qui n'est cependant pas une simple copie de l'une ou de l'autre. Lorsque l'avion atterrit à Kisumu, nous sommes dans une petite ville en grande partie contrôlée par les intérêts des mines d'or de la région. Une partie, de la ville a l'air presque européenne. Certaines rues nous font penser à l'Inde. Mais l'ensemble est un compound avec une existence qui lui est propre, déterminée par la proximité de plusieurs tribus africaines, par les activités des Européens qui y vivent et y commercent, par le fait de l'immigration indienne. C'est un centre important d'exportation et de commerce de l'or ; comme tel il doit être étudié par le sociologue par rapport aux marchés mondiaux, aux centres industriels et aux organismes bancaires d'outre-mer, autant qu'en relation avec le travail africain et les ressources naturelles.

A Nairobi, nous entrons dans un monde où les indigènes et les choses ne semblent jouer respectivement que des rôles de muets et de propriétés. Tout est dominé par d'énormes édifices administratifs européens, banques, églises et magasins. Les Blancs font leur commerce européen et vivent dans un monde presque inviolé - en surface - par l'Afrique. En fait il repose sur des bases africaines. Ce serait un grave malentendu sociologique de prendre au pied de la lettre le slogan des East African Highlands qui décrit le pays comme celui « de l'Homme Blanc ». La culture européenne de l'Afrique orientale, quoique étant dans une très grande mesure d'importation européenne, s'est adaptée au milieu physique de l'Afrique et reste dépendante du milieu humain africain.

Nous rencontrons cette division tripartite - l'ancienne Afrique, l'Europe importée et la nouvelle culture composite - tout le long des routes aériennes, des chemins de fer et des routes terrestres. On trouve des réserves indigènes où l'on peut encore entendre de la musique africaine, voir des danses et des cérémonies africaines, parler à des Africains revêtus de leurs costumes traditionnels, ignorant tout langage européen et vivant presque complètement selon le mode de vie tribal traditionnel.

Et puis, pas très loin de là, dans le bungalow d'un colon ou dans une petite communauté européenne, on écoute à la radio une musique venant d'Angleterre, on prend plaisir à des chansons « purement européennes » où il est question de l'« Alabama », de « Baby » et du « Nègre fredonnant avec les grillons » ; on peut lire le dernier numéro du *Tatler* ou du *Sketch* et goûter une discussion sur le sport, local ou d'outre mer, ou sur les partis politiques anglais. L'Africain ne pénètre dans ce monde que comme une ombre : c'est le domestique apportant le plateau de boissons « du coucher du soleil », ou l'écho des chansons africaines venant du compound de la plantation. Autrement, l'Européen vit dans un oubli total de la vie indigène africaine. De temps à autre une anecdote drôle, des questions de travail, des problèmes administratifs ou les difficultés des missions sont discutés par ceux qui sont chargés professionnellement du contrôle d'un quelconque problème indigène. Mais il n'y a pas de véritable intérêt pour la vie africaine elle-même.

Sur le plan social et culturel aussi bien qu'économique, la barrière de couleur détermine dans une grande mesure les relations entre Européens et Africains. Considérer ces rapports comme « une zone bien intégrée de vie commune », ou comme un simple « mélange » reposant sur un « emprunt » direct, c'est ignorer les pulsions réelles de choc et de réaction et ne pas tenir compte des résistances et des antagonismes naturels et puissants des deux races et des deux cultures.

Il y a cependant des concessions mutuelles. Il existe un contact vivant et une coopération vivante. Il y a des activités où les Européens doivent faire confiance aux travailleurs africains et les Africains sont à certains moments prêts à servir ou peuvent être amenés à signer un contrat. Il y a des processus et des événements dans lesquels des groupes entiers d'Européens offrent spontanément et généreusement aux Africains ce qu'ils considèrent comme le meilleur de la culture européenne. Les Africains, appréciant alors la valeur et les avantages de la religion, de l'enseignement et de la technologie venant d'Europe - ou surpris par leur nouveauté - se mettent à adopter avidement et de tout leur cœur les manières occidentales. Tout aussi souvent, ils réagissent de façon tout à fait incontrôlée et incontrôlable par les missionnaires ou l'administrateur, parfois de façon directement hostile aux Blancs.

Nous rencontrons partout en Afrique des lieux et des institutions où le contact culturel est établi comme dans un atelier. L'enseignement est dispensé dans des écoles et l'évangélisation est poursuivie dans des églises ou des missions. Un mélange de droit coutumier et de lois étrangères est appliqué dans des cours indigènes supervisées par des Européens, ou encore par des magistrats européens plus ou moins au courant des codes et des coutumes indigènes.

Ainsi, nous pouvons conclure, même d'une étude superficielle, que l'Afrique en évolution n'est pas un sujet unique mais un sujet composé de trois phases. On pourrait presque prendre un morceau de craie et tracer sur la surface du continent les zones de chaque type : zones à prédominance européenne, purement africaines et zones couvertes par les processus d'évolution ¹.

Chaque phase - européenne, africaine et celle de contact et d'évolution culturels - est soumise à son déterminisme culturel spécifique. Les habitants blancs d'une ville, d'une mission, l'exploitation rurale d'un colon ou le compound administratif restent en contact avec la mère-patrie. Leurs idéaux pédagogiques, leur foi religieuse, leur fidélité politique, leurs intérêts scientifiques ou économiques sont tous européens, basés sur une formation européenne, dépendant d'institutions européennes et souvent guidés d'Europe.

Les réserves tribales africaines puisent leur force dans la tradition indigène locale. Leur adaptation au milieu est le résultat d'un processus séculaire. Elles sont politiquement contrôlées par des chefs ou des conseils auxquels elles doivent une obéissance

¹ Fin de la citation de « Survol de l'Afrique d'Aujourd'hui ». (N. de l'Éd.).

basée sur des idées, des croyances et des sentiments africains. Même lorsque certains membres d'une tribu sont convertis à une religion étrangère, instruits dans des écoles européennes et soumis à la règle et à la juridiction européennes, ils conservent une grande partie de leurs opinions et de leurs sentiments qui sont des produits de la culture africaine et du milieu africain.

Lorsque nous en venons aux institutions qui résultent du contact et de l'évolution, nous voyons une fois encore qu'elles ne sont pas complètement mues par les influences européennes, ni cependant par les influences africaines, mais qu'elles obéissent à un déterminisme spécifique qui leur est propre.

Tout cela impose de nouvelles tâches à l'anthropologie moderne dans la mesure où elle doit dès lors être concernée par l'évolution culturelle. Le chercheur doit comprendre en quoi consistent les processus de l'évolution culturelle. Il doit avoir conscience de ce que sont les facteurs essentiels : par exemple, les influences européennes, la résistance au changement des cultures indigènes, la promptitude à adopter certaines méthodes nouvelles tout en en rejetant d'autres - en bref les forces et les facteurs de transformation. Celui qui travaille sur le terrain doit improviser la façon d'étudier ces phénomènes, de les organiser et de les présenter d'une manière claire et convaincante. L'évolution est manifestement plus difficile à étudier que les conditions stables et bien cristallisées. En travaillant le problème, nous avons besoin d'un certain cadre de références auquel pouvoir rattacher la multiplicité des facteurs, la variété protéenne des phénomènes en évolution. Une théorie correcte de l'évolution doit, par conséquent, offrir des méthodes de recherche empirique. Finalement, comme on l'a déjà souligné, l'anthropologue doit se rendre utile. Il est membre de la civilisation occidentale active qui a commencé et qui, dans une grande mesure, contrôle, encore les processus de contact. Sa science doit fournir autant de renseignements et de conseils que possible aux agents contrôlant l'évolution.

Considérons les trois points suivants :

1. La nature de l'évolution culturelle.
2. Les méthodes empiriques du travail sur le terrain les mieux adaptées pour donner une image claire de l'évolution culturelle dans chaque cas particulier.
3. Les principes de conseils pratiques basés sur ce pouvoir de prévision que chaque science solide doit fournir ; les critères d'adaptation et de vitalité des institutions africaines et la possibilité de prévisions dans le processus d'évolution culturelle ¹.

¹ Dans le Memorandum XV de l'International Institute of African Languages and Cultures, une série d'articles sur l'évolution culturelle fut publiée en 1938 sous le titre de *Methods of Study of Culture Contact in Africa*. De nombreux auteurs ont donné des réponses, implicites ou explicites, aux problèmes posés ci-dessus. Du fait que leur matériel est tiré de notre champ d'étude, l'Afrique, et du fait qu'un grand nombre de leurs théories et de leurs méthodes sont celles utilisées par les

Chapitre II

THÉORIES DE L'ÉVOLUTION CULTURELLE

LA SITUATION DE CONTACT CONSIDÉRÉE COMME FORMANT UN TOUT.

[Retour à la table des matières](#)

En ce qui concerne la nature de l'évolution culturelle, une simple mise au point intervient immédiatement. Une situation de contact est à tout moment une réalité culturelle. Pourquoi ne la considérerions-nous pas comme « un tout » puisque dans n'importe quel cas particulier nous avons des Africains et des Anglais, des immigrants indiens et méditerranéens travaillant ensemble à l'intérieur d'un même habitat à des travaux culturels d'ensemble ? Une fois cette hypothèse posée, le problème du travail empirique sur le terrain se résout de lui-même. Nous devrions utiliser les mêmes méthodes et les mêmes moyens qu'employait l'anthropologue d'autrefois dans son étude de sa seule culture primitive, relativement simple.

D'une façon générale, il est actuellement reconnu que les Européens constituent une partie intégrante de toute situation de contact. Il y a quelque temps, j'ai affirmé irrévérencieusement qu'« un anthropologue éclairé devrait tenir compte de la stupidité et des préjugés européens tout autant que de la superstition et de l'arriération afri-

anthropologues dans d'autres parties du monde, je soulignerai dans le chapitre suivant certains points qu'ils ont soulevés pour l'étude de l'évolution culturelle.

caines »¹. Aujourd'hui, je m'exprimerais plus sobrement en proclamant que toute l'étendue des influences, intérêts, bonnes intentions et tendances prédatrices des Européens doit constituer une partie essentielle de l'étude de l'évolution culturelle africaine. Ce point de vue, en effet, est devenu maintenant presque un lieu commun de la théorie et du travail sur le terrain. Mais je pense que c'est pousser trop loin un lieu commun légitime quand on suggère que « le missionnaire, l'administrateur, le commerçant et le recruteur de main-d'œuvre doivent être considérés comme des facteurs de la vie tribale de la même façon que le sont le chef et le sorcier »². Pour ce qui est du travail sur le terrain, on nous dit qu'« aucune technique particulière n'est requise pour les recherches de cette sorte ... ». Et cependant un autre auteur a proclamé : « Les agents de contact peuvent être traités comme faisant partie intégrante de la communauté »³. Cela paraît plausible et rendrait certainement les choses plus simples. Nous aurions des informateurs un peu plus nombreux et sans doute de meilleure qualité. Nous pourrions considérer les Européens locaux comme des sources qualifiées d'informations et les utiliser dans ce but de la même manière que nous utilisons les informateurs indigènes⁴.

Malheureusement, ce type de simplification n'est pas à conseiller. Traiter les situations complexes de l'évolution comme « un tout bien intégré » (l'approche à « entrée unique » comme nous pourrions l'appeler), c'est ignorer le dynamisme tout entier du processus. C'est ne tenir aucun compte du facteur essentiel de l'évolution culturelle, c'est-à-dire que les résidents européens, missionnaires et administrateurs, colons et entrepreneurs, sont en fait les agents principaux de l'évolution. Le concept d'une communauté bien intégrée ignorerait, en fait, des facteurs tels que la barrière de couleur, le fossé permanent qui sépare les deux partenaires dans l'évolution et les maintient séparés à l'église et à l'usine, en matière de travail minier et d'influence politique.

Surtout, cela obscurcit et déforme la seule conception exacte de l'évolution culturelle dans de telles zones : le fait qu'elle résulte du choc d'une culture plus élevée, plus active, sur une culture plus simple, plus passive. Les phénomènes typiques d'évolu-

¹ MALINOWSKI, « Practical Anthropology », *Africa*, vol. VII (1929).

² I. SCHAPERA, « Contact between European and Native in South Africa - 2 : In Bechuanaland », *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, p. 27.

³ Cf. M. FORTES, « Culture Contact as a Dynamic Process », *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, p. 62.

La critique de Malinowski concernant cette position s'appliquerait également à celle adoptée par le Dr Gluckman dans un article intitulé « Analysis of a Social Situation in Modern Zululand », in *Bantu Studies*, vol. XIV (1940). Le Dr Gluckman y affirme : « Nous voyons que la forme dominante de la structure est l'existence à l'intérieur d'une seule communauté de deux groupes coopérants de couleur qui se différencient par un grand nombre de critères de façon à s'opposer et même à être hostiles l'un envers l'autre » (p. 28). Le Dr Gluckman admet l'existence d'une barrière de couleur ; il ne définit malheureusement pas le terme de communauté. Si cependant nous le prenons comme signifiant un groupe territorial qui participe à une culture commune, il est difficile de voir comment l'appliquer à la situation de contact africaine, en considérant les profondes différences de langage et de culture entre les deux groupes impliqués (N. de l'Éd.).

⁴ Cf. SCHAPERA, op. cit., p. 28 pour cette suggestion.

tion, l'adoption, ou le rejet, la transformation de certaines institutions et la naissance de nouvelles institutions, sont écartés par le concept d'une communauté ou d'une culture bien intégrée.

Cependant le concept exprime une vérité partielle et mineure : une petite communauté, sédentaire ou en stagnation, ou une communauté qui a, jusqu'alors, été à peine touchée par le choc de l'occidentalisation, peut être considérée comme étant dans un état d'adaptation temporaire. Le missionnaire a converti une partie de la tribu pendant que l'autre partie demeurait païenne. L'administrateur peut ne pas avoir d'occasion ou de motifs pour empiéter sur l'ancienne vie tribale. Le commerçant établi depuis un certain temps peut fournir des denrées devenues indispensables et recevoir en retour soit de l'argent, soit des produits indigènes. Ce groupe d'êtres humains qui coopèrent, qui vivent côte à côte momentanément dans des rapports peu « dynamiques », qui sont temporairement adaptés les uns aux autres - ce groupe peut être étudié comme formant un tout.

Quelle hypothèse étions-nous tenus de faire pour parvenir à cette simplification temporairement utile ? Nous étions d'accord pour oublier momentanément le fait de l'évolution. Nous ne sommes manifestement pas autorisés à le faire puisque l'évolution est le sujet essentiel de notre étude. Au moment où nous tentons d'organiser notre travail et nos intérêts autour du concept *d'évolution* et des méthodes de travail sur le terrain pour l'étude du contact culturel, il est inadmissible d'oublier que les agents européens constituent partout la tendance principale à l'évolution ; qu'ils sont les facteurs déterminants eu ce qui concerne l'introduction de l'évolution ; que ce sont eux qui programment, prennent les décisions et importent la nouveauté en Afrique ; qu'ils peuvent faire barrage, s'emparer de la terre, de la main-d'œuvre et de l'indépendance politique ; et que dans la plupart de leurs actes ils sont eux-mêmes déterminés par des instructions, des idées et des forces dont l'origine est extérieure à l'Afrique.

Prenons le cas du missionnaire ¹. Il ne peut « être considéré de la même manière que le sorcier... ». Le missionnaire est l'initiateur et l'âme de la révolution religieuse qui s'opère actuellement en Afrique. Il ne serait pas fidèle à sa vocation s'il agissait conformément au principe que le Christianisme est analogue à « toute autre forme de culte ». En fait, il doit considérer toutes les autres formes de religion comme erronées, devant être abolies et considérer le christianisme comme entièrement différent, comme la seule vraie religion à implanter. Loin de laisser les autres cultes exister parallèlement au message des Évangiles, le missionnaire s'engage activement à les supplanter.

L'administrateur, loin de jamais devenir un équivalent de l'ancien chef, loin de représenter l'autorité tribale dans le sens où il en est partie intégrante, doit toujours

¹ La discussion qui suit, sur les administrateurs européens comme faisant partie d'une tribu africaine, est extraite de « The Anthropology of Changing African Cultures » de MALINOWSKI, dans *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, pp. XV-XVII ; mais j'ai également inséré des chapitres de ses autres manuscrits. (N. de l'Éd.).

demeurer indépendant de la tribu et doit la contrôler de l'extérieur. Il n'est pas considéré comme le chef parce qu'il n'agit pas comme tel. Le fonctionnaire anglais moyen essaye d'administrer la justice et d'être un père pour ses pupilles. Mais de son point de vue, fait-il partie intégrante de la tribu ? Non. Il n'est ni né ni instruit pour cela il n'est pas non plus très au courant des idées de la tribu il est en fait le serviteur de l'Empire britannique, travaillant temporairement dans telle ou telle colonie, l'élève d'une grande école, d'origine anglaise ou écossaise. Il doit, avant tout, sauvegarder les intérêts de l'Empire. Il doit veiller aux intérêts européens dans la colonie, autant qu'au maintien de l'équilibre de ses intérêts et des exigences indigènes. Concevoir le rôle joué par les administrateurs politiques en Afrique en termes de communauté fictive « bien intégrée » nous rendrait aveugles à la définition même des tâches, de la nature et des implications de l'administration coloniale.

On ne peut non plus considérer une entreprise industrielle comme une partie de l'unité tribale, ce serait une étrange tribu africaine que celle qui engloberait les mines d'or du Rand avec ses installations gigantesques, la bourse de Johannesburg et le système bancaire qui s'étend du Cap au Caire. Les systèmes de communications, les chemins de fer et les avions des Imperial Airways, le système routier avec les autos et les camions qui y circulent - tout cela fait partie du contact culturel. Mais le concept d'une tribu africaine étendue dans laquelle tout cela pourrait être intégré dans le but de produire un horizon tribal unifié, s'effondre aussitôt qu'il est formulé ¹.

Il serait tout aussi difficile de considérer le colon et son voisin africain comme les frères d'une grande famille ; tout aussi difficile d'appliquer ce concept à un certain nombre de groupements linguistiques afrikander et aux Cafres, l'intégration en ce qui les concerne allant à l'encontre des principes fondamentaux du *Grondwet*, ou constitution des Républiques Boers.

Quant à la possibilité d'applications pratiques, la conception de l'évolution culturelle comme l'impact de la civilisation occidentale et les réactions qu'elles provoquent dans les cultures indigènes, constitue la seule approche fructueuse.

Nous devons traiter les plans, les intentions et les intérêts des agents blancs de contact comme une chose qui ne peut être réalisée que par la coopération avec les Africains ; ou qui échoue du fait d'un réel conflit d'intérêts, d'un plan défectueux, d'une incompréhension ou de l'absence de terrain commun pour un travail effectif en commun. Ici, l'anthropologue peut agir comme conseiller, s'il perçoit la possibilité d'une coopération effective ; il y a des conditions définies dans lesquelles cela est possible, alors que dans certains cas un conflit inévitable doit en être l'aboutissement ².

¹ Fin de la citation de « The Anthropology of Changing African Cultures » de MALINOWSKI. (N. de l'Éd.).

² Je voudrais ajouter que le professeur Schapera place dans son article sur la carte du travail ethnographique, l'étude des « différents motifs et intérêts qui ont poussé chacun de ces agents à empiéter sur les indigènes » (cf. op. cit., p. 33). Mais la manière dont il aimerait jeter les bases du

Le sujet de l'évolution culturelle diffère alors de celui des cultures stagnantes étudiées sous certains aspects par le travail anthropologique ordinaire sur le terrain. Il y a la culture qui empiète et la culture qui reçoit. Nous avons donc affaire à deux cultures au lieu d'une ; les modifications imposées aux récipiendaires par les agresseurs et vice versa. Et pas seulement cela. Il y a toujours la formation in situ d'une communauté agressive ou conquérante (par exemple les colons blancs). Cette communauté n'est en rien la réplique directe de sa communauté-mère dans la métropole. L'interaction entre communautés indigènes et européennes favorise l'entrée de tiers tels qu'Indiens, Syriens et Arabes en Afrique; et à certains moments, le développement d'une population mixte telle que la population de couleur du Cap, en Afrique du Sud. Tout cela complique énormément le problème, ou plutôt multiplie les éléments constitutifs du sujet.

Ici, l'anthropologue ne peut plus étudier nue entité bien définie, circonscrite, comme dans les îles d'Océanie. Il traite d'un segment d'un vaste continent ¹, d'une communauté qu'entoure un immense arrière-pays. En réalité, au sens ethnologique, il a affaire à deux arrière-pays : l'un est l'arrière-pays de culture européenne avec lequel la communauté blanche est en contact, qui la dirige, d'où elle importe des marchandises et d'où elle reçoit des idées, Vers lequel, d'une façon ou d'une autre, elle retournera. L'Africain, lui aussi, a son arrière-pays, sa culture ancienne qui maintenant fait partie du passé ; et dans un autre sens, sa communauté à laquelle il doit revenir après ses courtes prises de contact avec les Blancs ; et plus que cela, l'arrière-pays d'autres tribus avec lesquelles il devra coopérer.

Si l'anthropologie ordinaire est un sujet à entrée unique, celui de l'évolution culturelle en aura au moins trois : l'arrière-pays blanc, l'arrière-pays noir et celle du contact culturel. Aucun phénomène de la partie centrale des contacts ne peut être étudié sans que l'on se réfère constamment aux deux côtés du problème : le blanc et l'indigène.

DIFFUSION.

travail sur le terrain, comme établi dans son essai sous le titre « Basic Investigations » (pp. 27 ss.), n'est pas tout à fait compatible avec ses affirmations ultérieures plus exactes sur le problème. J'aimerais discuter d'un autre argument tiré de la contribution du professeur Schapera. Son insistance sur les « personnalités » opposées aux « institutions » est embarrassante. Elle le conduit à l'affirmation : « Pour l'indigène... il n'y a rien de tel que la civilisation occidentale en général » (op. cit., p. 34). Mais l'essence de la réaction tribale au contact blanc, du nationalisme Bantou et des différents mouvements panafricains, n'est-elle pas une opinion publique dans laquelle le monde occidental dans sa totalité est l'objet de réactions violentes et de sentiments puissants ?

¹ Dr A. I. RICHARDS dans « The Village Census in the Study of Culture in Africa », *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, p. 46, établit un point similaire et suggère que cela modifiera dès le départ les principes directeurs du travail sur le terrain.

Si nous devons chercher une solution toute prête dans la théorie ethnologique existante pour traiter de l'évolution culturelle, nous nous tournerions naturellement vers la doctrine de la diffusion et des rapports historiques des cultures passées, édifiée par l'école dont Ratzel est l'ancêtre, mais à laquelle des anthropologues allemands et américains ont apporté de notables contributions. Ces écoles conçoivent la diffusion comme une migration d'éléments (ou traits) d'une culture à l'autre. Ils sont censés être adoptés seuls ou combinés en complexes dont les éléments constitutifs ne sont pas naturellement reliés les uns aux autres. Le produit de diffusion est ainsi conçu comme un mélange d'éléments culturels ou de complexes, réunis de façon tellement libre que la principale tâche théorique de l'analyse culturelle dans les couches culturelles ou autres unités hétérogènes consiste à les démêler de leur matrice et à en montrer la provenance.

Ainsi des études comparatives occasionnelles entre les cultures mélanésiennes et les cultures d'Afrique occidentale prétendent avoir établi que la civilisation de l'arc et de la flèche a émigré de son pays d'origine quelque part en Mélanésie jusqu'en Afrique occidentale et en d'autres parties du monde. D'autres études ont montré l'influence historique des grands courants de civilisation rayonnant de l'Asie du Sud-Est à travers l'archipel de la Sonde jusqu'en Océanie. L'École diffusionniste anglaise, dans un travail de reconstitution très vivant, a cherché à établir la preuve que la culture archaïque de l'Égypte a laissé son empreinte d'un bout à l'autre du monde dans un cheminement progressif à travers l'Orient antique - Inde, Chine, îles du Pacifique et toute l'étendue du Nouveau Monde.

Quels que soient la valeur et le caractère suggestif de telles études, les méthodes sur lesquelles elles sont fondées et leurs concepts-clés devront être révisés d'un bout à l'autre à la lumière du nouveau matériel empirique obtenu par le travail réel accompli sur le terrain à propos de la diffusion actuelle, en particulier telle qu'elle se produit en Afrique. Anticipant sur certains résultats ultérieurs, je dirais par exemple que le critère d'identité de Graebner, le principe bien connu des critères de forme et de quantité et de caractères sans liens entre eux, devra être abandonné. En fait, traiter de la diffusion en termes de caractères et de complexes de caractères me paraît avoir une valeur incertaine ¹. L'étude empirique de la diffusion nous révèle que le processus n'est pas un processus de concessions mutuelles aveugles et accidentelles, mais qu'il est orienté par des forces et des pressions définies de la part de la culture donnatrice et des résis-

¹ Dans « The Present State of Studies in Culture Contact : Some Comments on an American Approach », *Africa*, XII, 1939, MALINOWSKI fait une critique semblable en discutant le point de vue de Herskovits : « Le morcellement d'une culture en « caractères » composants et son réassemblage en « complexes de caractères » n'est pas compatible avec l'analyse scientifique de la culture en unités réelles d'intérêts et d'activités organisés. La seule tentative en vue d'une définition complète et explicite des « caractères » faite jusqu'à présent est celle de Graebner, qui a été totalement admise et endossée par P. Schmidt, par Wissler et par Kroeber. Elle est basée sur l'identification de la forme non-pertinente et d'enchaînement fortuit - une identification de facteurs culturels que le fonctionnaliste ne pourra jamais admettre ». Pour une critique plus détaillée de la diffusion, voir également l'article de MALINOWSKI, « Anthropology », *Encyclopaedia Britannica* (13^e édition, 1926). (N. de l'Éd.).

tances volontaires de la part des bénéficiaires. Nous découvrirons aussi que la diffusion ne peut être étudiée dans le travail sur le terrain à moins de comprendre que les unités de transformation ne sont pas des caractères ou des complexes de caractères, mais des systèmes ou des institutions organisés. C'est l'administration européenne qui influence l'autorité tribale indigène c'est l'entreprise occidentale qui modifie le travail africain et c'est la société missionnaire organisée qui transforme une religion africaine organisée.

LE PRODUIT DE L'ÉVOLUTION EN TANT QUE MÉLANGE D'ÉLÉMENTS.

Une autre conception du phénomène de l'évolution suit largement les principes théoriques des Écoles diffusionnistes allemande et américaine. En partant de ce point de vue, on évite l'erreur de considérer l'évolution comme un phénomène culturel intégré, car il admet précisément que la culture africaine, telle que nous la trouvons aujourd'hui, n'est pas une culture homogène. Parmi les anthropologues anglais, le Dr Monica Hunter est peut-être le défenseur le plus catégorique d'une approche particulière des problèmes culturels, et de la nécessité de méthodes nouvelles pour l'étude de l'évolution culturelle. Cependant, tout en suivant les idées et les méthodes d'« analyse culturelle » des diffusionnistes, elle conçoit le terme « mélange » d'une façon quelque peu mécanique. A son avis, la tâche essentielle de l'anthropologie serait de « distinguer dans la mesure du possible les éléments empruntés à la culture européenne, de ceux qui constituaient une partie de la culture Pondo avant l'arrivée des Européens »¹.

Elle oppose explicitement « l'étude purement fonctionnaliste » à « l'étude de contact » ; elle est très consciente du fait que le point de vue fonctionnaliste rigoureux doit être modifié lorsque nous abordons une civilisation africaine en évolution et tenir compte de l'impact des influences européennes. Celui qui a pris connaissance des arguments antérieurs constatera que je suis pleinement d'accord avec la nécessité de développer de nouvelles méthodes, de nouveaux instruments de présentation et d'élargir le champ de l'anthropologie archéologique. L'approche à triple voie n'était pas nécessaire pour l'ancien type de travail sur le terrain, qui s'intéressait uniquement à une communauté indigène stagnante. Mais il doit être clair que je ne puis être d'accord avec l'affirmation selon laquelle la culture est un « mélange d'éléments partiellement fondus qui ne peuvent être compris qu'en termes de cultures-mères »² ; ou

¹ Monica HUNTER, « Contact between European and Native in South Africa - 1 : In Pondoland », *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, p. 18.

Le Dr Elsie CLEWS PARSONS, dans son ouvrage *Mitla* (1936), a également suivi un processus semblable pour classer les éléments indigènes et espagnols dans la culture zapotèque. (N. de l'Éd.).

² HUNTER, op. cit., p. 10.

encore lorsqu'elle parle de « l'impossibilité de comprendre les institutions existantes sans une connaissance du passé » ¹.

Les passages cités nous incitent à étudier plusieurs questions, car elles sont très pertinentes pour la formulation de méthodes d'étude et d'une théorie de l'évolution culturelle. La comparaison d'un « mélange d'éléments partiellement fondus » suggère-t-elle une vision précise de la nature de l'évolution culturelle ? Devons-nous réellement traiter d'une juxtaposition mécanique ou d'un enchevêtrement, avec des éléments provenant de deux contextes et mélangés dans des proportions différentes ? Encore une fois, dans quel sens une phase actuelle du développement et de l'évolution peut-elle être comprise en termes de cultures-mères ? Les changements survenus en Afrique sont-ils d'une part directement rattachés à la culture européenne et de l'autre à la culture africaine ? En réalité, l'Européen en Afrique n'est-il pas, d'une certaine façon, profondément différent de l'Européen chez lui ? Je veux dire par là que l'impact des intérêts, des influences et des agents européens actifs n'est pas une simple fusion ou un mélange, mais une réalité orientée sur des plans différents avec des buts définis qui ne sont pas tout à fait intégrés et qui de ce fait n'opèrent pas d'une manière simple ; et surtout qui ne se mêlent ni ne fusionnent avec les cultures africaines niais les modifient d'une manière beaucoup plus complexe et dynamique ².

En cherchant dans n'importe quelle réserve urbaine, dans n'importe quel complexe minier ou même dans n'importe quelle réserve indigène, nous pourrions naturellement établir une liste des objets, des coutumes et des activités qu'un observateur superficiel répartirait aisément dans leurs catégories européennes et africaines respectives.

Au cours d'une seule visite dans l'un des quartiers indigènes les plus anciens et les plus miséreux de Johannesburg, j'ai pu observer les faits suivants : un numéro divinatoire d'un médecin-sorcier zoulou ; un office méthodiste avec hymnes et prêche ; des jeunes gens préparant une cérémonie d'initiation ; un « board and pebble game » * africain joué avec de l'argent européen ; et le rassemblement d'objets suivants : des chaussures fabriquées en Moravie, une bicyclette japonaise, un assortiment de vêtements provenant d'ateliers de confection hindous, anglais, allemands et américains.

Il était facile d'étiqueter chaque article et chaque activité suivant son origine. Certains venaient manifestement de l'étranger. D'autres - le jeu, la divination, quelques ornements, colifichets et objets vestimentaires du devin - étaient africains, de même que l'assortiment de substances médicamenteuses, serpents, chauves-souris et crânes de babouins exposés pour la vente. L'importance donnée à l'étendue et à l'hétérogénéité des origines augmente notre plaisir devant l'incongruité d'un tel inventaire. Ce-

¹ Ibid.

² Avec des modifications minimales, les paragraphes suivants sont extraits du livre de MALINOWSKI : « Modern Anthropology and European Rule in Africa », Reale Academia d'Italia, Fondazione Alessandro Volta, Estratto dagli Atti dell'VIII Convegno (Rome, 1938 ; publié en 1940), XVIII, 17-19. (N. de l'Éd.).

* Forme primitive du jeu de dés européen. (Note du traducteur).

pendant, un catalogage mécanique omet complètement la signification du processus qui a fait naître le quartier indigène avec tout ce qui s'y trouve et tout ce qui s'y passe.

Prenons un objet, par exemple la bicyclette japonaise. Ce genre très bon marché est fabriqué spécialement pour le marché africain. Comme tels, ces objets ne font pas partie de la culture japonaise, pas même de la culture moderne. La demande pour ces objets résulte de toutes les forces complexes qui font que l'indigène souhaite l'assimilation pour elle-même, en raison du prestige et de l'auréole de supériorité de l'Europe.

L'utilisation de la bicyclette est rendue possible par les activités européennes telles que la création de routes et de communications, la nécessité pour l'Africain d'avoir à sa disposition un moyen de transport rapide et facile pour aller de son domicile à son travail. Dans certaines régions où l'Africain n'est admis ni dans les autobus ni dans les tramways, il doit donc utiliser la bicyclette.

Ni la demande africaine, ni jusqu'à présent les mécanismes de l'approvisionnement, ne peuvent être compris, à moins de considérer ce seul détail par rapport à l'arrière-plan des forces d'impact, forces complexes mais nettement définies.

Considérons les articles vestimentaires. L'indigène qui sert comme agent de police ou comme soldat, qui s'enrôle pour le travail de la mine ou comme domestique est souvent revêtu immédiatement d'un uniforme, alors que comme converti, il doit avoir l'apparence de la respectabilité chrétienne. Aucun de ces uniformes n'est copié sur un modèle européen, ni même un modèle africain. Le financier de Johannesburg qui emploie un cuisinier ou un domestique indigène ne cherche pas à l'assimiler à sa propre apparence ou même à celle d'un maître, d'hôtel ou d'un valet, mais il le revêt immédiatement du costume du domestique indigène.

L'adoption de la tenue européenne n'est donc pas la prise de possession de « traits isolés » mais le résultat de processus organisés. Si nous voulons le comprendre, nous devons considérer le commerce européen, les offices de placement européens, de même que toute la psychologie qui joue dans les institutions, dans la soumission au prestige et à la supériorité de l'Europe et dans les programmes définis des métamorphoses partielles de l'Africain.

Ce qui est clair au sujet des objets matériels acquiert une signification plus profonde quand nous en venons aux phénomènes sociaux et aux manifestations de la culture spirituelle. La divination et la sorcellerie rencontrées dans un quartier indigène urbain ne sont pas que de simples répliques d'institutions africaines authentiques. La représentation à laquelle j'ai assisté à Johannesburg relevait directement de la divination africaine mais elle présentait un cas de sorcellerie tournant autour de rivalités et de jalousies dans le travail de la mine ; la taxe était payée en argent anglais et le jugement était formulé en termes qu'aucun indigène ne pouvait comprendre. Les cérémonies d'initiation célébrées dans les environs de Johannesburg sont symptoma-

tiques d'un retour à Certaines valeurs tribales, profondément modifiées au cours du processus. Une fois encore, toute tentative en vue d'une compréhension plus profonde nous conduit loin de l'interprétation des « traits », « complexes de traits » « ou couches culturelles » ¹.

Les problèmes soulevés ici sont intéressants et importants, à la fois pour la théorie anthropologique en général et pour le domaine qui nous concerne, celui des principes et des méthodes de l'évolution culturelle. Poursuivons donc plus avant notre analyse en étudiant certaines institutions dans les. quelles sont impliqués Européens et Africains ².

Considérons un produit aussi typique de l'évolution qu'une grande entreprise industrielle - une mine d'or ou de cuivre. Pouvons-nous l'envisager en termes de mélange, de juxtaposition ou d'assortiment « d'éléments partiellement fondus » provenant d'Europe et d'Afrique ? Manifestement non. C'est un type nouveau d'entreprise, créée avec le capital occidental sur l'initiative européenne, mais fonctionnant dans un cadre exotique avec la main-d'œuvre africaine. Imaginez un assortiment d'éléments « empruntés » à la civilisation occidentale : l'installation minière, les bennes et les rails ; les machines pour broyer le minerai ; les divers accessoires de la technologie - tous installés dans le Veldt ou dans la jungle. Imaginez des régiments entiers de travailleurs africains qu'on y dirige, et un contingent d'ouvriers et d'ingénieurs spécialisés européens qui y sont installés. Tout ceci juxtaposé, réuni mécaniquement, ne constitue pas une mine ou une usine. On ne Peut le considérer que comme un jeu de conditions nécessaires mais insuffisantes pour la création de cette industrie. L'évolution culturelle commence là où s'achève « l'emprunt ». La traduction de plans financiers et techniques en une organisation du travail africain pour l'exploitation des ressources africaines est un processus nouveau, un processus authentique de contact et d'évolution.

Une fois la nouvelle entreprise industrielle organisée, nous avons une entreprise européenne compliquée, dépendant essentiellement de la main-d'œuvre et des ressources africaines, un phénomène qui ne peut plus être disséqué en parcelles africaines et européennes. Ce phénomène ne peut pas non plus être compris comme un tout, ni même dans aucune de ses composantes, en termes de prototype européen ou africain. Il n'y a aucun prototype européen pour la législation de la barrière de couleur ou sa mise en pratique ; pour recruter dans les réserves indigènes; pour la méthode de l'assurance contre le chômage en renvoyant aux époques de crise la main-d'œuvre superflue dans les zones tribales. Le salaire basé sur la distinction raciale, le type courant en Afrique de contrat avec sanctions criminelles unilatérales, l'encouragement

¹ Fin de la citation extraite de « Modern Anthropology and European Rule in Africa ». (N. de l'Éd.).

² La section suivante (jusqu'à la fin du chapitre) est extraite de « The Anthropology of Changing African Cultures », *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, pp. XIX-XXII. Un matériel complémentaire, extrait des autres manuscrits de Malinowski, y a cependant été inséré. (N. de l'Éd.).

à l'embauche, tout cela est nouveau pour l'Europe et pour l'Afrique et se trouve déterminé par le fait que nous avons deux races et deux cultures influant les unes sur les autres. La conception de l'incorporation mécanique d'éléments d'une culture dans l'autre ne nous conduit pas au delà des stades préparatoires initiaux -et même alors cette conception s'effondre devant une analyse plus pénétrante. Ce qui se produit en réalité, c'est un effet combiné de forces spécifiques de contact : le préjugé racial, l'impérialisme politique et économique, la ségrégation exigée, la sauvegarde d'un certain niveau de vie européen et la réaction africaine à tout cela. Aborder n'importe quelle grande entreprise industrielle autonome en Afrique avec la conception d'un « mélange » nous conduirait à abandonner l'étude du processus au point même où il devient réellement significatif.

La main-d'œuvre africaine diffère de la main-d'œuvre européenne légalement, économiquement et socialement. En même temps cette main-d'œuvre ne peut en aucune manière être rattachée au régime économique tribal africain.

L'échelle des salaires, les sanctions pénales prévues par les contrats, le vote des lois et les problèmes alimentaires en Afrique du Sud ne peuvent être compris en termes de cultures-mères européennes et africaines ¹. Aucun tri des éléments n'est possible ; aucun étiquetage provenant d'une culture antérieure en tant qu'élément de la réalité. Car nous avons affaire ici à un phénomène très étendu qui, dans son essence, est défini par un jeu de dispositions économiques, légales et sociales nées en réaction à un besoin nouveau : l'exploitation, sur une grande échelle, des ressources africaines par des Européens, pour des fins occidentales et au moyen de la main-d'œuvre africaine. C'est un sophisme évident que de considérer un tel phénomène comme un amoncellement, de fragments « empruntés » aux cultures-mères noire et blanche.

La tâche de celui qui travaille sur le terrain ne peut consister à dégager et reclasser les éléments noirs et blancs du conglomerat imaginaire, car la réalité de l'évolution culturelle n'est ni un conglomerat, ni un mélange, ni même une juxtaposition d'éléments partiellement fondus ensemble.

Prenons un autre exemple. Les quartiers indigènes de Johannesburg, eux-mêmes un produit du contact culturel, nous fourniraient encore un autre «mélange » - un produit symptomatique et symbolique de l'évolution culturelle - *le skokian*, la célèbre boisson brassée, vendue au détail et consommée dans les réserves indigènes urbaines d'Afrique du Sud. Une jeune fille moderne en quête d'une boisson à sensations pour une réception peut en trouver une recette dans le Rapport de la Commission d'Enquête Économique Indigène ². « Des boissons effroyablement nocives ont été inven-

¹ Pour des détails concernant le vote des lois, les sanctions pénales en usage en Afrique, voir An African Survey de Lord HAILEY, pp. 659-672, 682-685.

² Rapport de la Commission d'Enquête Économique Indigène, 1930-1932, U.G. 22, 1932, p. 110, par. 751.

tées. Tout ce qui pouvait rapidement augmenter l'effet de l'élément alcoolique a été ajouté ; carbure de calcium, alcool dénaturé, tabac, mélasses et sucre, sulfate de cuivre, pour ne citer que ceux-là ». Aucun des ingrédients composant cette mixture n'a jamais figuré dans une réception à Bloomsbury ou à Greenwich Village. En tant qu'éléments d'un « cocktail », ils n'étaient pas « empruntés » mais réadaptés par le génie africain pour une nouvelle fonction. Et il est manifeste que la culture-mère africaine ne fournit aucun « précédent » pour l'utilisation du carbure de calcium, du sulfate de cuivre ou de l'alcool dénaturé. Le skokian est un produit légitime des réserves urbaines dû aux intentions morales européennes. Lisez les paragraphes du rapport qui en traitent et vous trouverez que le skokian est né de la nécessité « ... d'inventer une boisson qui pouvait être fabriquée et stockée en petites quantités, facile à cacher, pouvant être affinée en quelques heures et dont l'effet alcoolique pouvait être rapide ». Face à la tendance puritaine hostile à la bière indigène - boisson tout à fait inoffensive - et au contrôle policier qui renforçait cette tendance, l'indigène fut poussé à inventer le skokian et ses dérivés.

Des phénomènes tels que les communes ou les complexes miniers indigènes, les petites propriétés ou les coopératives agricoles africaines sont-ils un mélange ? A peine. Tous, sans exception, sont les produits entièrement nouveaux de conditions qui sont le résultat de l'impact de la civilisation européenne sur l'Afrique archaïque. Lorsque nous observons les cas où, dans les villages africains, des types très simplifiés de maisons européennes ont été adoptés, nous voyons qu'avec celles-ci il y a invariablement tout un jeu de conditions préalables et concomitantes. Ceux qui adoptent l'habitat européen sont les indigènes instruits et convertis au christianisme, à qui l'on a donné des habitudes d'hygiène et de propreté rudimentaires, employés par les Blancs et percevant l'argent des récoltes européennes. Car une certaine quantité d'argent en espèces est nécessaire pour construire, entretenir et utiliser ce nouvel objet matériel. Une étude empirique du problème nous révélerait que ce n'est ni une maison, ni un bois de lit qui est adopté, ni même un complexe culturel composé de tous ces objets, mais plutôt l'établissement global d'une vie familiale occidentalisée, basée sur le christianisme et l'instruction, sur l'adoption de certaines professions européennes et sur l'utilisation de l'argent. Mais même cela est une manière métaphorique de parler. Ce qui se produit réellement, c'est la formation dans toute l'Afrique d'un nouveau type de vie familiale indigène, le résultat de certaines influences européennes déterminées qui, cependant, ont été profondément modifiées par le fait d'être acceptées par les Africains.

L'école de brousse n'a pas de précédent en Europe ou dans le tribalisme africain. Le fait d'instruire des hommes et des femmes pour des professions qu'ils n'auront pas légalement le droit d'exercer n'existe ni en Europe ni même en Afrique bantoue. Considérons l'Africain instruit comme le produit final du processus. J'aimerais rencontrer l'ethnologue capable de décomposer les éléments d'un Africain sans détruire en lui la seule chose qui importe - sa personnalité. L'Africain instruit est un type nouveau d'être humain, doué de compétence et de vigueur, présentant des avantages et

des handicaps, des problèmes et des perspectives auxquels ni son voisin européen ni son frère « de lit » ne peuvent prétendre.

La nature de l'évolution culturelle est déterminée par des facteurs et des circonstances qui ne peuvent être évalués par l'étude d'une seule culture ou par l'étude des deux cultures en tant qu'assemblage d'éléments. Le choc et les effets combinés des deux cultures produisent de nouvelles réalités. Même un objet matériel, un outil ou un instrument comme l'argent, change au cours du processus du contact culturel. L'anthropologue doit mettre en corrélation les bonnes intentions européennes avec les nécessités de la situation ; le libéralisme inspiré et la bonne volonté du missionnaire avec les desseins plus matérialistes du financier, de l'entrepreneur et du colon. Le concept global de la culture européenne comme corne d'abondance dont les biens sont accordés en toute liberté, est trompeur¹. L'Européen prend autant (en fait beaucoup plus) qu'il ne donne. Mais ce qu'il prend, ce ne sont pas des traits culturels mais la terre, la richesse et la main-d'œuvre. Ce n'est là ni une accusation ni un discours pro-indigène. C'est une simple mise en garde une approche qui élimine les vraies forces motrices de l'étude de l'évolution est insuffisante.

Je crois qu'il est nécessaire de montrer clairement, Une fois pour toutes, que le fait de traiter le processus de l'évolution culturelle comme un phénomène statique dans lequel Européens et Africains sont parvenus à un système d'intégration temporaire ou d'unité harmonisée, est sans profit. Considérer le processus comme un mélange mécanique dans lequel la question principale consiste à trier et à étiqueter rétrospectivement les éléments, est également improductif. Les phénomènes de l'évolution sont des réalités culturelles nouvelles que l'on doit examiner directement en étant pleinement conscient que l'on a affaire à trois phases au moins ; que ces trois phases agissent les unes sur les autres, mais que leurs actions réciproques ne peuvent être prévues par une répartition des ingrédients originaux.

L'étude de l'évolution culturelle doit tenir compte d'une réalité de trois ordres - l'impact de la culture la plus élevée ; l'essentiel de la vie indigène sur laquelle est dirigé l'impact ; et le phénomène d'évolution autonome résultant de la réaction entre les deux cultures. Ce n'est qu'en analysant chaque problème sous ces trois aspects, puis en confrontant la masse des influences européennes avec celle des réactions indigènes et de l'évolution résultante, que nous parvenons aux instruments de recherche les plus utiles. Loin d'être un assemblage mécanique des deux influences originales, européenne et africaine, elles empiètent l'une sur l'autre. L'impact produit le conflit, la coopération, ou permet un compromis.

¹ Fin de la citation extraite de « The Anthropology of Changing African Cultures ». (N. de l'Éd.).

Chapitre III

LA VALEUR DE L'HISTOIRE ET SES LIMITES

LA RECHERCHE DU POINT ZÉRO DE L'ÉVOLUTION.

[Retour à la table des matières](#)

Nous devons examiner minutieusement une autre façon de considérer la nature des phénomènes de contact: celle qui considère l'évolution comme une déviation des conditions primitives d'équilibre et d'adaptation, presque comme la perte de la grâce du tribalisme primitif. L'évolution implique généralement l'adaptation défectueuse, la détérioration, la tension sociale et la confusion dans les principes légaux et moraux. N'est-il donc pas naturel de supposer que l'évolution culturelle est essentiellement une déviation par rapport aux conditions normales ? Le Dr Mair a introduit une expression valable, le « point zéro » de l'évolution, pour désigner les conditions de l'équilibre tribal pré-européen.

Ce point de vue est plausible et séduisant. Pour tenir compte du degré et des « causes » de l'évolution, il semble inévitable et nécessaire de revenir à son point de départ. Les souvenirs des vieux informateurs, particulièrement dignes de confiance pour tout ce qui concerne la tradition tribale, décrivent les temps anciens comme l'âge d'or de l'existence humaine. La tendance naturelle de tout ethnologue le conduit aussi à considérer la culture indigène pure, non seulement comme le terminus *ab quo* mais comme le terminus *ad quem* (le la normalité, comme la seule norme légitime de comparaison entre la pathologie de l'évolution et l'état florissant du tribalisme. En

effet, tout travail scientifique exige un système fixe de coordonnées, un jeu défini de rapports et le point zéro de contact et d'évolution semble à première vue présenter le meilleur cadre pour l'évaluation de toute déviation de la normale. Selon le Dr Mair, une telle comparaison fournirait alors « une base objective pour la détermination de la politique » ¹.

Dans son exposé sur cette méthode d'approche, le Dr Mair insiste sur le fait que la découverte de ces adaptations défectueuses dans les institutions africaines actuelles exige comme point de départ une reconstitution du fonctionnement de ces institutions à l'époque du pré-contact ². Quoiqu'elle admette qu'une telle reconstitution soit limitée, elle soutient que l'approche historique est essentielle pour l'analyse de la situation de contact. En justifiant son attitude, elle fait la distinction entre les sociétés plus ou moins statiques et celles qui subissent des changements rapides ; elle maintient que dans une société statique où les institutions se sont établies et stabilisées solidement, la connaissance du passé serait peu importante pour une compréhension fonctionnelle du présent. Mais dans une société en évolution, où les innovations ne sont pas encore fixées à leur place, où les modifications subsidiaires dans la structure sociale n'ont pas encore été réalisées, le contraste entre le passé et le présent est très important ³. Cette distinction établie par le Dr Mair entre les phases statiques et dynamiques dans l'histoire de la culture, et la suggestion de deux méthodes différentes, la méthode fonctionnaliste et la méthode historique, pour l'étude de ces différentes phases, ont des implications théoriques d'une grande portée. Elles signifieraient que la méthode fonctionnaliste est limitée dans son application exclusive à l'étude d'une culture stable, équilibrée, dans laquelle tous les systèmes de coopération sociale sont en équilibre.

En faisant la distinction entre la phase statique et la phase dynamique de la culture, le Dr Mair va jusqu'à dire que la phase bien adaptée et par conséquent statique, est l'état normal de la culture, alors que la phase dynamique que nous rencontrons aujourd'hui dans des conditions de contacts multiples présente un état pathologique. Une telle conception dualiste de la culture, si elle doit signifier une différence de principe et pas seulement de degré, est une hypothèse de travail qui doit être rigoureusement éprouvée avant de devenir la base d'une discussion sur la méthodologie.

En discutant de la nature exacte de la comparaison historique entre la culture traditionnelle et de la situation de contact, le Dr Mair nie l'importance sociologique d'une étude des stades intermédiaires, car il n'est plus possible de rattacher les différents événements historiques à l'évolution de la culture indigène au moment où chacun de ces événements s'est produit ⁴. Elle conclut donc que tout ce que les anthropologues peuvent et doivent faire dans leur étude du contact culturel, c'est de

¹ Lucy P. MAIR, « The Place of History in the Study of Culture Contact », *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, p. 8.

² Idem, p. 2.

³ Idem, p. 3.

⁴ Idem, p. 6.

comparer les institutions indigènes, c'est-à-dire la culture indigène au point zéro des influences de contact, avec la situation présente ¹.

J'ai déjà insisté sur le fait que la reconstitution est et restera une des tâches principales de l'ethnologie scientifique. Mais admettre la légitimité de l'intérêt pour la reconstitution, même en tant que passion archéologique, est une chose ; supposer que la reconstitution est une méthode spécifique pour l'étude du contact culturel, en est une autre. Il est tout d'abord essentiel de ne pas confondre le Passé reconstitué avec la réalité de ce qui survit comme un résidu vital du passé historique. Par exemple, le fait que l'autorité du chef persiste là où elle est complètement ignorée des influences européennes, prouve que cette institution est encore vivante dans ces régions. Cette autorité du chef, telle qu'elle existait il y a quelques générations, doit avoir été différente de la forme sous laquelle elle survit aujourd'hui ; car la situation pré-européenne impliquait la souveraineté absolue - le pouvoir total et sans partage, le droit de faire la guerre, de capturer des esclaves et de contrôler les richesses de la tribu. Ce qui importe pour l'avenir, et même pour le présent, c'est ce qui est encore vivant et non ce qui est mort.

Il est également important de se rendre compte que le « passé remémoré » - c'est-à-dire sa vision dans la mémoire de l'homme - n'a pas besoin d'être reconstruit, et en fait ne peut l'être. Il doit être étudié simplement en enregistrant les souvenirs des hommes des tribus. Et nous avons ici une autre confusion, celle qui existe entre la vision mythologique du passé telle qu'elle est entretenue par les indigènes, et le tableau sobre qui naîtrait de la reconstitution scientifique. Pour certains Africains encore fidèles à leur culture, le passé devient rétrospectivement le Paradis Perdu pour toujours. Pour les progressistes ou les renégats à qui l'évolution apporte souvent des gains substantiels, le passé est l'époque du mal dans toute l'acception du terme. Il serait vain, dans un but de reconstitution, de faire confiance aux souvenirs des vieillards ou aux comptes rendus du passé. Pour celui qui étudie l'évolution culturelle, ce qui est important, ce n'est pas le passé objectivement fidèle, scientifiquement reconstitué (et qui est de la plus haute importance pour l'archéologue), mais bien la réalité psychologique d'aujourd'hui. La première est une chronologie de faits morts et enterrés, au point d'avoir disparu des souvenirs des hommes ; la seconde est une force psychologique puissante déterminant le comportement actuel des indigènes africains. Les êtres sont influencés par les erreurs de ce qu'ils ressentent et non par la vérité qu'ils ignorent.

De plus, le passé reconstitué n'est pas toujours connu avec précision et l'anthropologue devra très souvent se dire au moment de la reconstitution : *ignoramus ignorabimus*. Autour du Golfe de Guinée où le contact date de l'époque d'Henri le Navigateur, reconstituer est manifestement inutile. Même là où le contact ne date que de cent ans, ou simplement de quelques décennies, la reconstitution peut être tout aussi difficile.

¹ Nous avons déjà discuté d'une position semblable adoptée par le Dr Hunter dans sa recherche d'un « arrière-plan commun » (cf. pp. 13-14 de son article).

Dans tout le Sud-Est de l'Afrique, les changements révolutionnaires provoqués par la fondation et l'expansion de l'empire zoulou sous le règne de Chaka, ont rendu pratiquement impossible l'étude des conditions pré-européennes normales d'une vie tribale paisible et intégrée. Le Dr Hunter qui, nous l'avons vu, est persuadée que « toute culture ne peut être pleinement comprise que dans son contexte historique », doit admettre néanmoins que dans tout le Sud-Est de l'Afrique « il n'existe aucune donnée adéquate sur la vie bantoue telle qu'elle existait avant le contact avec les Européens » ¹. Elle donne également la raison véritable pour laquelle l'utilisation du « passé reconstitué » est inutile dans toute discussion comparative. Si nous voulons comparer l'état actuel d'une culture en évolution avec son point zéro, il faut les étudier toutes deux selon les mêmes méthodes, en fonction des mêmes problèmes. « Mais malheureusement pour celui qui étudie l'évolution culturelle, la science de l'anthropologie sociale s'est développée depuis l'ouverture de l'Afrique » ².

Nous trouvons donc la situation suivante : la reconstitution est impossible à certaines époques ; lorsqu'elle est possible, elle donne des résultats d'une qualité secondaire en comparaison avec le travail actuel sur le terrain. Comparer de tels résultats avec les conditions modernes n'est presque jamais légitime. L'ethnologue travaillant sur un passé reconstitué devrait paraître devant l'homme de la pratique avec, au mieux, des « biens endommagés », en ce qui concerne les conseils pratiques et l'approche théorique ³. Un ou deux exemples concrets peuvent utilement démontrer la futilité de chercher dans le passé un guide pour la politique à venir.

Avant le contact européen, de nombreuses tribus africaines prospéraient du fait du cannibalisme, s'enrichissaient par l'esclavage ou les razzias de bétail et développaient leur puissance politique par des guerres inter-tribales. Un anthropologue pourrait-il par conséquent préconiser un retour au régime cannibale ou à l'esclavage, aux guerres et aux pillages ? Mais le fait même que ses arrières grands-parents aient été habitués à

¹ Les deux citations sont extraites de la p. 1 de *Reaction to Conquest* qui, à mon avis, aura toujours la valeur non seulement d'une oeuvre de pionnier dans le domaine de l'évolution culturelle, mais restera comme un modèle de travail scientifique moderne sur le terrain.

² Les deux citations sont extraites de la p. 1 de *Reaction to Conquest* qui, à mon avis, aura toujours la valeur non seulement d'une oeuvre de pionnier dans le domaine de l'évolution culturelle, mais restera comme un modèle de travail scientifique moderne sur le terrain.

³ Comme nous le verrons ultérieurement, il est possible de développer d'autres critères et tous nos auteurs, soit explicitement, soit implicitement, ont émis des suggestions beaucoup plus fructueuses que celle de reconstituer le point zéro. Dans leurs publications, tous ont, en fait, utilisé des méthodes de travail sur le terrain et des expédients beaucoup plus satisfaisants à tous les points de vue. L'important article du Dr Mair est excellent en tant qu'introduction à une suite. Il souligne les questions pertinentes ; il pose certains des principes essentiels sans imposer dogmatiquement des solutions spécifiques. Ici encore, il ne faut pas oublier que le Dr Mair n'écrit pas seulement à propos de la culture de contact, mais que dans ses deux livres, *An African People in the Twentieth Century* (Londres, 1934) et *Native Policies in Africa* (Londres, 1936), elle a montré qu'elle était très capable de travailler le sujet de première main. Sa monographie sur les Baganda est une étude admirable d'une communauté africaine en transition. Son analyse théorique de la politique indigène en Afrique devrait être lue par tout anthropologue de contact, comme première introduction au cadre européen beaucoup plus vaste du problème.

se gorger de chair humaine affecte-t-il directement ou indirectement le régime souhaitable pour un bébé d'une réserve urbaine ? ou le régime d'un mineur ? ou celui des membres d'une tribu qui doivent élaborer un nouveau système économique parce que leur territoire a été amputé, parce que leurs pâturages sont érodés et leurs impôts augmentés ? Ces questions fournissent d'elles-mêmes leurs réponses.

Les ressources économiques des tribus africaines ont changé ; dans certains districts les entreprises africaines se sont développées, à certains égards hors de proportion par rapport aux anciennes conditions, alors que certains de leurs buts ont été complètement oblitérés. Dans les affaires politiques, le chef ne peut plus employer ses forces armées pour augmenter ses revenus ou pour appuyer ses caprices et ses désirs ; il n'est plus autorisé à se servir de la main-d'œuvre obligatoire, encore moins à se livrer à la capture et au commerce des esclaves ; son pouvoir religieux s'est trouvé affecté par les nouvelles croyances et sapé par de nouveaux scepticismes. Si nous devions étudier les institutions l'une après l'autre, étudier les différents aspects - économique, légal, pédagogique ou politique -, nous trouverions partout qu'une partie au moins des « conditions zéro » du passé historique, tel qu'il existait avant la venue des Européens, est morte et enterrée et en tant que telle, non pertinente.

J'ai fait une critique quelque peu détaillée de ces théories parce que même l'exploration ici et là d'un chemin sans issue est une contribution au progrès de la science. Rappelons-nous également que le concept de l'évolution culturelle en tant que « mélange » d'éléments empruntés aux cultures-mères est suggéré à tout ethnologue par l'école dominante aujourd'hui, celle de Graebner et du Père Schmidt, et par la plupart des anthropologues américains. Encore une fois, l'étude du point zéro n'est que le cours évident suivi par chaque ethnologue sur le terrain, dont la tâche, jusqu'à présent, a été de décrire les cultures telles qu'elles existaient dans un état non troublé.

La méthode consistant à étudier une situation de contact comme un « tout intégral » séduirait naturellement le fonctionnaliste. Aussi longtemps que nous ne concentrons pas notre attention spécifiquement sur l'évolution en tant que processus dynamique, cette approche est légitime dans certaines limites.

Mais notre critique n'était pas seulement négative. A chaque étape de notre raisonnement certains principes constructifs sont ressortis et ceux-ci combinés entre eux nous ont permis de formuler brièvement une approche systématique de l'étude du contact culturel. Ainsi, en analysant le concept de l'évolution culturelle en tant que mélange devant être compris seulement en termes de cultures-mères, nous sommes parvenus à une définition positive du processus de l'évolution. Nous en sommes venus à la considérer comme une nouvelle réalité résultant de l'interaction de l'impact européen sur les cultures indigènes. Tout en désapprouvant les pratiques des agents européens comme une part intégrante de la nouvelle communauté mixte, nous étions capables d'établir ce thème d'approche à triple volets - intentions européennes, persistance des réalités africaines et processus de contact - développant et étoffant ainsi notre conception de l'évolution en tant qu'interaction constante.

Nous pourrions développer cette approche en un instrument de travail utile pour la direction du travail sur le terrain et la présentation de preuves. Finalement, tout en rejetant l'étude du point zéro comme moyen de contrôle pratique et de compréhension théorique de la nature de l'évolution culturelle, nous l'avons remplacée par d'autres conceptions. Nous avons fait une distinction entre le passé mort et enterré, et ces éléments de l'ancienne culture qui ont gardé leur vitalité et influencent le Présent - points qui demanderont à être traités plus en détail au cours des chapitres suivants.

Nous avons reconnu que la vision rétrospective, quoique erronée, est plus importante que le mythe inconnu ou oublié des vieux informateurs. La reconstitution du passé, pour intéressante qu'elle soit historiquement et théoriquement, ne contient pratiquement pas la moindre indication, puisqu'il ne peut y avoir aucun retour à ce qui a été détruit, à ce qui a été oublié, à ce qui ne peut jamais être encouragé par l'administration européenne. Mais nous pouvons nous tourner vers les traditions qui survivent dans le présent car elles constituent un domaine très riche pour l'étude et la recherche de l'origine des difficultés pratiques.

Par conséquent, au lieu de relier les témoignages par la coordonnée du temps et les projeter sous les titres du passé, présent et avenir, dans une suite évolutionniste ou historique, nous devons rassembler les faits en catégories pouvant toutes coexister dans le présent, et pouvant toutes être étudiées dans le travail empirique sur le terrain. En introduisant ainsi, d'une façon quelque peu schématique, un certain ordre dans le chaos de l'évolution et de la transformation, dans le va-et-vient africain des opinions et des mouvements allant du progrès à la tradition et du tribalisme à l'imitation des Européens, nous avons trouvé qu'il était également essentiel de traiter des systèmes organisés des activités européennes et de les coordonner directement aux phénomènes correspondants de l'évolution ; avec ces institutions africaines qui sont évincées par les influences européennes ou doivent coopérer avec elles, qui viennent en conflit direct avec elles ou les complètent. L'autorité du chef africain et l'incorporation de l'Indirect Rule dans le système administratif européen doivent être manifestement étudiées côte à côte. De même, il faut opposer le travail des missions au culte africain des ancêtres à la religion traditionnelle et à la sorcellerie. Parallèlement à ces deux facteurs appartenant aux deux cultes, nous devons étudier les phénomènes d'évolution et de transformation, l'école de brousse, le travail de la congrégation africaine dans les nouvelles sectes africaines et les mouvements religieux africains de création récente.

Il dépendra de la nature du sujet et des données qui seront à notre disposition que nous traitons chaque facteur par la triple approche, ou que dans certains cas nous trouvons plus profitable d'ajouter une voie latérale dans laquelle nous ajouterons une reconstitution du point zéro. Dans certains cas, celle-ci peut être obtenue avec un certain degré d'approximation et nous la distinguerons des voies normales de l'évolution. Dans la plupart des cas, cependant, j'alléguerai que la considération des tendances et des mouvements avancés, tels que la révolte africaine contre les innovations européennes, le nationalisme africain, ou la recrudescence du tribalisme, est plus

importante que le fait de revenir en arrière à des conditions disparues. Les forces qui vont croissant, qui sont réelles et qui peuvent devenir importantes dans l'avenir sont, d'un point de vue pratique, un facteur dominant dans cette situation.

Mais la science ne travaille pas seulement par application directe ; elle apprend aussi par le développement des principes, par le développement d'idées claires et des leçons qui peuvent être tirées d'erreurs, de malentendus et des mauvaises politiques du passé. De ce point de vue, les périodes passées de l'histoire sont aussi importantes que ses prévisions pour l'avenir. J'ai donc, en élaborant des critères pratiques d'orientation, tenté de mettre en garde contre un espoir illusoire né de la simple activité de reconstitution, je serais le dernier à sous-estimer la valeur de la connaissance historique. « L'histoire se répète » en ce sens qu'il y a des lois universelles de processus culturels. Du fait qu'elles opèrent indépendamment du temps, de l'espace et des circonstances, elles peuvent être déchiffrées à partir de n'importe quel stade du développement humain ; à mon avis, c'est ici qu'avec le temps aucun aspect ou aucune phase de la recherche anthropologique ne peut manquer d'être utile.

Permettez-moi d'exposer la position telle qu'elle m'apparaît¹. L'histoire est la reconstitution du passé, basée sur les documents écrits comme sur tout témoignage archéologique, linguistique ou géographique pouvant éclairer des faits passés et permettant de tirer des conclusions rétrospectives avec plus ou moins de certitude. Mais il doit être clair que si la reconstitution n'est pas exécutée au jugé, elle doit procéder par déductions irréfutables, c'est-à-dire sur la base de généralisations scientifiques. Ni les chroniques écrites, ni les monuments du passé, et moins encore les témoignages concomitants ne nous fournissent un tableau complet des événements passés. L'historien doit utiliser la déduction, et cela n'est possible que sur la base des lois universelles du processus culturel ou sociologique. Si en tant qu'historien vous devez construire la caractéristique d'une personnalité, ou les conditions économiques d'une époque, ou son organisation juridique, vous devez toujours faire en sorte qu'un témoignage même fragmentaire soit explicite en permettant de construire le tout à partir de ses éléments ; en dressant des inventaires, etc., les actes juridiques expriment la réalité qu'ils ne contiennent pas directement.

Pour la plupart des historiens, l'intérêt primordial du processus rétrospectif est, sans aucun doute, la connaissance du fait intégral évoqué à partir du passé. Mais la reconstitution de phénomènes authentiques, vivants, une fois achevée par la technique scientifique des lois universelles, les faits historiques se prêtent encore à des généralisations. Une étude comparative de la politique urbaine de la Grèce antique et de l'Italie de la Renaissance, les théories sur les gouvernements révolutionnaires, les dictatures, les couches sociales, la propriété, le rôle de la guerre et de la conquête dans l'évolution humaine, peuvent être et ont été légitimement construites à partir des faits

¹ Les paragraphes suivants (pp. 33-34) sont un condensé de « The Present State of Studies in Culture Contact: Some Comments on an American Approach », de MALINOWSKI. *Africa* XII, 1939, pp 41-44 (N. de l'Éd.).

historiques reconstitués. Ainsi l'histoire, qui se développe à partir de généralisations sociologiques et culturelles - car sans elles il n'y a qu'une simple estimation -, fournit encore des lois en matière de science sociale ou culturelle. Il est vain d'opposer histoire et science. Négliger l'une des deux rend toute recherche humaniste incomplète.

De quelle façon un ethnologue peut-il utiliser son sens historique et poursuivre son but historique ? En ce qui concerne la méthode, il diffère de l'historien du fait qu'il n'a pas de chroniques écrites à sa disposition, à l'exception des rapports antérieurs de travaux sur le terrain, qui, lorsqu'ils sont satisfaisants, lui fournissent un témoignage historique authentique. Mais dans la mesure où il souhaite reconstituer l'histoire sur des siècles ou des millénaires, il dépend d'un matériel comparatif.

De ce point de vue, je crois que le soi-disant fonctionnalisme n'est pas, et ne peut être, opposé à l'approche historique, mais qu'il est en fait son complément indispensable. La méthode fonctionnaliste, si je la comprends bien, est intéressée essentiellement par les processus de la culture comme explication de ses produits. Elle introduit donc l'élément temps, d'abord sur une petite échelle, mais néanmoins dans le véritable sens historique. J'ai moi-même préconisé l'approche biographique pour l'étude de la parenté.

Dans mon travail sur le langage, j'ai essayé de montrer que l'étude du sens des mots devrait commencer par des observations faites sur le langage du petit enfant et le développement de l'expression linguistique à l'intérieur du contexte culturel. Dans l'étude des lois, j'ai voulu montrer que le fait de prendre en considération les transactions comme la mise en équilibre large et durable des intérêts est la seule façon de comprendre la jurisprudence primitive. Le contexte de temps et le contexte de culture, essentiels pour l'approche fonctionnaliste, sont d'une part des concepts historiques ; d'autre part, ils conduisent à la formulation de lois générales des processus essentiels à tout travail de reconstitution. Par conséquent, ici non plus, je ne crois pas que fonctionnalisme et reconstitution historique soient opposés. Cependant, il y a toujours la condition qu'une histoire authentique des phénomènes doive les étudier dans leurs différentes phases de progrès¹ ; et qu'en fin de compte l'utilité de la reconstitution historique ne doive pas être confondue avec une technique d'application immédiate dans la recherche de critères pratiques pour le contrôle administratif, économique et pédagogique.

L'IMPLICATION PRATIQUE DES SURVIVANCES HISTORIQUES.

On pourrait supposer que, dans une communauté où la moitié des institutions a cessé de fonctionner et l'autre moitié n'a pas encore commencé, l'approche fonctionnaliste serait parfaitement inutile. A l'exception de l'intérêt archéologique, quelle, est

¹ Fin de la citation extraite de « The Present State of Studies in Culture Contact ». (N. de l'Éd.).

donc l'application de l'autorité du chef là où cette institution est devenue politiquement atrophée ? Par exemple, l'attitude concernant le bétail n'est-elle simplement qu'une entrave et un ennui ? la polygamie n'est-elle simplement qu'un anachronisme et les rituels d'initiation, comme en Afrique du Sud, ne sont-elles qu'une superstition pratiquée par pure habitude et conservatisme ? A bien des égards, l'instruction européenne ne semble pas avoir pris encore suffisamment racine pour être considérée comme une force réelle; l'administration européenne semble être plutôt considérée comme une force surimposée, à laquelle il faut se soumettre, qu'elle soit fonctionnellement adaptée ou non ; l'économie monétaire : un système introduit de l'extérieur sous l'effet de la pression.

En réalité, c'est précisément dans ces études de l'évolution culturelle que le concept de fonction peut, du point de vue théorique, être le mieux compris dans ses caractéristiques, le mieux étudié d'une façon telle qu'une bonne recherche sur une culture bien intégrée donnerait des résultats incomparables. En outre, du point de vue politique, c'est précisément l'approche fonctionnaliste qui devrait être l'alpha et l'oméga de tout travail sur le terrain. L'autorité du chef, même lorsqu'elle est abolie, demeure le principe de l'autorité telle que les indigènes eux-mêmes l'affirment et la pratiquent ¹. Étudier la façon dont le principe tribal survit encore, comment il affecte les rapports entre enfants et parents et même la discipline scolaire, est essentiel lorsque nous considérons que l'autorité, la discipline, le respect envers la génération précédente et la tradition en général, sont indispensables, sous une forme ou sous une autre, à une société stable.

Tout le problème de l'encombrement et des difficultés afférant à l'économie du bétail est lié à l'attitude traditionnelle à l'égard du bétail. La Commission Économique Indigène tient cette attitude comme essentiellement responsable de la situation. Cette attitude est en fait une force. Si nous voulons la transformer nous devons tout d'abord la comprendre. La politique administrative est-elle plus intelligente ? Considérant que la surproduction est l'un des maux essentiels, pourquoi introduire un mouvement de bascule allant à l'encontre des désirs indigènes et doubler ainsi la quantité de têtes de bétail ? ²

En outre, il est nécessaire de pénétrer plus avant dans les principes de la théorie et des méthodes appropriées concernant le travail sur le terrain et indispensables à l'étude d'une culture partiellement transformée et fondamentalement résistante. La détribalisation est un processus progressif et à première vue inexplicable et irrégulier. Certains éléments semblent réussir aisément, sans cependant affecter sérieusement les institutions fondamentales. Dans de nombreuses tribus, l'habillement indigène - ou la quasi-nudité - n'apparaît plus et le coton européen a été adopté avec une rapidité sur-

¹ En ce qui concerne ce témoignage chez les Pondo, voir HUNTER, *Reaction to Conquest*, pp. 427-430.

² Cf. HUNTER, *idem*, p. 68, où elle établit que le *Bunga* tente d'introduire l'élevage des chevaux mais n'a pris aucune disposition pour se débarrasser des taureaux de petite taille. Il y a également des signes de surproduction et de l'érosion conséquente.

prenante. Dans de nombreuses régions, les sports et les jeux indigènes ont été dans une large mesure remplacés par le football ou le cricket ; des tribus changent de religion, ou suppriment certains rituels et certaines cérémonies du culte ancestral, même là où le culte et les croyances survivent encore solidement. Aucune règle générale ne peut être posée comme valable pour tout le continent.

Certains éléments culturels ne sont plus autorisés parce qu'ils répugnent aux Blancs. L'administration européenne interdit le cannibalisme, les guerres tribales, la mutilation en tant que châtiment légal ou en tant que passe-temps du chef. La chasse aux têtes, la *sorcellerie*, les obscénités rituelles sont généralement désapprouvées et la traite des êtres humains a été abolie dans tout le continent.

Il est néanmoins important de se rendre compte qu'il subsiste de ces facteurs culturels un résidu plus ou moins tenace. La guerre a laissé derrière elle une organisation militaire qui forme encore l'armature sociale de certaines nations ou de certaines tribus comme les Ashanti, les Masaï, les Ngoni, les Zoulous ou les Swazi, pour n'en citer que quelques-unes. La guerre survit comme l'un des éléments les plus puissants et les plus traditionnels dans le prestige de certaines tribus, leur orgueil national dans les rapports avec leurs voisins et même comme un handicap sérieux dans leur façon de considérer l'économie ¹.

En dehors de quelques vestiges sous une forme domestique, l'esclavage survit dans la discrimination en matière de statut et les différences légales entre les descendants d'esclaves et d'hommes libres. Le Dr Richards me dit que de nombreuses tribus rhodésiennes travaillant aux mines emploient une partie des anciennes catégories survivant de l'esclavage pour distinguer la main-d'œuvre recrutée de la main-d'œuvre volontaire.

Une partie des choses prohibées et pourchassées disparaissent, mais seulement à la surface de la vie tribale. Elles sont pratiquées en secret et exercent une influence énorme sur la culture africaine moderne ². Parmi celles-ci, la magie noire est typique. Le culte des ancêtres n'est pas complètement mort dans la partie chrétienne de la communauté. Un psychanalyste dirait qu'il survit dans « l'inconscient collectif » des Africains convertis au christianisme. Mais nous n'avons pas besoin d'adopter des concepts mystiques d'origine européenne pour décrire les mysticismes africains. Par un contact permanent avec les païens et aussi parce que la tradition du culte des ancêtres est encore solidement enracinée dans la structure familiale, chaque enfant nominalelement chrétien apprend une grande partie de ce qui concerne l'influence qu'exercent les fantômes ancestraux et le culte qui permet de les apaiser. Sous la ten-

¹ Cf. Dr Margaret READ, « Tradition and Prestige among the Ngoni », *Africa*, vol. IX, n° 4 (1936).

² Dans *Reaction to Conquest*, le Dr HUNTER nous donne des exemples innombrables de telles survivances, partiellement incorporées au rite chrétien mais influençant même dans une plus grande mesure le comportement des chrétiens dans un sens non orthodoxe.

sion d'une crise émotionnelle, la croyance indigène devient plus forte que la confession d'origine étrangère.

Les conceptions légales qui investissent les châtiments criminels à l'intérieur du clan et imposent la loi de la vendetta ou la *lex talionis* (loi du talion) sont également capables de survivre à tout interdit officiel. Les coutumes et les tabous sexuels, découragés par certaines influences européennes, notamment par le christianisme, sont très souvent poursuivis *sub rosa*. Le Dr Hunter nous en donne un exemple amusant en citant la croyance universelle des indigènes chrétiens selon laquelle les missionnaires blancs se conforment aussi à la coutume *Ukumetssha*, qui correspond étroitement à l'institution d'Europe centrale du *Fensterln*.

Ainsi, du point de vue pratique, ce qui est important c'est l'histoire qui survit, soit dans la tradition vivante, soit dans le fonctionnement des institutions. Il semble presque évident que seul ce qui est encore vivant peut avoir une certaine application pour ceux qui doivent contrôler une société indigène ; que seules importent ces forces de la tradition qui influent sur les sentiments des hommes et des femmes et modèlent leurs attitudes présentes. Quand le changement a été trop violent et tant que les espoirs d'un nouveau millénaire promis par la culture plus élevée n'ont pas été réalisés, la vision rétrospective et haute en couleurs que les indigènes gardent du passé a un intérêt plus vital encore pour ceux qui sont au pouvoir.

Quand l'*Indirect Rule* est instaurée dans une colonie européenne, la vraie question qui se pose est la suivante : que reste-t-il des anciens rouages indigènes qui soit encore vivant et utilisable ? L'effort même qui est fait pour utiliser ces rouages naît de leur force, de leur prestige et de leur efficacité présumés. Enracinés dans le passé, ils s'appuient sur la croyance, le sentiment et le respect du droit coutumier des indigènes. Le but pratique de l'anthropologue est de découvrir ce qui demeure encore de l'institution et quelles sont les origines traditionnelles du pouvoir politique. Il doit aussi démontrer les limites de son adaptation aux conditions modernes. Si l'on veut introduire l'achat de la mariée africaine dans un code, la question pratique n'est pas de savoir à quoi ressemblait ce type de contrat légal quelques générations auparavant, mais de savoir s'il est encore une force sociale valable et quelles en sont les perspectives dans un développement et une adaptation futurs.

Considérons une institution que les influences européennes sont tentées non de préserver mais si possible d'abolir - les cérémonies d'initiation de la fille, particulièrement quand celles-ci impliquent la clitoridectomie, répréhensible pour la sensibilité européenne et objectivement peu hygiénique et même dangereuse. Ici encore, du point de vue pratique, elle est sans rapport avec ce qui était pratiqué quelques générations auparavant. Ce qui importe, ce sont les pratiques d'aujourd'hui et la mystérieuse vitalité que présente l'institution tout entière, y compris les détails chirurgicaux, devant les attaques des missions et de l'instruction. Pourquoi toutes les organisations indigènes progressistes (comme l'Association Centrale Kikouyou) ont-elles placé la clitoridectomie en tête de leur politique et sont-elles préparées à lutter pour elle

parallèlement aux principes communistes et à l'éducation classique du type Oxford et Cambridge ? Le problème anthropologique qui se pose est avant tout le suivant : quelle fonction exercent encore les rites d'initiation dans le règlement social et moral de la vie reproductive ? Comment influent-ils sur les idées que les indigènes ont sur le mariage, la maternité et la vie sexuelle ? Et pourquoi un détail apparemment extrinsèque semble-t-il posséder une si grande valeur sentimentale ?

Sur ce dernier point, il est très utile de rappeler que la moyenne des Juifs ou des Musulmans religieux considèrent l'homme qui n'est pas circoncis comme une brute impure. Il existe également des sectes chrétiennes authentiques, comme les Russes Skoptsy, qui pratiquent de terribles mutilations - pratiques profondément enracinées dans leur idéologie domestique. Dans l'histoire de l'Europe civilisée, de nombreuses batailles ont été livrées, des êtres humains ont été tués ou brûlés, pour ou contre le rite de l'immersion totale dans le baptême - cérémonie peu hygiénique et apparemment extrinsèque. Dans l'étude des coutumes soi-disant sauvages et barbares des païens, il est important de maintenir la même tolérance et la même sympathie que nous appliquons à l'étude des nôtres et à celles de nos aïeux.

Cependant, la question envisagée ici est la suivante : c'est la vitalité et l'action présente de cette institution qui importent vraiment et non l'institution à n'importe quel stade du passé, quelque brillante et complète que soit la manière dont nous puissions la reconstituer.

C'est la valeur pédagogique et intégrante des cérémonies d'initiation qui est importante. Nous devrions étudier le culte des ancêtres dans ses différents fondements sociologiques - dans l'organisation de la famille, de la paternité et de la descendance. Ici encore, le missionnaire intelligent tentera d'apprécier la vitalité de la croyance et envisagera, dans un esprit vraiment chrétien, d'incorporer plutôt que de détruire une croyance fondée sur les liens humains les plus profonds et rattachés à l'institution la plus importante, celle de la famille. En ce qui concerne la magie noire, ce qui est important c'est la réalité culturelle de la croyance que nous avons simplement réussi à rendre clandestine.

Par conséquent ce sont les questions de la fonction actuelle d'une institution, sa vitalité et son adaptation - et non la forme et les pièges du passé - qui sont importantes pour celui qui étudie l'évolution culturelle sous ses aspects théoriques et pratiques.

Dans tout ceci, nous avons donné incidemment à entendre que ce n'est pas seulement à une adhésion stricte à certaines caractéristiques du passé qu'une institution africaine doit sa force. Sa vie nouvelle est souvent due au fait qu'elle a pu être réadaptée aux nouvelles conditions. Le chef converti au christianisme devient le chef religieux des hommes de la tribu, sous une nouvelle étiquette ; mais surtout il gagne l'appui d'un groupe puissant de la communauté européenne. L'autorité du chef, recon nue par l'administration coloniale *sous l'Indirect Rule*, a acquis une force nouvelle

sans aucun rapport avec le passé tribal. La reconnaissance tardive du fait que l'achat de la mariée était compatible avec la morale chrétienne et les susceptibilités légales européennes, ont fait à nouveau prospérer cette institution chez les Bantous du Sud, en tant que facteur important de l'intégration nationale.

En fait, le lecteur attentif aura remarqué que dans notre analyse des conditions de vitalité des institutions africaines, on a constamment fait allusion aux influences européennes dans des expressions telles que « rendues clandestines », « adaptées », « réprimées ». Car c'est l'impact européen qui a contraint les Africains à renoncer à certaines choses, par ordre direct, par l'introduction de nouvelles techniques, de nouveaux intérêts et de nouveaux moyens matériels.

Dans tous les cas où l'on a laissé survivre les institutions africaines (et même : où on les a encouragées à survivre), les sources traditionnelles de la vitalité et de la force indigènes subsistent aussi. Elles constituent la base réelle de la persistance de la coutume, du principe légal ou du type d'organisation sociale, quoiqu'elles ne soient pas l'unique facteur du développement futur. C'est la combinaison du prestige énorme que le chef conserve dans certaines zones en tant que faiseur de pluie ou comme détenteur de la fertilité tribale pour la terre, l'animal et l'homme ; son rôle comme officiant dans le culte des ancêtres pour la communauté considérée dans son ensemble - c'est la combinaison de tout cela avec sa nouvelle dignité de rouage de la machine administrative européenne qui donne au rang de chef, sous *l'Indirect Rule*, le privilège de la stabilité et de la force. Dans un autre district, lorsque le chef devient chrétien, il peut perdre ses anciens privilèges religieux ; il reste toujours l'héritier légal dans la lignée des dirigeants ; il représente toujours pour les indigènes le principe de l'autorité.

Cela nous ramène encore une fois à la question de savoir si nous pouvons analyser plus profondément le problème de savoir pourquoi certains éléments survivent et d'autres disparaissent ; pourquoi à certaines époques les institutions ne survivent que dans la clandestinité et à d'autres en étant ouvertement reconnues par les Européens ¹.

¹ Dans cet ouvrage, l'étude différentielle des zones choisies selon le degré de détribalisation a une très grande valeur. Cette méthode, dont le Dr Richards s'est fait l'avocat dans un article qui est probablement l'un des premiers essais systématiques pour définir les problèmes du contact culturel, implique la sélection d'un certain nombre de villages typiques, tous exposés à des influences de contact de types et de degrés différents. Cf. son « *Anthropological Problems in North-Eastern Rhodesia* », *Africa*, vol. V, n° 2 (1932).

Pour rendre justice au tableau hétérogène présenté par un village quelconque, le Dr Richards a également élaboré une méthode plus précise de recherche, à savoir l'analyse d'histoires de cas et l'emploi d'un questionnaire pour établir un recensement sociologique. Les questions étaient posées à des membres du village dans une série de porte-à-porte, de sorte que les réponses fournissaient des documents non seulement sur des individus isolés, mais aussi sur des familles, des groupes de parents, des clans. Cette approche concrète par l'étude de cas sur un grand nombre d'échantillons est indispensable à l'étude du contact. Pour un exemple du type de questionnaire employé, voir Dr RICHARDS, « *The Village Census in the Study of Culture Contact* », p. 55.

En Amérique Centrale, le Dr Robert Redfield a employé une méthode semblable pour faire des études différentielles de communautés en évolution dans une zone donnée. Dans ce but, il a

Il est clair que le fait même de la transformation progressive, l'irrégularité des disparitions dans de nombreux phénomènes culturels imposent une tâche nouvelle et malaisée pour celui qui travaille sur le terrain. Dans le tableau qu'il dressera des réalités qui survivent de la culture africaine, il devra souligner quels facteurs ont disparu mais sont conservés en mémoire ; quelles institutions ont été rendues clandestines et quels éléments survivent dans de nouvelles combinaisons.

Pouvons-nous cependant aller au delà d'un simple inventaire des vestiges et des manques dans les cultures indigènes ? Est-il possible de tenir compte de l'abandon facile de certaines coutumes et de la ténacité implacable avec laquelle d'autres se sont maintenues ?

choisi une cité, une ville et un village du Yucatan, en contact les uns avec les autres. Cf. « Culture Change in Yucatan », *American Anthropologist*, vol. XXXVI, n. s. (1934). (N. de l'éd.).

Chapitre IV

LA THÉORIE FONCTIONNALISTE DE LA CULTURE

[Retour à la table des matières](#)

Une analyse beaucoup plus complète doit remplacer les termes généraux employés pour décrire les phénomènes de conservatisme partiel, de détribalisation rapide, de sélection de certains éléments et les difficultés d'acculturation à d'autres égards. La solution à ces problèmes ne peut être trouvée que par l'analyse fonctionnaliste de la société indigène d'une part, et d'autre part l'appréciation des concessions européennes. On insiste souvent sur le fait que les Africains acceptent nos valeurs culturelles de manière irrégulière ; mais, comme nous le verrons, c'est l'octroi progressif des bienfaits de la culture apportés par les Européens qui est de loin le plus important. A un « conservatisme sélectif » du côté africain correspond un don sélectif des Européens ; la dépossession sélective de choses telles que la terre, les ressources naturelles, la contribution de la main-d'œuvre africaine, la souveraineté politique des dirigeants, le statut social et l'auto-détermination de tout Africain. Les Européens ne dispensent pas les libéralités et les bienfaits de leur culture avec moins de discrimination que n'en montre l'Africain à les accepter. Venons-en à l'analyse des forces du conservatisme à l'intérieur de la société africaine.

Du point de vue de la méthode et de la théorie du travail sur le terrain, le principe le plus important réside dans la conception fonctionnaliste de la culture. Celle-ci affirme qu'étudier des détails isolés de leur cadre doit inévitablement enlever toute valeur à la théorie, au travail sur le terrain et à la pratique. Les détails de la clitoridectomie dans les cérémonies d'initiation ont été pris comme cible des attaques euro-

péennes. Cela a faussé la valeur et l'importance de l'institution aux yeux des Africains comme des Européens.

Considérer l'introduction d'un Seul instrument aratoire comme la charrue, en l'isolant de tout ce que cela signifie en révolutionnant l'agriculture indigène, conduit à une impasse. L'erreur essentielle, invariablement commise au cours des discussions et même dans les mesures d'ordre pratique de *l'Indirect Rule*, était de considérer le chef comme le seul élément méritant d'être considéré. « Dans la plupart des régions de l'Afrique, trouver le chef était considéré comme l'équivalent de *l'Indirect Rule* », nous dit le Dr Richards dans son article admirable : « Tribal Government in Transition »¹. Encore une fois, les attaques progressives contre les tabous de la grossesse, les excès sexuels occasionnels et certaines coutumes du mariage dans un certain nombre de tribus, par des missionnaires incapables de rattacher ces rites aux institutions fondamentales de la famille et du mariage, ont été à mon avis les causes principales de l'échec de l'effort chrétien à maintenir élevé le niveau moral de ces communautés africaines.

L'anthropologue moderne de l'école fonctionnaliste est pleinement conscient qu'il doit organiser son témoignage, rattacher les coutumes, les croyances, les idées et les pratiques au noyau fondamental autour duquel elles sont construites². Pour le fonctionnaliste, la culture, c'est-à-dire le corps complet d'instruments, les privilèges de ses groupes sociaux, les idées, les croyances et les coutumes humaines, constitue un vaste appareil qui met l'homme dans une meilleure position pour affronter les problèmes concrets particuliers qui se dressent devant lui dans son adaptation à son environnement pour donner cours à la satisfaction de ses besoins. Permettez-moi d'esquisser brièvement les bases de la théorie fonctionnaliste de la culture.

Il faut admettre comme un axiome que les êtres humains ont besoin d'être nourris ; qu'ils doivent se reproduire ; qu'ils doivent recevoir un abri, des commodités personnelles, une hygiène élémentaire et des variations de température appropriées. La théorie anthropologique doit s'appuyer sur les faits biologiques. Après tout, les êtres humains sont une espèce animale. Ils doivent se conformer aux conditions élémentaires et nécessaires pour que la race se perpétue, que l'individu survive et que l'organisme soit maintenu en bon état. Un métabolisme sain ne peut exister que dans un organisme bien nourri, qui reçoit un apport d'oxygène pour la respiration et les occasions indispensables au mouvement musculaire et à la relaxation nerveuse.

¹ *Journal of the Royal Society, suppl. au vol. XXXIV* (octobre 1935). Cette incrimination ne s'étend pas à la façon d'agir extrêmement bien informée, sensée et anthropologiquement exacte prise au moment de l'établissement de *l'Indirect Rule* au Tanganyika. Les instructions rédigées, pour être précis, par Sir Donald Cameron et Sir Philip Mitchell, devraient être lues par l'anthropologue et par l'administrateur comme un modèle d'anthropologie appliquée.

² L'exposé suivant (pp. 73 ss.) de la théorie fonctionnaliste de la culture est extrait de l'article de MALINOWSKI, « The Scientific Basis of Applied Anthropology », *Reale Accademia d'Italia, Fondazione Alessandro Volta, Estratto dagli Atti dell'VIII Convegno* (Rome, 1938 ; publié en 1940), XVI, 22. (N. de l'éd.).

Jusqu'ici, tout va bien. Mais on peut soutenir, comme le font certains sociologues tels que Durkheim, que l'objet de la sociologie et celui de la physiologie doivent être maintenus rigoureusement séparés. Cela n'est pas possible. Car les êtres humains, tout en étant des animaux, sont des animaux qui ne vivent pas que par des pulsions physiologiques, mais par des pulsions physiologiques modérées et modifiées par les conditions de la culture. La nourriture dont vit l'habitant de l'Australie centrale ou l'homme de la brousse serait inacceptable pour un Européen. Pour survivre avec cette nourriture, son organisme devrait être reconditionné par un processus de formation secondaire. La reproduction ne se fait pas chez les êtres humains par simple accouplement, mais à l'intérieur de l'institution culturelle hautement complexe du mariage. La parenté et l'attraction sexuelle sont déterminées par des conditions culturelles, non par les tendances physiologiques seules, mais combinées avec le désir de compagnie, le besoin de coopération économique, le statut social et la compatibilité spirituelle. Et cela est profondément déterminé par le fait que la pulsion sexuelle seule ne conduit pas et ne peut pas conduire à la production de nouveaux êtres humains. L'acte de la procréation a des conséquences pédagogiques, économiques, juridiques et morales. Les déplacements physiques ne procèdent pas selon des données purement instinctives mais sont organisés dans une grande variété d'espèces humaines que nous appelons tribus, nations et cultures, dans des activités spécifiques très complexes rattachées à la technologie, aux transports, aux jeux et aux carrières économiques. Il serait possible de montrer que même des processus tels que la respiration, la digestion, le sommeil et l'exposition au soleil, au vent et au climat, ne sont jamais pour l'espèce humaine uniquement contrôlés par les réflexes physiologiques innés, mais qu'ils sont modifiés par des déterminants culturels. Les pulsions humaines - les goûts qui conduisent l'homme à établir des distinctions, les tendances qui poussent l'homme et la femme à agir - sont dictées par une physiologie remodelée en habitude acquise.

De ce point de vue, la culture apparaît comme un vaste appareil de conditionnement qui, par la formation, la transmission des compétences, l'enseignement des normes et le développement des goûts, unit éducation et nature et produit des êtres dont le comportement ne peut être déterminé par la seule étude de l'anatomie et de la physiologie. Ce qui signifie que l'homme, à l'encontre de l'animal, ne satisfait jamais directement ses besoins physiques. Il obtient sa nourriture, non pas en ayant recours au vaste garde-manger fourni par l'environnement, mais par un processus plus ou moins détourné qui est l'exploitation matérielle de l'environnement. Même les peuplades les plus primitives, en rassemblant leur nourriture, organisent l'extraction des racines, la recherche de petits animaux et de fruits comestibles ; elles conservent et distribuent cette nourriture, la préparent et la consomment en groupes organisés. Chez ces peuplades qui n'ont pour ainsi dire pas de vêtements, le corps humain n'est jamais exposé directement au vent, aux intempéries, au soleil. Leur culture leur fournit le moyen de se protéger soit avec un pare-vent, soit dans une maison, le moyen de se chauffer avec du feu, de se protéger du vent ou du soleil. L'homme n'affronte jamais seul les difficultés. Il s'organise en famille ; il vit en communauté avec une constitu-

tion tribale où les principes d'autorité, de direction et de hiérarchie sont définis par une charte culturelle.

Mais les compétences techniques, comme l'organisation, sont basées Sur -une autre caractéristique spécifiquement humaine : le développement du symbolisme, c'est-à-dire de concepts abstraits primitive-ment incarnés dans le langage. C'est, encore une fois, une capacité qui donne à l'homme, dans la création animale, une place particulière, étroitement associée au développement anatomique de son cerveau. Le langage et la pensée abstraite sont les véhicules de la connaissance, de la croyance, des systèmes juridiques et des constitutions tribales. La tradition et l'enseignement, c'est-à-dire la persistance de la tradition, sont rendus possibles par l'emploi du langage. L'expérience individuelle d'une vie se transforme en connaissance collective de l'humanité, parfois limitée, mais comme nous le voyons dans notre propre culture, conduisant encore une fois l'homme à une maîtrise insoupçonnée de l'environnement.

Nous sommes partis de l'axiome selon lequel la culture est une réalité instrumentale, un appareil permettant la satisfaction des besoins fondamentaux, c'est-à-dire la survie organique, l'adaptation à l'environnement et la continuité au sens biologique. A cela nous avons ajouté le corollaire empirique suivant lequel la satisfaction des besoins organiques est réalisée d'une façon indirecte, détournée, dans des conditions de culture données. L'homme se sert d'outils, se couvre de vêtements et s'abrite dans des cavernes ou des huttes, des tentes ou au moyen de pare-vent. Il utilise le feu pour se chauffer et pour cuire ses aliments. Eu cela il transforme ses possibilités anatomiques par tous ses contacts avec le milieu physique. Il ne le fait pas seul, mais en groupes organisés. L'organisation signifie la tradition des compétences, de la connaissance et des valeurs.

Notre discussion nous amène à conclure que la satisfaction culturelle des besoins biologiques primitifs impose à l'homme des impératifs secondaires ou dérivés. Ainsi, tout le corps du dispositif matériel doit être produit, maintenu, distribué, utilisé et estimé. Une certaine organisation économique, si rudimentaire soit-elle, est indispensable à toute société humaine. Elle est faite d'un système de lois traditionnelles, de techniques, de propriétés, et de la manière d'utiliser et de consommer les objets. L'approche fonctionnaliste de l'étude comparative des cultures postule donc que l'étude des systèmes de production, de distribution et de consommation doit être poursuivie même dans les sociétés les plus primitives. Elle doit être essentiellement orientée vers l'établissement de concepts tels que la propriété, en particulier la propriété terrienne, la division du travail, les motifs, les richesses et les valeurs. La valeur, comme ressort principal de l'effort humain organise, comme principe qui fait que les êtres humains coopèrent, produisent, maintiennent les richesses et s'entourent de croyances religieuses et sentimentales, doit exister même aux stades les plus primitifs du développement.

Nous avons défini par là l'aspect économique de l'étude comparative des cultures. Nous avons posé le principe qu'un système économique, quelle que soit sa forme, est

une caractéristique universelle de toute vie humaine organisée, puisqu'il correspond à un impératif universel quoique dérivé.

Un autre aspect de la culture, dérivé mais universel, est celui que l'on pourrait appeler l'aspect normatif. L'homme parvient à dominer son environnement et ses rivaux par la coopération. Coopération signifie vie en commun. La coopération et la vie en commun impliquent des sacrifices et des efforts conjoints, la soumission des intérêts privés aux intérêts communs - bref, l'existence de lois, d'autorité et de contrainte. L'existence coopérative en groupes, aussi simple et restreinte soit-elle, offre des tentations en ce qui concerne les pulsions sexuelles, l'emploi de la nourriture et la possession des richesses, la satisfaction de l'ambition et le pouvoir. Rang, direction, autorité et hiérarchie sont des distinctions sociales qui ont dû exister dans les civilisations les plus primitives, quoique à de tels niveaux, elles aient pu être associées dans une grande mesure à l'âge, au sexe et à la position de la famille. L'approche fonctionnaliste des problèmes normatifs ne nous permet pas d'être induits en erreur par l'absence de types formels et institutionnalisés de législation, de juridiction ou de codification. La législation, les sanctions effectives et l'administration des lois tribales sont souvent exercées comme des produits dérivés d'autres activités.

L'autorité peut être souvent investie dans le chef de famille, les aînés du clan, ou dans le leader d'une équipe de sorciers, ou dans un groupe totémique. La codification des lois tribales est incarnée par ces principes de comportement mutuel se rapportant au mariage et à la paternité, aux buts économiques, aux lois rituelles. Quoiqu'elles ne soient pas toujours explicitement codifiées, ces lois sont invariablement connues de tous les membres de la société. Les litiges peuvent prendre la forme d'une discussion plus ou moins amicale, mais du fait que la loi, si primitive soit-elle, ne peut jamais fonctionner automatiquement du fait qu'elle implique contrainte et réajustement, il existe dans les formes les plus simples des types de débats et de querelles, des récriminations réciproques et un réajustement venant de ceux qui détiennent l'autorité - tout cela correspond aux processus juridiques des cultures plus développées. En outre, une analyse des règles de conduite révélerait que même dans les communautés primitives, les normes peuvent être classées en articles de lois, en coutumes, en morale et en mœurs. Ces règles qui définissent la constitution de la famille, la nature du mariage, la descendance, la parenté et la constitution de l'autorité politique, du régime foncier et de la propriété, sont les règles authentiques de la loi primitive. Il est aussi important pour l'administrateur que pour le théoricien de les connaître. L'aspect normatif ou légal de la communauté est ainsi le deuxième impératif émanant de la culture et c'est dans l'exécution de cet impératif que nous devons rechercher les mécanismes de la codification, du processus judiciaire et des sanctions de chaque communauté humaine.

L'existence même de la loi implique l'emploi de la contrainte et de l'autorité comme son ultime sanction. Il y a dans tous les groupes une autre raison pour laquelle une certaine forme de contrainte doit apparaître. Elle est liée aux rapports entre tribus. La sécurité dans la jouissance du territoire de la tribu, les possibilités d'agression et la

nécessité d'une défense collective constituent ce qu'on pourrait appeler l'impératif émanant de l'organisation politique.

La culture impose encore à tous les groupes humains un autre impératif. Puisque la culture est la réalisation cumulative des générations, il doit y avoir des voies par lesquelles cet héritage commun est transmis d'une génération à une autre. Nous pouvons appeler impératif pédagogique la nécessité d'un tel système. Ici encore, l'approche fonctionnaliste nous conduit à rechercher par l'étude précise de l'histoire de la vie primitive comment la famille et le groupe des compagnons de jeux, les cérémonies d'initiation, l'apprentissage, l'entrée dans le cercle, le clan, le village, la communauté et la tribu, s'accompagnent d'une formation, d'un enseignement, de l'apprentissage de la technique, des règles des métiers, des principes de la connaissance, des normes sociales et des maximes de la morale.

Ces quatre impératifs instrumentaux, comme nous pourrions les appeler - organisation économique, système normatif, organisation de la force, c'est-à-dire la constitution politique et les mécanismes et agents pédagogiques -, n'épuisent cependant pas tout ce que la culture entraîne en imposant des exigences secondaires ou dérivées, que ce soit sur des groupes humains primitifs ou des groupes humains évolués. Les rouages essentiels de la culture et le comportement humain qui s'y rattache, c'est-à-dire les compétences techniques et les lois de la coopération, sont maintenus, fixés et préservés par l'ensemble de la science de la tradition. Cela est rendu possible par le langage, instrument au moyen duquel l'homme peut formuler des lois d'une valeur universelle et les condenser en concepts verbaux. À chaque système de technique d'action standardisée correspond un système de connaissance. L'action doit être fondée sur la prévision et sur l'estimation du contexte, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles l'homme doit agir. Dans chaque communauté, aussi primitive soit-elle, les résultats de l'expérience passée sont posés en systèmes de connaissance, fixés, standardisés et, malgré tout, plastiques. Car l'homme traite avec la nature et ses semblables par un traitement constructif et imaginaire de chaque situation telle qu'elle naît. Mais cette action préméditée est toujours fondée sur l'expérience d'un succès ou d'un échec antérieur.

Des systèmes de connaissance humaine fondés sur l'expérience réelle et sur le raisonnement logique existent même chez les primitifs les moins évolués. Ils ont dû exister au moment même où l'homme manipulait ses premiers Outils, découvrait l'usage du feu et émettait les premiers sons significatifs. L'hypothèse très répandue selon laquelle l'homme primitif ne possédait aucun rudiment de science, vivait dans un monde nébuleux, mystique et infantile, était non-empirique et pré-logique, peut être rejetée en considérant simplement un fait patent : aucune culture, si primitive soit-elle, ne peut survivre si son art et ses métiers, ses armes et ses buts économiques ne reposent sur une solide connaissance empirique et logique. Un groupe primitif qui mélangerait science et magie, ou expérience et mysticisme, ne pourrait pratiquer l'art du feu, produire un instrument solide ou construire un abri contre le vent si à tout moment, il risquait de confondre les enseignements de l'expérience et de la raison

avec une marée d'illusions mystiques. Le fait même qu'une des peuplades les plus primitives que l'on connaisse, les Aborigènes d'Australie, produisent et aient produit, génération après génération, un instrument aussi compliqué que le boomerang - dont la théorie demande des calculs mathématiques pour en expliquer la construction et le vol - démontre à quel point une réalisation scientifique peut être gardée soigneusement et jalousement dans une culture primitive. Ainsi, la connaissance en tant que capacité à distinguer entre le fait empirique et le raisonnement solide et à suivre intégralement leurs commandements, est une implication de tout comportement culturel, même aux stades les plus primitifs.

La connaissance, qui a établi la supériorité finale de l'homme sur le monde animal, lui a néanmoins imposé certaines charges. Car la connaissance est impossible sans la formation de systèmes, alors que la prévision et la pensée constructive sont l'essence même de la science. Mais l'emploi de la connaissance révèle à l'homme l'incertitude et les limites fondamentales de sa propre existence. Aussi primitif soit-il, l'homme doit penser clairement. Il doit regarder en arrière et se souvenir. Il doit aussi regarder en avant, prévoir et réadapter son expérience passée. Mais quoique l'homme vive raisonnablement, même aux stades primitifs de son développement, il ne vit pas par la seule raison. Mémoire et prévision, pensée constructive et anticipation, se rapportent à des sujets où le bien-être de l'humanité et la satisfaction des besoins de l'homme entrent en jeu. Ses calculs et sa pensée systématique le soumettent à la crainte autant qu'à l'espoir, au désir autant qu'à l'incertitude. De tous les animaux, l'homme seul ne vit pas seulement dans le présent. La culture lui rend impossible de vivre au jour le jour, d'un instant à l'autre, au sens spirituel comme au sens matériel.

Les calculs les plus raisonnables de l'homme n'ont jamais résolu pour lui pratiquement ou émotionnellement les problèmes qui se rattachent à la mort, aux calamités, aux catastrophes physiques telles que la sécheresse et les pluies, les séismes et les épidémies de peste. Il est normal que de tels coups du sort ne provoquent pas seulement la réflexion et la pensée. Ils obligent l'être humain à agir. La mort d'un individu désorganise le groupe. Elle désorganise les projets auxquels il a pris part en tant que leader ou conseiller. Cet événement ébranle aussi chaque individu personnellement en ce qu'il le contraint à réfléchir à sa propre destinée et à son propre avenir.

Lorsque nous considérons les systèmes primitifs de religion et de magie, d'animisme et de culte de la nature, conjointement à la psychologie humaine en matière d'espoir déçu, de craintes et d'angoisses suscitées et de calculs détruits par un coup du sort, nous voyons que la foi et le rite religieux contiennent une réponse organisée et standardisée.

Dans le comportement rituel des groupes humains lors des funérailles et du deuil, des cérémonies et des sacrifices commémoratifs pour les morts, nous trouvons d'abord et avant tout l'affirmation de la croyance à l'immortalité humaine, la conviction que la mort n'est pas vraie, que l'homme a une âme et que celle-ci ne périt pas - croyances qui naissent du besoin profond de surmonter la peur d'une destruction

personnelle. Cette peur n'est pas provoquée par un « instinct » psychologique. Elle est déterminée par les facteurs culturels de coopération et par le développement des sentiments humains vis-à-vis de la famille, la camaraderie dans le travail en commun et la responsabilité commune. Dans toutes les manifestations de l'animisme et du culte des ancêtres, du culte des morts et de la communion entre les morts et les vivants, nous voyons une négation constructive, pragmatiquement valable, de la mort, et l'affirmation de la permanence des valeurs humaines et de la réalité des espoirs humains.

Ces aspects de la religion où les crises de la vie sont sacralisées, c'est-à-dire rendues valables, importantes et légalement applicables, influent sur la cohésion sociale et sur le développement du caractère moral de l'individu. La mythologie de la religion, si étroitement rattachée à la structure sociale de la communauté, avec son rituel et même ses intérêts pratiques, doit une fois de plus être considérée comme une chose qui, en vertu de son précédent sacré, détermine le comportement moral, légal et rituel du peuple.

Nous en avons assez dit pour montrer que la religion fonctionnaliste n'est pas un épiphénomène culturel mais une force profonde, morale et sociale, qui donne l'ultime intégration à la culture humaine. Ce qu'on appelle généralement magie, et qui est souvent banni comme étant une science primitive mort-née, est aussi une force culturelle pragmatiquement importante. Une étude attentive de l'influence de la magie selon son contexte révélerait d'abord que la magie n'empiète jamais sur la technique ou sur le sujet du travail pratique. Chaque fois que dans une culture, le plein contrôle technique a été réalisé par certains processus, la magie n'entre jamais dans le traitement de ces processus. Par exemple, il n'y a jamais de magie dans l'art de faire le feu, dans la fabrication de la poterie, dans la cuisine, dans le nettoyage ou le lavage. Mais la magie entre invariablement en jeu dans toute activité où le hasard et des forces incontrôlables peuvent vraisemblablement bouleverser l'estimation humaine. Ainsi dans la guerre, dans la cour faite à une femme, dans des occupations dépendant des pluies ou de la sécheresse, du vent et de la marée, nous trouvons inévitablement des croyances et des rites magiques. Une analyse minutieuse et approfondie des relations existant entre les actes magiques et le travail pratique révèle en outre que, psychologiquement, la magie conduit à l'intégration mentale de l'individu en établissant une disposition affective et positive à l'optimisme, à la confiance dans la réussite. Car dans son essence la magie est la conviction que, par l'expression de la formule magique appropriée, par l'exécution des gestes rituels précis, l'homme peut attacher et plier à sa volonté tout ce qui est insaisissable, dangereux et contraire dans le potentiel du hasard. Bref, la magie est une technique surnaturelle par laquelle l'homme, dans son orgueil, peut accomplir tout ce que sa technique rationnelle ne parvient pas à effectuer. Partout où elle est pratiquée sur une grande échelle et pour le compte de groupes organisés, la magie institue un chef, rehausse l'organisation et fournit le facteur additionnel pour la discipline, l'ordre et la confiance réciproque.

Je ne ferai qu'effleurer cet aspect complexe, extrêmement important de la culture qui concerne les activités créatrices de l'homme dans la danse et les arts décoratifs, dans l'utilisation précoce du langage pour l'art, dans la musique. Toutes les activités artistiques sont basées sur la physiologie, sur la stimulation sensorielle et musculaire, comme sur les processus nerveux. L'autre aspect fonctionnaliste de l'art, autant que celui du sport, des jeux et des divertissements, a une importance pratique plus grande pour l'anthropologue.

Car toutes les formes de relaxation et de stimulation artistique des systèmes nerveux et musculaire sont d'une part une condition de vie en commun saine, et d'autre part des facteurs féconds du développement et du progrès culturels.

Il y a un aspect théorique sur lequel je ne me suis pas encore appesanti, mais qui ne peut être que brièvement indiqué. Il se réduit au fait que, dans l'étude de tout groupe humain organisé, il est nécessaire d'appuyer les résultats obtenus sur un inventaire complet du matériel utilisé dans ses activités ; il est essentiel de voir comment le groupe lui-même est organisé et constitué ; et, ce qui n'est pas moins important, la documentation linguistique des concepts, textes et adages décisifs est indispensable. Je défierais quiconque d'ajouter un seul objet matériel qui ne pourrait trouver sa place dans un système institutionnel organisé.

Aucun usage linguistique ne pourrait être trouvé qui n'ait une place assignée dans une forme traditionnelle de coopération. L'étude de l'organisation sociale reste creuse et suspendue dans le vide, à moins de la rattacher à la place concrète qu'elle occupe dans l'environnement et d'établir sa charte légale en termes de textes indigènes.

Un autre concept important de l'analyse fonctionnaliste est ainsi impliqué dans cette discussion : celui d'institution, ou système organisé des activités humaines. Cela ressort du principe précisément élaboré d'après lequel les soi-disant éléments ou « traits » d'une culture ne forment pas une confusion de mots, d'outils, d'idées, de croyances, de coutumes, de mythes et de principes légaux, mais sont toujours intégrés dans des unités bien définies pour lesquelles nous avons choisi le nom d'institution. Nous pouvons définir une institution comme étant un groupe uni dans la poursuite d'une activité simple ou complexe ; toujours en possession d'une dotation matérielle et d'un équipement technique ; organisé selon une charte définie, légale ou coutumière, formulée sur le plan linguistique par des mythes, des légendes, des règles et des maximes ; et entraîné ou préparé pour la poursuite de sa tâche ¹.

¹ Dans un article plus récent intitulé « Man's Culture and Man's Behaviour », Sigma Xi Quarterly, vols. XXIX, XXX (1941-1942), MALINOWSKI a défini les institutions comme des « groupes unis par un intérêt commun, dotés d'un équipement matériel, suivant les règles de leurs traditions ou des accords et contribuant à l'action de la culture dans son ensemble ». Plus loin, il réduit une institution à un diagramme dont les éléments sont : charte, personnel, normes, matériel, activités et fonction. Il affirme alors : « On peut le lire comme suit - les êtres humains s'organisent d'après une charte qui définit leurs buts communs et qui détermine aussi la conduite personnelle et les normes du comportement du groupe. Appliquant ces normes et utilisant le matériel, les membres

L'importance de ce concept réside dans le fait que les mêmes institutions se produisent dans toute l'étendue des cultures humaines. La famille, c'est-à-dire le groupe comprenant mari, femme et enfants, est universelle. Les tâches qui lui incombent - selon la charte du mariage légal - sont la procréation, la production et la consommation communes dans le foyer, l'éducation des enfants, les soins à donner et les affaires du ménage. De plus, la charte de la famille comprend la légitimité des enfants, les règles de la descendance, le partage de l'autorité dans la famille, la division du travail et autres fonctions économiques. La famille est toujours associée à un type d'habitation ; celle-ci est centrée autour du feu et elle est dotée de terres familiales et d'autres propriétés.

Ce que nous venons de dire constitue une définition universelle de la famille. Tout travailleur sur le terrain peut appliquer cette définition à sa culture particulière et fournir un rapport concret sur le fait de savoir si la famille est fondée sur un mariage patrilinéaire ou matrilinéaire, associée au principe patrilocal ou matrilocal ; fondée sur un contrat validé par une transaction économique ou par un échange de parents, ou encore par une promesse de services réciproques.

Il est possible de définir de la même façon le groupe de parenté étendue ; le clan, la communauté locale ou municipale ; le concept de tribu et celui d'État. Il existe aussi des institutions typiques de moindre universalité. Ainsi, dans certaines communautés, nous trouvons les classes d'âge conventionnelles avec leurs chartes d'ancienneté et d'admission à chaque classe ; avec diverses fonctions - militaires, économiques, cérémoniales et juridiques - et avec un équipement matériel tel que maisons de célibataires, lieux réservés aux cérémonies d'initiation et aussi des biens appartenant conjointement au groupe âgé.

Si nous devons examiner minutieusement la façon dont les aspects tels que le régime économique, l'organisation politique, les lois ou l'éducation sont concrètement menés à bien, nous verrions qu'à l'intérieur de chacun d'eux il existe des groupes professionnels ou d'occupation ayant un type particulier d'activités organisées. Ainsi notre aspect du régime économique décrit les phases générales du processus : production, échange et consommation. Nous trouverions néanmoins dans la réalité concrète que la production peut consister en agriculture, groupement du bétail en troupeaux ou industrie. A certaines époques, l'agriculture est basée sur la famille, auquel cas cette institution est aussi l'unité agricole productrice. Nous voyons plus fréquemment que la culture du sol mobilise une équipe spéciale sous la direction du chef, du chef local ou peut-être du sorcier qui pratique la magie des jardins. Une telle équipe est encore une institution en ce qu'elle travaille selon la charte de la propriété foncière, de l'échange des services, et la distribution des récoltes comprenant le tribut au chef, au chef local ou au sorcier. L'équipe qui cultive conjointement la terre en est

entreprennent des activités par lesquelles ils contribuent à la fonction intégrante de l'institution ». (XXX, 74-75). (N. de l'éd.).

aussi propriétaire ; la terre peut être propriété individuelle sous contrôle commun. Dans l'administration de la justice nous pouvons avoir, comme déjà élaboré, un système plus ou moins cristallisé de gardiens et de détenteurs du droit coutumier ; ou bien la connaissance des règles et leur administration peuvent relever de la compétence de groupes organisés selon d'autres principes. Les disputes concernant la terre ou la production sont généralement tranchées par l'équipe agricole, le chef et son assistant agissant en tant qu'autorité impartiale. Les querelles domestiques vont rarement au delà de l'autorité du patriarche ou de la matriarche, dans les limites du foyer.

Tout comme l'analyse des aspects révèle que les types d'activités humaines peuvent être classés en différentes catégories, chacun comparable à son analogue dans d'autres cultures et chacun définissable en termes de structures et de processus, de même toute tentative de synthèse, en vue de situer un objet, une coutume ou une idée dans son cadre naturel, nous conduit à une institution, c'est-à-dire à un système organisé, prémédité, d'effort humain et de réalisation humaine ¹.

¹ Pour de plus amples détails concernant la théorie fonctionnaliste de la culture, le lecteur est renvoyé à d'autres articles de MALINOWSKI: « Culture », *Encyclopedia of the Social Sciences*, IV (1931); « Anthropology as Basis of Social Science », *Human Affairs* (1937), édité par R. B. Cattell ; et « Man's Culture and Man's Behaviour », *Sigma Xi Quarterly*, vols. XXIX, XXX (1941-1942). (N. de l'éd.).

Chapitre V

FONCTION ET ADAPTATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES

[Retour à la table des matières](#)

Une fois que nous avons compris l'approche fonctionnaliste de la culture, nous voyons immédiatement qu'il peut sembler facile de remplacer ici ou là une coutume ou de transformer un dispositif technique ; toutefois, un changement de détail de ce genre peut souvent bouleverser une institution sans la réformer car - ainsi que nous l'avons montré - les croyances, les idées et les pratiques sont étroitement unies dans des systèmes plus vastes. Lorsque nous en venons aux institutions intégrantes d'une tribu ou d'un État, les choses deviennent très complexes. La raison en est qu'une institution importante comme la famille ou le chef, le culte des ancêtres ou l'agriculture, a ses racines dans tous les aspects de la culture. Elle est rattachée à tant de réalités culturelles, dont certaines ne sont pas facilement modifiables, que seule une complète transformation de toute la société peut fournir un changement sans maux, sans adaptations défectueuses. Ainsi une famille africaine, plus polygénie, plus matrilineage, plus achat de l'épouse, peut être remplacée par une famille chrétienne, patriarcale, fondée sur le droit romain, le Code Napoléon ou le droit civil anglais. Mais un tel changement ne peut être réalisé que par la transformation simultanée de toute la société et en donnant les moyens nécessaires pour établir un type nouveau et plus élaboré. Une institution peut être remplacée par une autre qui remplit une fonction semblable. Mais un tel changement est difficile et doit toujours aller vers quelque chose de meilleur au sens culturel, c'est-à-dire de mieux adapté, donnant une

plus grande liberté d'action et de plus grandes possibilités à ceux qui vivent selon cette institution.

Permettez-moi néanmoins de donner un ou deux exemples. Si l'autorité du chef présente une force et une résistance aussi grandes, c'est parce qu'elle est associée à la religion et aux croyances locales en la magie, parce que les hommes de la tribu reconnaissent le droit coutumier comme la seule expression juste du bien et du mal. L'autorité du chef est souvent basée sur le système indigène de la parenté et représente le principe de l'autorité familiale sous une forme étendue et glorifiée. Elle incarne l'histoire passée, tout ce qui est magnifique. Pour déraciner complètement l'autorité du chef, il faudrait changer la loi et la religion, remodeler la vie familiale et étouffer tous les souvenirs du passé. Et ce n'est pas tout ; il serait indispensable de synchroniser tous ces changements, de les contrôler soigneusement pendant la période de transition, d'établir des plans, de comprendre, de conseiller et, comme nous allons le voir, surtout de payer en numéraire et en ses nombreux équivalents.

Le pouvoir réel du culte des ancêtres réside dans son association profonde avec la constitution de la famille africaine. Par conséquent il survit souvent dans ses aspects sociaux et moraux, même lorsqu'il a été superficiellement remplacé par le christianisme. A certaines époques, il se manifeste en cas de cataclysme ou d'accident individuel dans la tribu. Et il est souvent ressuscité en tant qu'élément dans les nouveaux mouvements séparatistes chrétiens. L'achat de la mariée, ou *lobola*, s'est révélé d'une grande ténacité comme d'une grande plasticité. Il a reparu sous des formes nouvelles et avec un sens partiellement modifié, simplement parce que sa nature vraie n'était pas l'achat d'une jeune fille par un homme, mais l'instauration de la légitimité, une garantie de la stabilité du mariage et un équivalent équitable pour la perte de son pouvoir reproducteur ressentie par la famille de ses parents. L'achat de la mariée, par ses conséquences durables et multiples qui durent tout au long de la vie conjugale, exerce par conséquent une profonde influence légale, morale et économique sur le mariage et la paternité, sur le comportement entre mari et femme, parents et enfants, aussi bien que sur la descendance, la succession et l'héritage. Les cérémonies d'initiation des filles ont partout une certaine valeur pédagogique et agissent comme un mécanisme pour le développement des qualités domestiques. Mais elles déploient une grande vitalité dans ces tribus où elles sont associées aux solides principes régissant le comportement sexuel des filles, comme chez les Chagga et les Kikouyou.

Tout cela se rapporte aux forces du conservatisme inhérent aux institutions indigènes. Une institution complète persiste parce qu'elle est organiquement constituée et satisfait un besoin essentiel de la société. Elle peut être supprimée : elle est alors réduite à la clandestinité. Elle peut être tronquée, privée d'un de ses aspects ou d'une de ses prérogatives, mais elle ne disparaît qu'avec la destruction de toute l'identité culturelle d'un peuple. Ou bien elle est remplacée par une institution plus appropriée, remplissant la même fonction, satisfaisant les mêmes besoins et conforme, disons, aux standards de la culture occidentale. Mais l'anéantissement d'une autorité réellement efficace, d'une façon méthodique de remplir le devoir de procréer, de sauvegar-

der la propriété et de maintenir l'ordre et la loi, de produire la nourriture et tout ce qui est nécessaire à la société, aboutirait à l'anarchie, et à la désorganisation totale. En fait, il y a des régions détribalisées d'Afrique où il existe un état qui en approche déjà à certains égards ¹.

Jusqu'à présent nous n'avons insisté que sur un aspect du tableau. Nous avons essayé de montrer pourquoi une réalité de la culture indéfiniment ramifiée, raccordée et entremêlée que nous avons appelée une « institution » ne peut être facilement, progressivement supprimée d'une culture indigène. Il y a un autre aspect. Précisément parce que les institutions fondamentales de chaque culture correspondent à des besoins fondamentaux, parce que les institutions les plus importantes sont universelles, il est évident qu'une évolution culturelle est possible. L'approche fonctionnaliste prouve que dans certaines conditions cela pourrait être facile sans la résistance inévitable provenant assez étrangement de la communauté européenne plutôt que de la communauté africaine. Nous avons déjà discuté d'une difficulté essentielle, à savoir que si le changement est possible, pour être satisfaisant, permanent et réel, il doit être total, dans le sens qu'un équilibre est à nouveau rétabli dans les institutions qui constituent ensemble la culture. Mais cela n'est pas tout.

Quoiqu'il existe un rapport profond entre les institutions des différents peuples, ces institutions ne sont pourtant pas identiques. Comme toute théorie qui prétend fournir une base solide pour un travail comparatif, notre analyse satisfait à deux conditions fondamentales: elle fournit une mesure de comparaison et elle insiste sur la diversité des manifestations concrètes. Dans la mesure où chaque culture doit résoudre le même jeu de problèmes fondamentaux, il existe un système universel de cultures humaines. Dans la mesure où chaque problème culturel peut être résolu par un champ d'adaptations concrètes, il doit y avoir une variété de réponses. Nous parlons donc d'un déterminisme culturel spécifique dans chaque zone ethnographique. Ces deux principes ne sont pas contradictoires mais complémentaires.

Nous trouvons dans toutes les cultures : la famille, l'autorité, la loi, la religion, l'art et les divertissements. Ils ont la même substance sous tous les climats, dans toutes les races et à tous les niveaux de développement. En même temps, chaque institution et chaque aspect d'une culture individuelle concrète sont adaptés à l'environnement et dépendent certainement du stade d'évolution atteint par le peuple. Autour du noyau essentiel de chaque institution se développe au cours de l'histoire une forme spécifique à laquelle le peuple s'attache naturellement, non seulement parce qu'elle leur est propre au point de vue racial, mais parce qu'à tous les niveaux elle affecte le milieu physique familial, se rattache à leur mode de peuplement, à leurs buts économiques et à leurs ressources naturelles.

¹ Par exemple, dans la population fluctuante du Copper Belt et dans le prolétariat noir le plus déshérité des communes et des réserves indigènes.

Par exemple, le chef africain est un faiseur de pluie, particulièrement dans les régions où la fertilité dépend de l'incidence favorable de la pluie et du soleil. Les légendes et les gloires d'une monarchie africaine sont tangibles et réelles. Les vestiges locaux de monuments, réels et mythiques, peuvent être montrés du doigt. Mais en outre le chef africain est là. On peut le voir. Son pouvoir a été ressenti pendant des générations, à certaines époques comme une contrainte cruelle, à d'autres comme un gage de sécurité bénéfique et Comme une protection. Sa générosité s'est étendue au père et au grand-père et peut encore être appréciée et goûtée. Pouvons-nous réellement dire que dans une tribu le chef ou le roi puisse être remplacé par ce qui est pour les indigènes une fiction, un souverain, un président ou un dictateur lointain ?

La cérémonie du couronnement à Westminster n'est pas aussi impressionnante pour ceux qui ne peuvent voir, se mettre à l'écoute ou même en fixe un compte rendu, que la cérémonie africaine d'intronisation d'un chef. Les personnalités de M. Lebrun, du roi George et même de Mussolini manquent de contour et de réalité. Nous voyons par cet exemple que pour substituer effectivement le « chef » européen au « chef » africain, la situation tout entière devrait être modifiée pour l'Africain. Cela n'est pas impossible - en y mettant le prix. Le chef africain pourrait être transformé en principule européen, peut-être même en dictateur; ou bien on pourrait s'assurer que le roi européen soit amené en Afrique. La seconde alternative est matériellement impossible. Le roi George ne pourrait même pas passer deux semaines dans chaque tribu africaine. Ce n'est qu'en faisant un effort immense qu'il pourrait aller au Durbar Hindou, quoiqu'il y ait réellement un exemple concret de ce que signifie un tel argument. La première démarche, c'est-à-dire transformer une royauté africaine en principauté européenne, serait possible si l'on était prêt à dépenser tout l'argent nécessaire pour l'équivalent (ou la caricature) d'une petite principauté allemande d'avant-guerre en Afrique. Cela n'est évidemment pas une proposition sérieuse. D'autre part, de nombreux missionnaires et pédagogues pro-indigènes espèrent et travaillent à l'établissement en Afrique d'une famille occidentale et chrétienne pour remplacer la formule indigène. Une tâche impossible ? En aucune façon. Elle a été réalisée sporadiquement et sur une petite échelle. Mais pour la réaliser sur tout le continent, il faudrait pourvoir chaque foyer d'un appartement, de moyens d'instruction et bien entendu lui fournir la base économique correspondant au standard de vie de la famille chrétienne la plus pauvre d'Europe.

Ce que nous avons dit du chef et de la famille s'applique à chaque, institution, à chaque vocation, à chaque profession. Le passage du statut relativement simple d'un Africain à celui d'un chrétien civilisé et citoyen européen, exige avant tout la fortune. On peut être totémiste pour quelques miettes annuelles ; le pasteur Masāi peut vivre de son petit troupeau de vaches. Mais pour être un bon chrétien, un homme bien élevé, blanc ou noir, instruit, propre, respectable et responsable, prêt à coopérer avec n'importe quelle autre personne civilisée, il faut avoir la sécurité matérielle, être un citoyen à part entière et, bien entendu, avoir le contrôle de sa propre famille (y compris la main-d'œuvre) et être libéré des innombrables règlements de police. Être civilise et indigent signifie souvent être révolutionnaire et instable. Le « Pauvre

Blanc » est un problème grave partout où il se trouve. Le « Pauvre Nègre » devient un problème quand il a reçu cette semi-civilisation qui fait naître l'ambition, crée des exigences, mais ne fait rien pour les satisfaire.

Le succès de l'évolution culturelle en Afrique exige donc d'énormes dépenses. Un des principes les plus sains et les plus importants de la sociologie est le fait que les gens sont préparés à ne passer que du pire au meilleur. Seule cette évolution se réalise sans trop de friction et avec une rapidité relative. C'est la raison pour laquelle les minorités nationales aux États-Unis ont évolué au point de vue culturel avec une facilité relativement surprenante, sans beaucoup de résistance et avec une incroyable rapidité pour un Européen membre d'une minorité. Seize millions de Polonais en Europe sont restés fidèles à leur culture, c'est-à-dire à leur nationalité, pendant 150 ans de persécutions et d'efforts surhumains de la part des Prussiens pour les dénationaliser. Plus d'un quart de ce nombre ont déjà été absorbés sans peine par la nation américaine. Quoiqu'il y ait d'autres raisons, la principale en est qu'aux États-Unis, on leur a offert des avantages économiques, politiques et sociaux substantiels, ce qui n'était pas le cas sous la domination russe ou prussienne.

Quant à la possibilité de transformer complètement une tribu africaine en communauté noire européenne, il serait difficile pour l'anthropologue de prédire jusqu'à quel point cela peut être réalisé sans aucune différence résiduelle. Il serait certainement utile d'équiper cette nouvelle communauté de toutes les nécessités requises, et pour la plupart matérielles, pour la fondation d'une communauté européenne ; de lui fournir des ressources naturelles suffisantes en terres et en matériaux bruts, en capitaux ; et de lui donner la possibilité non seulement de recevoir mais de produire les moyens techniques indispensables à une société occidentale. Cela dit, nous pouvons reproduire en Afrique, en plus grand et en mieux, soit Harlem, soit des parties de la Jamaïque, ou du Sud des États-Unis.

Cependant, offrons-nous dans tous les domaines les bienfaits de notre culture aux Africains vivant sur ces territoires ou sont installés un grand nombre de colons ? On a discuté à propos du fait que l'évolution culturelle progressive ne peut réussir lorsqu'elle implique des facteurs réellement importants, c'est-à-dire les institutions. D'où un régime de concessions culturelles dans lesquelles le don est très sélectif, soulevant un problème entièrement différent de la situation dans laquelle l'Africain n'aurait qu'à prendre ce qu'il désire de notre civilisation occidentale. A aucun des peuples africains sous notre contrôle nous ne donnons les éléments suivants de notre culture :

1. Les éléments de la puissance matérielle : armes à feu, avions bombardiers, gaz toxiques et tout ce qui rend la défense efficace ou l'agression possible.
2. Nos moyens de domination politique. La souveraineté reste dévolue à la royauté anglaise ou belge, à la République française ou à la dictature italienne ou portugaise. A l'exception d'une minorité insignifiante, les indigènes n'ont pas le droit de

vote. Ils ne sont pas des citoyens à part entière de l'empire, de la république ou de la dictature. Même lorsqu'on leur accorde l'Indirect Rule, c'est sous contrôle.

3. Nous ne partageons pas avec eux la substance de la richesse ou des avantages économiques, dans la plupart des territoires. Le métal provenant des mines d'or ou de cuivre ne s'écoule pas par des voies africaines, à l'exception d'un salaire insuffisant. Même lorsque sous le régime de l'exploitation économique indirecte, comme en Afrique Occidentale et en Ouganda, nous accordons aux Africains une part des profits, le plein contrôle de l'organisation économique reste aux mains de l'entreprise occidentale.

4. Nous ne les reconnaissons généralement pas comme nos égaux, que ce soit au sein de l'Église anglicane, dans les écoles ou dans les salons. Dans certains systèmes coloniaux, principalement le système français, les Africains peuvent s'élever dans la hiérarchie politique. En Afrique Occidentale anglaise, la discrimination raciale est moins aiguë qu'en Afrique orientale ou en Afrique du Sud, mais nulle part la pleine égalité politique, sociale et même religieuse n'est accordée.

En fait, à partir de tous les points énumérés ici, on peut voir aisément qu'il ne s'agit ni de « donner », ni même d'une « offre » généreuse, mais généralement de « prendre ». Les terres ont été aliénées dans une très large mesure, généralement dans les régions les plus productives, par les Africains de l'Union Sud-Africaine, du Basoutoland, du Swaziland et du Kenya. La souveraineté tribale et le plaisir de la guerre, que l'Africain estimait comme nous semblons les estimer, lui ont été retirés. Il paie des impôts, mais la disposition des fonds ainsi récoltés n'est pas toujours sous son contrôle, et ne l'est jamais complètement.

Il n'y a aucun doute qu'à l'opposé de ceci on puisse établir une longue liste comprenant tout ce que les Européens ont fait pour l'Africain avec bonne volonté, abnégation et dans un but désintéressé. Les Européens ont fourni les écoles, les services de santé et ils ont également tenté d'évangéliser les indigènes. D'une certaine façon, ils ont fourni à l'Africain une administration plus efficace ; des routes, des chemins de fer et des voies aériennes sillonnent le continent.

Dans une certaine mesure l'Africain est autorisé à bénéficier de certains de ces avantages dus à une civilisation beaucoup plus développée. Mais en répartissant la valeur des choses données en comparaison de celles qui ont été enlevées, nous ne devons pas oublier que lorsqu'on en vient aux dons spirituels, il est facile de donner mais plus difficile d'accepter. Les avantages matériels, eux, sont facilement acceptés mais ne sont abandonnés qu'avec répugnance. Mais c'est précisément de dons spirituels que nous sommes le plus généreux, alors que nous refusons la richesse, la puissance, l'indépendance et l'égalité sociale. Même dans le domaine des dons spirituels, nous sommes plus généreux de l'ombre que de la substance. Par exemple, le Bantou d'Afrique du Sud n'est instruit que dans la mesure où cela convient à la communauté européenne ; lorsqu'on l'autorise à aller plus avant dans la scolarité, il

est souvent instruit pour un mode de vie qu'on ne lui permet pas de mener ¹. Nous le conseillons également selon la formule de notre religion. Il arrive que le puritanisme exacerbé de la religion proposée à l'indigène, l'enferme dans l'hypocrisie et le prive des plaisirs traditionnels de la vie tribale. Le chrétien lui prêche la fraternité de tous les hommes comme étant les enfants de Dieu. Mais la coutume européenne lui fait comprendre que les chrétiens de couleur sont séparés des chrétiens blancs à l'église et à l'usine, sur le terrain de sports ou dans les rues de Johannesburg et de Nairobi, par une barrière infranchissable.

Le lecteur superficiel peut commettre l'erreur de considérer ce raisonnement comme un excès pro-indigène. Il n'en est rien. Ce n'est que l'affirmation d'un des facteurs les plus scientifiquement pertinents de l'évolution culturelle telle qu'elle se produit dans certaines parties de l'Afrique. Ignorer le fait qu'il y a un don sélectif de la part des Européens, c'est déformer l'évidence et c'est un péché contre la science. Le don sélectif influe sur le processus de l'évolution peut être plus que n'importe quel autre élément de la situation. Le refus sélectif de la part des Européens est à la fois significatif et bien déterminé. C'est vraiment retirer du contact culturel tous les éléments - économiques, politiques et légaux - qui constituent les bienfaits de la culture supérieure. Si le pouvoir, la richesse et les agréments de la vie sociale étaient accordés, l'évolution culturelle serait un processus relativement facile et sans heurts. C'est l'absence de ces facteurs - nos dons sélectifs - qui fait de l'évolution culturelle un processus tellement compliqué et si difficile. Les forces réelles nécessaires pour une assimilation effective doivent être trouvées dans les avantages que nous offrons à la culture qui les accepte. Si nous instruisons les Africains en leur donnant des connaissances livresques, nous élevons le niveau de leurs aspirations et ils apprennent à apprécier notre plus grande force politique, la valeur des richesses matérielles, l'importance des privilèges et de la position sociale. Si en même temps nous ouvrons devant eux des horizons plus vastes, aussi bien intellectuellement qu'émotionnellement, nous fermons violemment les issues à tout avantage qui en découle, comme cela a été souvent fait en Afrique du Sud ; d'où manifestement des effets désastreux sur la morale individuelle et sur les possibilités d'une adaptation culturelle ².

¹ Depuis que cela a été écrit, un rapport établi par le Subcommittee of the Advisory Committee on Education in the Colonies a été publié (1943) ; il contient des avis sur l'éducation de masse en Afrique. Il insiste sur l'accélération des progrès pédagogiques et sur le développement de nouvelles techniques pour les problèmes pédagogiques dans des localités particulières. Une Commission of Enquiry into Higher Education in West Africa a été nommée. Ce mouvement de réforme devra être présent à l'esprit lorsqu'on lira au chapitre suivant l'analyse de l'instruction.

² Je parle bien entendu ici essentiellement des conditions existant dans les colonies anglaises de l'est et du sud de l'Afrique, y compris l'Union Sud-Africaine. Superficiellement, les conditions existant dans d'autres parties - portugaise, belge et française - semblent différentes. En Afrique française, par exemple, on accorde à une petite élite de grands privilèges qui ne sont pas accordés par les colons et les autorités anglaises. Cela signifie en fait que la démarcation occupe une place différente et a un caractère quelque peu différent. Il y a en réalité deux démarcations : l'élite est toujours séparée des Européens ; et il y a démarcation entre l'élite et les autres. Citation extraite de « Modern Anthropology and European Rule in Africa » de MALINOWSKI, Reale Academia d'Italia, Fondazione Alessandro Volta Estratto dagli Atti dell'VIII Convegno (Rome 1938 ; publié

Nous avons dû abandonner le concept mécanique du mélange d'éléments culturels. Nous voyons aussi combien est irréaliste l'idée des Noirs et des Blancs formant un tout bien intégré dans une situation où la barrière de couleur va exactement à l'encontre du déterminisme même dans le processus du don culturel. Partout où elle entre dans les phases et les détails de l'évolution culturelle, la barrière de couleur doit être inscrite dans le plan méthodologique, non comme une accusation politique, mais comme l'estimation théorique d'une force importante, peut-être la plus importante de toutes.

En effet, plus tôt nous en parlerons librement et ouvertement, avec un total détachement scientifique, mieux cela vaudra ; car les Africains instruits deviennent rapidement conscients de la situation et l'exagèrent. L'Africain est en train de devenir un anthropologue qui retourne nos propres armes contre nous. Il est en train d'étudier les buts, les prétentions des Européens et toutes les injustices réelles ou imaginaires. Cette anthropologie est sans doute tronquée et mal orientée, pleine de contre-préjugés et chargée d'une amère hostilité. Elle est souvent aveugle dans son intransigeance et impétueuse dans son accusation globale. Mais elle ne peut être ignorée du savant ; et il vaudrait mieux que l'homme de la pratique ne la traite pas comme une plaisanterie ou comme un phénomène insignifiant et mineur. Car dans l'ensemble il contient une grande part de vérité et il laisse prévoir la naissance d'une opinion publique, d'un sentiment national et racial qui, tôt ou tard, devra être pris en considération par les agents du contact sur le plan pratique ¹.

L'Africain intelligent s'aperçoit rapidement que la majorité des promesses contenues dans l'instruction européenne, dans l'enseignement des missionnaires et même dans la bonne volonté des services administratifs, sont impossibles à réaliser. Il commence à voir qu'en dépit des meilleures intentions, l'Européen amical n'est pas seul. L'ensemble des colons blancs, les gérants d'entreprises européennes et tous ceux qui ont des intérêts d'un type ou d'un autre en Afrique, doivent veiller à la partie du double mandat qui les concerne. L'Africain se rend compte qu'il est contraint de se rabattre sur ses propres ressources. Un nouveau conservatisme est en train de naître sur le rebond. De nombreux Africains éminents sont en train de faire volte-face et de considérer le tribalisme, non comme un objet de mépris, mais comme le symbole de leur héritage racial, de leurs espoirs nationalistes et d'une indépendance culturelle future.

en 1940), XVIII, 20 n° 1. (Tanganyika et Nigéria, régions où la politique de *l'Indirect Rule* est une force et où la primauté des intérêts indigènes a été largement respectée dans son application, tombent dans une catégorie différente (N. de l'éd.).

¹ La littérature produite par des Africains instruits, dont certains expriment leurs idées avec modération et une très grande perspicacité, constitue un ensemble de témoignages sur lequel un anthropologue blanc devra tôt ou tard entreprendre un travail scientifique. Ceux qui souhaiteraient avoir un aperçu de l'opinion africaine devraient lire *Ten Africans* de Miss Margery PERHAM.

Le fait que la morale sexuelle baisse sous l'influence de l'instruction, du christianisme et du contact étroit avec la vie européenne ; que le mariage et la famille se désintègrent ; que l'autorité parentale comme le respect de la loi et de la coutume déclinent - tout cela est un sujet d'inquiétude à la fois pour les Européens sympathisants et les indigènes instruits. Les formes du nouvel « individualisme africain » sont toutes sans exception des phénomènes négatifs ou pathologiques dus en partie au fait que la transition signifie la dualité du contrôle et qu'une double morale n'est guère une vraie morale. La désintégration de la famille et de la solidarité familiale n'est pas due à l'influence de l'individualisme de la culture européenne contre le « communisme » africain ; c'est une phase qui se produit dans toutes les sociétés sous la pression de la misère économique.

L'Africain se trouve donc en transition dans un « no-man's-land » où son ancienne stabilité tribale, sa sécurité quant aux ressources économiques sauvegardées sous l'ancien régime par la solidarité parentale, ont disparu. La nouvelle culture qui l'a incité à renoncer au tribalisme, lui a promis de l'élever par l'instruction à un niveau de vie digne d'un homme instruit. Mais elle ne lui a pas donné d'équivalents appropriés et satisfaisants. Elle a été incapable de lui donner la citoyenneté dont jouit l'Occidental instruit ; elle l'a évincé socialement de presque chaque point de la routine ordinaire de la vie.

L'ancien tribalisme tel qu'il existait avant l'arrivée des Européens est mort et enterré. Comme tel, il n'est pertinent ni pour l'évolution culturelle et sa compréhension, ni pour l'organisation. Nous constatons aussi que le nouveau « millénaire » africain, celui dans lequel le Noir jouira pleinement des bienfaits spirituels et matériels de la culture occidentale, n'a pas encore été réalisé. Il ne sera vraisemblablement pas réalisé avant un certain temps. Mais il est du devoir de l'anthropologue de montrer que si l'ancien tribalisme a disparu, le nouveau tribalisme tel qu'il survit actuellement est un phénomène très valable pour le bonheur de l'indigène en tant qu'individu et pour le bien-être de la communauté et si on lui fournit les conditions nécessaires à son développement, ce nouveau tribalisme porte en lui les germes d'un J'État africain futur très robuste. Mais si, dans les meilleures intentions, nous continuons à détruire ce qui en reste, nous affronterons la naissance et la croissance de nouvelles forces nationalistes et raciales qui peuvent être à la longue hostiles, incontrôlables et dangereuses ¹.

Les divers mouvements nés jusqu'à ce jour ont échoué, en grande partie parce que les indigènes n'étaient pas encore murs pour une action nationale, bien organisée, collective. Cependant, le temps aidant, si une puissance européenne se trouvait politiquement en difficulté, créant ainsi un terrain fertile pour un regroupement de tous les indigènes depuis la région des Lacs jusqu'au Cap, un tel corps pourrait constituer un facteur adéquat. L'une des tâches de l'anthropologue devrait être, non d'agir com-

¹ J'ai déjà discuté de telles possibilités dans un article antérieur : « Race and Labour », *The Listener*, Suppl. n° 8 (1930). Cf. aussi HUNTER, *Reaction to Conquest*, pp. 554 ss., pour des mouvements similaires chez les Pondo.

me un espion et encore moins comme *un agent provocateur**, mais d'étudier les forces grandissantes du nationalisme Bantou ; d'insister, comme le font tous ceux qui savent et prévoient, qu'une amélioration des conditions sociales et, surtout, des conditions économiques, constitue le seul moyen de sortir des difficultés ; et qu'il n'y a pas de prix trop élevé à payer pour éviter un désastre inévitable.

La morale de tout cela, c'est que les problèmes de l'étude de l'évolution, de la diffusion de la culture, de l'acceptation de nos valeurs, de nos lois et de nos manières, sont liés à l'analyse de la situation contemporaine avec les motifs, les intentions et les moyens d'action de la communauté européenne. Le problème le plus important de l'évolution culturelle peut être ainsi formulé : les indigènes évoluent et vont vers... ? La définition de ce blanc ou de ce X est l'élément essentiel du problème. Pouvons-nous garantir à la communauté indigène et nous garantir à nous-mêmes l'honnêteté de nos desseins : que les Africains recevront tôt ou tard une part importante des ressources économiques de leurs territoires et qu'ils seront instruits pour jouer un rôle prépondérant dans l'organisation et le développement de ces ressources ? Pouvons-nous garantir qu'ils seront les maîtres de leur pays et que leurs convictions religieuses leur assureront la pleine dignité d'hommes civilisés et chrétiens que cette religion implique ? Si la réponse est affirmative, alors et alors seulement, pourrions-nous honnêtement leur imposer notre culture avec son côté technique, avec ses débats légaux, politiques et religieux. Dans le cas contraire, il sera plus sage de leur permettre une grande latitude dans l'auto-détermination selon leurs données culturelles historiquement établies¹.

Pour en revenir à la base théorique de cette discussion concernant les problèmes pratiques du contact culturel, nous pouvons conclure que :

* En français dans le texte (N. du traducteur).

¹ Il faut noter ici que cette analyse s'applique principalement aux conditions de l'Union Sud-Africaine. Alors que la législation concernant les indigènes a revêtu au cours des dernières années un caractère plus restrictif du fait de la politique de ségrégation, il y a eu en même temps une conception très répandue selon laquelle les normes de santé, d'instruction, d'agriculture et de conditions de vie dans les zones indigènes devaient être régulièrement améliorées et qu'il fallait affecter de vastes régions au développement économique. Cf. Lord HAILE, Y., *An African Survey*, p. 371.

Dans le même livre, Lord Hailey suggérait les dispositions nécessaires pour subventionner la recherche en matière de sciences sociales et physiques, et l'établissement d'un Bureau africain comme centre de triage des informations (p. 1662). Depuis cette date (1938), une recherche considérable a été poursuivie concernant le régime foncier, l'utilisation des ressources locales pour le développement économique, l'alimentation et les effets de la loi européenne sur le mariage indigène en Ouganda. Au début de 1940, le gouvernement britannique a pris la décision très importante d'allouer 5 millions de livres par an pendant dix ans pour le développement et le bien-être des colonies, et une somme supplémentaire de 500 000 livres par an pour la recherche. Un Colonial Research Committee a été nommé pour conseiller en matière de recherches, pour s'occuper de l'utilisation particulière des capitaux et pour instaurer de nouveaux plans. Pour avoir un aperçu des recherches qui ont été faites en Afrique au cours des dernières années, le lecteur est également renvoyé à *Colonial Research in the British Empire* », *Agenda* (octobre-décembre 1942). (N. de l'éd.).

1. La méthode fonctionnaliste est appropriée parce qu'elle n'exclut pas les points de vue historiques ou rétrospectifs. Mais elle insère également dans le plan le *terminus ad quem*, les considérations de l'avenir dans ses visées, sa politique et le résultat probable. Elle introduit l'histoire vivante, c'est-à-dire la survivance du passé dans le mythe, dans le sentiment rétrospectif et dans les institutions *extant*. L'évolution, pour révolutionnaire qu'elle soit, n'efface pas complètement le passé ; elle le transforme partiellement ou le cache, sous des phénomènes de surface. Les institutions fondamentales de la culture persistent, quoique la forme dans laquelle elles remplissent certaines fonctions puisse être transformée sous l'impact du contact européen.

2. La méthode fonctionnaliste exige une étude intégrale c'est-à-dire une étude des éléments nouveaux, dans la mesure où Us ont pris racine et précisément sous la forme où ils l'ont fait. Cependant, du fait que les principes de l'intégration ne sont pas simples mais qu'ils se divisent, par le fait même de l'évolution, sous trois titres principaux, la *Problem-stellung* ne doit pas être faussement simplifiée.

Chaque sujet de l'évolution culturelle entre dans une division tripartite :

- a) Les intérêts européens.
- b) Le processus de contact, mélange, implantation et transformation.
- c) Le réservoir de la culture indigène - son influence active, conservatrice.

3. La méthode fonctionnaliste nous fournit les critères d'adaptation défectueuse, non du point de vue moral, sentimental. ou arbitrairement normatif, mais au moyen d'un instrument. Une analyse fonctionnaliste révèle que la culture est un vaste appareil pour la satisfaction des besoins. Chaque institution, intégrée selon un certain principe, a un certain système de besoins à satisfaire: la famille, et pas simplement la reproduction et la sexualité, mais aussi l'instruction, la citoyenneté et les bases d'une cohésion sociale ; l'économie - un apport sain de valeurs nutritives et aussi une certaine autonomie de tous les besoins fondamentaux de la culture tribale. La vie économique doit être rattachée aux apports suffisants de l'environnement et à un certain nombre de valeurs sociales et morales. L'incorporation de l'Africain dans l'économie universelle comme manœuvre à bas salaire, avec tout ce que cela implique du fait de la privation de son autonomie économique, est l'un des grands problèmes de l'évolution culturelle. En d'autres termes, en introduisant les bienfaits culturels, même l'instruction, les produits européens et la facilité, l'Européen ne fait pas que donner, il prend aussi ; et le fait de savoir jusqu'où le don remplace exactement le processus retranché est un problème constant de l'évolution culturelle, un problème dans lequel tous les éléments peuvent être encore scientifiquement déterminés.

Dans tout ceci, le fonctionnaliste suggérerait manifestement (et a suggéré de facto) de considérer l'une après l'autre certaines activités fondamentales de la culture en satisfaisant certains besoins biologiques et sociaux. La difficulté de la transformation culturelle qui s'inscrit si clairement dans toute l'Afrique est provoquée par

deux réalités : d'abord la complexité et les énormes ramifications de tous les systèmes organisés, c'est-à-dire des institutions. Ensuite, le fait que les institutions qui se sont développées tout au long d'une évolution historique in situ montrent certaines adaptations à l'environnement, à certains besoins locaux spécifiques, au niveau culturel et elles ne peuvent être remplacées ni progressivement ni au hasard. Bref, ainsi que nous avons essayé de le démontrer, le conservatisme ou le « conservatisme sélectif » n'est pas une sorte d'entêtement opiniâtre. Il n'est pas dû à des déficiences raciales. C'est le résultat inévitable des lois naturelles du processus culturel. Notre démonstration n'implique en aucune façon qu'une transformation soit impossible. Au contraire, quoique cela soit difficile, on peut entreprendre un changement. Mais pour que le changement soit effectif et qu'il amène la stabilité, il doit, avant tout, être largement financé, au sens littéral du mot ; et ensuite il faut qu'il soit très technicisé, c'est-à-dire établi sur la base d'une connaissance solide des buts de la transformation (le point de départ) et des implications techniques.

Chapitre VI

LES PRINCIPES DU FACTEUR COMMUN DANS L'ÉVOLUTION CULTURELLE

[Retour à la table des matières](#)

Il est maintenant possible de se faire une opinion sur les résultats positifs et constructifs issus de nos discussions critiques et de notre étude des témoignages.

L'univers africain, terrain de contact et d'évolution, est constitué par trois catégories distinctes de réalités culturelles: l'africaine, l'occidentale et celle de la transition. Chacune de ces catégories est soumise à un déterminisme qui lui est propre et qui sera élaboré par la suite. En même temps, ces trois catégories ou phases sont reliées entre elles et dépendantes les unes des autres. L'impact et l'initiative viennent des forces organisées de la civilisation occidentale. Ils sont orientés vers les ressources tribales passives qui réagissent au contact soit par l'adaptation, soit par le conflit. Ce processus de réaction, positif ou négatif - l'interaction entre Blancs et Noirs, entre la culture occidentale et le tribalisme - couvre tout le champ du contact et de l'évolution. Entre les limites de la barrière de couleur d'une part et le poids mort du conservatisme tribal d'autre part, se trouve le « no-man's-land » de l'évolution. Celle-ci ne constitue pas une bande étroite mais embrasse réellement la plus grande partie de ce qui se passe en Afrique. Ce n'est jusqu'à présent que partiellement réalisé ; l'adaptation est imparfaite et progressive, le conflit est franc ou invisible ; à certains moments aussi il y a coopération fructueuse, désorganisation ou décadence.

Dans ce vaste domaine, dont l'étude constitue notre objet particulier, les intérêts et les intentions des Européens n'agissent pas en tant qu'influences unifiées. Ils sont en

guerre les uns avec les autres : la tendance sincère à élever l'Africain et la tendance à le retenir ; l'évangile de la fraternité et celui de la barrière de couleur ; le don sélectif et la capture odieuse. Les Européens contribuent par l'initiative et la force motrice, par les capitaux, l'organisation et la technique. Ils déterminent très largement la forme des nouvelles réalités culturelles et, jusqu'à un certain point, contrôlent toujours le processus de l'évolution. En tout cela, ils doivent coopérer avec les indigènes et agir sur ces indigènes qui ont leurs propres caractéristiques raciales, leurs institutions nées d'un long développement historique, leurs coutumes, leurs idées et leurs croyances. Une fois que l'évolution a commencé, elle acquiert une impulsion qui lui est propre ; elle devient un processus et une réalité sui *generis*, elle possède un déterminisme culturel qui n'est ni africain ni européen.

L'évolution ne peut être étudiée par aucune de ces déterminantes, africaine ou européenne, ni par aucun subterfuge combinant les deux. Le phénomène d'évolution n'est pas un mélange, ni même une simple acculturation. L'évolution dans les conditions de la barrière de couleur - c'est-à-dire dans des conditions où la partie noire de la communauté n'est pas acceptée complètement, de tout cœur, mais où elle est au contraire écartée - une telle évolution devient une culture *tertium quid*. Des faits caractéristiques de l'évolution tels que *l'Indirect Rule*, les entreprises minières ou les plantations, l'instruction, etc., obéissent à des lois qui ne peuvent être tirées de l'une des cultures ou des deux. L'action des phénomènes de contact, de coopération, de conflit et de réaction, doit être étudiée pour elle-même.

Un autre sous-produit théorique de nos discussions est que tout impact et toute interaction sociologiquement pertinents sont organisés, c'est-à-dire qu'ils se produisent aussi entre les institutions. Les agents réels des contacts sont des ensembles organisés d'êtres humains travaillant dans un but défini, traitant le système approprié de culture matérielle et soumis à une charte de lois, de règles et de principes. La compagnie à charte des premiers temps, le gouvernement colonial européen, le corps missionnaire ou l'entreprise industrielle, la communauté de planteurs ou de colons, tous ont été et représentent les influences effectives du monde occidental et chacune doit orienter son impact essentiellement sur son équivalent indigène : le chef, la religion africaine, les systèmes africains d'agriculture, de chasse, de pêche ou d'industrie. La mission doit remplacer les formes indigènes de la foi et du culte, ajouter ou développer un système organisé de dogmes et de rituels africains. L'entrepreneur ou le colon doit s'approprier une part des ressources naturelles de l'Afrique, les exploiter avec les capitaux européens et utiliser la main-d'œuvre africaine en se servant des techniques et des méthodes de travail européennes. Sous *l'Indirect Rule*, l'administration européenne avec son pouvoir et sa trésorerie bien établis, avec sa tradition européenne du Service Civil, avec ses bases en métropole européenne, doit coopérer avec l'autorité indigène du chef tout aussi fortement établie et fondée sur la tradition.

Chaque fois qu'il y a coopération effective, il naît une forme nouvelle d'organisation sociale : une congrégation chrétienne indigène sous le contrôle et la direction

d'un clergé blanc ; une mine ou une usine où le manœuvre africain travaille sous la direction du personnel blanc ; une école dans la brousse où les enfants africains reçoivent l'enseignement de professeurs blancs ; un système organisé d'administration indigène sous contrôle européen. Ainsi, ce qui résulte de l'impact n'est pas un assemblage désordonné de traits, mais de nouvelles institutions organisées selon une charte définie, fonctionnant avec un personnel mixte, reliées aux plans, aux idées et aux besoins européens et, à certains moments, donnant satisfaction à certains intérêts africains. Nous voyons par conséquent que rassembler les témoignages dans toute autre forme qu'en affirmant l'interaction de deux institutions d'où découle la création d'une troisième institution composite, conduit théoriquement à la confusion - et pratiquement à des erreurs.

Les problèmes réels de compatibilité, d'adaptation et de conflit sont centrés autour de la fonction principale et des influences subsidiaires d'une institution et de ses facteurs constitutifs. Et nous arrivons ici au concept de *commune mesure*, ou de *facteur commun* aux intérêts et intentions. En fait, ce concept me semble fournir la solution à toutes les discussions concernant l'évolution et le contact ¹.

Le facteur commun existe partout où, en fin de compte, il y a une identité d'intérêts entre Européens et Africains, de même qu'une compétence et une connaissance de la part des Blancs en poursuivant une politique bien conçue. Dans de telles conditions, on trouvera une base pour une collaboration et un accord des idées, des sentiments et des perspectives générales entre les deux races. La politique de *l'Indirect Rule*, du développement économique indigène, de l'incorporation de certains rites africains dans le culte chrétien, d'une instruction progressive avec toutes les facilités pour les Africains instruits, sont des exemples que l'on peut trouver dans de nombreuses parties du continent où l'existence d'un facteur commun de bonne volonté et d'intérêts convergents a conduit à un processus de développement harmonieux. Toute analyse de l'évolution culturelle doit par conséquent réunir les intentions politiques européennes aux institutions africaines correspondantes et établir si, dans le processus de l'évolution, les intérêts des deux parties s'opposent ou se rejoignent.

Les difficultés naissant de l'insuffisance du rendement de la terre africaine, y compris la surcharge et l'érosion, la façon de traiter le problème de la main-d'œuvre, le principe de la barrière de couleur, sont des cas de ce que l'on pourrait appeler « le facteur commun négatif », pour introduire une notion arithmétique. Détruire quelque chose dans la vie africaine simplement parce que ce quelque chose déplaît aux Européens, est un cas classique de l'absence de tout facteur commun, une déficience qui doit conduire au conflit. Le sens africain de l'ordre et du respect de la loi n'est pas encouragé, mais contrarié, lorsque les Blancs imposent des décrets vexatoires tels que

¹ La discussion suivante sur le *Facteur Commun* contient des informations extraites d'une conférence faite par MALINOWSKI sur « Culture Change in Theory and Practice » à l'Oxford University Summer School, sur l'Administration Coloniale, le 5 juillet 1938. (N. de l'éd.).

passé-droit, restrictions sur la liberté de mouvement ou privation des privilèges ordinaires en matière de transports, jardins publics et autres lieux d'agrément.

Ou, pour prendre un autre exemple, imaginons des contingents d'indigènes transplantés des réserves dans des quartiers urbains réservés, ou contraints de s'approprier de petites exploitations agricoles où ils doivent vivre dans des conditions d'économie monétaire strictes, dépendant d'un salaire. Une étude des budgets qui révélerait que les dépenses indispensables excèdent les salaires réguliers, prouverait un état défectueux de l'adaptation, un symptôme objectif du facteur commun négatif ¹.

La façon de traiter de la magie noire, où le but final (c'est-à-dire l'abolition de sa menace) est identique mais où les méthodes légales sont fondées sur l'ignorance européenne de la mentalité et des institutions africaines, est un autre exemple de la façon dont le facteur commun dans les fins ultimes peut être faussé par l'absence de facteur commun dans les méthodes. Dans le système pédagogique, nous rencontrons un autre problème, mixte et complexe. Dans la mesure où l'acquisition des connaissances européennes est avantageuse, l'instruction a été l'une des grandes forces pour l'élévation du niveau. Mais l'instruction peut être dispensée simplement pour faire de l'Africain un meilleur sujet d'évangélisation ; elle peut être trop centrée sur l'acquisition de connaissances techniques que, d'une part, il ne peut employer dans un but pratique et qui, d'autre part, éveillent ses ambitions et ses justes revendications que la politique européenne de ségrégation ne satisfera jamais. Elle peut développer l'habileté technique qu'il ne sera jamais capable d'utiliser en raison de la discrimination raciale, légale ou coutumière. L'Africain converti, instruit, est alors, individuellement et collectivement, fait pour souffrir du fait qu'il est l'égal de son voisin blanc par sa religion et son instruction. Puisque l'instruction est l'un des processus décisifs de l'évolution culturelle, étudions-la d'une façon plus détaillée du point de vue fonctionnaliste ².

L'éducation est un processus qui commence à la naissance ; elle est l'héritage social et culturel de l'individu. Un Africain naît avec un statut tribal défini ; que ce soit celui d'un chef, d'un sorcier, d'un homme du peuple, d'un guerrier ou d'un guérisseur, est sans importance. Pour occuper cette position, il doit passer par une formation indigène.

¹ Pour une discussion détaillée de ces conditions dans des zones rurales et urbaines, voir les articles suivants : Ellen HELLMAN, « Native Life in a Johannesburg Slum », *Africa* (1935) ; F. W. Fox, « Nutritional Problems among the Rural Bantu », *Race Relations*, vol. VI, no 1 ; HELLMAN, « The Diet of Africans in Johannesburg », *Race Relations*, vol. VI, no 1 ; voir aussi HUNTER, *Reaction to Conquest*, pp. 140-141, 450-454, 516-517, pour certains exemples de budgets et une étude des salaires.

² Voir « Native Education and Culture Contact », *International Review of Missions*, vol. XXV (octobre 1936), pour un exposé plus détaillé des idées de Malinowski sur l'instruction. (N. de l'éd.).

Si on lui donne une instruction européenne, on le prive de la possibilité d'une formation indigène. Ici, la commune mesure fait que pour en réaliser l'une, il faut détruire l'autre. Cependant, la compatibilité et la permutabilité des deux phases sont démontrées par les faits. On peut former des indigènes pour en faire des pasteurs, des enseignants, des juristes et des journalistes, des ingénieurs, des ouvriers et des fermiers qualifiés, du type européen. Mais la formation complète de ce type exige surtout des possibilités. Et c'est ici que la difficulté réelle surgit. Les pleines possibilités pour les hommes exerçant des carrières libérales, pour les artisans et les ouvriers spécialisés (pour ne pas parler des hommes d'État, des financiers et des hommes d'affaires), exigent des antécédents culturels aussi vastes que ceux que nous avons en Europe et qui n'existent pas en Afrique. Elle ne peut non plus être conjurée aussi rapidement que les processus pédagogiques produisent des individus ou des groupes inadaptés.

Encore une fois, les rangs inférieurs du système pédagogique, modelés sur les « patterns » européens, reçoivent servilement un type d'instruction utile en tant que base pour une formation plus élevée, mais qui constitue surtout une perte de temps pour un Africain qui a besoin d'un minimum de compétences et de capacités, enseignées d'un point de vue très particulier s'il doit se qualifier pour un emploi de domestique, de manœuvre, de petit fonctionnaire du gouvernement ou comme membre des forces de police.

Il arrive que les Européens, au lieu de considérer l'instruction comme un atout, pensent que ce que l'Africain prend de la culture européenne est un handicap et une malédiction, un fléau ou un préjudice, si elle lui ouvre des horizons, développe son ambition, et l'élève à un niveau de vie irréalisable.

La commune mesure des intérêts serait tout d'abord d'exiger un examen minutieux du rôle que l'Africain compétent et l'Africain instruit auront à jouer ; quels sont les types européens de connaissances livresques, de compétences et de capacités dont il aura besoin dans les limites qui lui sont imposées par la ségrégation, une politique différentielle, les incapacités professionnelles. En vertu du principe de la commune mesure, il reste donc à décider de la nature de l'enseignement à dispenser aux Africains, pour que ces connaissances leur soient utiles aussi bien qu'à la communauté européenne, sous une forme directement compatible avec ses fonctions futures. Une telle instruction ne devrait jamais complètement détruire ses liens avec la tribu, l'isoler de la famille et du clan, et surtout ne devrait pas lui faire mépriser ce qui est africain - tout cela étant implicite dans tous les arguments ¹.

Jetons un regard sur les problèmes de contact que comporte le travail des missions. Le missionnaire devrait être l'éducateur, le maître constructeur d'une nouvelle morale africaine; il devrait aider les Africains à apprécier le meilleur de la culture

¹ Voir page 95, n° 2, la référence aux comités nommés récemment (1943) pour l'étude de ces problèmes. (N. de l'éd.).

occidentale. Il est souvent le premier arrivé et tout aussi souvent le dernier à abandonner l'attitude idéale dans la façon de traiter les problèmes africains. Mais le missionnaire est également gêné par des difficultés insidieuses, des absurdités inhérentes à son travail. Pour commencer par les dernières nommées: il dit prêcher l'Évangile de la Fraternité Universelle alors que cet Évangile n'est pas toujours mis en pratique. En fait, chaque fois et partout où la barrière de couleur est officiellement (ou officieusement) la loi du pays, tout le travail de la mission se trouve contrarié. Ce facteur commun négatif s'exprime par le conflit et l'incompatibilité avec le camp européen.

Le culte des ancêtres me semble être de plusieurs façons le problème crucial et la pierre de touche du travail de la mission. C'est à l'égard de cet aspect de la culture africaine que la tendance répressive de la mission a entravé le processus d'évangélisation. L'une des erreurs d'interprétation du culte des ancêtres est de le considérer comme répréhensible simplement parce qu'il est le noyau du paganisme africain et parce qu'il implique sacrifices, divination et communion avec les ancêtres - éléments qui semblent être essentiellement anti-chrétiens. Telle est la position qui a été généralement adoptée. Mais une connaissance plus complète du culte des ancêtres et des principes religieux existant en Afrique, dicterait une position différente, une position qu'il n'est pas trop tard d'adopter, du moins dans certaines régions. Car le principe même du culte des ancêtres est un principe théorique aussi solide que le Quatrième Commandement. L'amener progressivement à une position secondaire, en faire le résultat du monothéisme - bref l'harmoniser complètement avec l'attitude chrétienne de piété filiale et de respect des aïeux - réaliserait le même but lentement et d'une façon beaucoup plus efficace. On peut trouver dans un compromis de ce genre le facteur commun entre christianisme et culte des ancêtres.

Tel qu'il est, contraint à la clandestinité, le culte des ancêtres survit souvent sous forme de peur et de terreur, auxquelles reviennent même les prêtres de la religion chrétienne - il vise invariablement à la séparation religieuse. En général, le principe d'une expression franche et honnête des attitudes mentales est préférable à leur répression puritaine violente. Mais l'aspect essentiel du culte des ancêtres est le fait qu'il est rattaché à un type d'organisation sociale - la famille et le clan ; le système juridique tout entier y est étroitement lié. La destruction complète du dogme est donc socialement nuisible. Redonner au dogme la place qui lui convient, tout en maintenant ses influences sociales, économiques et juridiques, produirait les mêmes résultats dogmatiques et satisferait le puritanisme du Missionnaire sans produire des résultats néfastes ¹.

¹ La sexualité constitue l'un des problèmes majeurs de la mission. Une définition objective et scientifique de la morale sexuelle doit être recherchée; par exemple le type de comportement dans le contexte d'une culture donnée, en harmonie avec les institutions du mariage et de la famille qu'on y rencontre. Si les rapports sexuels pré-nuptiaux sont autorisés en tant que mariage d'essai, les abolir sans modifier le contexte est dangereux. Cela pourrait conduire à des pratiques immorales, à la fornication clandestine. Il est clair, ici encore, que les différentes parties d'une institution doivent être transformées progressivement et cela en harmonie les unes avec les autres.

Pour résumer les arguments et les exemples précédents, nous pouvons dire que partout où il y a une identité entre les intentions des Européens et les besoins existants de la société africaine, l'évolution peut conduire à de nouvelles formes fructueuses de coopération culturelle. Lorsque au contraire il est (ou semble être) nécessaire, pour les Européens, d'enlever leur territoire aux Africains, de restreindre leurs possibilités, d'utiliser leur travail au détriment de l'entreprise indigène sans rémunération suffisante, alors l'absence de facteur commun aboutit au conflit.

Le concept de la commune mesure ou du facteur commun est le corollaire direct de notre principe que les institutions humaines sont mesurables à travers la ligne de démarcation des cultures, mais qu'en chacune de celles-ci, elles remplissent les mêmes fonctions sous un type différent de déterminisme. La famille et le type du mariage africain sont les équivalents du mariage et de la famille européens. Mais la conception légale, les garanties, le type de parenté, diffèrent considérablement. En Afrique, comme en Europe, l'autorité centrale, l'instruction, l'abondance économique et les valeurs existent en fait. Chacune remplit la même fonction et par conséquent il est possible d'implanter progressivement et de manière constructive en Afrique l'administration européenne, l'économie monétaire ou les connaissances livresques. Nous savons également qu'une institution a sa charte légale et religieuse ; qu'elle doit posséder un dispositif matériel ; et qu'elle organise un groupe d'individus réunis pour une tâche définie. Mais si ce même groupe doit être réorganisé pour satisfaire un besoin défini par des moyens totalement différents, le processus n'est ni simple ni facile. Imaginez une communauté agricole africaine et considérez-la comme une équipe produisant des denrées alimentaires, c'est-à-dire comme une institution économique. Il n'y a aucune raison pour que nous ne l'envisagions pas dans l'avenir cultivant la terre avec des méthodes modernes à l'aide d'instruments modernes, avec un rendement énormément accru. Mais pour réaliser cette transformation, il faudrait d'abord prévoir une mise de capitaux énorme ; deuxièmement, les rapports légaux de l'homme avec le milieu environnant devraient être profondément modifiés ; non seulement l'amélioration, en ce qui concerne la terre, mais aussi de nouveaux systèmes de régime foncier devraient être introduits. Troisièmement, en cas de surplus de récoltes, il faudrait créer ou sauvegarder les possibilités de commercialisation ¹.

Un autre facteur encore ne doit pas être négligé. La transformation de l'agriculture tribale africaine en un système occidental perfectionné ne peut se faire du jour au lendemain. L'introduction des nouvelles méthodes désorganise les anciennes. Pour progresser, l'Africain doit souvent passer par un stade de chaos et de désarroi et il faudrait l'aider à passer ce stade. Dans le passé, cette aide n'était généralement pas

¹ Alors qu'on peut dire que rien n'a été fait sur une grande échelle, on doit par contre souligner que dans certaines zones, on a fait pousser des récoltes commerciales pour l'exportation - le coton en Ouganda, le café au Tanganyika et le cacao sur la côte occidentale. Considérant les points ci-dessus, il est significatif que sur la côte occidentale le nouveau système d'agriculture ait abouti à de nouvelles conceptions du régime foncier. Cf. Lord HAILEY, *An African Survey*, p. 884. (N. de l'éd.).

accordée. La même analyse peut être faite en matière de transformation administrative, de transition dans l'organisation de la famille et de la maisonnée; et même davantage en matière d'éducation, de morale et de religion.

Ainsi, la réalité ultime de l'évolution culturelle dépend du fait que des institutions correspondantes dans deux cultures satisfont des besoins analogues de façons différentes et avec des techniques différentes. Mais au cours du processus, elles doivent utiliser les mêmes ressources humaines et naturelles: la terre, les capitaux, le travail, la force politique organisée, les impulsions à la reproduction humaine ; et aussi les émotions, les valeurs et les loyalismes standardisés, spécifiques à chaque culture. Cela signifie que les institutions ne peuvent être remplacées rapidement, sans méthode et sans de grands sacrifices de la part de la communauté qui fait naître le changement et le mène à bien. Des deux côtés de la barrière nous avons les mêmes revendications concernant les ressources matérielles réduites et les facultés humaines limitées. Il est impossible de développer l'Africain selon ses propres données ou d'en faire un occidental de couleur, sans lui laisser une marge substantielle de prospérité matérielle, d'autonomie politique et de droits civiques. Le plein développement dans le sens économique et spirituel est également difficile, peut-être même impossible, tant que nous lui faisons constamment sentir son infériorité en ce qui concerne sa position raciale et son héritage culturel. Même un maximum d'autonomie, de possibilités économiques et de libertés civiques accordées à l'Africain, impliquerait encore un contrôle européen considérable. Mais cela ne doit pas nous rendre aveugles au fait que si nous devons mener l'Africain à l'entreprise commune d'une transformation satisfaisante et harmonieuse, si l'Africain doit coopérer avec l'Européen selon les termes du Double Mandat en exploitant le continent pour le monde, il est insuffisant de lui fournir la substance spirituelle et d'attendre de lui qu'il fournisse la quote-part marxiste.

C'est dans ce conflit entre les intérêts et l'avidité, comme dans la difficulté intrinsèque de l'évolution fragmentaire et instituée, que résident les points dynamiques et réels de contact et d'évolution. Ici comme partout ailleurs, la seule façon de surmonter la difficulté, de sortir de ce conflit entre deux ensembles de droits acquis et dans une certaine mesure irréconciliables, réside dans le compromis. L'analyse scientifique nous enseigne que le compromis doit être réel autant qu'intelligemment construit. La connaissance des faits et une conception politique bien adaptée sont indispensables ; mais rappelons-nous qu'une analyse scientifique faite à froid révèle aussi que le partenaire le plus fort ne peut compter sur sa seule intelligence et sur le fait de nourrir les plus faibles de belles phrases et de bonnes intentions. Honnêtement aussi, bien qu'à contre-cœur, il doit abandonner une partie de ses avantages matériels, certains de ses privilèges et apprendre à partager son influence politique avec la population indigène. Car on ne peut développer une culture forte et saine que sur la base matérielle qui lui est nécessaire. De même qu'on ne peut construire une communauté politiquement solide si l'on rabaisse certains de ses membres à l'état d'esclaves, que ce soit en apparence ou, à certaines périodes, en fait. De même qu'on ne peut leur inculquer la responsabilité morale si on leur fait sentir qu'il n'existe aucune justice morale à leur égard.

Mais que ce soit le devoir légitime de la science de signaler les vérités avec clarté et vigueur, même si celles-ci se trouvent être des vérités morales, il n'en reste pas moins que sa tâche principale repose sur l'aspect intellectuel. Nous avons vu que le concept essentiel de notre analyse était celui de la commune mesure. Nous voulons dire par là, l'existence de certains éléments d'intérêt commun, de tâches dans lesquelles Africains et Européens peuvent coopérer dans un but commun. L'absence d'un facteur commun, ou l'intérêt commun sous sa forme négative, apparaît chaque fois que l'Européen en poursuivant ses propres buts doit soustraire certains éléments indispensables au progrès de l'Africain ; que cet élément soit la terre ou la main-d'œuvre, la confiance en soi ou la dignité personnelle, une croyance à laquelle il tient ou un type de loi coutumière indispensable à la bonne marche du mariage, de la famille ou de la tribu.

Puisque ce concept central ne peut manifestement être uniquement défini comme le résultat de la corrélation directe des intérêts et des institutions des Européens et des Africain, la meilleure façon d'y parvenir est de réunir les réalités des deux cultures. Ici, comme dans tout travail scientifique, il est avantageux de développer un instrument formel tangible pour saisir l'évidence. Nous avons déjà esquissé expérimentalement un tel dispositif en discutant des concepts de « mélange mécanique d'éléments culturels » et du « point zéro de la culture tribale ». Nous verrons qu'il sera en même temps utile comme charte pour le travail sur le terrain, comme méthode pour présenter théoriquement l'évidence et comme une façon simple et concise de faire ressortir les conclusions pratiques.

Chapitre VII

PRINCIPES ET INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES DANS L'ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION CULTURELLE

[Retour à la table des matières](#)

Le dispositif préconisé ici est la traduction, en diagrammes concis, des divers principes posés. Nous avons vu que les deux ordres culturels, l'africain et l'européen, primitivement indépendants et gardant encore dans une grande mesure leur déterminisme culturel, se rencontrent, se heurtent et produisent une troisième réalité culturelle. Schématiquement, nous resterons fidèles à ce principe en classant chacun de nos arguments dans trois colonnes. Dans la première, la colonne A, nous enregistrons les influences, les intérêts et les intentions des Blancs. Nous y enregistrons les principes politiques des Blancs, les idéaux des missionnaires, les buts de l'entreprise, les slogans et les intentions réelles des colons concernant chaque problème concret, tel que la terre, le travail, la magie noire, la nutrition ou l'industrie. Dans la colonne B, que nous avons intitulée « Processus de contact et d'évolution culturels »¹, nous inscrirons les processus et les activités dans lesquels Blancs et Noirs se rencontrent, coopèrent et s'influencent réciproquement.

SPÉCIMEN DE TABLEAU A UTILISER POUR L'ANALYSE DU CONTACT ET DE L'ÉVOLUTION CULTURELS

A	B	C	D	E
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus de contact et d'évolution culturels	Survivance de la tradition	Passé reconstitué	Forces nouvelles de réintégration spontanée ou de réaction de

¹ Dans certains de ses manuscrits, Malinowski a parfois étiqueté cette colonne « Phénomènes de contact et d'évolution ». J'ai choisi l'utilisation ci-dessus comme étant plus dynamique.

Dans la colonne C, nous inscrirons les formes qui survivent des institutions traditionnelles et les souvenirs et légendes des temps passés, dans la mesure où ils constituent les forces actives de la vie présente. Cette colonne diffère de celle qui la précède en ce qu'elle contient des éléments de la vie africaine qui ne sont pas officiellement reconnus par l'administration blanche, et des processus où le mode de vie traditionnel continue, très souvent « contraint à la clandestinité » sous une pression extérieure puissante et des résistances intérieures. Nous devrions y ranger les croyances, les pratiques et les influences éthiques du culte des ancêtres que l'on rencontre actuellement, même dans les communautés chrétiennes. En discutant du régime foncier et des activités économiques, nous devrions y faire entrer les vestiges d'une ancienne loi du droit coutumier, complètement ignorés de la législation et de l'appareil administratif européens, et même allant à certaines époques à l'encontre des influences inscrites dans la colonne A.

TABLEAU I

PRINCIPES

1. Le principe du déterminisme autonome dans chacune des trois phases:
 - A) Desseins et intérêts européens.
 - B) Contact et évolution.
 - C) Ce qui survit du tribalisme africain.
2. Le principe de la connexité et de l'interdépendance des trois phases.
3. L'asymétrie dynamique des cultures européennes et africaines, respectivement, dans l'impact et l'évolution.
4. Multiplicité et divergence des politiques, idées, visées et méthodes européennes.
5. Impact et interaction ont lieu aussi entre les institutions, par exemple les systèmes d'activités clairement définies, exercées par des groupes organisés, associées à quelque dispositif matériel et visant à la satisfaction d'un besoin biologique, social et spirituel (activités apparentées, amalgamées dans un système permanent par une charte de lois et de coutumes).
6. Concept du facteur commun - ou son absence - entre les tendances européennes et les intérêts indigènes dominants et déterminant fondamentalement les phénomènes d'évolution. De la présence ou de l'absence du facteur commun dépend le conflit ou la coopération (compromis), la désintégration ou l'accord et le développement conjoints.
7. Le principe de la vitalité du tribalisme africain résultant de : la force intrinsèque de la culture indigène développée in situ; la sélectivité des dons européens ; et les effets d'une barrière de couleur qui pousse l'Africain hors de toute position avantageuse dans la civilisation occidentale et le renvoie à ses propres ressources tribales.

8. Le nouveau nationalisme : tribal, régional, africain.

TABLEAU II

RÈGLES DE MÉTHODES

1. Chaque problème doit être étudié par la triple approche. Nous enregistrons dans le diagramme les intentions européennes, les phénomènes d'évolution et les faits du tribalisme africain, chacun dans une colonne verticale différente.
2. L'évidence ainsi étudiée et présentée sous trois titres doit être reliée en plaçant chaque détail dans chaque colonne, comparé à l'évidence correspondante dans les autres. Cette façon schématique exprime la corrélation touchant à tout problème donné:
3. Les colonnes placées toujours dans un ordre défini. L'évidence européenne d'abord, les données africaines en dernier ; les faits de l'évolution entre les deux, puisque la dernière nommée est le résultat de l'interaction entre les deux colonnes extrêmes. Dans le travail sur le terrain et l'argumentation, cet ordre exprime la relation dynamique des trois phases. En fait, observation et théorie peuvent commencer par n'importe laquelle de ces trois phases culturelles.
4. Nous enregistrons dans la colonne A les diverses approches de chaque agent ou corps organisé européen (administratif, missionnaire, entrepreneur ou colon). Nous leur rattachons les facteurs correspondants du tribalisme africain ; et dans la colonne de l'évolution nous étudions leur interaction.
5. En établissant les tableaux, nous devons d'abord enregistrer la charte d'une institution, les principes de la politique, ou la croyance fondamentale du mouvement religieux ou magique. Puis nous considérons tour à tour son aspect sociologique, ses implications économiques et techniques. En énonçant la charte ou la politique d'une institution, ou d'un mouvement européen ou indigène, il sera nécessaire de tenir compte de la fonction culturelle réelle et non simplement de percevoir des mots ou des phrases traditionnels.
6. La définition du facteur commun résulte automatiquement de la confrontation de chaque rubrique dans les colonnes A et C. Placer les témoignages sur l'évolution dans la colonne centrale correspond à l'importance centrale du concept du facteur commun. Le facteur commun dans les premières rubriques se rapporte à la fonction principale d'une politique ou d'un mouvement, définit les perspectives de coopération contre le conflit.
7. Ici se trouve la définition de ce que nous devons légitimement enregistrer en C ; les institutions indigènes ignorées ou réprimées par les Européens ; les institutions, croyances et pratiques contraintes à la clandestinité ; les coutumes africaines, les structures économiques et les principes légaux qui se maintiennent chez les indigènes détribalisés. N.B. la colonne C ne doit positivement contenir aucune donnée obtenue par « reconstitution du passé ».
8. Les faits de la réaction nationaliste devront être également enregistrés dans la colonne C, pour la commodité de l'usage.

Pour rendre notre argumentation plus claire, il sera utile d'ajouter une colonne supplémentaire, D, dans laquelle sera notée la reconstitution des conditions pré-européennes dans la mesure où il est possible de la réaliser scientifiquement par vérifica-

tion. Puisque c'est là une tâche essentielle pour l'anthropologue, la colonne D est une part légitime de notre schéma synoptique, mais il est important de comprendre que cela ne peut jamais être le résultat d'observations réelles et que la valeur des données qui y sont présentées sont d'un ordre totalement différent de celle des trois autres colonnes. Car en A, B, et C, le chercheur sur le terrain décrit les faits actuels qu'il observe. Dans la colonne D, il ne peut que donner son opinion sur ce qui a probablement existé à une époque antérieure.

Enfin, dans certains cas, il sera pertinent d'ajouter une colonne de plus. Nous pourrions enregistrer dans une colonne E les forces nouvelles de réintégration ou de réaction spontanée de l'Africain, le nationalisme régional ou la réinterprétation du patriotisme tribal. Ces faits, comme nous l'avons déjà indiqué, doivent être pris en considération par l'anthropologue. Il est bon de les séparer des phénomènes de changement coopératif et de contact culturel enregistrés dans la colonne B, comme les éléments archaïques dans la colonne C ¹.

Puisque nous combinons une méthode d'analyse autant que d'observation et de discussion pratique, fondée sur un jeu de principes et pouvant être représentée par un diagramme, il vaudrait mieux procéder de la façon suivante.

Dans les tableaux annexes (tableaux I et II un peu plus haaut), les principes que nous avons élaborés au cours de nos précédentes discussions sont énoncés à gauche dans le tableau 1. Correspondant à chacun d'eux, on trouvera dans le tableau II une règle pratique définie qui est, en même temps, une règle de méthode de travail sur le terrain, un principe directeur pour l'orientation de toute discussion et une manière de traiter le témoignage pour le profane. Comme pour toutes les règles valables d'une méthode, celles que l'on trouve à droite (tableau II) sont directement traduisibles en un diagramme.

COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU I

PRINCIPES.

La signification des principes devrait être maintenant tout à fait claire, mais un ou deux concepts rencontrés dans le nouveau vocabulaire peuvent encore être brièvement définis et dans cette définition nous résumerons et reprendrons l'essentiel des discussions antérieures.

¹ Comme dans certains commentaires donnés à l'Université de Yale, Malinowski a suggéré un autre prolongement de ce tableau, à savoir l'addition d'une colonne pour déborder la colonne A, dans laquelle une distinction peut être établie entre les institutions occidentales telles qu'elles existent en Europe d'une part, et de l'autre la politique occidentale telle qu'elle est modifiée par les Européens en Afrique. (N. de l'éd.).

Ainsi, dans notre premier principe nous avons résumé la nécessité de la triple approche et insisté sur le fait que chacune des trois phases principales de la réalité culturelle africaine possède un déterminisme culturel autonome. Le sens de cette dernière phrase devrait être maintenant évident. Dans notre discussion critique et dans notre refus du concept de l'évolution culturelle en tant qu'entité, mais aussi dans l'examen de l'argument selon lequel l'apport européen est aussi important que le prélèvement africain, nous devons constamment envisager l'existence d'un déterminisme culturel spécifique. Ce qui veut dire qu'il existe des facteurs et des forces qui contraignent l'homme, individuellement ou collectivement, à se comporter d'une manière spécifique pour chaque culture donnée, dans des questions qui transcendent et modifient les simples pulsions biologiques et l'influence directe des conditions de l'environnement. Au cours de son évolution historique, chaque nation développe des systèmes de connaissances, de valeurs économiques, sociales et esthétiques - et mieux encore, de croyances et de convictions, fondées sur une révélation surnaturelle. Chaque valeur ou impératif culturel détermine la conduite à tenir dans des sujets aussi élémentaires que les préférences pour tel type de nourriture ou de boisson ; les réactions à l'instinct sexuel et le désir d'une vie de famille ; le sens de l'honneur, du bien et du mal ; le type de divertissements et leur portée ; et les objets considérés comme culturellement valables. Les buts de l'effort physique et de la compétition diffèrent profondément selon qu'il s'agit d'une communauté de chasseurs de têtes et de cannibales, d'un État totalitaire, d'une puissance nationaliste européenne, d'une démocratie ou d'une monarchie africaine. Même dans notre histoire européenne, nous considérons l'esclavage et le servage comme des institutions naturelles, faisant partie de l'Ordre divin de l'univers ; nous brûlions les sorcières, nous massacrons les musulmans au cours des croisades, nous faisons des guerres sanguinaires pour des idéaux religieux. Nous y avons renoncé comme étant des actes barbares et sauvages.

Il est important de se rendre compte, précisément, qu'il existe maintenant trois types principaux de déterminisme culturel dans le monde d'évolution et de contact africain. Les Occidentaux se plient à tout un ensemble de loyalismes, d'idéaux, à un code d'honneur et de valeurs économiques. Au n° 4 de notre tableau nous trouverons établi que ce code de valeurs, de coutumes et d'idéaux n'est pas complètement harmonisé. Mais le code pris dans son ensemble diffère si profondément des codes des tribus africaines dans ses implications économiques et techniques, dans ses rouages politiques fondés sur les principes chrétiens mais associés à notre économie et à notre impérialisme capitalistes, qu'il faut lui accorder une place particulière dans notre schéma et dans notre argumentation. Cette civilisation européenne, telle qu'elle est exprimée dans notre principe n° 3, joue aussi un rôle différent dans le processus total en ce qu'elle est le facteur dynamique et actif de l'évolution.

Il est manifestement impossible de traiter les cultures africaines comme un système unifié. Les divergences existant entre les communautés islamiques du Soudan occidental, les Hottentots, les Bagandas, les Bochimans et les Pygmées du Congo sont telles que les situer dans une seule catégorie culturelle serait enlever toute valeur aux généralisations. Par conséquent, une discussion particulière sera nécessaire pour

chaque région, discussion dans laquelle nous confronterons l'impact européen avec la réaction tribale. Mais un fait essentiel demeure : nous devons, dans chaque cas, unir l'influence occidentale et la culture tribale particulière. Ce faisant, l'anthropologue doit introduire le fait très élémentaire, mais chroniquement négligé, que dans toute tentative pour traiter avec l'humanité africaine, l'Européen ne s'occupe pas d'une *tabula rasa*, d'un matériel indéfiniment plastique qui peut être employé dans des buts d'élévation de niveau ou de main-d'œuvre, d'impôts ou de progrès moral, sans se rapporter à la constitution culturelle existante. Prétendre que les tribus africaines obéissent à un déterminisme culturel spécifique qui leur est propre signifie que pour implanter de nouvelles habitudes dans l'alimentation, de nouvelles méthodes agraires ou de nouveaux statuts et de nouvelles lois, nous devons remplacer certaines réalités culturelles ; et que si le processus est entrepris sans tenir compte des forces existantes, cela peut tout simplement mener au conflit et à l'anarchie. La façon de traiter la magie noire et l'évangélisation naïve des indigènes ; la tendance à former les Africains sans se rendre compte de ce que l'instruction détruit et ce que cela implique en matière de citoyenneté et d'opportunité ; la coutume du lobola comme « coutume sauvage de vendre la mariée », sont tous sans exception des exemples de l'ignorance complète, par les agents d'application, du principe du déterminisme culturel africain.

Dans notre analyse de la vitalité des institutions africaines, dans notre recherche de ses raisons et de ses causes, nous sommes parvenus à la conclusion que l'ancien ordre culturel africain a été profondément affecté, que dans certains cas il a été remplacé par l'anarchie et le désordre pur et simple, mais que partout où les Africains, qu'ils soient tribaux ou détribalisés, vivent et luttent, les systèmes indigènes de forces et de valeurs sociales, économiques et juridiques, demeurent pour les Africains une source de puissance et d'inspiration. Ici encore, la survivance du lobola dans les communautés les plus détribalisées de l'Afrique du Sud, le fait que les Africains instruits réclament l'autorité du chef dans le Bunga du Transkei, comme le fait que l'Africain doit compter sur sa propre organisation économique et ses ressources pour ses moyens d'existence et l'assurance sociale pour son chômage involontaire - ces exemples illustrent par eux-mêmes ce qui se passe en ce moment. Nous avons affirmé que l'Africain a conservé son monde culturel et qu'il vit selon ses valeurs et ses inspirations ; d'abord parce que ce monde est mieux adapté à ses besoins et que ce monde est né d'une longue histoire ; ensuite parce que le don sélectif des Européens, c'est-à-dire le refus d'une partie des éléments les plus désirables et les plus valables de notre culture et le principe de la barrière industrielle de la couleur et de la ségrégation tribale rejettent des sections de la population indigène vers les ressources de leur propre culture ¹. Si nous considérons les principes 7 et 8, nous voyons qu'ils correspondent à cette partie de notre argumentation (et la résumant), pour laquelle on trouvera d'autres exemples et d'autres données dans les chapitres précédents.

¹ Il faut noter que les principes de la barrière industrielle de la couleur et de la ségrégation tribale jouent dans l'Union Sud-Africaine et jusqu'à un certain point en Rhodésie du Sud, mais qu'ils ne jouent pas au Kenya, au Tanganyika, au Nigéria et autres régions de l'Afrique. (N. de l'éd.).

Quel est le déterminisme culturel de l'Africain vivant dans le no-man's land du contact et de l'évolution ? Le travailleur de la mine, le manœuvre de la plantation ou l'indigène urbanisé n'a pas complètement renoncé à la loi de sa tribu, à ses coutumes, à ses devoirs d'obéissance et de fidélité à la parenté, ni même à son loyalisme envers les autorités tribales. Mais le pouvoir qu'ils ont sur lui a été profondément affecté. Il n'a pas adopté les perspectives européennes, il n'est en aucune façon soumis totalement au déterminisme culturel européen. Aucun être humain ne peut adopter complètement un ensemble d'attitudes et de valeurs, à moins de pouvoir devenir un membre à part entière de la communauté religieuse, sans l'entrave de la barrière de couleur spirituelle.

Aucun homme n'obéit à un système de lois de son plein gré, à moins d'approuver les principes de justice sous-jacents et à moins de jouir des privilèges inhérents aux obligations. Il est également impossible d'adhérer totalement à un système économique dans lequel la plus grande partie des charges pèsent sur une seule partie, à laquelle la plupart des privilèges sont refusés.

Mais en définissant le déterminisme culturel du monde africain d'évolution et de transition, avec pour but principal la clarté et la précision conceptuelles, nous pouvons dire que ce déterminisme résulte non du « mélange » d'Européens et d'Africains, mais plutôt de l'action des différents principes directeurs (ou égarants) de la politique et de l'influence européennes. Le déterminisme est également affecté profondément par les fissures et les inconstances à l'intérieur du camp européen ; d'une part entre les missionnaires et les entrepreneurs, et d'autre part la *Realpolitik* de la politique colonialiste, les lois de l'Union Sud-Africaine et les exigences de l'entreprise économique. Il faut aussi rappeler que tous les phénomènes d'évolution englobent non seulement les Africains mais aussi les Européens.

Noirs et Blancs travaillent ensemble dans les nouvelles institutions - c'est-à-dire, si nous faisons exception de certains mouvements africains autonomes. D'où le fait que l'évolution présente un nouveau type de culture, en réalité un nouveau type très dépendant du caractère de l'impact européen, mais embrassant toujours aussi la réaction des anciennes valeurs et attitudes tribales à cet impact. Les lois nouvelles qui contrôlent contact et coopération, les nouveaux systèmes politiques, les types nouveaux d'entreprises économiques sont, ainsi que nous l'avons souvent souligné, sans précédent dans les deux cultures. Elles n'ont pas à être comprises par une référence directe à une culture-mère, mais doivent être étudiées comme des processus suivant leurs propres données spécifiques. Ce point confère au chercheur sur le terrain un rôle beaucoup plus important que si le caractère de l'évolution culturelle pouvait être diagnostiqué ou prédit par la simple étude de l'« emprunt » ou du « mélange ». Si, en faisant le diagnostic de la quantité de culture européenne et de la culture africaine qui entre dans une entreprise minière, une église africaine ou une école bantoue, nous pouvions prévoir comment ces institutions se développeront, une observation minutieuse et compréhensive de chaque développement particulier serait inutile.

En fait, toute l'argumentation de ce livre contient une leçon de méthode. Nous avons vu qu'un processus vivant, comme celui de l'évolution culturelle, ne peut être étudié seulement avec des documents et des propos oraux. La connaissance profonde de la signification et des aspects que revêt l'évolution culturelle ne peut être acquise que par l'homme et la femme qui ont travaillé réellement dans les trois domaines qui constituent l'évolution africaine. Ils doivent se familiariser avec la politique et les principes des Blancs et surtout avec leurs coutumes en Afrique. Ils doivent avoir acquis une connaissance de première main des modes de pensée et de comportement africains, par un travail sur le terrain dans une région caractéristique de l'Afrique. Ils doivent aussi étendre leur travail sur le terrain aux phases typiques et importantes de l'évolution culturelle - le Rand ou la *Copper Belt*, les plantations et les écoles, les églises et les cours de justice.

QUELQUES REMARQUES SUR LES CARACTÈRES STRUCTURAUX DU DIAGRAMME.

Jusqu'à présent, nous avons discuté les principes inscrits au tableau 1. Nous devons maintenant regarder le diagramme et ses résultats. Son importance autant que ses limites seront mieux appréciées par une application concrète dans les cinq cas qui seront analysés dans les chapitres suivants. Nous nous contenterons ici de remarques générales.

Si tout d'abord le diagramme constitue une aide réelle, ses caractères structuraux doivent correspondre à des réalités. Le diagramme est un tableau à trois rubriques principales dont la nature est *grosso modo* évidente et qui signifient l'adoption de la méthode de triple approche. Comment les lignes de séparation entre A et B, entre B et C, sont-elles déterminées en principe et en fait ? Sont-elles aussi rigoureuses et immuables en réalité que sur le papier ? Et que signifie dans la vie réelle la séparation verticale si nette qui existe dans notre schéma ?

Partons tout de suite de la colonne B, généralement la dernière venue au cours de notre discussion. Elle est conceptuellement la plus importante, et en fait elle occupe la place centrale de notre diagramme, car après tout, c'est l'évolution qui *est* le problème. Nous trouvons en B la traduction de A (les intentions européennes, les bienfaits et l'avidité des besoins de l'impact européen) dans ses applications ; nous remarquons que B doit tôt ou tard englober et remplacer progressivement la totalité de C. *De facto*, C, telle qu'elle existe maintenant, est un sous-produit de B ¹. Car le restant

¹ J'ai conservé ici le terme « sous-produit » puisqu'il existait dans le texte original, quoiqu'il me semble avoir tendance à créer un malentendu. C'est en accord avec l'insistance de Malinowski, sur le fait que la culture africaine a son propre déterminisme culturel, ses propres sources de vitalité. D'où la phrase « C, telle qu'elle existe maintenant, est un sous-produit de B », ne peut être prise que dans le sens où les vestiges existants de la culture africaine doivent leur forme aux influences et modifications apportées par B. (N. de l'éd.).

des forces et des influences du tribalisme est dû d'abord au fait que les Européens ne peuvent ni ne désirent inciter la totalité de la population africaine à évoluer ; deuxièmement, au fait que non seulement l'impact européen, discriminatoire et partial, séduit, mais qu'il rebute aussi, que non seulement il attire l'Africain mais qu'il le rejette dans son univers tribal.

Nous avons ainsi défini avec toute la précision nécessaire les deux lignes verticales. La distinction entre le matériel enregistré en A et celui que nous plaçons en B doit être axée sur la question suivante : le caractère culturel donné (loi, projet pédagogique, réforme de l'hygiène, constitution de *l'Indirect Rule* ou mesure administrative) est-il encore au stade de l'intention européenne ? C'est-à-dire traitons-nous d'un projet, d'un plan, d'une mesure préalable de la part de la population européenne ? Ou s'agit-il d'un plan déjà mis en oeuvre, traduit sous la forme d'une institution coopérative ? Aussi longtemps que nous avons affaire à des faits culturels combinés exclusivement par les Européens et contenant simplement des mesures prises par l'administration des Blancs - organismes commerciaux et communautés de colons - nous avons un témoignage appartenant à notre colonne A ¹. Ainsi, en A nous enregistrons des principes généraux de politique tels que « The White Man's Country » (le Pays de l'Homme Blanc) ; la politique des Ministères européens des Colonies, que ce soit *l'Indirect Rule* ou l'acculturation totale, l'ancienne loi prédatrice de la région congolaise ou la nouvelle constitution de la politique belge, les ambitions colonialistes du fascisme ou les lois Hertzog de l'Union Sud-Africaine ; la politique des Missions ; l'entreprise économique dans la mesure où elle considère comme acquis l'apport de la main-d'œuvre africaine à bas salaire ; les buts et les ambitions des colons blancs qui ne sont pas allés au delà du projet - tout cela est séparé par la première ligne et s'enregistre en A.

La légitimité de cette procédure est garantie par le fait qu'une grande partie des plans européens sont établis comme si les Africains, avec tous leurs besoins, leurs buts économiques propres, leur amour de l'indépendance et leur désir de s'exprimer eux-mêmes, n'existaient pas. Une autre justification pour l'enregistrement en A des intentions européennes comme facteur séparé, provient naturellement de la diversité des agents particuliers. Lorsqu'il s'agit de l'instruction, par exemple, il n'est pas suffisant d'enregistrer seulement les points de vue et les projets des protagonistes de l'élévation du niveau, les pro-indigènes et le ministère de l'Éducation. Les syndicats travaillistes des Blancs en Afrique du Sud s'opposent à l'instruction des indigènes sous ses divers aspects ; il en est de même des intérêts acquis du capitalisme, qui préfère traiter avec des travailleurs qui ne soient pas facilement accessibles à la propagande ; de même pour le colon et tous les types d'opinions que l'on peut résumer par l'éternel slogan : « Je serai toujours preneur de l'indigène à l'état brut ». L'influence des missions peut être seulement évaluée par rapport aux questions de morale sexuel-

¹ A la colonne A appartiennent aussi les institutions importées d'Europe quoique adaptées aux conditions africaines, c'est-à-dire l'exploitation rurale blanche, le quartier blanc de Johannesburg, les banques, les bureaux de change, etc.

le, de présence à l'église et de l'accroissement des églises chrétiennes africaines indépendantes. Il faudrait aussi enregistrer l'attitude des Blancs qui savent l'influence des missions aussitôt qu'elle est active, sinon, la moitié des phénomènes d'évolution ne sont pas explicables. Tout cela a été souligné à maintes reprises, mais il faut se souvenir que ce fait même rend la colonne A indispensable, en même temps que son développement sous différents titres.

Quelle serait la ligne de séparation entre B et C ? Si nous appliquons les remarques ci-dessus, nous pouvons dire avec une certaine précision que partout où nous avons des institutions ou des facteurs constitutionnels de travail organisé dans lequel le Blanc est parvenu à un degré d'intégration égal à celui du Noir, les phénomènes doivent être enregistrés en B. Des institutions telles que les écoles indigènes sous contrôle blanc, les mines et les plantations, les tribunaux mixtes, les systèmes d'Administration indirecte et d'Administration indigène en général, figureront dans cette colonne.

Dans la colonne C, nous mettrons toutes les phases de la vie africaine où la tradition du tribalisme est le principal facteur déterminant du comportement, de l'organisation, de la croyance. Ainsi la colonne C ne se rapporte pas seulement aux régions tribales. Son protagoniste n'est pas l'Africain à l'état sauvage, vêtu de peaux ou d'étoffes d'écorce, engagé dans un acte de sorcellerie, ou chassant le lion ou le léopard. Si nous devons appliquer notre triple approche aux indigènes urbanisés de Johannesburg, nous enregistrerons toujours l'influence de la tradition tribale partout où les êtres admettent en principe ou en pratique leur qualité de membres d'une tribu, parlent leur langue tribale, rendent tribut ou allégeance à un chef, se marient selon la loi tribale africaine, développent les liens de la parenté bantoue, croient ouvertement ou secrètement à la magie noire, pratiquent le culte des ancêtres et préfèrent la bière bantoue même au whisky. La ligne de séparation entre B et C est ainsi légalement définie.

Comme nous le verrons dans les analyses concrètes qui vont suivre, le Muganda qui est aujourd'hui propriétaire de sa terre selon une nouvelle charte, obéit encore aux commandements de l'ancienne forme du régime foncier - pas toujours, mais plus souvent que pas du tout. Et dans la plupart de ses actes, il est mû en partie par les intérêts nouveaux du prix des récoltes et l'économie monétaire, et en partie par les anciens idéaux et loyalismes. Nous verrons aussi que sous *l'Indirect Rule*, si le chef assume de nouvelles fonctions dérivées des intentions des Blancs, l'essentiel de son autorité provient de son pouvoir tribal, fondé sur la croyance, le culte des ancêtres, le lignage et les souvenirs du passé historique. Ici encore, même en discutant de la simple ligne de conduite, nous pouvons séparer ces facteurs de ceux appartenant à A et montrer comment leur interaction produit B. La ligne de séparation entre B et C est aussi nette qu'entre A et B.

Il peut sembler que nous soyons arrivés très près de cette analyse de la culture qui correspond au concept de « mélange » et d' « emprunt ». Dans une certaine mesu-

re cela est vrai, mais cette vue est superficielle et nous conduit à faire deux corrections fondamentales. L'analyse et l'examen des forces actives sont nécessaires ; mais, tout d'abord, la culture européenne n'est pas seulement un faisceau de possibilités dont l'Africain peut prendre ce qu'il veut. Dans la colonne A, nous n'enregistrons pas la culture européenne comme un trésor fait de biens, de valeurs et de bienfaits dont on peut prendre n'importe quoi pour effectuer le mélange. La culture européenne affronte, ou plutôt attaque, l'Africain comme un corps bien organisé d'intérêts, ou plus précisément comme un nombre d'intérêts organisés, chacun orienté selon ses propres données, chacun agissant dans un but défini et ne donnant qu'autant, et pas plus, qu'il n'y a dans son système d'intérêts acquis. Et rappelons-nous que tous ces intérêts ne sont aucunement coordonnés, harmonisés ou unifiés. La seconde correction que nous devons faire, c'est que la colonne B n'est aucunement un compound mécanique ou un produit direct du mélange de A et de C. La manière dont l'impact provenant de A et la réaction de C se produit, apparaîtra en B. Cela doit être observé avec précision, être constaté empiriquement et ne pas être déduit des facteurs en A et en C.

DEUXIÈME PARTIE

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre VIII

LA GUERRE AFRICAINE

[Retour à la table des matières](#)

Ayant formulé les méthodes et les principes nécessaires à l'étude de l'évolution culturelle, nous pouvons maintenant les appliquer à certaines institutions africaines spécifiques. Considérons la guerre africaine indigène. L'organisation de nombreuses tribus africaines, du Soudan jusqu'au Pondoland, était liée à l'autorité du chef et, à travers le chef comme seigneur de la guerre, aux activités militaires de la tribu. L'ancienneté, le caractère religieux du commandement, la magie de la guerre, la conscription, même le mariage et la vie de famille, étaient déterminés par le fait que les jeunes gens célibataires devaient prendre part à des expéditions militaires plus ou moins régulières. Certaines étaient des guerres de conquête, mais c'étaient généralement de simples razzias d'esclaves, de bétail ou de pillage.

Nous avons affaire ici à un phénomène de caractère purement africain. Le premier acte de l'influence européenne, missionnaire, administrative et économique, a été de mettre fin aux combats et de supprimer les causes de guerres aussi bien que l'organisation de la guerre. Nous avons donc apparemment affaire à un facteur totalement disparu pour ce qui est de l'actuelle situation en Afrique. Nous avons aussi une situation dans laquelle la seule contribution possible de l'anthropologue semblerait être une reconstitution du passé et une comparaison de ce passé avec le présent. Cependant, il ressort immédiatement qu'une telle comparaison n'apporterait aucun critère d'orientation et n'aurait aucune valeur pratique. Que les fonctions de la guerre africaine dans le passé aient joué un rôle utile ou néfaste, constructif ou destructeur, ces guerres ne sont désormais plus possibles et nous ne pouvons pas envisager leur réap-

parition dans l'avenir. D'une part l'Européen, à tort ou à raison, considère la guerre africaine en Afrique comme complètement immorale, quoiqu'il ne puisse appliquer le même point de vue à ses propres affaires en Europe. D'autre part, et ceci est beaucoup plus important, l'occupation européenne a pratiquement aboli le servage et le vol de bétail à grande échelle ; elle a effacé les anciennes hostilités tribales et elle a éliminé l'indépendance et la souveraineté des royaumes et des tribus. La seule chose que l'on puisse dire concernant le passé de la guerre indigène, c'est qu'il est mort pour ce qui est des conditions qui ont produit la guerre, l'ont maintenue et ont permis certains effets d'organisation ou de destruction.

Est-il cependant exact de dire que les vieilles traditions belliqueuses sont complètement mortes dans les tribus africaines ? Tout d'abord, c'est un fait bien connu que même là où l'autorité indigène et le rang de chef ont été laissés intacts par la machine administrative européenne, ils ne sont pas morts pour les Africains. Quand l'Indirect Rule a été établie dans les anciennes colonies allemandes d'Afrique Orientale, il n'y a jamais eu de difficulté à trouver des chefs légitimes ou à rétablir leur puissance. Quand en 1929 la Rhodésie du Nord fit de même, l'institution de la dignité de chef, complètement ignorée et constitutionnellement abolie depuis quelque trente ans, surgit à nouveau, puissante, effective et utile. Le conseil africain le plus européenisé, le Bunga du Transkei, adopta à maintes reprises des « résolutions demandant au gouvernement de prendre en considération le statut héréditaire des chefs du Transkei »¹. Ils l'ont fait en arguant que l'hérédité de la dignité de chef signifie le respect de l'autorité en toute chose, et même de l'autorité des parents au foyer, et que par conséquent elle est nécessaire au rétablissement intégral de la vie de famille. Le Rapport de la Commission Économique Indigène pour l'Afrique du Sud (1930-32) nous dit que la vénération pour le chef et sa famille est « ... une qualité profondément enracinée chez les Bantous. Un certain nombre d'indigènes instruits qui n'ont jamais été gouvernés par des chefs, plaidaient énergiquement... pour des mesures restaurant l'autorité des chefs »².

Pour l'Africain, le chef était le représentant spirituel et le grand prêtre de la tribu ; c'était le juge suprême et aussi le seigneur de la guerre. Les traditions de l'ancienne gloire, de l'ancienne puissance et de l'ancienne indépendance ne sont pas mortes. Dans son analyse de la guerre au Pondoland, le Dr Hunter montre clairement la puissance et la persistance du souvenir que le Pondo d'aujourd'hui conserve des gloires passées de la tribu et de la puissance du chef. Il est encore possible de constater l'organisation de l'armée et des éléments de direction ; il est même possible d'obtenir des détails minutieux sur les rites des tribus pratiqués pour sauvegarder la force, le courage et l'immunité des soldats³. Nous notons d'abord que l'anthropologue a pu reconstituer l'ethnographie de la guerre à partir des souvenirs d'homme vivants. En tant que tradition, le passé de la guerre indigène n'est pas mort ; il n'y a nul besoin de

¹ HUNTER, *Reaction to Conquest*, p. 430.

² Rapport de la Commission Économique Indigène, 1930-32, par. 35.

³ HUNTER, op. cit., pp. 400-413.

reconstitution en un sens autre que celui de la recherche d'un témoignage oral de la connaissance tribale et de son influence actuelle sur le prestige, la valeur et l'importance de la dignité de chef. Pas plus que l'aspect institutionnalisé n'est complètement effacé. Une grande partie de l'organisation sociale qui existait primitivement pour la poursuite de la guerre est encore là et les chefs, sous-chefs et capitaines exécutent certaines de leurs anciennes tâches - administratives, judiciaires et religieuses - en vertu de leur position héréditaire traditionnelle de chefs de guerre. Pendant un bref séjour au Swaziland, où la dignité de chef et l'organisation militaire ne diffèrent pas de celles des Pondo, j'ai pu voir les anciens régiments et apprécier leurs nouvelles fonctions. Ce sont aujourd'hui d'importants agents instructeurs, de vastes camps de travail et des éléments indispensables pour la magie et les rites inséparables de l'essence même de l'autorité tribale, de la dignité de chef et même de l'organisation domestique du Swazi.

Jusqu'à quel point cela affecte-t-il le côté européen de la question ? Partout où l'administration tente d'utiliser les institutions indigènes (dans ce cas précis la dignité de chef et le cadre tribal de l'organisation indigène), elle doit tenir compte de ces forces traditionnelles qui survivent encore. Et ici, la distinction entre histoire vivante et histoire morte est essentielle ; d'une part entre tout ce qui a disparu du fait du changement des conditions, et d'autre part entre les institutions qui demeurent et les sentiments hérités du passé et qui se maintiennent aujourd'hui comme forces actives. En fait, il est parfaitement superflu de se pencher sur certains aspects, disparus aujourd'hui très naturellement : par exemple l'esclavage, les razzias, les mutilations, les vols collectifs ou la répartition du butin de guerre. Ce n'est que dans la mesure où les souvenirs de ces activités se prolongent et dans la mesure où ils donnent à certaines tribus un sentiment de supériorité sur les autres, qu'on doit en tenir compte. Cette distinction est importante, même dans notre propre communauté évoluée. La tradition populaire d'événements passés est totalement différente d'une reconstitution historique de caractère scientifique, ce qui s'applique aussi à l'Afrique. L'orgueil tribal, avec toutes les légendes mythologiques et historiques qui l'étaient, est une force active toujours agissante. Les éléments réels des événements passés qui, dans certains cas, peuvent encore être reconstitués laborieusement par l'anthropologue, n'ont d'intérêt que dans la mesure où ils établissent une différence entre mythologie et histoire ¹.

Pour faire ressortir plus clairement certains points de l'argumentation, nous pouvons projeter l'analyse du problème de la guerre dans l'Afrique actuelle en évolution sur un diagramme synoptique (pp. 133-134) ². Commençons par la colonne A, une définition de la politique, des lois et des principes européens. La première chose évidente à inscrire est la conquête et le contrôle politique européens. En A2, sous les bienfaits de la civilisation, nous devrions enregistrer la « paix », dans la mesure où il

¹ Cf. Dr READ, « Tradition and Prestige among the Ngoni », *Africa*, vol. IX, n° 4 (1936), pour un autre exemple concernant le fait de savoir jusqu'où la tradition vivante produit un nationalisme différentiel, séparant les conquérants des conquis.

² Les places dans le diagramme sont indiquées dans le texte par la lettre de la colonne et le chiffre de la rubrique, tous deux mis entre parenthèses. (N. de l'éd.).

y a abolition de la guerre indigène par un désarmement complet ou partiel. D'autre part, nous ne devons pas oublier qu'au cours du dernier quart de siècle, l'Afrique a été attirée par les Européens dans une guerre dévastatrice, une guerre dans laquelle des Africains ont combattu d'autres Africains, sans aucun motif, sans profit et sans but quel qu'il soit - car le sort de la guerre ne dépendait pas du sang versé sur le continent noir.

DIAGRAMME SYNOPTIQUE POUR L'ÉTUDE DE LA GUERRE AFRICAINE

A	B	C	D	E
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus de contact et d'évolution culturels	Formes survivantes de la tradition	Le passé reconstitué	Forces nouvelles de réintégration ou de réaction africaine spontanée
1. Conquête et contrôle politique européens	1. Le nouveau système politique affecté par la perte de la souveraineté militaire de la tribu africaine ou de la monarchie et les modifications qui en résultent dans l'organisation tribale. Nouvelles forces militaires de caractère mixte africain et européen.	1. La résistance africaine et la soumission politique dans le souvenir tribal et la réaction.	1. La guerre africaine dans des conditions inter-tribales (économiques et politiques).	
2. La paix (abolition de la guerre indigène désarmement complet; désarmement partiel) système européen de contrôle préventif, d'expéditions punitives négligence de l'organisation militaire indigène.	2. Action plus ou moins efficace de ce contrôle par des forces de police et des forces militaires mixtes européennes et africaines. Acceptation européenne et contrôle coopératif des activités résiduelles. Affaiblissement des institutions, buts et revenus dépendant	2. Souvenirs vivants de la gloire de l'histoire et des avantages de la guerre du passé. Activités résiduelles des anciennes organisations de combat (instruction, économie, cérémonial) institutionnalisées.	2. Position du chef comme chef de la guerre, commandant, sorcier, guerrier et distributeur de butin.	

A	B	C	D	E
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus de contact et d'évolution culturels	Formes survivantes de la tradition	Le passé reconstitué	Forces nouvelles de réintégration ou de réaction africaine spontanée
directement de la guerre.				

A	B	C	D	E
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus de contact et d'évolution culturels	Formes survivantes de la tradition	Le passé reconstitué	Forces nouvelles de réintégration ou de réaction africaine spontanée
3. Extension (ou accroissement) des guerres mondiales en Afrique. Utilisation des effectifs africains organisés en cadres européens.	3. Influence politique, économique et sociale des unités militaires africaines sur la vie tribale. Les Africains réalisent que la guerre est admise par les Européens. Disparition de l'inviolabilité européenne ; d'où sape du prestige.	3. Réactions résiduelles de l'entreprise militaire ; ou soumission passive au recrutement.	3. Méthodes traditionnelles de faire la guerre stratégie, tactique, causes et effets.	3. Attitudes africaines devant les pouvoirs, les comparaisons critiques des Européens. Influence des guerres faites par les Blancs sur le nationalisme indigène.
4. L'éthique européenne (chrétienne pédagogique et communiste) et la guerre européenne.	4. Conflits (intellectuels, moraux et politiques) dus au fait que les Africains ont découvert les contradictions européennes.	4. Idéaux de bravoure et valeur de la guerre.	4. Principes de la loi intertribale dans la guerre et la paix. Avantages directs : esclavage, butin et tribut. Effets politiques sur l'organisation intertribale et la conquête.	4. Réactions africaines au christianisme et à la civilisation occidentale.

D'autre part, nous ne devons pas oublier qu'au cours du dernier quart de siècle, l'Afrique a été attirée par les Européens dans une guerre dévastatrice, une guerre dans laquelle des Africains ont combattu d'autres Africains, sans aucun motif, sans profit et sans but quel qu'il soit - car le sort de la guerre ne dépendait pas du sang versé sur le continent noir. Nous ne pouvons oublier les cruautés et les massacres de la dernière campagne d'Abyssinie dans laquelle les Européens n'ont pas apporté la paix mais une guerre faite d'une manière beaucoup plus destructrice et barbare qu'une guerre africaine indigène. Par conséquent, parallèlement à l'« abolition de la guerre indigène »

nous ferons entrer l' « extension des guerres mondiales européennes en Afrique » (A3). Nous devrions aussi ajouter l' « utilisation européenne des effectifs africains à l'étranger », car l'envoi d'Africains comme combattants ou comme armées d'occupation dans certaines régions d'Europe a eu des effets d'une très grande portée, souvent contraires aux Africains en tant que race et dangereux aussi pour la paix et la compréhension futures du monde considéré comme nu tout ¹.

Comme corollaire à cela et en nous rapportant à l'établissement plus large de la paix, nous devrions faire entrer l'omission de l'organisation militaire indigène ; la prohibition de la vente des armes aux indigènes ; les expéditions punitives et les bombardements aériens de villages pacifiques (A2). Finalement, en A4, nous devons inscrire « l'éthique européenne - chrétienne, pédagogique et communiste - de la guerre ». Nous avons affaire ici aux mêmes phénomènes que chez nous, à savoir le conflit profond entre les idéaux et la pratique, entre les protestations de fraternité universelle et leur soumission totale aux exigences d'une « guerre juste et légale ».

Qu'est-ce qui correspond à ces phénomènes dans notre seconde colonne B ? Pour BI nous avons le nouveau système politique tel qu'il est affecté par la perte de la souveraineté militaire de la tribu ou de la monarchie africaine, et les modifications qui en résultent dans les relations tribales et l'organisation tribale. Parallèlement, il peut y avoir un développement de nouvelles forces militaires d'un caractère mixte, africain et européen. L'abolition décisive des combats indigènes (A2) a conduit à l'affaiblissement de certaines institutions, buts et revenus nés de la guerre (B2). Cette apparition est purement négative, mais elle soulèverait des questions telles que celle de savoir jusqu'à quel point certaines valeurs personnelles d'honneur et de virilité, de responsabilité, de puissance et de direction en ont été affectées. Après tout, nous traitons ces problèmes d'une autre manière en Afrique qu'en Europe. Chez nous, nous considérons encore la guerre comme une source de nombreuses qualités personnelles et communautaires que nous répugnons à sacrifier à notre idéal de paix mondiale. Cela constitue un problème que le chercheur sur le terrain doit affronter ².

Dans l'Afrique actuelle, qu'est-ce qui correspond à la troisième rubrique de A, c'est-à-dire le combat introduit directement en Afrique par les Européens ? Nous devrions considérer ici l'influence - politique, économique et sociale - des unités militaires africaines sur la vie tribale ; la conception selon laquelle l'Europe est aussi divi-

¹ La France a employé des troupes coloniales hors d'Afrique, par exemple les Sénégalais, pour l'occupation de la Ruhr et des troupes malgaches dans la révolte des Druses en Syrie. Les troupes d'Afrique occidentale ont fait aussi leur temps d'incorporation en France. Cf. MAIR, *Native Policies in Africa*, pp. 186-187.

² Cette rubrique se rattacherait aussi à son point correspondant dans le schéma pour l'étude de l'autorité tribale, car manifestement la suppression totale des pouvoirs du chef comme seigneur de la guerre l'a privé d'une grande partie de son autorité, de ses revenus et de son prestige personnel. Et ici peut-être, comme dans les problèmes antérieurs, on pourrait suggérer des facteurs et des influences substitutives pour étayer une institution qui n'est pas seulement une force vitale pour la vie de la tribu, mais aussi essentielle aux Européens sous l'*Indirect Rule*.

sée que l'Afrique; que la guerre est admise par les Européens ; et en plus, la disparition de l'inviolabilité européenne, et par là, une menace pour le prestige européen (B3). A l'indifférence européenne envers l'organisation militaire africaine (A2) correspond manifestement un vaste ensemble de problèmes que l'on peut décrire comme la réadaptation des rangs d'âge, des régiments et autres unités combattantes indigènes à des fonctions sanctionnées par l'administration : des fonctions pédagogiques, économiques et de représentation. Certaines sont toujours les anciennes fonctions poursuivies parallèlement au combat dans le passé ; d'autres ont pris une importance nouvelle et un caractère nouveau. Nous pouvons par conséquent faire entrer en B2 « l'acceptation européenne et son contrôle coopératif des activités résiduelles de l'ancienne organisation de combat ». Il est superflu de dire que l'anthropologue devrait étudier chacune de ces rubriques comme des facteurs de la situation sociale et sans aucune prévention politique, sans préjugé ou tendance.

En passant à la colonne C, « Formes suivantes de la tradition », nous devons noter la résistance africaine, la soumission politique et leur influence sur le souvenir et la réaction actuelle (C1). Contre l'affaiblissement des institutions militaires (B2), nous devons enregistrer le souvenir vivant de la gloire passée, l'histoire de la guerre et ses avantages tels qu'ils ont été décrits plus haut chez les Bomba, les Pondo et les Ngoni (C2) ; alors qu'en C4 nous devons placer les idéaux africains de bravoure et de valeur de la guerre. Dans l'étude des anciens *cadres* tels qu'ils survivent, nous devrions faire entrer ces activités et ces fonctions dont les agents européens n'ont pris aucune connaissance officielle ; ce sont les phénomènes de la colonne C non reconnus dans la colonne A ; ce sont les intérêts vitaux et les institutions vitales de l'Afrique qui sont ignorés dans le cadre de la politique européenne. La comparaison entre cette rubrique (C2) et la 2 de la colonne B nous révélerait jusqu'à quel point les anciens régiments ont été utilisés sous l'*Indirect Rule* et d'autres systèmes visant à adapter la vie africaine aux nouvelles nécessités. Par exemple, tout récemment l'École nationale du Swaziland a été reconstituée en adaptant les anciens principes régimentaires dans son travail de classes ¹. Comme on l'a déjà indiqué, ce fait entrerait manifestement dans la colonne B, mais l'inculcation de la fidélité au chef, l'enseignement des traditions tribales et la formation de la morale sexuelle poursuivis pendant de longues années dans les anciens camps régimentaires, sans aucune coopération ou reconnaissance des missionnaires, pédagogues ou fonctionnaires gouvernementaux, appartiennent à la colonne C. En regard de l'extension des guerres européennes (A3), nous devrions étudier dans la colonne C, les réactions résiduelles des entreprises militaires ou la soumission passive au recrutement.

Pour l'anthropologue qui tente d'organiser son matériel de façon à ce qu'il soit utile en théorie et en pratique, la division préconisée ici est la seule qui soit appropriée. Elle nous permet de répartir le matériel directement, en se référant au fait essentiel que l'Afrique et l'Europe coopèrent sur certains points et agissent tout à fait

¹ Pour une description détaillée, voir Hilda BEEMER, « The Development of the Military Organization in Swaziland », *Africa*, X (1937), pp. 195-203.

indépendamment sur d'autres. Sur cette base, l'anthropologue pourrait proposer d'autres suggestions et d'autres critiques. Une grande partie de l'œuvre économique effectuée par les régiments du Swaziland est une oeuvre d'utilité publique. Tenant compte de la question délicate du travail forcé et de la tendance constante de l'administration à empiéter sur les privilèges du chef, le chercheur sur le terrain devrait faire ressortir la distinction qui existe entre les travaux publics d'importance tribale et le travail effectué principalement ou exclusivement pour le bénéfice du chef. Je crois qu'une étude attentive du sujet révélerait que très peu a été accompli à l'avantage particulier du dirigeant et que la plus grande partie du travail est accompli pour des fins d'utilité publique.

Pour en revenir à notre diagramme synoptique, nous devrions enregistrer dans la colonne D, le passé reconstitué, des phénomènes tels que les conditions intertribales d'une région : par exemple l'existence de tribus offensives et compétentes, parallèlement aux communautés agricoles économiquement efficaces. Les razzias de bétail constituaient l'une des principales sources de revenus pour les tribus Masaï, la plupart des tribus Hamites et les tribus Nilotiques. Pour intéressant que soit ce fait du point de vue des relations humaines passées et présentes, il ne peut fournir aucune directive pour l'avenir, car nous ne pouvons ni faire revivre ni encourager le vol. Ici aussi nous devons considérer la position du chef en tant que leader de la guerre (D2), non pas dans le sens où cela affectera aujourd'hui son prestige, mais plutôt comme un instrument positif de pouvoir, du fait qu'il était le commandant, le grand sorcier et le distributeur du butin de la guerre. Encore une fois, ces conditions telles qu'elles existaient en fait, n'ont aucune application, quoique leur souvenir contribue encore au maintien du statut du chef. Dans la mesure où elles le réalisent, elles constituent des données pour la colonne C. Nous aurons finalement besoin d'une description complète des causes et effets de la guerre, des méthodes, de la stratégie et des tactiques (D3), en même temps qu'un compte rendu des principes de la loi intertribale en temps de paix et en temps de guerre (D4), car ils offrent un très grand intérêt pour l'étude comparée de la guerre humaine ¹. Pour l'administrateur et l'anthropologue expérimental, une telle connaissance est hors de propos puisque les combats de grande envergure ont été totalement réprimés par l'occupation européenne.

Si nous considérons la colonne E, les forces nouvelles de réintégration ou de réaction africaines, il faudrait noter qu'à la suite de l'extension des guerres européennes en Afrique (A3), un stimulant a été fourni aux Africains pour comparer et critiquer divers États européens, qui a pesé sur le nationalisme indigène et a donné lieu à des revendications d'indépendance et d'autodétermination (E3).

Notre étude de la guerre nous a permis de détecter et de classer les forces actives dans le contact culturel. Même dans la discussion d'un phénomène relégué dans le

¹ Pour une discussion comparative de la guerre et de sa valeur pour les conditions européennes modernes, voir MALINOWSKI, *« An Anthropological Analysis of War »*, *American Journal of Sociology*, XLVI, n° 4, 521-550. (N. de l'éd.).

passé, nous voyons que le seul élément pertinent du point de vue pratique est sa survie sous une forme clandestine et partiellement mutilée dans la vie actuelle. L'examen comparatif par lequel les différentes approches ont été traitées séparément, en étant cependant mises en corrélation à chaque instant, serait, me semble-t-il, un instrument aussi valable dans le travail positif sur le terrain qu'il est suggestif pour des conclusions et une classification résumée des résultats. Il suggère des points particuliers pour l'étude attentive dans chaque zone et nous permet aussi de formuler certaines conclusions pour la politique générale. Quant à la guerre, la critique morale essentielle est de savoir si, en nous vantant d'avoir donné une paix totale et éternelle à l'Africain, nous ne camouflons pas en réalité un crime de première grandeur en impliquant les membres des tribus africaines dans nos querelles armées, avec leurs destructions massives de la vie et des biens ¹. Un des premiers pas sur la route de la paix ne consisterait-il pas à admettre une fois pour toutes que les colonies ne devraient pas être attirées dans les guerres européennes comme unités de combat ? L'issue ne semble pas douteuse que lors d'une guerre en Europe, aucun sang versé par les Africains en Afrique ne contribuera au règlement final des résultats. Pourquoi alors organiser les Africains pour des guerres plus importantes et plus sanglantes, alors que l'un des bienfaits indiscutables que nous pouvons leur apporter serait la paix réelle ?

¹ Ce manuscrit a été rédigé par Malinowski entre 1938 et 1939. Je ne sais pas quelle aurait été son attitude devant l'utilisation des troupes indigènes dans la 2e guerre mondiale. Mais il est certain que « le don de la paix par l'Europe » aux soi-disants peuples primitifs contraints de se soumettre à l'administration par des États plus « civilisés », apparaît plus ironique encore.

Parmi les papiers de Malinowski se trouvaient certaines notes concernant le matériel du Dr Hunter sur la guerre dans le Pondoland. Il considérait que certains points en particulier demandaient une étude détaillée, à savoir si les indigènes croyaient qu'avec la cessation des hostilités tribales la vitalité des hommes avait souffert ; s'il y avait en fait des symptômes de décadence ; si les conflits internes s'étaient accrus dans la tribu ; s'il y avait d'autres types d'exercices compensatoires, tels que les razzias clandestines de bétail, etc. « Ce qui est réellement important pour le présent et l'avenir », insistait-il, « c'est de savoir jusqu'à quel point la destruction de l'organisation militaire a sapé l'autorité, certaines qualités personnelles et émotionnelles ; jusqu'à quel point elle a libéré des énergies pour différents types de poursuites ». (N. de l'éd.).

Chapitre IX

RÉFLEXIONS SUR LA SORCELLERIE

[Retour à la table des matières](#)

Il est indubitable que tous les efforts des missionnaires, des pédagogues et des administrateurs européens ont échoué jusqu'à présent dans leur manière de traiter la sorcellerie. Les rapports témoignent partout de son développement ¹ : Orde-Browne pense que l'administration traite le problème de façon fort peu satisfaisante ², alors que les multiples organismes indigènes qui traquent les sorcières, tels que le *Bamuchapi*, montrent à quel point elle est vivace. L'argument de valeur qu'apporte le Dr Richards dans son article sur les Bemba montre comment la désintégration, tout en faisant disparaître certaines croyances, augmente la croyance dans la sorcellerie ³. Nous avons ici un problème typique de l'évolution culturelle, avec une superstition africaine et un symptôme caractéristique d'un certain aveuglement qui loin de diminuer s'accroît sous l'influence éclairée de l'enseignement et de l'éducation des missions. Partout où il découvre ces résultats paradoxaux, le savant devrait les signaler très exactement, révéler leurs causes et devrait donner un avis s'il en voit la possibi-

¹ Un numéro spécial d'Africa était consacré à une discussion sur la sorcellerie. En plus des auteurs cités dans ce chapitre, voir également l'article de C. Clifton ROBERTS, « Witchcraft and Colonial Legislation », Africa, vol. VIII (1935).

² G. St. J. ORDE-BROWNE, « Witchcraft and British Colonial Law », Africa, VIII, 483.

³ A. I. RICHARDS, « A Modern Movement of Witch-Finders », VIII, 458.

lité. Cette prise de position courageuse d'un ancien administrateur du gouvernement, Frank Melland, confond bon nombre d'anthropologues ¹.

Plus que partout ailleurs, il devrait y avoir entière collaboration sur un point sur lequel les deux parties (africaine et européenne) semblent se rencontrer, et en fait devraient se rencontrer, pour éliminer la sorcellerie. L'administrateur, le missionnaire, le pédagogue et même l'entrepreneur pour qui le prétendu médecin-sorcier constitue un élément perturbateur parmi les travailleurs indigènes - sont unis dans leur désir d'en venir à bout. Cela coïncide exactement avec le désir sincère qu'a l'Africain de voir éliminer la sorcellerie. Pourquoi trouvons-nous dans ce cas une persistance paradoxale, même lorsque les Européens la combattent, sévissent, et que l'Africain en souffre ? Les Africains ne demandent qu'à être débarrassés de ce qu'ils considèrent comme une force dangereuse et criminelle. Et c'est cependant ici que nous trouvons, dans la manière positive de traiter la question, une divergence presque totale entre les buts communs des indigènes et des Européens d'une part, et de l'autre les résultats obtenus.

La sorcellerie, détestée des Africains et proscrite par les Européens, a été bannie sur un plan officiel, mais elle est pratiquée clandestinement et apparemment sur une bien plus grande échelle que dans l'ancien temps. On rapporte qu'elle fleurit dans les compounds miniers, les réserves urbaines, les plantations et même dans les missions. Il ne me semble pas qu'il faille en chercher très loin les raisons. En inventant des moyens pour débarrasser les Africains de ce fléau, les Européens ont procédé dans l'ignorance complète des faits et ont traité des principes d'une manière peu intelligente. Un état d'esprit profondément enraciné et institué, non pas dans le fonds d'une superstition fortuite mais d'une psychologie humaine universelle, ne peut être aboli par une législation. Il ne peut être extirpé par une simple méconnaissance ou une négation de son existence.

Quelle a été l'approche européenne ? L'Européen est tenté à la fois de sous-estimer et d'exagérer la croyance. En tant que sceptique éclairé et chrétien, il ne tient pas compte de sa possibilité (et en cela il est sans aucun doute dans le vrai). En tant que dirigeant bienveillant et paternel, il ne peut s'empêcher d'être impressionné par la force de la croyance primitive ; par l'élément de chantage qu'elle contient ; le malheur qu'elle provoque ; la haine et la rancune qui l'accompagnent. Il est donc ébranlé à la fois par la conviction que c'est une fiction et par la découverte que c'est une fiction dangereuse. Par conséquent il légifère contre son exercice, qui, S'il est une réalité, ne doit pas être ignoré par la loi ! Il légifère également contre l'accusation de sorcellerie, punissant ainsi pareillement le criminel et le dénonciateur. L'élément absurde réside dans le fait que dans le statut de la Rhodésie du Nord, par exemple, une même sanction pénale est imputée à l'exercice de la sorcellerie (a) et à l'accusation de sorcellerie (b). Cependant, si (a) est un crime, comment peut-on poursuivre ceux qui témoignent contre ceux qui exercent la sorcellerie ? Si (b) est un crime, alors (a) ne peut en être

¹ F. MELLAND, « Ethical and Political Aspects of African Witchcraft Africa, VIII, pp. 495-503.

un. En d'autres termes, pour exécuter une moitié du code il faut infirmer l'autre moitié ; sinon il faut toujours emprisonner ensemble l'accusé et l'accusateur.

Quelle est la part de réalité au fond de la sorcellerie ? La réponse, et seule la réponse exacte, peut révéler le facteur commun. Nous devons prendre position sur le principe qu'on ne peut tuer par sorcellerie. Nous devons en même temps insister et avec une force égale sur le fait que la croyance dans la magie est psychologiquement effective. D'une part elle mine la vitalité du patient, entrave son action et peut ainsi en fin de compte contribuer à sa mort. Toute l'approche psychiatrique moderne, Coué, la thérapie fondée sur la prière et la suggestion, la Christian Science, dans la mesure où elles présentent un élément d'efficacité thérapeutique, démontrent que la diathèse mentale du patient a une très grande importance. Qu'un malade ait le sentiment que sa maladie lui a été « envoyée » ou provoquée par quelqu'un, qu'il ait la conviction qu'il est dans une période de malchance, il peut succomber.

Mais cette explication elle-même ne montre que les effets de la croyance et non les fondements psychologiques, sociaux et économiques de sa persistance. La sorcellerie n'est pas fondée essentiellement sur la malveillance agressive du sorcier qui souhaite faire du mal et qui soumet ses victimes au chantage de la croyance. Le sorcier est souvent la victime involontaire, parfois la victime complice. La sorcellerie est essentiellement enracinée dans les réactions psychologiques de ceux qui souffrent de mauvaise santé, de malchance, d'incapacité à contrôler leur destin et leurs chances. Comme telle, c'est une traduction de la destinée et de malheurs personnels dus aux impératifs du sort, en termes de malveillance humaine maîtrisable. C'est donc une théorie construite *post hoc* pour expliquer la malchance, la maladie et la mort. C'est une opération dans laquelle l'initiative, la mauvaise volonté et la procédure active sont imputées à des êtres humains bien déterminés. Le diagnostic est fait parfois par révélation directe, rêves, visions, mais généralement par l'intermédiaire d'un devin. Les poursuites peuvent alors être entamées. Le sorcier est accusé, jugé, obligé de réparer le tort causé, en recourant par exemple à une contre-magie. Pour libérer les êtres humains de la croyance dans la sorcellerie, il faudrait les doter de prospérité, de santé et de vie éternelle.

La magie noire est donc basée sur deux principes fondamentaux. L'un d'eux, qui consiste à rendre un être humain responsable de sa malchance, réduit les éléments métaphysiques ou fatalistes dans la réaction de l'homme à cette malchance. Il y a beaucoup plus d'espoir dans le fait de déjouer les machinations humaines qu'en ayant affaire aux lois du sort ou à la volonté de Dieu. De ce point de vue, une fois que nous avons compris les racines psychologiques, sociales et morales, nous voyons que la sorcellerie, loin d'être un véritable fléau, est en quelque sorte une source de réconfort et d'espoir, une arme pour gouverner l'ingouvernable. Dans la mesure où une croyance dans la magie noire implique toujours la croyance dans sa contre-partie, elle peut parfois sauver le patient par les mêmes voies psychologiques. L'éternel slogan du missionnaire, du moraliste ou du pédagogue : « Nous libérons ces peuples du cauche-

mar de la sorcellerie », ne constitue par conséquent que la moitié de la vérité ; en fait il couvre la moindre moitié.

L'autre élément essentiel de la magie noire est sociologique. Quels sont les déterminants sociaux et personnels qui autorisent le rejet de blâme sur un individu plutôt que sur un autre ? Puisque la sorcellerie est basée sur la psychologie du bouc-émissaire, les gens les plus à blâmer sont vraisemblablement ceux avec qui l'on entre le plus facilement en conflit. Ainsi, certaines caractéristiques personnelles prédestinent-elles au rôle de sorcier ou de sorcière des individus mal équilibrés, des individus exceptionnellement doués, des êtres physiquement ou mentalement anormaux. Dans certaines relations sociales, le soupçon est également déterminé par des données plus générales. On dépistera les fautifs parfois parmi les parents proches ou les parents par alliance, ainsi que l'on peut s'y attendre d'après le fondement solide de la psychanalyse que chaque homme de science peut admettre comme bien-fondé. La sorcellerie peut être aussi souvent suspectée dans des relations où règne une forte pression économique et sociale ; ou bien le soupçon peut se développer entre individus en conflit, qu'il soit juridique, économique ou politique.

La croyance dans la sorcellerie restera toujours un symptôme de misère économique, de tension sociale, d'oppression politique ou sociale. Nous n'avons qu'à regarder les conditions actuelles en Europe ¹ et voir comment la psychologie du bouc-émissaire a fait naître des attitudes et des actions fort voisines de la chasse aux sorcières : les persécutions des Juifs en Allemagne des saboteurs, des espions et des trotskistes en Russie des libéraux et anti-fascistes en Italie. Une telle psychologie est essentiellement humaine et permanente : je veux dire la concentration du blâme et de la haine sur certains groupes nettement définis, soupçonnés de provoquer des maux pour lesquels il faudrait autrement incriminer tous les membres de la communauté, son gouvernement, les lois du sort ou d'autres éléments contre lesquels une réaction immédiate est impossible. Dans l'ensemble, l'évolution culturelle produit en Afrique des conditions de misère économique, d'incertitude politique et de conflits personnels. Il n'est donc pas étonnant que la croyance dans la sorcellerie augmente plutôt qu'elle ne diminue.

Je propose que la commune mesure entre l'approche rationnelle et l'approche logique de la sorcellerie et de la croyance indigène soit recherchée dans le contexte sociologique de la malveillance humaine, de la rivalité et du sens du préjudice, qui forment la structure positive des relations sociales et sur lesquels le pouvoir surnaturel a toujours opéré. Supposons que A soit convaincu d'être ensorcelé et qu'il accuse B de sorcellerie. Cette accusation peut signifier que B, qui a une forte personnalité, a systématiquement persécuté A et que l'acte surnaturel n'est qu'une partie d'un réseau complet de pratiques malveillantes franches. Or cela peut signifier l'inverse : que B a lésé A d'une façon qui ne l'expose pas à des poursuites devant les tribunaux européens ou indigènes. La réaction naturelle, également utile du point de vue européen et du point

¹ 1938. (N. de l'éd.).

de vue indigène, serait de faire ressortir un acte d'accusation, de le traiter d'après sa valeur psychologique et de porter le cas devant un tribunal indigène sous contrôle ¹. Il nous révélerait la structure des méfaits, des actes malveillants et des actes contraires, des intrigues et des haines. Je ne veux nullement dire que ce serait la solution idéale. Ce pourrait être à certains moments un cas de catharsis publique, presque au sens psychanalytique du terme, qui pourrait à certains moments mettre en lumière les méfaits positifs mis à exécution dans les rapports entre A et B et peut-être dirigés à partir de l'ensorcelé contre le sorcier. Dans de tels cas, la sorcellerie est simplement la revanche de l'homme plus faible. Une action légale donnant satisfaction à la victime du méfait antérieur pourrait en même temps faire disparaître une injustice latente mais réelle, mais aussi éliminer la crainte d'une vengeance surnaturelle. De toute façon, cela permettrait au code des lois européennes de ne pas pousser à la clandestinité les pratiques de la sorcellerie et la croyance dans la sorcellerie, de ne pas donner aux indigènes le sentiment d'avoir été livrés eux-mêmes à tous les adeptes possibles de la magie noire. J'ose dire que cela pourrait permettre de donner libre cours à de nombreux griefs qui, dans certains cas, mériteraient d'être redressés.

Ici, l'anthropologue suggère un certain nombre de conclusions pratiques à son argumentation. Tout d'abord, il serait bon de ne pas nier la réalité de la sorcellerie, mais de la reconnaître comme un fait, en établissant ainsi la commune mesure de la compréhension mutuelle entre l'Africain et l'Européen. Puisque tous les cas de sorcellerie ne sont pas le sous-produit de l'oppression, de l'injustice ou de l'exploitation, l'autorisation de discuter les accusations de sorcellerie devant un tribunal indigène pourrait apporter un remède indirect. Et surtout, il est manifestement absurde de traiter ce symptôme d'une adaptation défectueuse autrement que par la création de meilleures conditions économiques, politiques et légales.

Ici encore, l'anthropologie appliquée nous conduit à remanier les problèmes, à poser de nouvelles questions et à analyser ce qui est en même temps plus vaste, plus compréhensif, plus authentiquement fonctionnel et capable d'une application pratique ².

¹ Un avocat puissant d'un examen sérieux de la sorcellerie est Frank Melland, que nous avons déjà cité. Pour un exposé de sa position voir son article, *op. cit.*, pp. 502-503.

² Alors que l'instruction peut agir comme facteur d'affaiblissement de la croyance dans la sorcellerie, elle joue à mon avis un rôle beaucoup moindre qu'il n'est généralement supposé. Aucun degré d'instruction n'a empêché les formes modernes de chasse aux sorcières en Allemagne, en Russie et en Italie. Dans ce cas, la prospérité peut être un facteur de plus grande valeur que l'instruction.

(Dans les manuscrits de Malinowski concernant la sorcellerie, les problèmes ont été manifestement traités dans les termes de sa triple approche, mais il n'y a aucune référence directe à un diagramme. Il avait cependant dressé plusieurs diagrammes et, parmi ceux-ci, deux d'entre eux comportaient les différents points traités dans ce chapitre. J'en ai donc introduit un ici, en guise de résumé de l'argumentation de la partie précédente (N. de l'éd.).

DIAGRAMME DE LA CRITIQUE DE LA SORCELLERIE

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus de contact et d'évolution culturels	Formes survivantes de la tradition
1. Désir sincère de venir à bout de la sorcellerie.	1. Le facteur commun : idéal apparent de collaboration sympathique entre les informateurs indigènes et les enquêteurs éclairés.	1. Désir sincère d'être débarrassé de la sorcellerie.
2. Proscription sommaire de la croyance dans la magie : sans discernement, stricte, radicale et mal informée.	2. Devenue clandestine, elle prospère dans des conditions d'évolution dans les villes et les réserves. Confusion totale. Impression que la loi européenne encourage la sorcellerie. Ressentiment puissant.	2. Forte croyance survivant encore: magie bonne et mauvaise ; sorcellerie avec intention de nuire ; contre-magie comme antidote.
3. Ignorance des mécanismes psychologiques et sociaux réels. La législation actuelle comprend : a) principe selon lequel la pensée et les idées peuvent être maîtrisées par les méthodes politiques ; b) conviction que la sorcellerie est une illusion et un mal ; c) ne parvient pas à établir la distinction essentielle.	3. Les indigènes notent un accroissement de la magie noire et de la sorcellerie. Blâment les missions et l'administration. Cause réelle; augmentation de la misère, morbidité, impossibilité de contrôler la pauvreté ; parallèlement : augmentation des rivalités entre indigènes.	3. Croyance reposant sur des fondements puissants dus à : a) réalité psychologique et culturelle de la magie. Traduction du destin en méfaits ; b) psychologie de la traduction du déterminisme de la fatalité en ce qui est humain ou surnaturel; psychologie du bouc-émissaire ; c) service limité mais réel rendu par la sorcellerie à l'individu au aux communautés en détresse.
4. Incurie dans la pratique et difficultés de l'administration à comprendre et à appliquer. Attitude des missions qui ignorent en partie, s'opposent en partie à la croyance dans son ensemble.	4. Mouvements indigènes de chasse aux sorcières (<i>Bamuchapi</i>), utilisant de nouvelles méthodes contre l'ancienne croyance. Leur succès temporaire - un indice de la vitalité de (A).	4. Ancien type de dé couverte de sorcières sapé par la persécution administrative. Incapable de tenir tête aux nouveaux soupçons dirigés contre les indigènes chrétiens.

Chapitre X

PROBLÈMES DE LA NUTRITION INDIGÈNE DANS LEUR CONTEXTE ÉCONOMIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Tournons-nous maintenant vers un sujet qui est autant une question de présent et d'avenir que la guerre indigène est une chose du passé. Le régime et l'intendance des tribus africaines ont été très affectés par l'évolution des conditions économiques ; les plans, la recherche et la politique concernant la nutrition doivent donc être inspirés par les conditions actuelles dans les zones tribales et par les perspectives futures, plutôt que par un intérêt archéologique pour les singularités du passé. Certaines conditions particulières de la nutrition appartiennent au domaine du contact et de l'évolution: l'alimentation sur une grande échelle de la main-d'œuvre indigène ; les tentatives pour produire de nouvelles récoltes ; le développement de goûts nouveaux et de nouvelles habitudes diététiques. Il est évident que de tels phénomènes doivent être considérés par rapport aux habitudes alimentaires des tribus indigènes qui sont incorporées dans les camps de travail ou dans les compounds miniers, qui travaillent dans les plantations ou en coopération avec les Blancs comme employés. En même temps, l'évolution est produite et contrôlée dans une large mesure par l'influence européenne. Les choses sont compliquées aussi du fait que les divers agents et intérêts n'agissent pas dans l'unité ou même en ayant une politique équilibrée et coordonnée. Dans le contrôle administratif, le fonctionnaire politique, le médecin-expert et l'administrateur, l'officier des services de santé et le pédagogue travaillent parfois sans coordination étroite de leurs buts et de leurs méthodes. Encore une fois, une vaste entre-

prise européenne, quoique souvent soumise aux règles gouvernementales, est principalement déterminée par ses propres nécessités et ses limites économiques. Quand elle a à son service, comme en Afrique du Sud et au Congo belge, un corps d'experts scientifiques qui projettent un système rationnel de diététique, cette forme particulière de l'influence européenne doit être considérée aussi comme un facteur de la situation.

Plusieurs tentatives ont été faites récemment pour aborder le sujet du régime africain du point de vue scientifique. On a constaté que de nouveaux efforts, tant musculaires que nerveux, ont été imposés à l'Africain ; qu'il est exposé à de nouvelles maladies et qu'il travaille souvent dans des conditions d'hygiène moins bonnes que celles de sa vie tribale. Pour maintenir l'Africain en bonne santé, pour augmenter son rendement au travail et même son niveau général d'énergie, d'intelligence et de résistance à la maladie, une étude et des règles pratiques sont nécessaires. Biologistes et médecins travaillant sur le problème ont reconnu que s'occuper de la maladie sans considérations de mesures préventives et d'un schéma constructif de la nutrition est vain et « que l'apport continu d'une alimentation suffisante et bien équilibrée » dépend du « statut économique de la communauté » ¹. L'étude du changement de régime doit donc faire intervenir l'anthropologue comme collaborateur du médecin et du biologiste, puisque tous les points concernant les besoins nutritifs de l'Africain doivent être examinés en rapport avec l'environnement économique, politique et social en évolution.

De ces remarques préliminaires, il ressort que nous pouvons mieux fixer le problème en utilisant notre schéma synoptique avec sa triple approche. En ce qui concerne ce sujet, nous pouvons constater l'inapplicabilité du point zéro, c'est-à-dire les conditions tribales telles qu'elles existaient avant l'arrivée des Européens. Le fait que les ancêtres des manœuvres travaillant dans les compounds miniers aient été cannibales ou végétariens, qu'ils aient tiré leur subsistance de grands troupeaux de bétail ou qu'ils aient enduré la faim dans des zones désertiques, n'a rien à voir avec la détermination des éléments caloriques, vitaminés et de la valeur nutritive du régime. Ce qui importe beaucoup plus, c'est de savoir si ces indigènes viennent de quartiers réservés ou ont été recrutés dans des réserves où l'alimentation tribale survit encore largement sous sa forme originale. Il est important de savoir s'ils viennent à leur travail et à leurs repas, accoutumés au régime européen ou avec des goûts, des habitudes alimentaires et des préjugés vaincus, encouragés ou réadaptés.

Prenons le cas d'un enfant d'un quartier indigène de Johannesburg, Prétoria ou Durban. Qu'il ait souffert de la faim ou qu'il ait été suralimenté dépend du revenu de ses parents, de l'apport alimentaire disponible, et de la formation de ses habitudes. Le fait de savoir combien la ville indigène a conservé de besoins et d'idées traditionnels, de connaître l'existence de repas de viande liés à l'abattage rituel, adaptant des céré-

¹ Ce sont les conclusions de la Conférence Internationale des Services de Santé réunie au Cap en 1932. Citées dans le volume de *Africa* consacré aux problèmes de la nutrition, IX, n° 2, 153. Nous aurons l'occasion de revenir à cette importante collection d'essais sur le régime africain dans des conditions de contact culturel.

monies anciennes aux cérémonies chrétiennes ; les préférences bantoues pour le mil plutôt que le blé - tout cela est théoriquement significatif et pratiquement important. Mais le comportement de ses arrière-grands-parents en matière de chasse et d'agriculture, d'alimentation et de repas est inapplicable à tout projet de politique diététique. Les Africains du sud, de l'ouest, de l'est ou du centre du continent ont maintenant à leur disposition des ressources totalement différentes et nouvelles. D'autre part, ils ont été privés d'une partie de leurs possessions antérieures et ont été très limités dans l'exercice de leurs anciennes occupations. Rien ne fera renaître l'apport sain, manifestement sapide de la nourriture liée au cannibalisme. L'esclave n'a plus sa place dans les améliorations concertées en agriculture. La char rue est maintenant un élément de la culture du sol. Surtout, aucun programme ne peut intelligemment ressusciter le temps où aucune économie monétaire n'existait en Afrique, quand de très grandes quantités de denrées comestibles importées de l'étranger ne pouvaient être lancées sur le marché dans les zones tribales et quand les indigènes n'avaient rien à échanger contre les denrées alimentaires importées. L'entrée de l'Afrique dans l'économie mondiale a définitivement rayé de la liste des faits pertinents et vitaux, un grand nombre des anciennes conditions qui affectaient primitivement le régime indigène.

Ces conditions anciennes ne reviendront jamais sous leur forme primitive complète. En même temps, la plupart des types d'économie africaine sont encore de type tribal ; et leurs habitudes alimentaires, leurs préférences gastronomiques, leur passion pour la bière indigène et leurs attitudes concernant la viande et le bétail exercent une profonde influence en matière de revenu et de nourriture, ainsi que sur le plan social et psychologique. Distinguer entre ce qui, du passé, est mort et enterré et ce qui survit encore puissamment est manifestement, en matière de régime, d'une importance primordiale. Cela ne peut être accompli qu'en séparant la reconstitution historique avec toutes ses méthodes spécifiques d'observation et de dialectique, de l'observation simple et directe des institutions et valeurs qui ont encore cours.

Il faut noter ici que le Nutrition Committee of the International African Institute a pleinement admis ce principe. La reconstitution historique ne figure pas dans son exposé du problème¹ et les questions se réfèrent aux types d'alimentation actuellement consommée et produite, aux effets de ce nouveau régime et aux déterminants du choix d'alimentation des indigènes. L'exposé ne pourrait être mieux fait, mais il est plus utile de considérer les facteurs agissant sous les trois rubriques de l'influence européenne, des processus positifs d'évolution et des citadelles tribales de la tradition, plutôt que de grouper ces éléments sous un seul titre.

Dans la colonne A du schéma synoptique (un peu plus loin), nous placerons comme d'habitude les intérêts et les intentions des Blancs. Naturellement, la méthode d'étude serait ici fondée sur le travail sur le terrain des Blancs qui contrôlent la nutrition des indigènes, y compris les biologistes, les médecins et les sociologues, les directeurs des compounds miniers et des réserves indigènes, les commerçants qui

¹ Loc. cit., p. 148.

vendent les produits alimentaires aux indigènes. Elle impliquerait la lecture des documents disponibles et la connaissance des théories et des politiques des ministères, des missions et des entrepreneurs. Mais ici, comme toujours, les intentions des Blancs ne peuvent jamais être simplement traduites dans la pratique. Prenons par exemple l'avis scientifique en matière d'alimentation. Le travail de défrichage des Drs Orr et Gilks a révélé l'existence de facteurs de la plus haute importance concernant deux tribus représentatives : celle des Masaï qui se nourrissent surtout de viande, de sang et de lait ; et celle des Kikouyou qui ont un régime végétarien. Ces deux types de nourriture ont été rattachés aux caractéristiques physiques, à la résistance à la maladie et même au rendement général des tribus ¹. Mais il est clair qu'une telle connaissance ne peut être traduite directement en pratique. Si nette soit la manière dont nous admettons que les Masaï ont davantage besoin de gruau et les Kikouyou de viande, nous ne pouvons pas nourrir les premiers à la cuillère et les seconds à la fourchette. La difficulté de l'intendance à l'échelle tribale est manifestement insurmontable, sans parler du problème qui consisterait à corriger leurs goûts. Du fait de la formation séculaire de leurs habitudes, les Masaï ont développé une attitude culturelle qui leur fait tout simplement détester le régime végétarien et mépriser l'agriculture. Les Kikouyou s'opposent également à un régime carnivore excessif, quoique de temps à autre ils aiment se repaître d'un animal abattu. On peut amener l'indigène devant une table surchargée de mets, mais on ne peut lui faire avaler les vitamines, phosphates, calories et autres abstractions nutritives.

Lorsqu'on en vient à la limite séparant la colonne A de la colonne B, entre ce qui est scientifiquement à conseiller et son application pratique, cela comporte des possibilités beaucoup plus vastes et plus générales. Ici encore l'anthropologue entre manifestement en jeu. Car il n'est pas impossible de modifier l'économie indigène, si peu et si progressivement que ce soit. Pas plus qu'il n'est impossible, après étude, de suggérer un plan pour la commercialisation des produits alimentaires.

Ici, pour évaluer les mécanismes de l'évolution et pour faire de fructueuses suggestions en vue d'un développement progressif de sources nouvelles de produits alimentaires et de nouvelles habitudes diététiques, il est nécessaire d'étudier les habitudes alimentaires indigènes traditionnelles et l'intendance indigène. Cela figure dans la colonne C. En dehors de l'étude générale des systèmes essentiels d'apports alimentaires, nous devrions étudier la substance même du régime standard indigène, la technique de sa préparation, la façon dont il est consommé ; enfin, et ce n'est pas le moins important, le rôle d'éléments tels que la bière dans la structure sociale et la vie cérémonielle de la tribu ; ou le bétail sous ses aspects rituels et religieux ². Nous de-

¹ Cf. E. B. WORTHINGTON, « On the Food and Nutrition of African Natives », *Africa*, IX (1936), pp. 153-154.

² L'importante monographie des Drs A. I. Richards et E. M. Widdowson dans ce domaine montre qu'il serait vain pour le biochimiste d'organiser et de tracer ses données sans tenir compte de témoignages anthropologiques tels que le régime économique de la production alimentaire, l'organisation de la consommation et de la préparation des aliments, l'intérêt social irrégulier et l'importance culturelle de certains produits alimentaires dont quelques-uns comme le mil et les

vriions avoir ici la corrélation nécessaire entre les tendances conservatrices, dues non pas à un « conservatisme indigène inhérent », mais au fait que s'alimenter fait partie intégrante d'institutions complexes et ne peut donc être considéré comme une variable indépendante ; cela doit donc être rattaché aux nouvelles méthodes alimentaires, de production de denrées alimentaires et de l'utilisation culturelle au sens le plus large.

TABLEAU SYNOPTIQUE POUR LES PROBLÈMES DE LA NUTRITION INDIGÈNE DANS LEUR CONTEXTE ÉCONOMIQUE

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus de contact et d'évolution culturels	Formes survivantes de la tradition
1. Politique de contrôle: a) Règlements administratifs (rations minina, contrôle hygiénique de l'apport alimentaire); b) médical ; c) économique (travail des services agricoles) ; d) pédagogique ; e) missions et bière (cf. B2, C2, B3, C3), tabous puritains sur le plaisir et les repas dans l'alimentation.	1. Rendement positif des règles diététiques imposées. La relation des agents médicaux, pédagogiques et économiques dans les résultats finaux observés dans les régions de contact. Introduction de nouvelles céréales comestibles. Influence des récoltes économiques sur l'apport alimentaire dans les réserves. Emploi de l'argent pour la nourriture. Préférences et commerce alimentaires. Alcool illicite (voir 2 ci-dessous).	1. Système indigène d'apport alimentaire. Production alimentaire dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse. (La valeur alimentaire de ces produits ; leurs chances d'utilisation rationnelle et de développement économique). Apport alimentaire importé par un système de commerce et d'échange indigène. Périodes d'abondance et de disette - saisonnières et occasionnelles.
2. Politique et pratique de l'entreprise européenne - mines, plantations, fermes. Salaires en espèces et en rations (la quotité du revenu pour le salaire du travail doit être reliée à Blet C4). Considérations économiques (dépenses pour une meilleure alimentation en rapport avec /2 rendement et	2. Apport et emploi de rations fournies à l'indigène dans les compounds miniers, etc. Appréciation et griefs. Emploi d'argent pour des rations supplémentaires. Trafic illégal de l'alcool et ses implications nutritives, économiques et sociales.	2. Niveaux traditionnels du régime indigène. Technique de préservation et de préparation. Régime et repas comme système de routine domestique. Goûts ; valeur ; aspects sociaux et religieux de la nourriture. Bière et autres stimulants dans la vie privée

céréales cafres peuvent être importants parce qu'ils sont employés dans des cérémonies ; alors que d'autres, comme la viande et le lait, entrent dans le domaine de la religion et des distinctions de sexe, d'âge et de rang. Cf. « A Dietary Study in North-Eastern Rhodesia », Africa IX (1936).

A Influences, intérêts et intentions des Blancs	B Processus de contact et d'évolution culturels	C Formes survivantes de la tradition
l'amélioration de la santé).		et tribale.
3. Recherche scientifique et planification. Recherche physiologique et médicale (travaux au Kenya et autres colonies de l'Afrique orientale ; recherches de laboratoire en Afrique du Sud, etc.). Traduction de la théorie diététique en règles et conseils pratiques (travaux au Congo, sur les mines du Rand).	3. Action des prescriptions scientifiques en matière de régime dans les zones de contact. Rapport des règles de nutrition et du contexte plus large de la commensalité, signification sociale des repas et de la nourriture. Effets des tabous puritains, en particulier sur l'alcool dans les zones de contact.	3. Effets des goûts nouveaux et des nouvelles habitudes sur les systèmes alimentaires traditionnels. <i>Ces données pour une colonne E.</i>
4. Évaluation scientifique des exigences du travail industriel sur l'organisme de l'Africain (application des avis et méthodes de la psychologie industrielle au travail africain).	4. Adaptation des travailleurs au travail européen. Conditions (sociales, psychologiques et physiologiques) concernant l'alimentation, dans lesquelles l'indigène « brut » vient au travail. Évolution dans la santé, le rendement, les goûts pendant la période d'adaptation. L'expérience belge du « la. bor-farming ».	4. Influence de l'exode masculin sur la production alimentaire indigène et la consommation. (Emploi du salaire pour l'amélioration agricole ; achat de terres, outillages. <i>Ces données pour une colonne E.</i>)

Si nous nous rendons compte à quel point les préjugés alimentaires sont vivaces en Europe, à quel point ils séparent une nation d'une autre et à quel point il est difficile de les surmonter, nous n'avons pas besoin de parler avec mépris du conservatisme alimentaire africain. Les Anglais sont aussi pointilleux sur la consommation des grenouilles et des escargots au sud de la Manche que les Français le sont sur la simplicité et la nature fruste des goûts de la Dation qui a une centaine de religions mais une seule sauce. Le système des castes aux Indes et la séparation par classes dans le monde sont associés aux habitudes alimentaires et à celles de la table. On trouve naturellement le même état de choses en Afrique ; il doit être traité scientifiquement, c'est-à-dire avec autant de sympathie que d'intelligence.

La plus grande partie de ce qui ressort de la discussion antérieure se trouve déjà incorporée dans le tableau synoptique. Le lecteur qui se livre à un examen attentif de la question se rendra compte qu'il a été construit sur le même plan que le tableau précédent, à propos de la guerre en Afrique. La colonne D, comprenant les résultats de la

reconstitution historique, a été omise pour des raisons de simplification. Nous pourrions y placer en (1) « les systèmes indigènes d'économie tribale comme source indépendante et limitée d'apport alimentaire ». Nous pourrions y ajouter en plus de l'organisation sociale ordinaire d'un caractère économique, « l'esclavage comme facteur de production alimentaire ». Ou bien ce dernier détail a complètement disparu, ou bien il joue un rôle utile ; et puisque l'apport d'un nouveau travail d'esclave n'est plus disponible, il est inapplicable pour une planification future. « Les sources extérieures de nourriture dues à la guerre et au butin » appartiennent également au passé. « L'apport alimentaire importé par les systèmes indigènes de commerce et d'échange » et les « périodes d'abondance et de disette, occasionnelles et saisonnières » correspondent à des rubriques similaires dans la colonne C. Mais les faits à situer autrefois sous ces titres auraient indiscutablement une forme et une signification différentes. Ils auraient un très grand intérêt théorique, mais offriraient très peu d'applications pratiques à des problèmes d'orientation dans l'évolution culturelle. Nous pourrions aussi étudier en colonne B « les modèles de régime des temps anciens » ; « leurs implications sociales et économiques » ; « le rôle du chef comme amphytrion dans les fêtes tribales » ; « la consommation alimentaire au cours des réunions tribales et les beuveries de bière ». La comparaison de cette colonne avec C serait intéressante pour l'anthropologue en ce qu'elle révélerait pour chaque zone particulière tous les éléments qui ont contribué à une évolution dans les habitudes alimentaires et les apports de nourriture. Il serait très intéressant de voir, dans les différentes régions d'Afrique, jusqu'à quel point l'indigène a gagné économiquement en ce qui concerne les principes mêmes de la richesse - c'est-à-dire la quantité et la qualité de son régime. Qu'à cet égard une amélioration ne soit pas universelle me paraît être une conclusion prévisible. Dans de nombreuses régions d'Afrique du Sud, la communauté indigène s'est progressivement appauvrie, comme on peut le constater par la lecture du Rapport de la Native Economic Commission¹. Le manque de terres, la détérioration et l'érosion des pâturages, la fuite considérable de la main-d'œuvre masculine ont inévitablement appauvri les réserves des foyers. A propos d'une importante partie de la population indigène, le Dr Hunter nous dit « que le fermier indigène » a perdu sur le plan économique par le contact avec les Européens. Travaillant beaucoup plus durement qu'il ne le faisait dans les conditions tribales, il n'a pas un régime plus nourrissant ou plus varié que le Pondo le plus inexpérimenté des réserves »². Pour sa part, l'indigène, urbanisé est rarement capable d'équilibrer son budget d'une façon satisfaisante et c'est la nourriture de ses parents et de ses enfants qui en souffre le plus gravement. Il serait cependant difficile de comparer dans le détail le passé historique avec le présent, car ici encore, si nous pouvons fournir des données objectives pour l'appréciation des conditions de bien-être dans le régime actuel, nous manquons d'observations scientifiques essentielles pour les conditions tribales pré-européennes. Chaque fois que nous abordons un problème réellement important de l'évolution, le passé historique ne peut rendre compte de l'essence même du sujet.

¹ Rapport de la Native Economic Commission, 1930-1932, par. 69.

² HUNTER, *Reaction to Conquest*, p. 517.

D'après notre tableau synoptique, nous pouvons voir cependant que ce qui est réellement nécessaire à l'exposé scientifique des conditions actuelles, c'est de connaître l'emprise de la tradition indigène sur les habitudes alimentaires. En fait, le principe même sur lequel est édifié notre tableau exige une étude de chaque question selon les trois rubriques. Prenons par exemple le 1 de la colonne C. Les exposés se réfèrent à l'apport alimentaire indigène dans une tribu donnée, qui doit manifestement être étudié d'abord dans son contexte économique tel qu'il est défini par nos rubriques successives. Si nous devions les appliquer à la seule tribu où une telle étude a été réalisée systématiquement, par le Dr A. Richards - celle des Bembas de la Rhodésie du Nord ¹ -, nous verrions que le produit agricole indigène le plus important est le mil. Cependant, en tant que culture économique, le mil est soumis à des fléaux tels que les locustes (grandes sauterelles) et aux vicissitudes du climat, et la récolte peut être insuffisante au cours des années de sécheresse. En outre, comme la culture dépend de la main-d'œuvre masculine de la communauté, l'absence des hommes recrutés dans les mines a été préjudiciable à l'agriculture indigène. Le Ministère de l'Agriculture de la colonie a fait une tentative valable pour introduire de nouvelles cultures alimentaires, surtout la *cassave*. Nous pourrions enregistrer ces efforts en B. Cependant, l'estimation de ce détail comme constituant une amélioration voulue doit être rattachée aux deux colonnes A et C.

En ce qui concerne A, en soumettant cette amélioration à la recherche physiologique et médicale, nous trouverions que par rapport au millet, la cassave manque de graisse. Dans la zone Bemba où, du fait de la mouche tsé-tsé, les indigènes sont incapables de faire l'élevage du bétail et ne trouvent pas leur ration nécessaire de graisse dans le lait ou la viande ², le passage complet au régime de la cassave pourrait devenir nuisible du point de vue physiologique. Nous constatons ainsi qu'un changement concerté, qui serait excellent du point de vue économique, serait médicalement peu souhaitable. Heureusement, la corrélation entre les colonnes B et C nous avertit que le danger n'est pas imminent. Par suite d'une longue formation traditionnelle, les Bembas préfèrent une épaisse bouillie de mil et pour des raisons sociales et même religieuses, ils ont besoin de leur bière traditionnelle qui est brassée à partir du mil ³.

¹ Cf. Dr RICHARDS, *Hunger and Work in a Savage Tribe* (1932) et *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia* (1939).

Le Dr Richards était membre du Diet Committee de l'International Institute of African Languages and Cultures, groupe d'experts médicaux et de la nutrition réunis en 1935 pour étudier le problème de la nutrition parmi les tribus africaines.

² Dr RICHARDS, « A Dietary Study in North-Eastern Rhodesia », *Africa*, IX (1936), 195.

³ Idem, p. 173.

En matière de nutrition, nous devons aussi tenir compte des empiètements des Européens, surtout l'influence des missions, qui affectent souvent les repas indigènes, leurs pratiques alimentaires et surtout les boissons indigènes. Missions et bière doivent être enregistrées en A1. Une des questions importantes que l'anthropologue doit discuter en liaison avec les missions est le fait de savoir s'il est sensé d'imposer des standards très stricts aux chrétiens africains pour des sujets touchant en somme à la *joie de vivre*. En dehors du fait que c'est un des obstacles au succès de l'évangélisation, le puritanisme absolu a fait du christianisme un coin enfoncé dans chaque tribu

Quelles seraient alors les conclusions pratiques à tirer d'une telle étude selon les trois rubriques ? Manifestement, qu'il n'est pas souhaitable de révolutionner complètement l'agriculture indigène, même là où il est possible de le faire, car cela désorganiserait un grand nombre d'institutions indigènes : cérémoniales, domestiques et économiques. De plus, toute politique délibérée destinée à provoquer un changement devrait admettre une autre conclusion importante qui ressort de notre analyse : le fait que dans un sujet aussi délicat que le régime alimentaire, une relation très précise et détaillée entre les actions des différents agents européens doit être prise en considération.

Revenant à notre tableau, le point suivant que nous rencontrons dans la colonne « Évolution culturelle » est l'introduction de cultures économiques pour l'exportation. Au Tanganyika, le Ministère de l'Agriculture tente soigneusement et efficacement de développer la production indigène de café et d'autres produits économiques. D'autre part, les colons insistent pour une législation limitative de ces activités, citant l'exemple du Kenya où dans certains districts les indigènes ne sont pas autorisés à cultiver le café. Ils fournissent toutes sortes de raisons et les publient dans des plaidoyers plus ou moins techniques favorables à cette législation. Ils allèguent tout d'abord que la culture du café et du thé par les indigènes, parallèlement à celle des Européens, est dangereuse pour les récoltes européennes, du fait que les indigènes sont incapables d'exercer une prophylaxie systématique contre les insectes nuisibles et autres maladies des plants¹. Seule une étude attentive au moyen d'un travail approfondi et impartial sur le terrain de l'évolution culturelle (c'est-à-dire jusqu'à quel point les indigènes se conforment aux avis du conseiller agricole et s'ils peuvent réaliser une hygiène des plants aussi soigneusement que les colons blancs) peut fournir une réponse décisive à de telles questions. Car il est important d'ouvrir aux Africains une nouvelle voie de développement économique. Ils ont besoin d'argent pour les impôts et les produits commerciaux. Il est donc clair qu'un véritable progrès doit être édifié sur les bases d'une richesse en augmentation progressive.

Il serait en même temps tout aussi important que les pédagogues et les agents agricoles maintiennent vivante chez l'indigène la nécessité pour lui de ne pas négliger ses propres récoltes ménagères pour la consommation domestique. La ferme attachée au domaine est toujours le principal soutien de ses moyens d'existence. La commercialisation de la production indigène n'est peut-être pas aussi complètement organisée et aussi bien capitalisée que l'entreprise européenne. Elle est touchée plus directement par les fluctuations des marchés mondiaux et si, dans n'importe quelle région, les indigènes comptaient exclusivement sur les récoltes d'exportation, ils pourraient avoir à faire face à des crises de famine périodiques. Pour autant que je le sache, ce danger n'est pas encore imminent pour les différentes parties de l'Afrique. Mais il y a des

indigène. Voir aussi du Dr HUNTER, *Reaction to Conquest*, pp. 351, 355, pour des données semblables.

¹ MAIR, *Native Policies in Africa*, p. 91.

régions où l'emploi de la main-d'œuvre indigène pour l'entreprise des Blancs et non pour la production indigène, affecte dans une très grande mesure l'approvisionnement des tribus. C'est, nous le savons, le cas des Bembas; cela se produit aussi pour les réserves sud-africaines de l'Union et des protectorats et cela influence également certaines tribus de l'est de l'Afrique¹. Si nous regardons les rubriques 2, 3 et 4 de nos trois colonnes, nous voyons que si la nourriture donnée directement au manœuvre indigène peut être (et est dans l'ensemble) une compensation inadaptée à l'effort plus grand auquel il est soumis, elle constitue cependant le seul salaire verse pour le détournement d'une grande partie de la main-d'œuvre masculine de la production indigène. L'examen d'un intéressant article du Dr Orenstein² convaincra l'anthropologue que de nombreuses études valables ont été consacrées au régime des indigènes travaillant dans les mines. Celui qui visite les mines contrôlées par l'organisation du Dr Orenstein est également impressionné par la qualité de la nourriture, la propreté et le soin apportés à sa préparation et les égards accordés aux goûts différents et aux habitudes propres de chaque tribu. Mais quand nous regardons les faits d'une manière compréhensive, telle, qu'elle est suggérée par notre tableau synoptique, et particulièrement par les rubriques 3 et 4, nous constatons qu'une ou deux questions se posent³.

Une excellente nourriture est fournie dans les mines à 300 000 personnes, mais elle est fournie au prix du détournement de leur travail par rapport à l'économie tribale. Les femmes et les enfants restés au foyer en souffrent indiscutablement, en particulier dans les communautés où 60 à 70 % des hommes valides sont en permanence absents. Est-ce une adaptation saine au point de vue d'une politique d'avenir ? Il faudrait manifestement établir avec exactitude que des efforts diététiques de cette sorte n'élèvent pas et ne peuvent élever le niveau de la santé et du rendement de la tribu.

De telles considérations ont apparemment conduit le Congo belge à une expérience intéressante : un plan radical et ambitieux pour fournir une main-d'œuvre permanente aux mines⁴. Au lieu de détacher les hommes des zones tribales, suivant la demande, par des systèmes de recrutement, certaines entreprises du Congo ont organisé dans la région minière des colonies permanentes où les travailleurs vivent en famille et sont pris en charge sur le plan médical, pédagogique et économique. Les soins diététiques commencent avant la naissance de l'enfant ; la grossesse doit être déclarée, la femme est nourrie et soignée pendant toute la période de gestation et d'allaitement ; dès l'âge de quatre ans, les enfants sont nourris par les mines, ou reçoivent des rations supplémentaires correspondant à leur présence dans les garderies et les écoles. Il est douteux que cette expérience fasse naître l'enthousiasme de l'anthropologue, quoi-

¹ Idem, pp. 39, 58-59, 71, 93, 106.

² A. J. ORENSTEIN : « The Dietetics of Natives Employed on the Witwatersrand Gold Mines », *Africa*, IX (1936), 218 ss.

³ Cf. G. TROLLI, « L'alimentation chez les travailleurs indigènes dans les exploitations commerciales, agricoles, industrielles et minières au Congo », *Africa*, IX (1936), pp. 197-217.

⁴ Cf. G. Trolli, « L'alimentation chez les travailleurs indigènes dans les exploitations commerciales, agricoles, industrielles et minière au Congo », *Africa*, IX (1936), pp. 197-217.

qu'elle repose sur certaines bases morales. Si nous déclarons dans notre politique que l'entreprise administrative et industrielle, dirigée et contrôlée à partir de l'Europe, introduit une amélioration diététique clans l'intérêt de la communauté indigène considérée dans son ensemble, l'alimentation de la main-d'œuvre sud-africaine durant le temps de son service ne répond pas au défi posé. Car les familles des travailleurs absents, non seulement restent en dehors du régime amélioré, mais souffrent positivement de disette du fait de l'absence des principaux producteurs de denrées alimentaires. Et nous ne devons pas oublier qu'à certains moments, plus de 50 % sont loin de la zone tribale. De plus, les hommes développent des idées nouvelles, des goûts nouveaux et des habitudes nouvelles qui, le plus souvent, les rendent incapables de se fixer chez eux. N'est-ce pas là, comme on l'a admis, un motif supplémentaire pour retourner à la mine ¹. Cela est satisfaisant du point de vue du propriétaire de la mine. Mais n'est-ce pas l'un des nombreux facteurs conduisant à la désorganisation de l'économie indigène et même à des difficultés dans la vie familiale indigène ?

Peut-on faire une suggestion positive ? Le paiement en espèces de la main-d'œuvre africaine dans les mines et ailleurs, devrait être considéré, selon des données larges et d'ordre sociologique, comme la compensation due à la tribu tout entière pour la main-d'œuvre qui lui est enlevée. Si l'argent ainsi gagné pouvait être employé pour assurer la nourriture des femmes et des enfants dans les réserves, le but serait réalisé. Ainsi notre étude du problème de savoir si les salaires versés aux travailleurs indigènes constituent une compensation adéquate pour leur éloignement des réserves, nous conduit à un problème qui se trouve posé scientifiquement. Dans quelle mesure le salaire maximum verse en moyenne à l'Africain est-il approprié, et cela au sens sociologique du terme ? En comparant B1, l'apport alimentaire général par le revenu tribal total, avec C1, l'apport alimentaire indigène, notre tableau nous suggère la conclusion que ce que nous enlevons sous forme de travail devrait être compensé par une amélioration de l'économie tribale. Ce que l'on peut appeler le rendement alimentaire d'une tribu africaine ou d'un groupe détribalisé représente certainement un minimum des nécessités économiques. Si l'influence intégrante de l'entreprise européenne abaisse le rendement alimentaire des groupes africains, alors nous exploitons l'Africain d'une manière qui dépasse toute discussion morale ou politique. Je ne fournis ces considérations qu'en tant que suggestions pour une recherche plus ample ; mais c'est

¹ Cf. A. W. HOERNLÉ, Note additive au travail d'Orenstein « The Dietetics of Natives Employed on the Witwatersrand Gold Mines », p. 225. Le travailleur sur le terrain décrivant un groupe d'indigènes nourris directement par les Blancs selon une politique alimentaire concertée, analyserait les conditions dans lesquelles la nourriture est prise ; le nombre de repas quotidiens ; les conditions actuelles des repas, rapides ou à loisir, immédiatement après le travail ou pendant le travail. Il ne s'occuperait pas à ce moment-là du témoignage documentaire concernant ce que les indigènes sont supposés faire ; il étudierait la quantité de nourriture distribuée, la manière dont elle est préparée et consommée. Il étudierait aussi les préférences indigènes et, d'après les rapports faits par les indigènes, tenterait de s'assurer de leur opinion concernant la politique alimentaire des mines ; et jusqu'à quel point il y a des différences tribales en réponse. Il serait essentiel de connaître la quantité de nourriture achetée par les indigènes, d'alcool illicite consommé, de trafic de rations régulières, etc. Contre ces données de la colonne B, il faudrait noter en colonne A la politique européenne explicite et avouée.

précisément cette sorte de suggestion, ce cadre constructif des problèmes du travail sur le terrain et d'une analyse futures, qui devraient constituer l'essence même d'une théorie sociologique de l'évolution culturelle, applicable à la fois en théorie et comme charte humaine, rationnelle, pour une politique pratique.

Notre tableau a été utile de plusieurs façons comme instrument de recherche et pour la comparaison des résultats. Lorsque la construction de chaque colonne nous permet de réunir les différents facteurs et agents, nous voyons par exemple que les politiques européennes sont déterminées non par des tendances ou des orientations, mais par de nombreux intérêts conflictuels. Le missionnaire avec son dégoût de la bière et de la viande employées de façon païenne ; l'administrateur tentant de fixer les rations et en général de s'occuper du bien-être Indigène ; le fonctionnaire de l'agriculture adoptant à certains moments une conception économique bornée ; et le médecin considérant la nourriture comme un facteur biologique et un facteur prophylactique contre les maladies - tous peuvent bénéficier de l'aide de l'anthropologue qui tente d'introduire un certain ordre et une certaine unité dans la confusion des intentions. Mais c'est surtout dans les tendances économiques générales de l'entreprise européenne, ces intentions souvent dictées par la Bourse ou la City, que nous trouverions le plus de contradictions. Parmi les diverses influences exercées par l'Europe en Afrique, c'est en particulier dans les questions liées à l'approvisionnement alimentaire que nous nous heurtons au problème d'une contrepartie adéquate, non seulement en ce qui concerne la nourriture du manœuvre employé réellement, mais en relevant le niveau alimentaire de la tribu dans son ensemble.

Notre tableau nous montre également clairement le caractère inapplicable du point zéro ou colonne D. Il montre aussi l'erreur courante qui consiste à supposer que le Blanc en Afrique est un « membre bien intégré de la tribu ». Que ce soit le missionnaire dont l'influence désintègre en un certain sens l'unité tribale, ou l'entrepreneur dont toute la politique est déterminée par les éléments extérieurs à l'Afrique, nous devons enregistrer dans une colonne séparée ses buts généraux et la technique de sa procédure et c'est alors seulement que nous verrons comment il agit dans la communauté indigène. Dans le tableau synoptique, j'ai introduit une ou deux rubriques en colonne C qui appartiennent en fait à la colonne E, c'est-à-dire à des facteurs d'une nouvelle intégration. Les goûts alimentaires, les intérêts et les appréciations en matière de nourriture sont probablement parmi les facteurs les plus déterminants de l'élévation du niveau des espoirs africains. L'indigène intelligent, instruit, risquera tôt ou tard sa chance à propos de facteurs tels que ceux présentés ci-dessus.

Chapitre XI

PROBLÈMES DE LA TERRE AFRICAINNE

[Retour à la table des matières](#)

Parmi toutes les possessions humaines, la terre est unique, car elle représente un don de Dieu ou de la nature ; elle concerne la communauté, elle lui est bénéfique et lui est accessible. Les êtres humains vivent sur la terre, de la terre, et parfois pour elle. C'est la terre qui, en Afrique, détermine essentiellement les politiques et qui est la clef de relations bonnes ou mauvaises entre Noirs et Blancs. Le problème de son contrôle est l'un des aspects les plus vitaux de l'évolution ; elle crée cependant un paradoxe : si son aliénation peut être nécessaire, elle peut empêcher en retour un contact vrai. Le problème de la terre est hérissé de faits relevant de contacts communs : intérêts, conflits ou compromis rattachés au titre général, au travail et à l'exploitation des ressources. Dans la mesure où la politique européenne est uniquement guidée par la conception de l'Afrique comme le Pays de l'Homme Blanc et où elle envisage une colonisation et une aliénation considérables des terres indigènes, il est difficile de trouver un facteur commun, sauf en termes tels que ceux de « dignité du travail » (généralement non spécialisé) ou de « profit tiré de l'exemple » (ségrégation). Mais, comme nous allons le voir, on peut trouver un facteur commun impliquant la reconnaissance des intérêts à la fois des indigènes et des Blancs.

Pas plus qu'à propos des autres aspects déjà étudiés, nous ne nous intéressons ici à l'argument historique comme à un statut idéal, à l'utilisation de la terre antérieurement au contact européen. Nous recherchons au contraire la perspective très large d'un

développement futur sous un Double Mandat et la question essentielle peut se ramener à une question extrêmement simple et quantitative : Y-a-t-il ou non suffisamment de terre ? C'est donc un problème essentiellement technique ¹.

Mes arguments ne sont pas dirigés contre l'utilisation de l'histoire aussi longtemps qu'il existe des documents historiques. Mais lorsque nous, anthropologues, abordons un problème où notre savoir est *ex hypothesi* d'une valeur essentielle, et que cependant nous nous tournons délibérément vers le passé (où la connaissance échoue), en vue de l'utiliser pour une connaissance pleine et précise du présent, nous avons réalisé une absurdité. Et cela d'autant plus lorsqu'il est reconnu que le processus de l'évolution requiert ses propres techniques et qu'elle constitue un champ particulier.

Il est vrai qu'à chaque stade du passé nous avons une relation historique des programmes écrits des intentions européennes, telles qu'elles sont cristallisées dans des documents enregistrés par les actes des assemblées délibérantes ou dans des histoires telles que celles de Sir Harry Johnston et Lord Lugard. Mais le programme écrit n'est jamais l'actualité du contact. Il suffit de considérer le Transkei, où le but primitif était la transformation des indigènes en petits fermiers peu prospères, travaillant leur terre selon un régime foncier individuel mais cependant comme un corps ayant encore besoin d'emplois, pour se rendre compte qu'une telle politique n'est jamais réalisée ² ; ou encore considérer l'Ouganda, où la vision primitive est en contradiction avec le *statu quo* réel et a conduit inévitablement à des résultats totalement imprévus. Ou considérer l'histoire de l'Union Sud-Africaine entre 1913 et 1936, où les plans et recommandations des Commissions étaient rédigés et mis au rebut.

La tâche pratique de mise en oeuvre de tels programmes a existé à chaque stade de l'histoire : l'exécution dans la réalité ; le contrôle ; l'interférence du vieil homme et de l'homme nouveau ; et les occasions réelles de contact. La mécanique de l'évolution aurait dû être observée sous l'angle de l'observation positive des exemples concrets ; et c'est ici, dans le champ du travail sur le terrain, que l'anthropologue et l'administration auraient pu utilement coopérer. Le travail sur le terrain à propos de l'évolution aurait dû établir à chaque stade non seulement ce qu'était la nouvelle constitution du régime foncier arrêtée et décidée par l'administration, la nature de politiques aussi rigoureuses que l'expulsion des squatters, la démarcation des réserves, les dispositions du Traité de l'Ouganda de 1900, mais aussi la façon dont les fonctionnaires blancs en contact avec les indigènes devaient mettre en oeuvre ces programmes. Si un tel travail sur le terrain avait été possible à l'époque, il aurait été du plus grand intérêt théorique et nous aurait donné des leçons pour l'avenir.

¹ Cf. MALINOWSKI, « Practical Anthropology » (Africa, vol. VII, 1929, p. 30), où dès 1929 il soulignait le fait que « tout le problème reste celui d'un tâtonnement aveugle aussi longtemps que nous ne pourrions établir le minimum indispensable aux indigènes ». (N. de l'éd.).

² Cf. Raymond L. BUELL, *The Native Problem in Africa*, I, 92 : le régime foncier individuel dans les zones contrôlées n'a pas produit un type meilleur d'agriculture ; les indigènes qui ont des titres s'accrochent encore aux conceptions communales de la propriété ; et les plus jeunes fils qui, sous l'ancien système, auraient possédé la terre, sont maintenant livrés au marché du travail.

Malheureusement, même les documents officiels que nous avons, tout en nous fournissant des données détaillées sur les intentions des Européens, sont très vagues en ce qui concerne les besoins des indigènes. Les conditions indigènes étaient traitées comme une tabula rasa et au début les politiques étaient adaptées sans référence directe à ces conditions. Ainsi, en Afrique du Sud, au début du stade empirique de son histoire, il y avait une abondance de terres peu peuplées par des Bochimans et des Hottentots et les premiers colons s'emparèrent de vastes zones, en comptant sur l'importation d'esclaves pour effectuer le travail ¹. Depuis 1812, des efforts ont été faits pour séparer les indigènes des Blancs, mais ces efforts ont échoué, travail et commerce rendent le contact inévitable ; en 1828, le Cap admettait les indigènes pour le travail et les autorisait à occuper la terre ². Plus tard, les Fingos se voyaient accorder des réserves, mais les tribus bantoues étaient refoulées par les Blancs qui voulaient de nouvelles terres aux frontières. Les Boers devinrent réticents sous une politique qui devait désormais être orientée vers l'assimilation ; ils formulèrent le principe suivant ³ : « Il n'y aura aucune égalité entre Noirs et Blancs à l'Église ou dans l'État », et ils commencèrent leur « Grand Trek » vers le Nord ⁴. Cependant, comme le signale le Dr Mair, « en pratique la politique du Cap a agi de manière peu différente de celle des républiques Boers. Les inconvénients pratiques devant lesquels se trouve la population indigène sont les mêmes dans toute l'Union Sud-Africaine, quoique les décrets législatifs touchant leur position soient moins sévères au Cap qu'ailleurs » ⁵. En d'autres termes, alors que les indigènes devraient être considérés « comme une partie de nous-mêmes, avec une foi commune et des intérêts communs » ⁶, peu d'efforts étaient accomplis pour étudier et connaître ces intérêts et quand le gouvernement s'empara des territoires indigènes du Griqualand et du Bechuanaland, la terre fut de nouveau aliénée au profit des Blancs. Au Natal, des réserves furent installées tout à fait à l'écart pour les indigènes, parfois avec cependant la possibilité de fournir un réservoir de main-d'œuvre pour les Européens voisins ; en 1864, le Natal Native Trust fut créé pour administrer les terres ⁷.

Même les tentatives faites pour introduire un régime foncier individuel comme oeuvre de civilisation tenaient peu compte (ou pas du tout) du type d'agriculture pratiquée par les indigènes et de son développement futur. En outre, ces tentatives

¹ Pour le contenu de ce chapitre sur les problèmes de la terre africaine, Malinowski n'avait que des notes manuscrites, à l'exception du dactylogramme concernant le régime foncier chez les Bagandas et les Pondos. Dans certains cas les notes étaient suffisantes pour être utilisées telles quelles, à part un nouvel arrangement des paragraphes et l'addition de notes en bas de pages. Mais pour la partie traitant de la colonisation européenne, il n'y avait que des titres et des références au livre de Buell. J'ai donc comblé les vides pour donner un texte complet et continu (N. de l'Éd.).

² S. Van Der HORST, *Native Labour in South Africa*, p. 13. Cf. aussi MAIR, *Native policies in Africa*, p. 22.

³ Article 9 du Transvaal Grondwet (Constitution).

⁴ MAIR, Op. cit.

⁵ *Ibid.*

⁶ Van Der HORST, Op. cit., p. 17, citant Sir George Grey.

⁷ BUELL, op. cit., p. 72.

furent souvent motivées par le désir d'amener au marché du travail les indigènes qui ne pouvaient acquérir des terres ou qui avaient besoin d'argent pour les redevances et l'entretien de la terre. C'est de là que sont sortis les Glen Grey Acts de 1894 pour le Transkei, où le régime foncier individuel était instauré et où un impôt de dix shillings frappait les hommes valides qui ne travaillaient pas. Appuyant cette mesure devant l'Assemblée Législative, Cecil Rhodes estimait : « Vous les ferez sortir de cette vie d'oisiveté et de paresse, vous leur apprendrez la dignité du travail et vous les ferez collaborer à la prospérité de l'État et donner quelque chose en échange de notre gouvernement sage et boit ». L'impôt fut cependant rapporté en 1905 ¹.

Jusqu'en 1913, les indigènes avaient pu acheter les terres extérieures aux réserves, mais avec l'adoption du Lands Act cela leur était désormais interdit ; en d'autres termes, la politique de ségrégation faisait son entrée dans la législation. Cela signifiait que pour le moment les indigènes n'avaient aucun droit au régime foncier légal dans 92 % de l'Union Sud-Africaine ², bien que les réserves aient reçu davantage de terres, que les indigènes travaillant dans les exploitations agricoles pussent rester là où ils étaient et qu'au Transkei, ils ne pussent être expulsés. Peu de temps après, la Commission Beaumont suggérait la création de zones de réserves, mais celles-ci étaient restreintes partout sauf au Cap, et ses décisions ne furent pas exécutées avant 1927 ³.

Les résultats de cette politique qui dans la pratique méprisait les besoins des indigènes, furent soulignés par certains rapports, au sein de la Native Economic Commission (1930-32) et même plus récemment dans un Livre Blanc de 1936 : « Il est en général notoire que les réserves indigènes existantes sont congestionnées, arides, surchargées de bétail, érodées et pour la plupart dans un état déplorable » ⁴. Un semblable mépris des intérêts indigènes transpire également de la législation en matière d'impôts (avec fréquemment le but avoué de contraindre les indigènes au marché du travail), dans les actes discriminatoire ³ limitant les salaires, les activités, et attachant des sanctions criminelles aux contacts avec les indigènes, dans les restrictions de la liberté de mouvement concrétisées par les lois réglementant le passage et dans les règlements concernant les squatters indigènes. On s'aperçoit que l'avidité des Blancs en matière de terres et leur besoin d'une main-d'œuvre non spécialisée et bon marché qui ne vienne pas concurrencer les emplois européens, ont outrepassé les intérêts des indigènes ⁵.

¹ Van der HORST, op. cit., p. 149.

² BUELL, op. cit., p. 82.

³ Idem, p. 84.

⁴ Cité par Van der HORST, op. cit., p. 304.

⁵ Pour une étude détaillée d'une telle législation le lecteur est renvoyé à BUELL, *Op. Cil., Vol. 1* ; et Van der HORST, op. cit. Le dernier est le plus récent (1942) et, alors qu'il ne contient guère de critique détaillée de la politique et peu de suggestions pour l'avenir, sa description de la législation contient une accusation très nette contre certains aspects du système économique en Afrique du Sud.

Le texte du reste de cette section provient directement des notes de Malinowski (N. de l'Éd.).

Cependant, en esquisant ainsi brièvement l'histoire de la politique européenne, il faut se rappeler que la critique portée est fondée sur des résultats qui sont désormais connus. Une telle législation représente des possibilités qui auraient pu engendrer un développement différent ; elle témoigne d'occasions manquées et mal exploitées. Mais les conditions dans lesquelles elle a été inaugurée ne sont plus valables et leur reconstitution offre une connaissance qui ne peut plus être appliquée maintenant. Nous pouvons cependant apprendre quelque chose de l'administration européenne, ne serait-ce que par ce qu'elle n'a pas réussi à réaliser, des problèmes qu'elle a créés et des griefs indigènes actuels. Elle nous apprend que les intérêts des indigènes ne peuvent être considérés comme nuls ou indéfiniment malléables ; que le progrès des indigènes exige qu'on leur réserve de la terre, et de la bonne terre. Toutes ces conclusions nous fournissent une leçon de morale, mais encore une fois c'est une sagesse un peu tardive. Si notre schéma tripartite pour l'étude du contact culturel avait été appliqué durant les toutes premières périodes, il nous aurait fourni un matériel inestimable pour la conception de politiques telles que les Glen Grey Acts, les Land Acts de 1913, etc. Mais, considérant que le régime foncier est l'un des problèmes-clé, il est extraordinaire de constater combien il a été peu analysé dans des livres tels que ceux de Junod, Smith, Dale, Rattray, Dudley Kidd et Torday.

D'après les premiers comptes rendus concernant le régime foncier africain, toute évolution a été soigneusement effacée du tableau ; toutes les traces d'influences européennes ont été soigneusement omises. Alors que cela est légitime du point de vue de la reconstitution, le sociologue comme le chroniqueur d'une des phases les plus importantes de l'histoire contemporaine ne peut fermer les yeux sur ce qui se passe aujourd'hui.

Nous devons donc souhaiter une étude qui démontrerait :

A) Les plans (intentions et intérêts), les actes légaux, les réformes économiques et la manière dont celles-ci se sont traduites en action réelle: par exemple dans les districts, dans les écoles d'agriculture et le droit aux pâturages et aux champs indigènes.

B) L'interaction de ces plans et de ces actes avec la réaction des indigènes : opposition, acceptation et adaptation.

C) Les conditions tribales qui, dans la plupart des cas, survivent encore largement dans de vastes régions et qui se maintiennent longtemps, avec certaines modifications apportées par l'évolution et à l'intérieur de l'évolution et sur lesquelles une action doit être exercée comme en A ¹.

¹ Ici nous devons aussi étudier les souvenirs d'autrefois qui survivent encore ; les valeurs légales et religieuses qui s'exercent sous forme d'attitudes face à la terre ; l'autorité du chef, du conseil et du clan, concernant la terre.

D) La reconstitution de l'ancien système de régime foncier ¹.

E) Les nouvelles tendances, les mouvements qui se cristallisent en réaction aux griefs indigènes concernant le manque de terre, la discrimination dans l'industrie et dans les exploitations agricoles. Ici, comme auparavant, la ligne de démarcation entre ces colonnes est clairement définie. A et B doivent être maintenus et considérés séparément dans la mesure où il y a une distinction entre la politique et sa mise en pratique. Les idées et les intérêts, l'avidité et les bonnes intentions des Blancs doivent être mesurés par rapport à la réalité des conditions présentes ; B et C doivent aussi rester séparés. En B, nous avons la terre possédée et utilisée par les indigènes sous un régime foncier individuel ; en C nous avons la terre utilisée par les indigènes selon leur ancien système. Souvent, C n'est pas reconnu par A ; mais dans l'ensemble, moins il y a d'opposition entre les colonnes B et C, moins il y a de chances de heurts. Sous une administration indirecte idéale, dans la mesure où elle porte sur les intérêts indigènes, la politique de A aurait dû être instruite par C. De même C et D, que nous avons distingués comme les institutions existantes et l'histoire vivante, d'une part et comme le passé reconstitué, d'autre part.

LE PAYS DE L'HOMME BLANC.

En tant que politique territoriale en Afrique, le « Pays de l'Homme Blanc » a signifié que le pays devait être réservé essentiellement au développement de la colonisation européenne. Cela figure désormais dans notre analyse comme l'un des facteurs les plus importants de notre colonne A sur les intérêts et les plans européens ; alors que sa mise en œuvre a varié dans les différentes parties de l'Afrique, cette politique a impliqué dans le passé l'aliénation successive des meilleures terres au profit des Européens et l'incorporation (en tout sauf le nom) de la main-d'œuvre Indigène pour leur exploitation.

Mais avant d'en discuter, nous pouvons jeter un coup d'œil à la situation dans les parties des colonies françaises et belges où la Politique des Concessions a eu des effets semblables, dans la mesure où il s'agit des intérêts indigènes ², à savoir la dépossession des indigènes de leurs terres. En Afrique Équatoriale Française, par exemple, le gouvernement se réservait le droit d'accorder de larges zones aux sociétés ; et

¹ La colonne D n'était pas comprise dans les notes manuscrites, mais se trouve dans le tableau établi par Malinowski et trouve manifestement sa place ici. (N. de l'Éd.).

² Le gouvernement britannique a suivi une politique semblable en Nigéria du Nord, de 1886 à 1900, période pendant laquelle la Royal Niger Company possédait un privilège lui accordant les droits miniers et des pouvoirs administratifs. Cf. BUELL, op. cit., p. 682. Des concessions étaient également accordées en Côte-de-l'Or, mais en 1925 elles ne représentaient que 1 % du territoire de la colonie. Cf. MAIR, Op. cit., p. 161.

Les manuscrits de Malinowski contenaient de brèves notes sur l'Afrique française et belge ; j'ai donc ajouté quelques détails dans le but de compléter ce chapitre. (N. de l'Éd.).

quoique des parts dussent être réservées aux indigènes, rien n'était fait pour les délimiter, sauf un arrêté de 1903 qui proposait d'accorder aux indigènes 10 % du territoire concédé et 6 % de la production totale de caoutchouc. Pour assurer un apport suffisant de travail, les indigènes étaient imposés et le résultat du régime des concessions était « qu'il enlevait la terre aux indigènes et les obligeait à recueillir le caoutchouc pour les sociétés » ¹. De terribles atrocités furent commises et le public en eut connaissance ². Les zones de concessions furent réduites après 1910 et certaines sociétés furent englobées dans la Compagnie Forestière Sangha-Oubanghi, qui possédait le monopole du caoutchouc. Depuis 1923, des efforts plus grands ont été faits pour protéger le recrutement des indigènes et les conditions dans lesquelles ils travaillent ; néanmoins la construction du chemin de fer entreprise par la Compagnie des Batignolles amena la conscription des indigènes pour le travail, quoique le nombre garanti par le gouvernement ait été réduit de temps à autre ³.

On a accordé moins de concessions en Afrique Occidentale Française, à l'exception de la Côte d'Ivoire ; la production indigène a été encouragée. Ici aussi, le gouvernement aidait cependant l'entreprise privée pour le recrutement de la main-d'œuvre et jusqu'en 1923, il devait fournir un nombre fixe d'hommes pour la Compagnie des Cultures Tropicales en Afrique ⁴. Dans les deux colonies, les indigènes mâles et adultes étaient contraints de servir le gouvernement pendant une période de dix à quinze jours selon le régime de prestations ; selon une autre organisation semi-militaire, le Smotig, ceux qui n'étaient pas recrutés pour le service militaire devaient être employés aux travaux publics ⁵.

Au Congo belge, durant la période léopoldienne, d'énormes concessions furent accordées et des atrocités furent commises contre les indigènes. Depuis lors, des restrictions ont été apportées aux concessions européennes et une certaine attention a été prêter aux intérêts indigènes. Néanmoins, des concessions furent encore accordées à diverses compagnies pour la construction de chemins de fer et d'huileries et pour l'exploitation de produits non cultivés et des mines. Sur le papier, les droits des indigènes devaient être respectés, mais aucun contrôle n'était effectué et souvent les droits des villages indigènes concernant la chasse, la pêche et le ramassage des fruits sauvages étaient ignorés ⁶. Alors qu'il n'y a pas là, comme dans d'autres parties de l'Afrique, un problème pressant du manque de terre, ou s'aperçoit que les meilleures terres passent aux mains des concessionnaires. Pour ce qui est du commerce, les indigènes vivant sur la Concession des Huileries doivent vendre leur production à la Compagnie à des taux inférieurs à ceux du marché ⁷.

¹ BUELL, op. cit., II, pp 234-235.

² Idem, pp. 233, 236 ss.

³ MAIR, op. cit., p. 205.

⁴ BUELL, op. cit., p. 27.

⁵ MAIR, op. cit., p. 199.

⁶ Idem, pp. 221, 226.

⁷ Idem, p. 229.

D'autre part, depuis 1926, la législation du travail au Congo belge semble être plus libérale et effective que celle en vigueur dans la majorité des dépendances européennes en Afrique ¹. On a accordé une certaine attention au développement futur de l'agriculture indigène, mais la politique a été entravée par le chiffre énorme du recrutement, en dépit des contrôles; et en second lieu par l'adoption d'un système qui contraint les indigènes à faire pousser des récoltes de manioc, de riz et de coton. Alors que la protection de la production indigène constitue manifestement un pas en avant dans la bonne direction, en pratique les intérêts indigènes n'ont pas toujours trouvé une considération pleine et entière. Les indigènes n'ont pas toujours reçu la rémunération que méritaient leurs efforts, et l'administration a fait preuve d'un manque de prévoyance en plaquant le système sur des tribus qui auparavant n'avaient pas d'agriculture ².

En rapport avec ceci, le Dr Mair souligne un point qui a été signalé à maintes reprises au cours de ce livre : « C'est l'exemple frappant d'un plan qui a échoué par ignorance des données essentielles du problème - dans ce cas, la nature de l'organisation économique et des modèles de valeurs avec lesquels l'administration doit traiter » ³. En d'autres termes, alors que le désir d'exploiter les ressources naturelles de l'Afrique d'une part, et de l'autre la politique de maintien d'une économie indigène, nous fournissent un facteur commun d'intérêt entre l'administration et les indigènes pour le développement de l'agriculture indigène, la mise en oeuvre de cette politique, résumée dans notre colonne B, a créé conflits et résistances car elle n'a pas tenu compte de tous les facteurs que nous avons enregistrés dans la colonne C - les valeurs et les institutions indigènes ⁴.

C'est dans certaines dépendances de l'est et du sud de l'Afrique que l'idéal du « Pays de l'Homme Blanc » est apparu comme l'un des facteurs les plus importants de la mainmise sur les terres. Dans certaines zones tropicales au nord de l'Union Sud-Africaine où l'altitude dépasse 1200 mètres, certaines régions, croit-on, sont particulièrement aptes à l'installation des Blancs. Ainsi le principe déterminant le choix des terres n'a pas été le respect des droits des indigènes, mais plutôt le climat, la fertilité du sol, une main-d'œuvre indigène bon marché, les facilités permettant les sports, la vie en plein air et un cadre exotique, une domesticité nombreuse et obéissante ; en d'autres termes, une vie réellement confortable ⁵. Une telle politique enlève manifes-

¹ Des discussions à propos des mesures prises pour la sauvegarde du travail indigène ont déjà eu lieu dans ce livre, au chapitre « Problèmes de la nutrition indigène dans leur contexte économique ».

² MAIR, op. cit., p. 238.

³ Idem, p. 239.

⁴ Le reste de ce chapitre traitant du Pays de l'Homme Blanc dans les zones anglaises, est tiré in toto de notes au brouillon de Malinowski ; seul leur ordre a été modifié lorsque cela a paru nécessaire. (N. de l'éd.).

⁵ Un exemple de cette politique est fourni par la Commission Morris Carter de 1933, qui définit les limites des 26 870 km² du Kenya rendus disponibles pour la colonisation européenne par le Livre Blanc de 1923. Il faut cependant noter que les intérêts indigènes concernant la terre ont été très

tement aux indigènes les meilleures terres et implique la création de réserves. Néanmoins, un tel plan de ségrégation complète n'est jamais Complètement exécuté car les fermiers blancs ont besoin d'aide, ce qui permet la présence de squatters indigènes et parce que la main-d'œuvre est nécessaire pour l'industrie et la domesticité.

L'effet sur les réserves du départ d'un grand nombre d'indigènes comme manœuvres pour les mines a déjà été exposé au chapitre sur la nutrition. Ici, nous traitons brièvement de l'état des indigènes vivant dans des exploitations agricoles en Afrique du Sud ¹. Manifestement, leur présence écarte la possibilité de toute ségrégation réelle ; en même temps, les colons blancs ne peuvent être considérés comme une partie intégrante de la tribu, car la charte même de leur présence repose sur le principe d'un Pays de l'Homme Blanc niais du Labeur de l'Homme Noir. L'existence de ces fermiers blancs détermine le sort des indigènes établis sur leurs terres et les Blancs transmettent aux indigènes leurs contraintes économiques. D'après le tableau de la p. 182, nous voyons au premier coup d'œil que les conditions difficiles et contraignantes de la main-d'œuvre indigène ne peuvent être appréciées sans, d'une part l'étude de la rubrique correspondante en colonne A : les conditions économiques difficiles (telles qu'elles ressortent du rapport sur les Blancs pauvres, avec une marge minime pour l'augmentation des dépenses), la nécessité d'une discipline stricte et de moyens de contrainte ² ; et d'autre part, une référence à la colonne C : la surpopulation des réserves et l'aversion de l'indigène de la réserve pour l'indigène détribalisé, et la crainte de la sorcellerie provoquée par cette attitude.

Tout cela nous amène à la question suivante : dans quelles conditions l'exploitation agricole en Afrique du Sud est-elle un but conduisant à la prospérité et au bien-être réciproques des indigènes et des Blancs ? La réponse n'implique pas plus de problèmes métaphysiques que l'équilibre des budgets du manœuvre indigène et du fermier. Dans les conditions présentes du, marché mondial, le fermier européen ne peut joindre les deux bouts et il a besoin de subventions. Le développement de l'agriculture est largement dépassé par le revenu des mines d'or, le sol n'étant pas assez fertile pour entrer en compétition avec certains pays comme l'Argentine. De ce fait, la main-d'œuvre bon marché devient la seule chose dont on puisse tirer profit. Cela implique la réduction des libertés indigènes, les tabous sur les syndicats ouvriers, les combinaisons et mêmes les contacts sociaux ; et une attitude de répression à l'égard des églises et de l'instruction indigènes ³. Par conséquent, la base dont nous avons besoin pour la

largement respectés au Tanganyika, au Nyasaland, au Nigéria et autres dépendances anglaises de la côte occidentale.

¹ Les notes de Malinowski concernant les squatters indigènes sont peu nombreuses, mais comme elles comportent les points essentiels nécessaires à ce chapitre, je ne les ai pas augmentées. Cependant, le lecteur est renvoyé à Buell, Mair, Van der Horst et Hunter pour les détails qui étayaient cette argumentation. (N. de l'Éd.).

² Dans *Reaction to Conquest*, le Dr HUNTER établit que l'appartenance à un syndicat ouvrier est pratiquement interdite dans toutes les exploitations agricoles (voir p. 508).

³ Dans *Reaction to Conquest*, le Dr HUNTER a traité d'une façon très complète les conditions des Bantous dans les exploitations agricoles européennes ; cf. p. 550 ss. Elle analyse l'insuffisance des salaires (p. 515-517) ; elle signale les restrictions apportées à l'élevage du bétail comme une

formulation politique, c'est une anthropologie spécifique des « Fermiers en Contact », car leur présence détermine le sort de nombreux indigènes ; et dans la mesure où un développement de l'agriculture est envisagé, c'est réellement le nœud du problème des Blancs et des Noirs dans l'avenir de l'Afrique.

Lorsque nous nous tournons vers les réserves indigènes, nous voyons qu'en général les meilleures terres ont été attribuées aux Blancs ; et que même lorsque de bonnes terres ont été rendues disponibles, comme dans le cas des Fingos¹, elles ont cessé d'être les meilleures du fait de l'érosion et du surpeuplement. Ailleurs, les conditions faites aux réserves ont été, telles que du fait de la densité de la population, de la pauvreté et du taux très élevé des impôts, les indigènes ont été incapables de subvenir à leurs besoins et ont dû se lier pour un certain temps par contrat².

Même lorsqu'une tentative est faite pour améliorer ces conditions en prévoyant la production du paysan indigène, les Blancs sont susceptibles de s'y opposer partout où cette production peut entrer en concurrence avec leurs propres intérêts³. Alors que l'idéal du Pays de l'Homme Blanc est nécessairement orienté vers la ségrégation,

source constante de frictions (p. 511) ; l'amertume due à la pauvreté, aux restrictions apportées aux visites et à l'exécution des rites dans de nombreuses exploitations agricoles (p. 507). De nombreux fermiers s'opposent à l'instruction (p. 526) ; alors que « l'exécution du rite coutumier de l'abattage est rendue difficile ou impossible, être membre d'une église autre que celle contrôlée par les Européens est interdit dans un certain nombre d'exploitations et être membre d'un syndicat ouvrier est interdit dans pratiquement toutes » (p. 508).

Pour une discussion plus large des conditions des squatters indigènes, Voir MAIR, *op. cit.*, p. 32-35 ; BUELL, *op. cit.*, I, 79-82 ; et Van der HORST, *op. cit.*, pp. 282 ss.

¹ Les Fingos se trouvaient dans une situation meilleure que les autres indigènes et étaient capables de cultiver suffisamment de terres pour les besoins du commerce. Cf. Van der HORST, *op. cit.*, p. 27.

² Dès 1903, des rapports signalent que des réserves sont insuffisantes pour faire vivre les indigènes (cf. MAIR, *op. cit.*, p. 27) ; alors que la Commission Économique Indigène signalait en 1930-32 : « Nous avons dans toutes les réserves une situation dans laquelle, sauf rares exceptions, la capacité utile du sol pour les êtres humains et les animaux est définitivement en baisse ; une situation qui, si on n'y remédie pas immédiatement, créera dans dix ans ou au plus vingt ans, un terrible problème de misère indigène dans l'Union Sud-Africaine ». Cité par Van der HORST dans *Native Labour in South Africa*, p. 304, n° 1.

³ Par exemple, au Nyasaland, où le coton et le tabac sont dans une grande mesure dans les mains des indigènes, la Nyasaland Planter's Association, en 1926, s'élevait contre l'effet de ceci sur le marché du travail et déclarait que c'était au détriment de l'avenir de l'industrie agricole européenne (BUELL, *op. cit.*, I, 253). Au Tanganyika, à la suite de l'agitation des planteurs de café européens, le gouvernement a retiré son appui à la production indigène depuis 1925 (BUELL, *Op. cit.*, pp. 475, 494). En Ouganda, où les indigènes ont réussi la culture du coton, « les planteurs avaient le sentiment que l'agriculture indigène était incompatible avec les intérêts européens » (BUELL, *op. cit.*, p. 629). En fin de compte les indigènes du Kenya ont été capables d'exporter du maïs et du coton, mais ils ont l'interdiction de cultiver du café (BUELL, *op. cit.*, pp. 392-393). (N. de l'Éd.).

Des problèmes semblables peuvent naître en Union Sud-Africaine partout où la production indigène est susceptible de rivaliser avec les intérêts européens. Déjà un Marketing Act de 1937 exerce un contrôle en faveur des Européens et en 1938 le secrétaire du Livestock and Meat Industries Control Board affirmait que la concurrence du cheptel indigène était aussi sérieuse pour les agriculteurs blancs. Cf. Van der HORST, *Op. cit.*, pp. 310-311. (N. de l'Éd.).

d'autres facteurs comme la demande de travail, les terres pauvres données aux indigènes et la peur de la concurrence militent contre une telle politique. Il faut enfin se souvenir que les missionnaires poursuivent un programme qui pénètre par la force dans la vie tribale, la rend dangereuse et parfois inadaptée, crée de nouveaux désirs qui ne peuvent être partiellement satisfaits que par l'acquisition d'objets européens ou l'adoption d'institutions européennes. Désormais, les réserves tribales cessent d'être tribales. Avec le temps se crée une classe nouvelle d'indigènes, encore peu nombreuse mais qui ira inévitablement en augmentant - la classe des indigènes européanisés, civilisés - pour laquelle travaillent les missions et les services médicaux, qui n'est ni blanche ni encore la classe d'indigènes des anciennes réserves tribales.

Regardons notre tableau, qui nous montre l'essentiel du système de ségrégation. Nous voyons tout d'abord que le système fonctionne tel qu'il existe, avec ses bons et ses mauvais côtés, parce que les trois phases fonctionnent côte à côte, chacune contrôlée par son propre déterminisme. Les coutumes tribales (C1, C2 et C4) persistent en grande partie parce que le domaine économique des indigènes est gêné par leur entassement dans leurs réserves et sont un handicap au développement économique. Elles constituent l'un des obstacles à la pleine utilisation économique (au sens européen) du terrain limité des réserves. La puissante solidarité économique de la famille étendue agit contre l'entreprise individuelle, du fait qu'un homme riche doit partager (C2). L'agriculture à la charrue implique davantage de terre, mais il n'y a qu'une petite superficie pour les récoltes de subsistance. En fin de compte, le sentiment de l'indigène à l'égard du bétail non rentable explique la détérioration du sol (C1). Dans tout cela, l'action des forces européennes, en restreignant la partie du sol africain destinée à l'usage africain, agit comme une force conservatrice, ou du moins comme une force d'opposition, empêchant une application plus complète des méthodes nouvelles et plus efficaces qui sont recommandées et apprises.

Mais ces conditions, contraires au développement économique indigène, expliquent l'apport très large et très élastique de la main-d'œuvre bon marché, facteur indispensable à la politique européenne sous le système du « Pays de l'Homme Blanc ». Comme les indigènes doivent avoir de quoi vivre et qu'ils n'ont aucun moyen d'obtenir de l'argent comptant, même l'argent des impôts doit être gagné par l'emploi chez les Blancs. Pendant les périodes où les prix des produits agricoles et même des produits miniers tombent, les réserves agissent aussi par la souplesse de l'apport de main-d'œuvre, alors que la demande peut rester aussi rigide que l'exigent les intérêts des Blancs. Car grâce à la puissance de la générosité traditionnelle, à la vitalité des obligations de la parenté et de la bonté des voisins, l'indigène en chômage peut revenir à la réserve et partager le maigre salaire de l'économie tribale. En 1934, un grand nombre d'indigènes en quête d'emplois dans le Belt étaient entretenus par leurs parents aux dépens de ceux-ci et avec en moins l'argent qui aurait dû rentrer dans les réserves. Ainsi, les compagnies minières ont un excellent système d'assurance contre le chômage, dont les frais sont assumés par les indigènes.

Un résultat très important, peut-être le plus important de tous, est enregistré en A3, B3 et C3. Des commissions royales, pro-indigènes et progressistes, se plaignent de l'arriération des indigènes. Cependant, si nous hâtons le développement, nous ne ferons qu'augmenter la classe formée par l'influence européenne (A3) - la classe africaine instruite, entreprenante. Pour cette classe, il n'y a de place ni en C1, ni en A1, ni dans la réserve indigène, ni dans la zone européenne. Ils demanderont un territoire sur la base d'un système de régime foncier individuel. Si on leur trouve de la place ou si le système en C1 se traduit par un type européen, tout l'équilibre de la politique du Pays de l'Homme Blanc est rompu. Car cela veut dire qu'il n'y aura pas d'apport de main-d'œuvre bon marché et élastique ; ni de matériel domestique utile à l'Européen qui rêve « de l'indigène à l'état brut ». La décision finale en matière de politique devra être prise par l'homme d'État. Mais le sociologue doit montrer que les implications d'une recommandation telle que celle de la Native Economic Commission sont très révolutionnaires et dangereuses dans la mesure où l'avenir du système ségrégationniste est concerné. Car cela signifie une amélioration des réserves sur une base tribale, plutôt que la production par le régime foncier agricole et les exploitations agricoles de caractère européen.

Ainsi notre tableau, qui résume cette argumentation, nous permet d'analyser plus clairement la politique de ségrégation telle qu'elle est actuellement appliquée. BI montre que l'idée dominante n'est pas la ségrégation réelle mais la dépendance réciproque dans une sphère définie de la coopération. C1 montre comment la limitation territoriale favorise la persistance du système tribal (C2). A2 introduit l'aspect de l'influence européenne qui agit comme facteur de progrès nécessaire à A1 dans certaines limites, mais menaçant tout le système par une sape ultime lorsque la limite est atteinte (B3).

TABLEAU DÉFINISSANT LA POLITIQUE DE SÉGRÉGATION ET DES RÉSERVES

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus d'évolution et de contact culturels	Conditions tribales des réserves
<p>1. « Pays de l'Homme Blanc » principes généraux de vastes lots de terrains séparés des zones tribales et nettoyés des squatters et des enclaves africaines, mais bien pourvus de main-d'œuvre indigène bon marché et de personnel domestique indigène.</p> <p>La terre doit être économiquement bonne et permettre des facilités pour les sports, en particulier la chasse. Généralement de vastes étendues non employées.</p>	<p>1. « Ségrégation » apparente; en réalité dépendance réciproque intrinsèque à la situation européenne (main-d'œuvre) ; en ce qui concerne les Africains, souvent artificiellement forcée par les impôts, le recrutement par contrainte et surtout insuffisance d'occasions dans les réserves.</p> <p>Donc, quoique la ségrégation réelle, en tant qu'indépendance des deux parties et chances complètes pour les deux, donnerait la pleine mesure de satisfaction mutuelle, la « ségrégation » organisée et pratiquée n'est pas favorable aux Africains.</p>	<p>1. Les nouvelles réserves tribales, réduites en superficie, manquent souvent de l'essentiel nécessaire à l'ancienne économie africaine : variété du soi, place pour d'occasionnelles migrations et une expansion. Les anciennes activités économiques, en particulier le stockage excessif sur une zone restreinte, produisent souvent une détérioration considérable du sol. Communications généralement pauvres. A partir des restrictions de ses réserves l'Africain regarde toujours vers la terre tribale en Al -vers les tombes ancestrales.</p>
<p>2. Instruction et amélioration générale dans les compétences pratiques, dispensées en principe par des missions, les services pédagogiques, agricoles et médicaux, sont souvent utiles aux colons dans certaines limites.</p> <p>L'économie monétaire propre au système fiscal et aux salaires est également nécessaire si l'indigène doit devenir client du commerce des Blancs. Quelques tentatives pour orienter l'emploi de l'argent pour l'amélioration des réserves, etc.</p>	<p>2. L'instruction et l'économie monétaire tendent à élever le niveau de vie et à l'européaniser. Mais même là où les attitudes traditionnelles sont perdues, il n'y a pas de place pour un investissement avantageux (trop peu de terre, et généralement pas à vendre ; pas d'entreprises économiques, avec rares exceptions). Ainsi, l'argent est souvent mai employé pour des objets européens inutiles. Mais avec une direction et des conseils, l'argent pourrait être employé pour l'amélioration des réserves.</p>	<p>2. Persistance des standards de valeurs et de richesses indigènes (quantitatifs ; estimation du bétail ; conception africaine de l'hospitalité, générosité et prodigalité ; goûts indigènes en matière de nourriture et de boissons). Fidélités politiques, liens de parenté contraires à l'accumulation personnelle de la richesse.</p>

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus d'évolution et de contact culturels	Conditions tribales des réserves
3. Une Petite classe d'Africains instruits, entreprenants est constituée. Cette classe est en voie d'accroissement. Elle est le fruit de ces agents européens et de ces influe M'es (missionnaires et pédagogiques) qui veulent instruire l'indigène et de ceux qui ont besoin de lui et par conséquent l'emploient et le forment.	3. Une très petite provision est faite pour la classe instruite dans des réserves particulières. (Du fait qu'il est vraisemblable que cette classe se développe en nombre et en influence, quelle influence perturbatrice auront-ils sur le « système ségrégationniste » dans son ensemble ?)	3. Ni place ni occasions pour la classe instruite dans les réserves.
4. Dans les périodes de crise de la production européenne (en particulier les mines, niais aussi le sisal, le café, etc.), la main-d'œuvre indigène devient superflue.	4. Un grand nombre d'hommes au chômage rôdent autour des camps miniers, vivant aux dépens des travailleurs. (Le village en absorbe une autre partie qui généralement reste inutile).	4. Les obligations tribales de la parenté, le paternalisme politique et le voisinage entraînent des provisions pour les nécessiteux, même Si par manque d'emploi et de compétence ils sont incapables de prendre part pleinement à l'économie productive de la tribu.

On peut ici aussi poser quelques questions pertinentes. Puisque la politique vise à promouvoir les intérêts de l'homme blanc et de l'entreprise agricole, nous pouvons nous demander si cela est valable du point de vue économique. Est-ce rentable ? Ou est-ce une lourde charge pour le contribuable anglais et l'indigène ? « Le fardeau » de l'Homme Blanc, c'est l'espoir de pouvoir joindre les deux bouts grâce à la main-d'œuvre indigène bon marché. Mais est-ce une contribution sincère aux autres aspects de la politique coloniale et au deuxième commandement du Double Mandat. Si les ressources africaines peuvent être mieux exploitées à la longue par l'entreprise indigène ¹; si une industrie après l'autre doit être subventionnée ² parce qu'elle ne peut

¹ Qu'un tel système de production paysanne indigène puisse réussir est démontré par la culture des arachides et du coton en Afrique Occidentale française ; du coton en Ouganda du café et du coton au Tanganyika ; du coton et du tabac au Nyasaland du cacao en Côte de l'Or ; du coton et des arachides au Nigéria. (N. de l'Éd.).

² En Afrique du Sud, le gouvernement a dû encourager l'exploitation agricole en cédant la terre à bas prix, avec des facilités de crédit, aide à l'irrigation, secours eu période de sécheresse, et primes à l'exportation. Cf. Van der Horst, op. Cil. T. M. TINLEY, dans un livre récent, *The Native Labour Problem of South Africa*, souligne également que le gouvernement a dû soutenir des

concurrencer l'Amérique Centrale ou l'Amérique du Sud, le café du Brésil, les thé des Indes, la viande d'Argentine, etc... alors le Pays de l'Homme Blanc est un luxe plutôt qu'une valeur productive. C'est plutôt l'extension d'une souveraineté sportive. De nombreux colons sont dans les mains du receveur ; et une classe de pauvres Blancs a été créée. Il se peut que le Pays de l'Homme Blanc soit un luxe que la communauté européenne puisse se permettre, mais il n'y a aucune nécessité pour que les indigènes en paient le prix ; et des générations futures de colons pourraient aussi avoir à le payer.

POLITIQUE DU RÉGIME FONCIER.

L'analyse de la politique des réserves et de la ségrégation fournie par le tableau (précédent) nous aidera à traiter du titre de propriété dans son sens le plus large, depuis les droits assumés par la couronne jusqu'aux détails du régime foncier indigène et son traitement administratif légal. Il est évident que là où il n'y a pas de colons blancs, les problèmes sont plus simples. Là où il y a des colons blancs, la solution ultime peut être celle des réserves et la question se pose : quel est le type de politique à suivre dans de telles zones.

A première vue, le régime foncier semble être une question de titre de propriété. Mais considérer le titre en dehors du contexte des réalités de l'emploi et de la vie est intellectuellement absurde. Malheureusement, entre les mains de législateurs professionnels accoutumés à un formalisme rigide, hésitant à s'orienter dans le domaine sociologique et économique, ignorants du jeu anthropologique des « définitions minima » et des concepts élastiques, le sujet a été mal traité. C'est comme s'il fallait faire confiance à des théologiens bigots et sectaires d'une secte étroite pour décider d'une commune mesure entre l'Église Libre d'Écosse, le totémisme, le culte des ancêtres et la magie mélanésienne. Ils commettraient forcément des erreurs grossières. On s'aperçoit que les législateurs se sont trompés du fait qu'un grand nombre de leurs décisions ont été inversées dans la pratique ; et aussi qu'un grand nombre de leurs décisions ont consisté précisément à éviter les décisions.

Avant de décrire cette confusion et cette anarchie des bases légales des droits des indigènes à vivre sur leur propre sol, exposons l'approche positive. La question primordiale en matière de droits est la suivante : comment reconnaître, assigner et sauvegarder à perpétuité les droits indigènes de façon à les protéger de la rapacité européenne. Des titres à ces droits devraient être établis qui les protégeraient contre la fiction de la légalité européenne et qui cependant n'entraveraient pas le système

industries telles que la vigne, le tabac, la canne à sucre, le filé, les produits laitiers, le maïs et le bétail en stabilisant les prix, de sorte que les consommateurs ont à en supporter le poids et que la production est parfois étendue à des zones inappropriées (cf. pp. 213-225). (N. de l'Éd.).

économique indigène. Théoriquement, cela implique de trouver un facteur commun entre les droits indigènes basés sur un usage millénaire et l'occupation de la terre, et les systèmes légaux européens. Peut-on trouver un tel facteur commun ? Positivement, oui. Il y a d'abord, dans certains territoires, le désir européen d'accorder la sécurité totale et une propriété que rien ne viendra troubler ; ensuite, le désir des indigènes de conserver leurs terres et de les cultiver sans ingérence préjudiciable des Blancs. Nous voyons en outre que, lorsqu'il convient aux Européens de laisser une possibilité de bouleverser la loi coutumière indigène, on invoque un principe de « justice et de morale naturelle ». Mais ce principe peut aussi nous fournir un facteur commun quand il en vient à maintenir les droits indigènes existants - car *le droit d'exister sur un plan d'honnêteté élémentaire* est en fait le principe fondamental de la justice et de l'équité.

Jusqu'à présent, une des principales difficultés a été l'incapacité des législateurs européens à établir une définition du droit légal des indigènes en termes de propriété foncière individuelle et libre ¹. Le but consistait à imposer un système européen, mais ici, nous pourrions demander avec raison : quel système européen ? Ceci signifie-t-il le régime foncier dans les termes du Code Napoléon ou des Communes Anglaises ? ou d'un certain type similaire de propriétaire absentéiste en Irlande, ou le système polonais du servage ? Parler de la propriété européenne comme d'une propriété « sur laquelle le propriétaire a tous les droits et dont il peut disposer sans en référer à quiconque » est étrangement inexact ². Aucune propriété de ce genre n'existe dans la loi européenne et encore moins dans la coutume européenne. Encore une fois, la coutume de l'indigène Pondo partant pour gagner sa vie pendant que sa famille reste à l'exploitation agricole et travaille pour lui, peut être comparée en Europe à l'émigrant partant pour l'Amérique pendant que sa ferme est exploitée par sa femme et peut-être par des parents. Dire simplement que l'attitude « individualiste » est essentiellement bonne, qu'elle est une des caractéristiques d'un nouvel esprit économique et un sain encouragement au travail - tout cela est un malentendu sociologique. L'attitude « individualiste » excessive, telle qu'on la voit chez les indigènes, n'est pas toujours due à une conversion aux façons européennes, mais elle est le signe pathologique d'une existence à mi-chemin sur le plan d'une adaptation défectueuse.

La loi, et la loi telle qu'elle fonctionne dans un système de régime foncier, doit être prise pour ce qu'elle est : la reconnaissance sanctionnée des intérêts vitaux et des droits essentiels des individus, du groupe et de la communauté dans son ensemble. Il faut admettre que la loi naît des conditions sociales et ne peut leur en imposer, sauf peut-être en période de révolution, et qu'avec le temps cela échoue généralement et

¹ En 1918, en Rhodésie du Sud, le Judicial Committee of the Privy Council déclarait que pour prouver leurs droits les indigènes devaient montrer qu'ils appartenaient à la catégorie de droits de la propriété privée Cf. BUELL, op. cit., 1, 210. Au Swaziland, en 1926, le Privy Council décrétait également que le titre de la communauté indigène prenait la forme d'un droit usufruitaire et que c'était une simple qualification d'une charge sur le droit ultime de tout souverain (*idem*, p. 200). (N. de l'Éd.).

² Rapport extrait de *Reaction to Conquest*, du Dr HUNTER, p. 130.

tombe en désuétude¹. Nous pouvons donc admettre la proposition que le devoir des agents légaux d'un pouvoir colonial, depuis le Conseil Privé jusqu'au Substitut du Juge, en supervisant un tribunal indigène ou en réglant une querelle de village, est de donner force et reconnaissance formelle aux droits et coutumes existant, à moins que ceux-ci ne s'opposent directement aux standards et aux susceptibilités des Européens.

Si nous en venons au régime foncier, nous traitons d'une expression légale des conditions fondamentales de la vie. Ici, l'anthropologue est sur son terrain, car il a développé ses propres méthodes pour réunir les témoignages concernant la propriété terrienne et son analyse². La clef du problème se trouve dans l'emploi économique. Le régime foncier doit être lié à l'organisation sociale ; à des actes légaux occasionnels ; à des modes de testament et d'héritage ; à des types d'utilisation, et à des valeurs affectives. Universellement, l'homme entoure de croyances et d'idées la terre de sa patrie, la terre qui le nourrit et l'environnement qui lui donne abri et protection. En règle générale, la terre est l'objet d'une tradition mythique et historique ; l'homme, définit ses rapports avec elle par des déclarations légales plus ou moins précises. En même temps, il utilise la terre, s'approprie, distribue et consomme ses produits. C'est à mon avis la corrélation entre les concepts mythiques et juridiques d'une part, et les activités économiques de l'autre, qui constitue la substance du régime foncier³.

Toutes les tribus africaines, depuis les Bochimans semi-nomades aux Baganda et aux Chagga, ont le droit d'exister dans la sécurité et la paix ; le droit d'exploiter leurs parcelles de terre ou leurs territoires pour un minimum de subsistance conforme aux standards qui leur sont indispensables. Elles ont le droit de jouir de certaines facilités qui leur rendent la vie digne d'être vécue ; le droit de s'organiser pour les marchés, les visites et les réunions communautaires ; le droit de perpétuer la pratique des cérémonies sacrées et d'entretenir les tombes des ancêtres. Il existe un système de régime foncier indigène, une codification des usages auxquels la terre est soumise, ainsi que des droits des individus et des groupes. Ici, il ne peut être question du principe fondamental impliqué : le droit de propriété dans la sécurité et la protection, pour les besoins d'une culture bénéfique. De tels droits doivent être reconnus et solidement établis. Bien que cela soit regrettable, il se peut qu'il faille limiter certains de ces droits, mais il faut accorder aux indigènes une marge substantielle de subsistance.

¹ Pour la théorie de Malinowski sur la loi, voir son livre *Crime and Custom in Savage Society* ; son article « A New Instrument for the Interpretation of Law - Especially Primitive », *Yale Law Review*, *XLI* n° 8 (1942), 1237-1254 ; et son introduction à : H. Ian HOGGIN, *Law and Order in Polynesia*. (N. de l'Éd.).

² En ce qui concerne ma contribution à ce problème, voir *Coral Gardens and Their Magic* (1935). Des méthodes et analyses semblables sont utilisées par le Dr R. FIRTH dans *Polynesian Economy* ; par le Dr RICHARDS dans *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia* ; et le Dr MAIR dans *An African People in the Twentieth Century*.

³ Le passage commençant par : « Universellement, l'homme » est tiré de l'introduction de Malinowski au livre de HOGGIN, *Law and Order in Polynesia*, p. XLIII. Il donne une définition semblable du régime foncier dans *Coral Gardens*, 1, 319. (N. de l'Éd.).

La loi devient ici une reconnaissance formelle et une sanction par le pouvoir européen, avec toutes ses ressources pour formuler, décréter et défendre. Si les droits doivent être restreints dans certaines directions, le processus ne peut être équitable que s'il y a des compensations. Il ne peut être question ici de revenir au statu quo primitif. Le fait même que les Européens soient venus, qu'ils contrôlent le sol africain et sa production, même si dans certains cas ce contrôle est indirect, est une abrogation complète des droits ou titres « primitifs ». Nous avons besoin d'une étude des conditions telles qu'elles existent aujourd'hui : dans les termes des politiques européennes actuelles en vigueur ; dans les termes des systèmes indigènes de régime foncier tels qu'ils persistent ; et dans les termes de besoins tels que le besoin d'une terre suffisante, de capitaux indispensables, d'aide au développement, d'organisation des marchés, et autres considérations semblables. Mais une telle politique doit être fondée sur la sécurité complète, sur une base coutumière, avec la formulation d'un système souple offrant des possibilités de développement. Les progrès apportés dans les méthodes agricoles ou dans des systèmes de régimes fonciers qui ne soient pas complètement séparés des anciens, ne constituent pas une brèche importante dans la continuité. De même, une politique est indispensable pour ces indigènes qui ont perdu le contact avec le système tribal et qui vivent selon des conditions économiques modernes.

Nous pouvons maintenant analyser quelques-unes des meilleures études concernant le régime foncier, comme celles du Dr Hunter et du Dr Mair. A partir de l'examen précieux que le Dr Hunter a fait du régime foncier chez les Pondos, on peut énoncer un principe fondamental. Après qu'elle ait donné une excellente analyse de l'ancien système, de propriété [qui en fait survit encore dans les anciennes institutions et contrôle de la même façon l'exercice du magistrat et du chef ¹], elle nous dit en conclusion que «chez les Pondos il y a eu relativement peu de changements dans le fonctionnement du régime foncier depuis le contact avec les Européens, car il n'y a pas encore de restrictions importantes en matière de terre » ². Cela paraît simple et évident ; cependant l'évidence est souvent négligée dans l'argumentation scientifique comme dans la politique. Dans beaucoup de régions de l'Afrique, des conditions insupportables sont nées du fait que nous avons tout simplement privé les indigènes du strict nécessaire.

Encore une fois, les conditions concernant la terre et les ressources en pays Pondo nous apprennent tout d'abord que les nouveaux systèmes légaux fonctionneront bien, aussi longtemps qu'il y aura une marge suffisante pour une réorganisation progressive. Elles nous apprennent aussi que la routine comme l'attachement sentimental à l'ancien système sont extraordinairement tenaces, qu'ils peuvent aussi s'adapter facilement aux formes nouvelles de la technique et qu'ils n'entravent pas le progrès rural. L'étude du régime foncier en pays Pondo soulève aussi la question de savoir s'il est nécessaire de reconstituer le point zéro. En fait, l'ancien système, les nouvelles modi-

¹ HUNTER, Op. cit., pp. 112-117.

² Idem, p. 116.

fications et les éléments progressifs de l'évolution existent côte à côte et peuvent être étudiés sur le terrain dans la réalité. La caractéristique de cette région, c'est que les violations et les intérêts des Européens n'ont pu beaucoup empiéter sur les revendications légitimes des indigènes. Comparons cela avec ce que nous dit le Dr Hunter concernant les conditions terriennes dans d'autres parties de l'Afrique où règne le mécontentement à propos du manque de terre¹. Il sera facile de voir que le vrai problème de l'évolution culturelle ne se trouve pas dans les détails mécaniques et techniques de la loi, mais dans le fait de savoir comment un minimum de richesses naturelles doit être laissé aux indigènes et comment ils doivent être aidés dans leur développement naturel, par des méthodes modernes tenant compte des intérêts européens.

Les recherches du Dr Mair sur le régime foncier, dans son livre *An African People in the Twentieth Century*, sont également instructives. La projection de ses données sur nos tableaux à triple volets (pp. 192-193), tels que nous les avons préconisés dans ce livre, nous permettra de faire ressortir les points les plus importants de son argumentation.

Les intentions européennes du départ étaient contenues dans l'Uganda Agreement de 1900. Celui-ci exprimait d'une part la bonne volonté de l'administration, sincère et à long terme, et d'autre part le désir de l'administration anglaise de « permettre une sauvegarde perpétuelle des droits indigènes existants » (A1). Il n'y avait dans tout cela aucun conflit d'intérêts et nous avons un facteur commun dans les intentions européennes en harmonie complète avec les intérêts africains. Cela aurait donc pu être une confirmation du *statu quo*. Puisque l'ancien système sauvegardait pleinement les droits des indigènes, la chose évidente à faire aurait été de l'étudier, de la normaliser avec quelques modifications nécessaires et judicieuses, de les traduire en termes compatibles avec notre verbiage et nos principes légaux, et de lui donner cette souplesse que tous les décrets constitutionnels introduisant un changement devraient avoir. Cela aurait satisfait A1 et C1.

Mais en réalité la réforme du régime foncier n'était pas une façon sensée et prudente de préserver des droits existants.

Au lieu de codifier ces droits, on imposa un système arbitraire fondé sur les idées et les doctrines européennes (A2). Les droits personnels sur des terres affermées furent conférés à 3700 propriétaires en propriété libre et perpétuelle (A2), créant ainsi des titres individuels inconnus dans le système Indigène antérieur, et assignant ceux-ci à un petit nombre de grands propriétaires fonciers (B2). Cet arrangement légal introduisait non seulement une petite classe de propriétaires terriens possédant de grands domaines, mais aussi un certain nombre de travailleurs sans droits légaux. Il dissociait également la propriété terrienne de toute fonction et de toute responsabilité gouvernementales, qui avaient primitivement existé entre ceux qui travaillaient

¹ Idem, pp. 556, 560.

réellement la terre et ceux qui les surveillaient¹. Il créait ainsi la propriété sans responsabilité (B2) ; il créait des titres à la terre sans l'obligation de leur utilisation effective. Dans la mesure où nous nous livrons ici à une critique rétrospective des intentions des Blancs, nous devons souligner que les rédacteurs politiques considéraient *vraiment* que toute terre appartient au peuple indigène. Ils se rendaient compte que même si cette terre n'était pas d'une utilité réelle à ce moment-là, elle pouvait devenir utile et qu'elle serait exploitée. Ils envisageaient donc une politique économique de développement et c'est là le fait le plus important.

¹ Cf. MAIR, Op. cit., p. 198.

HISTORIQUE DU RÉGIME FONCIER DES BAGANDAS

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus d'évolution et de contact culturels	Formes survivantes de la tradition
<p>1. Loi de 1900 visant principalement à sauvegarder les droits indigènes existants. Le régime foncier par la propriété individuelle libre et perpétuelle accordée à Kabaka et aux chefs comme étant le meilleur instrument [*].</p> <p>2. Création de vastes domaines en propriété libre et perpétuelle pour les propriétaires fonciers, sur le modèle européen - négligeant les clans fonciers et les intérêts des paysans.</p>	<p>1. Le facteur commun : les intentions européennes de sauvegarde ; l'attachement de l'indigène à la terre et l'appréciation - sentimentale, économique et politique - de sa valeur.</p> <p>(La conservation de C1 et sa validation par reconnaissance légale auraient satisfait A1 et C1).</p> <p>2. Le changement radical et évitable du régime foncier introduisait des adaptations nuisibles dues à la discontinuité par rapport à l'ancien système et à l'omission des droits anciens (peu de données sur ce point).</p> <p>Naissance de troubles concernant les droits des clans (de peu d'importance selon Mair). Les paysans semblent avoir été peu exposés à des privations dans le passé puisqu'ils en souffrent peu maintenant.</p> <p>(voir tableau suivant).</p>	<p>1. L'ancien système (alors en pleine vigueur et persistant aujourd'hui), alliant l'utilité économique par les cultivateurs à la dépendance politique et aux services réciproques, sauvegardait <i>de facto</i> tous les droits et intérêts des indigènes.</p> <p>2. Certaines terres n'étaient pas positivement la propriété des chefs mais étaient tenues par eux dans certaines conditions, administrées pour les paysans.</p> <p>Les chefs des clans avaient des privilèges spéciaux.</p> <p>Les paysans avaient des devoirs mais étaient pris en charge par les chefs.</p>

^{*} Selon les données de Buell, nous voyons tout d'abord une reconnaissance vague de la propriété privée de Kabaka et de ses chefs. Puis progressivement (1900-1907) les droits des 3700 propriétaires étaient définis comme propriété foncière libre et perpétuelle dans le sens de la loi européenne. Le fait est que la politique suivie était une politique hostile à la vente. mi. ais les chefs ont-ils jamais voulu aliéner les terres à des non-indigènes et étaient-ils arrêtés par l'administration ?

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus d'évolution et de contact culturels	Formes survivantes de la tradition
3. Le développement économique de la colonie par l'entreprise indigène (qui fournissait les bases les plus sûres pour A1) changeait aussi la valeur et la nature de la terre en actif commercial, par la vente des récoltes et l'économie monétaire.	3. Il y avait apparemment une résistance et des points de friction concernant une politique constructive pour la culture du coton (détails non rapportés).	3. Pas de ventes de récoltes, par d'argent. Pas de rapport avec les marchés (sauf pour la traite des esclaves).
Rapport direct avec les marchés mondiaux.		

Le Dr Mair nous donne un rapport complet de l'ancien système de régime foncier qui fonctionne encore aujourd'hui et cela sans la reconstitution d'un point zéro imaginaire. Car l'un des résultats les plus clairs de son travail sur le terrain réside dans la découverte qu'un grand nombre des institutions anciennes des Bagandas se sont révélées extrêmement tenaces. Elle put ainsi non seulement définir l'ancien système, mais nous dire aussi, explicitement, qu'il fonctionne maintenant. « Aujourd'hui, l'ancienne école et les méthodes les plus récentes peuvent être observées côte à côte. Leurs nouveaux droits n'ont pas de prime abord affecté l'attitude paternelle des anciens chefs »¹. Ainsi les anciennes méthodes, l'appareil juridique du système européen imposé, l'action de l'administration et des tribunaux européens ainsi que les phénomènes d'évolution peuvent être étudiés concurremment. Et c'est précisément la méthode de recherche et de classement des témoignages que nous avons préconisée ici. Nous pouvons dire qu'un certain nombre d'activités traditionnelles subsistent, de même que le régime foncier indigène qui unit étroitement le cultivateur à la terre et l'utilité économique aux obligations politiques et de résidence (C2).

Ici encore, le Dr Mair peut signaler quelques abus, des tendances dangereuses et de mauvaises adaptations apparaissant indistinctement dans l'avenir. Leur origine est due « à la conception de la terre en tant que propriété privée à la disposition pleine et entière de l'individu » (A2)². Et cela, concurremment à l'adoption d'une économie

¹ Idem, p. 168.

Cependant il n'est pas dit clairement si ce « prime abord » est basé sur le témoignage historique obtenu des informateurs vivants ou s'il est reconstitué. Le Dr Mair mêle parfois la situation en 1900 et les conditions actuelles.

² Ibid., p. 166.

monétaire, a fait de la terre une source de profit par l'affermage ou la vente (B2 et B3), « alors que l'attribution de terre à des individus et à leurs héritiers à perpétuité »¹ a fait de la terre une source de spéculations sans qu'aucune responsabilité y soit attachée. Cas occasionnels où les propriétaires absents acquéraient des goûts au delà de ce que pouvaient satisfaire les offres de leurs partisans² ; des cas d'exploitation outrancière et impitoyable des locataires ; et un nouvel agent financier qui s'appelle lui-même un « trafiquant de kilomètres » et s'occupe principalement « d'attestations de disette »³ - tels sont les symptômes qui peuvent développer de mauvaises adaptations. Heureusement, ces symptômes sont encore minimes et sporadiques. Il ne faut pas en chercher les raisons bien loin.

La raison principale en est que « la terre est tellement abondante que la spéculation est inutile »⁴. Le Dr Mair affirme aussi qu'à présent « ce sont eux (les plus jeunes propriétaires) qui sont en mesure d'exploiter et leurs efforts sont tenus en échec à la fois par l'action gouvernementale et par de larges zones de terre disponible »⁵. En fait, l'erreur commise par la plupart des gens, de Lord Lugard jusqu'en bas de l'échelle, en opposant le communisme africain à l'individualisme européen, c'est-à-dire en n'admettant pas que le soi-disant individualisme soit un sous-produit malheureux et pathologique d'une double obéissance - légale, éthique et économique - a conduit à négliger le point de vue soulevé par le Dr Mair :

« On ne peut s'empêcher de souhaiter que l'enseignement européen n'insiste pas tant sur les avantages pour l'individu de commercialiser ses possessions, et qu'il accorde davantage de place au développement d'un esprit de fidélité de corps, non pas envers l'église ou le roi - ce qui est suffisamment souligné - mais envers un plus petit groupe avec lequel il est en contact permanent dans la vie du village »⁶.

Une autre protection importante est la suivante: « Les terres pouvant être mises à la disposition des non-indigènes sont rigoureusement contrôlées »⁷. Le danger n'est pas imminent aussi longtemps que les terres sont abondantes. La raison même de la limitation des adaptations nuisibles au sein du régime foncier est manifestement le fait que l'ancien système, ses sauvegardes et ses obligations morales dominant encore complètement la situation. Le « landlordisme » est mitigé par des usages plus conformes à l'ordre ancien. Apparemment, tous les indigènes sont parfaitement avertis de la façon dont le régime foncier fonctionnait dans le passé, des avantages et des inconvénients de l'ancien système comparé au nouveau, des nouveaux propriétaires comparés au gouvernement en tant que propriétaire. « On entend parler des avantages qu'il y

¹ Ibid.

² Idem, p. 169.

³ Idem, p. 171.

⁴ Idem, p. 171.

⁵ Idem, p. 276.

⁶ Ibid.

⁷ Idem, p. 167.

a à vivre sur la terre gouvernementale, pour laquelle le loyer annuel est la seule obligation, comparée au fait que l'homme qui n'a pas payé son loyer est immédiatement

CONDITIONS ACTUELLES DU RÉGIME FONCIER BAGANDA

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus d'évolution et de contact culturels	L'ancien système tel qu'il fonctionne actuellement
1. « Sauvegarde perpétuelle des droits indigènes » encore maintenue par l'administration (peu d'aliénation ; pas d'encouragement à l'installation des Blancs). Mais il y a peu de données concernant événements et politiques depuis 1900.	1. (Questions résultant de tentatives d'aliénation aux Européens ou aux Asiatiques, ou de propriété fictive - mais peu de données). Au total peu de changements puisque A1 largement maintenu et A2 lettre morte.	1. L'aliénation - telle que le changement d'anciens aux nouveaux territoires et le surpeuplement -produirait le plus grand bouleversement. Mais elle est de facto la survivance de l'ancienne structure et de la plupart de ses fonctions internes.
2. Fonctionnement du système légal européen imposé par la machine administrative anglaise. Régime foncier particulier au chef. Attitude de l'administration envers ces mauvaises adaptations (information insuffisamment explicite à la surface du contact effectif).	2. Portée légale des grandes propriétés. Propriété sans responsabilité ; titres sans obligation d'emploi. Ténacité du système traditionnel, dominant toujours l'évolution, sauvegarde contre les mauvaises adaptations (voir B3).	2. Survivant jusqu'aujourd'hui : le régime foncier indigène unissant les cultivateurs à la terre ; l'utilité économique, le devoir politique ; services réciproques entre le chef propriétaire et le locataire.
3. Aucune prévision de mauvaises adaptations possibles ; aucun projet pour y remédier. Facteurs collatéraux créant des adaptations nuisibles : développement des récoltes commerciales, introduction de l'argent, élévation du niveau de vie.	3. Mauvaises adaptations ; spéculations foncières ; ventes et affermage pour profits ; propriétaire foncier absentéiste ; éviction et exploitation des locataires. (Toutes se produisent mais sur une petite échelle).	3. Idéal du bon chef et du bon propriétaire ; survivance des anciens modes de vie (vie de la terre, coopération). Ces forces de l'ancien régime empêchent présentement les mauvaises adaptations sur une grande échelle, en B3.
4. Omission du système de clans et revendications collectives de la terre.	4. Litige artificiel dû à une anthropologie incomplète dans la perspective de la colonisation européenne. Utilité légale des mythologies.	4. Terres héréditaires des clans ; revendications par tête de Butaka. La double version mythique. Fonctions religieuses et sociologiques des chefs de clans.

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus d'évolution et de contact culturels	L'ancien système tel qu'il fonctionne actuellement
5. Banques coopératives ; développement de l'épargne et de la coopération.	5. Évolution progressive des titres par acquisition de petites propriétés.	5. Anciens liens de l'unité parentale. Influences des chefs locaux (qui pourraient être employés pour encourager ces tendances).

expulsé »¹. En fait, l'ancien type de coopération fondé sur l'échange des services réciproques, l'ancienne ambition de vivre sur la terre parmi les paysans et de les gouverner, est toujours la force morale, politique et économique la plus puissante chez le peuple. « La position du Grand Chef vivant parmi son peuple représente toujours le but le plus élevé de l'ambition humaine »².

Quels sont les critères pratiques et spécifiques d'orientation que l'on peut tirer de ce témoignage ? Nous pouvons dire tout d'abord que le nouveau système légal qui impose un modèle européen de régime foncier peut toujours être adapté en donnant de plus en plus de valeur à certaines obligations anciennes, en ressuscitant les devoirs du propriétaire foncier comme partie inhérente des privilèges. Cette tendance irait parallèlement à la réforme du système administratif préconisée par le Dr Mair dans son autre livre, et à la transformation du système de l'Ouganda en une forme réelle de *l'Indirect Rule*, c'est-à-dire le fonctionnement de toute la constitution suivant la loi coutumière indigène³. Encore une fois, selon le propre conseil du Dr Mair : « La meilleure sauvegarde possible contre la future exploitation des paysans consiste dans l'acquisition de petites propriétés »⁴. Ce n'est pas une suggestion imaginaire mais l'exposé d'une tendance qui a amené l'enregistrement de 16 000 propriétaires fonciers contre les 3 700 tributaires primitifs⁵.

¹ Ibid.

Les droits légaux formels et nominaux résident surtout dans la vacation. « Même de telles Butaka (terres héréditaires du clan) restées aux mains de leurs propriétaires primitifs sont enregistrées au nom d'un seul homme et il jouit des pleins droits légaux de disposer de la terre sans avoir à consulter le reste du groupe. Je n'ai connaissance d'aucun cas où cela ait été fait, mais la possibilité a créé de l'appréhension... »

² Idem, p. 168.

³ MAIR, *Native Policies in Africa*, pp. 169, 173-175.

⁴ MAIR, *An African People in the Twentieth Century*, p. 170.

⁵ Le Dr Mair aurait cependant pu apporter plus de soin à la synchronisation des événements contemporains. Le fait de se dégager complètement de l'obsession historique lui aurait permis de ne pas confondre 1900 et 1931 et de donner une analyse plus claire de la surface du contact effectif, qui aurait pu être obtenue par le travail sur le terrain plutôt que par une lecture de documents - et ainsi garder séparées les colonnes C et B, et A et B.

Cette orientation peut être très fortement appuyée par l'influence pédagogique, par la fondation de sociétés coopératives et par des prêts financiers directs.

Nous voyons dans tout cela que le traitement *de facto* du Dr Mair dans son étude des intentions européennes, des systèmes africains et des phénomènes d'évolution, est identique à celui que nous préconisons ici. Il conduit à la découverte de ce que nous avons appelé la commune mesure du fonctionnement de ces forces. C'est ici la réalité économique de la terre comme produit à utiliser et à ne pas exploiter dans des entreprises spéculatives. L'honnêteté du côté européen a été prouvée par l'exclusion d'acquisitions étrangères ; du côté indigène, il y a le désir de tout Africain de conserver la terre. L'administration européenne a aussi favorisé le développement en introduisant les récoltes commerciales. Ainsi, la commune mesure doit être trouvée dans l'utilisation de la terre, d'une part comme une source de richesse, et d'autre part comme une force puissante par l'établissement d'obligations, de droits et d'une dépendance réciproques entre, les propriétaires fonciers. Les bénéfices de la terre devraient aller à ceux qui en vivent et coopèrent par leur travail à son rendement et non à ceux qui sont simplement en possession de droits légaux. Ce qui survit de l'ancien système, c'est le civisme résultant de la combinaison de la dépendance réciproque du chef et de ses sujets et de leur travail commun de la terre. Le nouveau régime administratif, avec sa définition légale de la terre comme simple possession individuelle séparée de toute obligation et de tout devoir, avec l'introduction de la culture du coton comme moyen de rapport et avec toutes les possibilités de spéculation dues au nouveau régime monétaire - tout cela a créé des conditions contraires au travail de l'exploitation de la terre et au civisme. Il n'est de l'intérêt d'aucune administration d'introduire la spéculation et de détruire le civisme. Sans aucune conception éthique ou métaphysique, nous pouvons affirmer que le civisme est un grand atout culturel ; dans la coopération et les devoirs réciproques il y a quelque chose de l'ancien régime qui devrait être sauvegardé puisque c'est toujours une grande force morale et qui devrait avoir, si possible, une base légale.

Cette discussion du régime foncier et de l'énumération des droits des indigènes souligne le fait que non seulement la loi doit respecter le strict minimum vital, mais aussi qu'un certain surplus conforme au niveau local et à ses tendances au développement doit être accordé. Ce niveau, l'anthropologue peut le définir en termes d'individu et de constitution de la famille ; en termes d'objets d'abondance, de faste cérémonial et de dépenses de travaux publics. Dans la mesure où nous détruisons la sécurité du régime foncier, nous détruisons aussi la vie. Nous n'avons qu'à penser à la situation des Aborigènes australiens et aux Indiens d'Amérique du Nord pour nous rendre compte de ce qu'une telle politique a entraîné dans le passé. Dans la mesure où le groupe entre dans la coopération et l'entreprise comme facteur essentiel, il ne doit être ni détruit, ni avili. En Afrique, il est évident que l'ancien niveau tribal ne peut rester ce qu'il était, quoique pour le moment il puisse survivre en certains endroits. Ce niveau doit s'effondrer ou s'élever et le système du régime foncier et de l'adaptation territoriale devrait être établi de façon à s'adapter à un niveau supérieur.

Chapitre XII

L'ADMINISTRATION INDIRECTE (INDIRECT RULE) ET SON ÉLABORATION SCIENTIFIQUE

[Retour à la table des matières](#)

En anthropologie appliquée, il existe peu de sujets aussi intéressants pour l'ethnologue que *l'Indirect Rule*, car nous avons dans cette politique une reconnaissance pratique du fonctionnement des institutions indigènes. En tant qu'individu qui a analysé et reconnu l'importance des cultures indigènes africaines, l'anthropologue sympathise vraisemblablement avec les défenseurs de *l'Indirect Rule* pour ces régions où l'autorité tribale n'a pas encore été sapée ¹.

¹ Dans *An African Survey*, « Indirect Rule » est employé « pour indiquer le système par lequel le pouvoir tutélaire reconnaît les sociétés africaines existantes et les aide à s'adapter aux fonctions de gouvernement local » (p. 413). Pour les implications plus étendues de l'Indirect Rule, le lecteur est renvoyé au livre du Dr MAIR - *Native Policies in Africa*, où elle met en évidence que « le vrai sens de l'Indirect Rule ne peut se résumer par la formule a Trouvez le Chef ». Il consiste dans une compréhension de la structure de la société indigène et la corrélation de ses éléments, qui écarte la possibilité de supposer qu'elle peut être brusquement modernisée de l'extérieur, et révèle en même temps les points où les circonstances modifiées demandent une adaptation et les bases sur lesquelles des innovations nécessaires peuvent être solidement établies » (p. 15). Le Dr Mair résume cela encore plus succinctement comme « l'adaptation progressive des institutions indigènes aux conditions modernes » (p. 56). Pour de plus amples discussions concernant *l'Indirect Rule*,

Les motifs qui poussent l'administration à introduire *l'Indirect Rule* sont en partie des motifs de convenance et d'efficacité, en partie un libéralisme éclairé. C'est bon marché, c'est pratique et cela permet de produire un minimum de frictions et de mécontentement, car cela implique la loi avec le consentement de la majorité des gouvernés et le maintien d'autant d'autorité indigène que possible au lieu de sa destruction ¹.

Une grande perspicacité anthropologique n'est pas nécessaire pour reconnaître que l'autorité ne peut être mieux exercée par d'autres que par ceux qui ont été et sont considérés depuis des siècles comme les gouvernants légitimes, qui sont entourés d'une impondérable aura de prestige, qui ont des fonctions religieuses et dont on est convaincu qu'ils possèdent des pouvoirs magiques. Un mécanisme qui a été utilisé pendant des siècles et qui est adapté à l'environnement, au milieu social et aux institutions tribales est probablement préférable à un type de loi étrangère rapidement improvisée. Il est indubitable aussi que le chef et ses conseillers, qui sont traditionnels, qui connaissent les individus et sont connus d'eux, qui sont versés dans le droit coutumier et qui peuvent voir les choses du point de vue indigène, seront plus aptes à administrer qu'un représentant temporaire du gouvernement. Il y a cependant un long chemin à parcourir entre la reconnaissance de ces principes et une connaissance précise de la façon de rédiger la constitution tribale. C'est en vue d'établir le diagnostic anthropologique de la façon dont la constitution actuelle fonctionne - ou dont elle échoue dans son fonctionnement - que l'anthropologue peut être utile.

Quels sont les points qui doivent être fixés avant d'introduire *l'Indirect Rule* dans une zone où la dignité de chef a été complètement négligée pendant longtemps, c'est-à-dire considérée comme lettre morte ? La première question est manifestement de savoir si elle est réellement vivante et si sa reconnaissance en ferait une institution active ². Si elle est vivace, il est important de s'assurer de son caractère, de son fonctionnement, de ce que sont ses privilèges, ses fondements religieux, ses bases légales, militaires et économiques. Ici, la question importante est de savoir si « le système ancien » tel qu'il fonctionne maintenant est applicable aux conditions modernes. Car il faut se rappeler que, si le chef indigène était capable de remplir ses fonctions au temps des anciennes traditions, il ne peut maintenant, inchangé, poursuivre les tâches

voir Margery PERHAM, *Native Administration in Nigeria* (1937), et « A Restatement of Indirect Rule », *Africa* (juillet 1934) ; également BUELL, *Tite Native Problem in Africa*. (N. de l'Éd.).

¹ *L'Indirect Rule* a parfois été critiquée comme étant un refus de prendre des responsabilités et comme une entrave au progrès. Miss Perham a répondu à ces attaques dans l'article cité ci-dessus ; de même le Dr Mair qui, dans son livre, n'a pas seulement analysé les conditions nécessaires à l'application de *l'Indirect Rule*, mais a aussi fait ressortir de façon convaincante qu'elles n'existent pas dans certains cas, par exemple dans des régions comme le Swaziland, le Bechuanaland et le Basoutoland (cf. op. cit., pp. 55-63).

² Le Dr Hunter signale que chez les Pondos, quoique les pouvoirs du, chef aient été réduits, il conserve encore beaucoup de son prestige de sorte que le gouvernement a été obligé de restaurer son autorité (op. cit., pp. 429-430). De même en Nigéria du Nord, au Tanganyika et en Rhodésie du Nord, il n'y eut aucune difficulté à trouver les chefs légitimes lorsque *l'Indirect Rule* fut introduite.

que la coopération avec les Européens et le maintien de la loi et de l'ordre lui imposent dans la situation du contact culturel. Encore une fois, il se peut que ce qui survit de l'ancienne dignité de chef soit en fait moins capable d'obtenir un travail effectif. Il est donc essentiel, en rédigeant une constitution, de savoir si chaque aspect de cette institution convient à un futur développement et un futur accroissement et s'il est compatible avec des orientations probables¹. Bref, il doit y avoir une évaluation dans une perspective de politique progressiste. Il serait également nécessaire de rechercher ce qui pourrait contenir les germes d'une mauvaise adaptation - un chef ambitieux pourrait-il immédiatement mésuser de ses pouvoirs, ou un chef sans scrupules résister à la tentation de la corruption ?

L'Indirect Rule représente un nouveau développement et ne peut être considérée comme un agglomérat d'éléments. Son privilège est le remaniement de la souveraineté, des sources du pouvoir exécutif, des finances et des revenus. En tant qu'expérience complexe, il n'y a rien en elle qui ait été repris directement des anciennes cultures. Elle représente la croissance et la progression de la collaboration ; elle est la réalité, flanquée de deux réponses culturelles ; elle dépend des deux, mais se développe selon ses propres lois de croissance et elle a son propre déterminisme.

Ici, comme dans notre discussion concernant les autres aspects de l'évolution culturelle, nous devrions construire un schéma à triple colonnes sur la question suivante. Dans la colonne A nous devrions d'abord établir le principe général ou l'idéal selon lequel la colonie est administrée. Ainsi, toutes les colonnes libellées *Indirect Rule* peuvent être définies comme celles où une tentative est faite pour se servir des monarchies indigènes, des chefs, des assemblées et tribunaux indigènes ; pour leur donner l'aide et l'accord de l'administration européenne ; pour définir leurs fonctions, en abroger certaines, en développer d'autres et en introduire de nouvelles. La question se poserait alors de savoir comment compléter une connaissance (anthropologique) que les auteurs de chaque constitution locale ont de la constitution politique de la tribu - et quelles difficultés et complications introduit la diversité des systèmes dans une colonie donnée, comme le Tanganyika. Il serait également important de connaître le degré de latitude accordée aux délégués provinciaux ou aux délégués de districts pour l'application des principes dans chaque cas particulier. L'anthropologue sur le terrain doit avoir connaissance de documents tels que les instructions données par l'administration à ses fonctionnaires au sujet de la façon concrète d'appliquer les principes.

En colonne B, le chercheur devra étudier sur le terrain le fonctionnement actuel de l'administration par le Blanc et par l'indigène, leur coopération et leurs conflits. Ici, l'étude du fonctionnement du *lukiko* (le Conseil du Roi) chez les Bagabdo, ou les

¹ Lord Hailey soulève la question de savoir si une forme d'*Indirect Rule* serait dans l'intérêt des indigènes de l'Union Sud-Africaine, s'il est envisagé qu'ils puissent être admis au rang de citoyens à part entière. Il signale aussi que le système serait mal adapté aux populations indigènes dans les zones urbaines de l'Union Sud-Africaine (op. cit., p. 530). (N. de l'Éd.).

conseils du chef au Kilimanjaro, des chefs illettrés de la Rhodésie du Nord ou du Tanganyika, ou des chefs très instruits du Barotseland et du Swaziland, est nécessaire.

LA DIGNITÉ DE CHEF : CONSTITUTION POLITIQUE SOUS L'INDIRECT RULE

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus de contact et d'évolution culturels	Formes survivantes de la tradition
<p>1. Indirect Rule : Gouvernement par coopération et délégation partielle du pouvoir; reconnaissance, suppression et création. Compréhension nette des résultats ; connaissance particulière dans chaque cas de ce qui existe encore.</p> <p>2. Armée et police : Pax Britannica : abolition de la souveraineté militaire ; l'armée anglaise avec des effectifs africains. Police sous contrôle européen.</p> <p>3. Finances publiques réorganisation du trésor indigène. Impôts anciens et nouveaux. Principe de l'amélioration progressive du budget (développement de l'exploitation indirecte des ressources naturelles ; l'entreprise européenne comme facteur politique).</p>	<p>1. Privilèges concrets de l'Indirect Rule. Définition de la souveraineté européenne (internationale, militaire, judiciaire, fiscale). Définition des anciens pouvoirs mis au point et des nouvelles fonctions imposées.</p> <p>Définition des mécanismes de coopération au moyen desquels le contrôle et la responsabilité sont partagés.</p> <p>2. Réadaptation progressive de l'ancienne armée ; réorganisation pour de nouveaux buts ; une armée territoriale ? Structure en vue d'une entreprise économique ? (régiments et rangs d'âge en Afrique de l'Est et du S. E.). N. B., problèmes sociologiques et psychologiques: comment compenser la valeur culturelle du militarisme.</p> <p>Problème de substitution.</p> <p>3. Problèmes d'équilibre dans la perte des anciens revenus et le développement des nouveaux; dans le budget des nouveaux types de dépenses (relativement simples en Nigéria du Nord ; très compliqués en Nigéria du Sud et en Afrique de l'Est en particulier le « travail forcé »). Nouvelles sources indigènes de revenus.</p>	<p>1. Constitution tribale indigène. Le chef; le chef-en-conseil ; hiérarchie et gouvernement local indigène. Aspects :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) charte mythologique. b) bases religieuses. c) revenu. d) loi accordant et jugeant. e) pouvoir militaire. f) souveraineté. <p>Tout ceci non dans sa forme primitive, mais déjà touché par le contact.</p> <p>2. Des rudiments de l'organisation militaire demeurent.</p> <p>Conscience indigène de la perte de la souveraineté. D'où insuffisance financière, politique et sentimentale (esclaves et traite des esclaves, commerce de l'ivoire, autres formes du butin de guerre).</p> <p>3. Le Trésor indigène les revenus encore actifs et les revenus abolis (guerre, esclavage). Dépenses nécessaires pour l'exercice des devoirs administratifs, de représentation et légaux. Prestations en espèces et en travail.</p>

A	B	C
Influences, intérêts et intentions des Blancs	Processus de contact et d'évolution culturels	Formes survivantes de la tradition
4. Administration de la justice : reconnaissance de la loi indigène avec clauses conditionnelles. Nécessité de nouveaux pouvoirs législatifs pouvant être confiés aux chefs indigènes. Division de la juridiction laissant le contrôle final aux Européens mais la plupart des opérations aux indigènes. Législateurs et fonctionnaires européens.	4. Problème du développement de l'aptitude indigène à légiférer. Difficultés naissant des tribunaux indigènes ayant à administrer la justice sous le double contrôle des principes indigènes et européens. Nouveaux types de propriété mariage et famille professions, salaires, main-d'œuvre.	4. La fonction législative du chef africain, généralement restreinte par la constitution. Principes existants de la loi indigène en matière civile et criminelle.
5. Politique et religion. Influence des missions sapant le pouvoir du chef. L'Indirect Rule doit soutenir le chef.	5. Conflits entre missionnaires et administrateurs dus en fait au conflit entre la nouvelle fidélité et l'efficacité politique. La conversion des chefs résout certaines difficultés - chèrement.	5. L'unité organique entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux: le chef comme faiseur de pluie et maître de la fertilité. Dignité du chef et culte des ancêtres.
6. Instruction : Instruction européenne indispensable à l'Indirect Rule. L'instruction par le canal des missions peut saper l'ancien système. Possibilité d'adaptation des institutions indigènes.	6. Instruction sur deux fronts. Implantation de points de vue européens, perspectives économiques, judiciaires et fiscales. Nécessité de maintenir l'ancienne loi tribale. Problèmes : instruction différente du chef et de l'homme du peuple. Difficultés créées par l'Africain instruit, parvenu et démagogue.	6. Systèmes indigènes de formation: domestiques, rangs d'âge ; apprentissage des arts et métiers ; civisme.

La colonne C serait réservée au fonctionnement des institutions et des influences politiques non reconnues. L'anthropologue devait ici aussi observer l'étendue aussi bien que la fonction des lois coutumières indigènes (sorcellerie par exemple), qui persistent sub rosa, en opposition à la constitution de l'Homme Blanc.

Pour ne pas discuter dans le vide, examinons le cas concret de la Rhodésie du Nord où l'*Indirect Rule* a été introduite en 1929 après un régime d'administration directe. Nous avons ici un problème d'une importance exceptionnelle et par bonheur il y avait un anthropologue éminent sur les lieux. Le Dr Richards travaillait parmi les Babembas peu de temps après l'inauguration de la nouvelle politique. Au moment de

son introduction, il y eut de nombreuses critiques, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'administration. Le rôle du chef avait été nié pendant près d'un demi siècle et il était réellement impossible d'estimer jusqu'à quel point il pouvait endosser la charge qui lui était imposée. En fait, l'expérience se révéla une réussite en Rhodésie du Nord. « C'est une zone où l'institution du chef, loin d'être moribonde, est bien vivante, même après des années d'administration directe » ¹. Il y avait dans ces conditions une très bonne base de Coopération entre les Européens et les Africains. Les européens voulaient se servir du système politique africain - avec certaines réserves ; les Africains, restés fidèles à l'ancien régime politique malgré des conditions adverses, montraient non seulement leurs intentions mais leur détermination à l'utiliser. Un facteur commun existait donc : la détermination conjointe d'investir le chef du pouvoir et de l'autorité sous un contrôle européen; car le contrôle européen avait été pleinement accepté par l'Africain comme il avait été tenu pour acquis par l'Européen.

Et si l'expérience dans l'ensemble a été une réussite indubitable ², c'est en dépit du fait et non parce que les Européens ont pris la situation cri mains. Théoriquement, une fois la politique décidée, tout ce qu'il y avait à faire, c'était d'étudier l'ancien système, l'élaguer, établir un contrôle et combler les lacunes. L'administration européenne l'a-t-elle réalisé ? Pas tout à fait.

Analysons théoriquement les problèmes qui existaient au moment de l'introduction de *l'Indirect Rule* ; représentons par un diagramme (un peu plus haut) les résultats, la procédure idéale et le type de conseil que l'anthropologue aurait pu donner à l'époque ³.

En AI nous avons enregistré l'intention du pouvoir colonial d'introduire *l'Indirect Rule* en reconnaissance du fait que l'autorité indigène sous contrôle européen est une chose souhaitable, qu'elle constitue le gouvernement idéal avec le consentement des gouvernés et qu'elle est le gouvernement le plus efficace et le moins cher à réaliser. En d'autres termes, les Européens se proposent de gouverner avec le système existant en C1. Ce système de l'ancien temps est toujours très « vivant », avec cependant le côté militaire en moins et malgré la réduction de ses ressources économiques, l'abolition de l'esclavage, l'exode de la main-d'œuvre masculine et le développement d'éléments concurrentiels et hostiles tels que l'influence des missions et la naissance de progressistes indigènes. Ainsi en B1, notre pronostic quant aux facteurs communs de coopération administrative, nous avons la charte concrète de *l'Indirect Rule*, la définition de la souveraineté européenne ; les anciens pouvoirs de l'autorité indigène mis

¹ RICHARDS, « Tribal Government in Transition », *Journal of the Royal African Society*, suppl. au XXXIV (1935), 21.

² RICHARDS, *Op. cit.*, p. 22.

³ Malheureusement, à l'exception de quelques pages dactylographiées, Malinowski n'avait que des notes au brouillon sur les problèmes de l'administration. J'ai groupé celles-ci en un texte suivi. Il a cependant laissé quelques diagrammes et j'en ai repris le matériel dans le texte principal. Alors que j'ai dû ajouter des phrases et des formules pour des raisons de style et de continuité, les idées, critiques et conclusions sont toutes de lui. (N. de l'Éd.).

au point et les nouvelles fonctions imposées ; la définition des mécanismes de coopération partageant le contrôle et la responsabilité. Bref, l'administration européenne professe d'utiliser ce que les Africains utilisent *de facto*, c'est-à-dire l'autorité établie de la tribu. Cela implique que le pronostic est favorable dans la mesure où la constitution établie par les Européens est conforme à C1. Ici, comme le Dr Richards l'a montré dans son travail sur le terrain chez les Bembas, la position du chef, le *Citimukulu*, a toujours sa consécration mythologique et religieuse ; il exerce encore certaines fonctions, maintient son tribunal et jouit de l'appui de certains fonctionnaires tels que les *bakabilo* (conseillers héréditaires) et les *bafilolo* (les anciens du tribunal du chef), quoique sous une forme très restreinte ¹.

Cependant - et il faut insister sur ce point - l'administration européenne, en combinant sa politique, n'est pas un agent indépendant. Car en dehors de l'idéal de *l'Indirect Rule* et l'existence de conditions réelles et actives rendant cet idéal pleinement réalisable, il y a un certain nombre de facteurs qui en limitent l'application. En colonne A, nous devons inclure certaines conditions qui empêchent une résurrection de l'autorité indigène sous sa forme primitive. Il y a avant tout l'abolition de la guerre et de l'esclavage, du travail forcé et du tribut de l'ivoire, la Pax Britannica imposée et l'abrogation des pouvoirs du chef concernant la vie, la mort et la mutilation de ses sujets (A2). Alors que des rudiments d'organisation militaire existent toujours et que les indigènes sont conscients d'un abandon de souveraineté à cet égard (C2), néanmoins, en tant que phénomène de la colonne B, la suppression des droits du chef en ces matières est inévitable (B2). Nous pourrions cependant conseiller une certaine réadaptation progressive de l'ancienne organisation militaire pour de nouveaux buts, peut-être comme structure d'entreprises économiques, de travaux publics et pédagogiques, comme dans d'autres parties de l'Afrique. Nous faisons face essentiellement à un problème de substitution, de compensation pour la valeur culturelle du militarisme.

Quand nous considérons la politique fiscale (A3), nous devons enregistrer la nécessité de financer l'administration indigène reconnue. Cela entraînera une certaine réorganisation du trésor indigène, le maintien de certaines formes anciennes d'imposition et l'introduction de nouvelles ; le principe d'une amélioration progressive dans l'établissement du budget, et le développement de l'exploitation indigène des ressources naturelles. Pour l'implantation de ce programme, il faut se rapporter directement à C3, aux revenus toujours disponibles, à ceux qui ont été abolis du fait de la disparition de la guerre et de l'esclavage. Une estimation rigoureuse doit être faite des dépenses nécessaires à l'exercice de l'administration, des obligations de représentation et des obligations légales du chef et de son tribunal. D'où en B3 nous affrontons le problème de combiner les moyens d'équilibrer la perte des anciens revenus et le développement des nouveaux, d'établir le budget de nouveaux types de dépenses sur la base de nouvelles sources indigènes de revenus.

¹ RICHARDS, op. cit., pp. 5-20.

Dans l'administration de la justice (A4), la charte de *l'Indirect Rule* implique la reconnaissance de la loi indigène avec certaines clauses conditionnelles, la nécessité de nouveaux pouvoirs législatifs pouvant être délégués à des chefs indigènes, et finalement un partage de la juridiction laissant le contrôle final aux mains des Européens, mais la plus grande partie du maniement aux indigènes - bref, une certaine réorganisation des tribunaux. Ici aussi, il serait nécessaire de poursuivre un travail sur le terrain qui mettrait en lumière les principes de droit civil et criminel africains existants (C4) et l'étendue des pouvoirs judiciaires du chef et des conseillers, en reconnaissant que les fonctions législatives d'un chef africain sont en général constitutionnellement réduites et qu'il n'y a jamais eu d'activité législative comparable aux nouvelles tâches qui lui incombent ¹. La mise en oeuvre de *L'Indirect Rule* à cet égard créerait ainsi le problème du développement de la capacité indigène matière de législation (B4) et devrait également affronter la difficulté soulevée, par le fait que les tribunaux indigènes ont à administrer la justice sous le double contrôle des principes indigènes et européens, du fait que de nouveaux types de propriété, de nouvelles formes de mariage, de nouvelles professions, l'introduction de l'économie monétaire et le travail pour les Européens ont créé des conditions qui ne sont pas prévues par la loi ancienne. Ici, nous pouvons établir comme principe général régissant les phénomènes de la colonne B, que du fait que toutes les influences modératrices tendent à saper le pouvoir de l'autorité indigène, des compensations sur d'autres points seront nécessaires.

Au cours de ce livre, et à différents moments, nous avons évoqué l'effet que l'exode de la main-d'œuvre masculine vers les mines a eu sur l'économie tribale. Cela se répercute évidemment sur l'autorité du chef, son prestige et ses ressources. Nous devons insister ici encore une fois sur le fait que l'administration ne peut agir comme un agent totalement indépendant, c'est-à-dire sans tenir compte des autres intérêts européens acquis. Quel que soit l'avantage ou quelle que soit la justice de ces derniers, l'anthropologue doit en tenir compte comme facteurs déterminants dans la situation globale du contact culturel. Il faut donc admettre dans le domaine économique que, tant que les Européens seront dans le pays, une certaine aliénation des terres sera nécessaire à leurs besoins ; que les mines auront besoin de main-d'œuvre ; et aussi, de la part des indigènes, l'apprentissage de la valeur de l'argent, s'il faut les persuader de travailler. Nous avons déjà parlé du contrôle qui peut être exercé sur les conditions dans les mines, des contrôles qui peuvent être imposés sur le départ d'un grand nombre d'hommes des réserves, de l'utilisation d'une partie de leurs salaires pour le développement de l'agriculture indigène et de la nécessité de terres suffisantes. Par conséquent, tant que la présence des intérêts acquis des Européens dans le pays affectera manifestement la mise en oeuvre de la politique de *l'Indirect Rule*, il faut que les intérêts indigènes soient garantis - et obtenir un compromis là où ils se heurtent aux tentatives européennes d'exploitation.

¹ Cependant, en tant qu'indication d'une possibilité d'adaptation, il faut noter que le Dr Richards, dans son travail sur le terrain, a entendu les *bakabilo* réinterpréter délibérément la tradition tribale à propos d'une question soulevée par les conditions modernes et elle a été surprise de leur clairvoyance à cet égard (cf. op. cit., p. 14).

Ce conflit entre les parties européennes est particulièrement flagrant quand nous voyons la contradiction inhérente à la situation dans laquelle la politique de *l'Indirect Rule* doit appuyer le pouvoir et le prestige du chef, alors qu'en même temps l'influence des missions la sape. Si nous considérons C5, nous voyons que dans la culture indigène il y avait, et qu'en fait il y a toujours, une unité organique entre le pouvoir politique et religieux, que le chef agissait en tant que faiseur de pluie et maître de la fertilité et qu'il y avait un lien puissant entre la dignité de chef et le culte des ancêtres. Sur ce point, par exemple, le Dr Richards nous dit : « De plus il (le chef souverain) était le dépositaire, en vertu du fait qu'il descendait d'une lignée d'ancêtres tribaux, de pouvoirs surnaturels dont dépendait le bonheur de tout le pays. Le fond de la croyance Bemba... est, je crois, même maintenant, l'ultime sanction de l'autorité suprême du Citimukulu sur tout son territoire »¹. Nous trouvons en B5 le conflit entre les anciennes et les nouvelles fidélités, le problème d'utilisation des anciennes forces spirituelles sans produire de stagnation. La conversion du chef au christianisme résout chèrement les difficultés ; mais le problème demeure là où il n'y a pas conversion, ou bien là où la masse de la population adhère encore aux croyances traditionnelles. Nous avons déjà souligné dans ce livre que les missionnaires devraient avoir une politique plus éclairée concernant le culte des ancêtres, et en reconnaître les valeurs morales.

En fin de compte une certaine instruction européenne est indispensable à *l'Indirect Rule*, alors qu'en même temps il devrait y avoir, partout où cela est Possible, une adaptation des institutions indigènes à cet égard (A6)². L'anthropologue doit aussi enregistrer la possibilité d'un conflit et prévoir que soit sapé l'ancien système, partout où les missions contrôlent l'instruction. Sous l'ancien système (C6), il y avait des méthodes indigènes de formation, à la fois dans les groupes apparentés et par classes d'âge, l'apprentissage des arts et métiers, et l'acquisition progressive de, la qualité de citoyen. D'où, pour découvrir le facteur commun entre les intentions, les forces européennes et le système indigène, il est évident qu'il doit y avoir instruction sur deux fronts : c'est-à-dire l'implantation du point de vue européen pour ces situations où les indigènes sont mis en contact et amenés à coopérer avec les Européens en matière économique, judiciaire et administrative ; et d'autre part, la nécessité de maintenir l'ancienne loi tribale. Ici, l'une des questions principales est celle de la formation différente des chefs et des hommes du peuple, l'évitement de situations où un chef illettré doit traiter avec un employé de bureau instruit, avec des hommes du peuple instruits et des démagogues parvenus.

De la discussion des principaux facteurs qui sont apparus sous forme synoptique dans notre diagramme, certains des principaux dangers apparaissent clairement. Si les

¹ Idem, p. 7.

² Pour une discussion plus complète des vues de Malinowski concernant l'instruction, voir « Native Education and Culture Contact », *International Review of Missions*, vol. XXV (1936) ; et aussi « The Pan-African Problem of Culture Contact », *American Journal of Sociology*, vol. XLVIII, n° 6 (1943). (N. de l'Éd.).

Européens planifient dans le vide, sans tenir compte des réalités africaines, il n'y a pas de bases réelles pour une coopération. D'autre part, si la politique est entièrement limitée par ce qui existe maintenant dans la culture africaine, il ne peut qu'en résulter un raidissement sans possibilité de développement. Ainsi, la base pour l'établissement d'un programme est la compréhension totale des buts européens pour les indigènes, des difficultés indigènes pour les Européens, dans la mesure où le but final est de faire de l'autorité Indigène un allié dévoué et sûr, contrôlé mais puissant, comblé et satisfait.

Cependant, lorsque nous étudions la politique telle qu'elle a été formulée et mise en oeuvre, nous trouvons de nombreux conflits et des contradictions inhérentes. Les tribunaux indigènes avaient pour tâche de juger tous les cas sauf le meurtre et la sorcellerie ; les autorités indigènes ne jouissaient que de pouvoirs limités pour rendre les arrêts, mais aucune trésorerie indigène n'existait et le chef n'avait par conséquent aucun droit même partiel sur les impôts, quoique le gouvernement ait envisagé d'accorder plus tard une mesure de contrôle ¹.

Si le gouvernement devait se réserver la juridiction concernant le meurtre et la sorcellerie, dans l'intérêt de l'administration, il y a encore beaucoup de place pour une critique légitime. On n'a guère pris la peine d'établir ce que signifiait l'autorité indigène. Le Dr Richards dit précisément que « dans la plupart des régions d'Afrique, trouver un chef a été considéré comme l'équivalent de l'établissement de l'administration indirecte. Nous n'avons pas pris la peine d'étudier le fonctionnement du système politique tout entier, dont l'institution du chef fait elle-même partie » ². Au Nigéria du Nord et au Tanganyika, l'approche était cependant beaucoup plus vaste. Mais la question de savoir pourquoi aucune démarche systématique n'a été entreprise en Rhodésie du Nord demeure un mystère. Ce qui aurait dû se produire : la désignation du chef-en-conseil, avec les bases financières nécessaires, une définition des pouvoirs et de l'aide accordés au chef par les conseillers européens et indigènes - ne fut donc jamais réalisé. L'existence des *bakabilo*, les conseillers héréditaires qui ont d'importantes fonctions religieuses et politiques, était ignorée ; et dans la mesure où le chef en exercice tend à agir sans leur aide, un des éléments les plus importants du gouvernement tribal nécessaires au fonctionnement de l'*Indirect Rule*, est affaibli ³.

Cela témoigne cependant en faveur de la persistance de l'ancien système puisqu'en dépit de sa non-reconnaissance par le gouvernement il continue à jouer un certain rôle dans la nouvelle structure administrative. Le chef a maintenu son tribunal, quoique sous une forme très réduite ; les *bafilolo*, les fonctionnaires du tribunal qui aident le chef dans l'exercice de ses devoirs, contribuent encore à la création de son prestige ; et les *bamushika*, autrefois capitaines dans l'armée du chef, sont devenus des messagers de confiance et, de ce fait, permettent une certaine coordination des activités à

¹ RICHARDS, op. cit., p. 5.

² Ibid.

³ Idem, p. 20.

travers les différents districts ¹. Mais tous ces fonctionnaires du tribunal sont en nombre réduit, le chef manquant de moyens pour les payer, les nourrir et les récompenser.

Le gouvernement européen n'a pas reconnu le fait que les devoirs religieux du chef constituent la sanction la plus importante de son autorité ; si à première vue il n'y a pas de raison pour qu'ils ne remplissent pas ceux-ci *sub rosa*, il risquerait néanmoins l'opposition des puissantes missions de la région ². Nous trouvons donc ici le conflit entre les missions et le chef en tant que chef religieux, le heurt du droit contre le droit. On pourrait suggérer que le gouvernement interdise au moins les actes de brutalité violente tels que la destruction des mausolées indigènes et les voies de fait contre les reliques nationales, affirmant le principe de la liberté de conscience et l'abolition de toutes les inquisitions.

Dans le domaine économique, nous avons déjà discuté de la position du chef au moment de l'introduction de l'*Indirect Rule* et des mesures qui auraient dû être prises pour donner des bases financières solides à son administration. Le chef doit avoir les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses d'entretien des différentes catégories de fonctionnaires et d'autorités juridiques, aux rémunérations des partisans, à l'hospitalité, car son prestige dépendait et dépend encore de son rôle de gouvernant généreux, ayant de gros capitaux et d'abondantes réserves alimentaires ³. Nous admettons dans notre analyse théorique qu'une partie de ses revenus est irrémédiablement perdue pour lui, c'est-à-dire ceux provenant de la guerre et de l'esclavage, de même qu'il a perdu son monopole sur l'ivoire, le privilège d'exiger un tribut et la *musala* (main-d'œuvre) pour ses jardins. En fin de compte, il doit rivaliser avec une classe de sujets riches et instruits.

Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour aider financièrement le chef et pour compenser les pertes de ses anciennes ressources économiques ? Nous voyons que le salaire du chef (en 1947) était de 60 livres par an ! Avec cette somme, le chef de 150 000 sujets doit faire face à des engagements annuels pour l'habillement de ses femmes et de ses domestiques, l'habillement et l'instruction de ses enfants, les salaires de son personnel administratif et les frais religieux. Il lui reste environ 19 livres à dépenser pour lui, soit une somme inférieure à celle dont dispose un cuisinier de son district ⁴. Il est évident qu'il faille de toute urgence transformer une partie de ses anciens intérêts acquis, en nouveaux avoirs : une partie des impôts ou certains moyens de lever un impôt volontaire.

¹ Idem, pp. 8-10.

² Idem, p. 17.

³ Ibid.

⁴ Idem, pp. 20, 26.

Le Dr Richards a également établi le budget-type d'un Chef Principal, pour l'année 1934, budget qui fait ressortir l'insuffisance pitoyable de son salaire (cf. pp. 25-26). Elle a également suggéré que les difficultés financières du chef pourraient être résolues soit par l'augmentation de son salaire, soit par le paiement de ses conseillers. « La position économique du chef est certainement la clef de la plupart des problèmes de l'*Indirect Rule* » (p. 21).

En fin de compte, on a peu cherché à résoudre une situation où un chef illettré et ses conseillers illettrés doivent gouverner des sujets dont certains sont à moitié instruits. Le Dr Richards a limité les alternatives à un choix entre l'ancien conseil héréditaire imprégné d'un sens de service public, ou la nomination d'un corps d'hommes plus jeunes, mieux instruits mais n'ayant guère la tradition de la responsabilité publique ¹. Mais on peut se demander si la conclusion doit être entre le prestige de l'instruction et le prestige traditionnel. Pourquoi ne pas avoir les deux ² ? Une certaine politique avancée est nécessaire qui permettra au chef et à ses conseillers d'assumer la responsabilité qu'entraîne le gouvernement d'un peuple dont les coutumes évoluent, la décision des réformes, l'introduction de règlements et l'exercice d'un certain contrôle sur les questions financières. À la lumière du matériel fourni par le Dr Richards, l'introduction et la mise en œuvre de *l'Indirect Rule* en Rhodésie du Nord peuvent être considérées comme un processus dynamique d'adaptation, de compromis et de remplacement, comme un échange et une réaction réciproque. Nous n'avons pas cherché à déterminer le point zéro d'évolution ; nous n'avons pas non plus été capables de considérer la situation comme « un tout », quoiqu'ici, plus que partout ailleurs, cette conception puisse être appliquée.

Les faits contenus dans notre tableau démontrent qu'un facteur commun existe entre les *prima facie* des intentions des Blancs et des réalités indigènes. Mais croire que la politique implique simplement de trouver le chef et de l'installer n'est qu'un sophisme. Dans son brillant article, le Dr Richards a démontré la valeur, la vitalité et l'utilité politique de l'autorité du chef, mais elle a également indiqué qu'elle a été affaiblie non seulement par les exigences des intérêts acquis, comme la revendication en matière de main-d'œuvre et l'opposition des missions, mais aussi par l'échec de l'administration à acquérir une connaissance complète des institutions indigènes. Quoique nous puissions admettre que l'administrateur ne soit pas anthropologue, il ressort manifestement de ce rapport que de nombreuses erreurs commises n'auraient pas dû l'être, par exemple l'absence de prévision des besoins économiques du chef pendant la période de transition. Anthropologue fonctionnaliste, le Dr Richards a pu aller plus loin et sur la base de son analyse signaler la nécessité de reconnaître officiellement le *bakabilo* ; elle a révélé les sources de prestige du chef, son sens des responsabilités et les contrôles que l'ancien système imposait à son pouvoir.

Le vrai problème du contact, que l'anthropologue est tenu d'estimer, dépend donc très largement de la façon de renforcer financièrement, politiquement et légalement le chef actuel dans les conditions actuelles. Son rôle comme principal officiant dans le culte tribal des ancêtres, dans les cérémonies des moissons et dans la magie du faiseur

¹ Idem, pp. 22-23.

² Des écoles pour les chefs existent en Gambie, en Sierra Leone et au Nyasaland. Celles du Tanganyika ont été récemment abandonnées. On considérait qu'il n'était plus nécessaire de réserver une instruction spéciale aux familles des chefs. On se demandait également si l'on restait dans l'esprit des institutions indigènes en faisant des chefs une classe séparée. Cf. HAILEY, *An African Survey*, p. 1257. (N. de l'Éd.).

de pluie, fait naître des problèmes difficiles et complexes dans les rapports entre les missions et l'ancienne religion. Ici, les questions soulevées sont : dans quelle mesure les missionnaires combattent-ils l'influence du chef, alors que l'administration tente de la soutenir ? Dans quelles activités concrètes cette double influence trouve-t-elle à s'exprimer ?

Ce tableau, avec sa présentation synoptique de l'argumentation, tout en n'étant qu'un instrument, a montré clairement le système de coordonnées que doit utiliser tout anthropologue qui se veut efficace ; il a mis en relief les trois phases de l'évolution culturelle dans l'administration ; il a montré la relation entre le projet européen, les principes de la politique, la mise en oeuvre législative et sa pratique, et les effets observés sur la vie indigène, le bien-être, les mauvaises adaptations et les possibilités de développement.

Chapitre XIII

L'ESPOIR DE L'ÉVOLUTION CULTURELLE ET SA RÉALISATION

[Retour à la table des matières](#)

Il serait peut-être bon de résumer certains résultats, de dégager un ou deux principes essentiels et d'établir ce qui me paraît constituer les données principales selon lesquelles l'anthropologie de l'évolution culturelle devrait être développée. Faisons-le point par point.

1. - ANTHROPOLOGIE APPLIQUÉE ET ANTHROPOLOGIE THÉORIQUE.

Ici, l'important, c'est de comprendre précisément que toute théorie vraiment solide doit à la longue se réaliser dans la pratique. D'autre part, le chercheur sur le terrain, qui demeure en contact avec des résultats de nature pratique, en recevra une impulsion dans son travail et son inspiration, qui le conduira inévitablement à des découvertes théoriques fructueuses. Nous avons vu que la méthode rigoureusement scientifique exige que l'anthropologue étudie les faits tels qu'ils existent maintenant et les processus qui subsistent aujourd'hui. Du fait que tous ces processus appartiennent au domaine de l'évolution culturelle, qu'ils impliquent les efforts de l'administration, des

missions et des entrepreneurs industriels blancs, il est évident que le sujet de la nouvelle anthropologie s'identifie de plus en plus à celui des intérêts pratiques. Des cultures purement indigènes n'existent plus, ni en Afrique ni ailleurs. Les faits tels qu'on peut les observer trahissent un mélange d'influences blanches et de traditions indigènes.

Les développements de la théorie anthropologique moderne nous conduisent aussi vers une distinction plus rigoureuse entre les faits et les Processus importants d'une part, et de l'autre la curiosité et le goût de l'exotisme. L'anthropologie s'est tournée vers l'étude de sujets tels que l'économie, les institutions politiques, le régime foncier et la main-d'œuvre ; elle a commencé à discuter des problèmes du mariage, de la famille, de la parenté et de la sexualité, sur une base fonctionnaliste : c'est-à-dire la façon dont fonctionnent ces institutions, ce qu'elles apportent à la force démographique d'une tribu et à son équilibre social et légal. Ici encore, l'approche scientifique rejoint la pratique. L'administrateur intelligent, le missionnaire ou le pédagogue sont parvenus à reconnaître qu'ils doivent acquérir une connaissance complète et désintéressée des faits, qui ne peut que les aider dans leur travail; ainsi dans l'étude de la religion, de la sorcellerie et même de la magie noire, l'anthropologue moderne a reconnu qu'il ne traitait pas d'un type spécifiquement archaïque, d'une chose qui dépassait l'intérêt de modes de pensée primitifs et inutiles. Nous percevons au contraire que des attitudes universellement humaines, morales, dogmatiques et sociales se retrouvent dans le culte africain des ancêtres ou dans leur foi en une seule divinité, dans leurs recours religieux aux forces de la nature et dans leurs craintes, leurs espoirs et leurs pressentiments liés aux pratiques magiques. Ici aussi, l'anthropologue travaillant selon des directives fonctionnalistes peut aider le missionnaire en lui montrant la commune mesure existant entre des religions primitives et des religions évoluées. La principale leçon tirée de la nouvelle approche théologique est que dans l'évangélisation il est possible de construire au lieu de simplement détruire.

Une des principales implications des récents développements des sciences de l'homme, est la tendance à considérer l'avenir sur le même plan que le passé; de considérer le *terminus ad quem* de l'évolution culturelle, l'orientation en avant des nouvelles réintégrations sociales, intellectuelles et morales de la chose africaine sous l'influence de la culture européenne. Là non plus, il n'y a pas de divergence d'intérêt entre le savant et l'homme de la pratique. L'anthropologie moderne adopte le point de vue fonctionnaliste ou instrumental.

Elle traite des travaux des activités humaines organisées ou des institutions comme des moyens de satisfaction des besoins. De ce point de vue, le *rapprochement* * entre l'intérêt pratique et l'étude théorique est réel et inévitable. Du point de vue théorique, l'évolution culturelle nous permet d'examiner des institutions telles que le régime foncier indigène, les systèmes indigènes du mariage ou la croyance indigène dans la magie noire dans des conditions de tension. Les aspects de toute constitution

* En français dans le texte (N. du T.).

offrant une grande résistance à l'évolution sont révélés *prima facie* comme les plus puissants et les plus fondamentaux.

Le « conservatisme » réside en partie dans les nombreuses ramifications de certaines croyances telles que le culte des ancêtres, dans la grande adaptabilité de certaines superstitions telles que la magie noire et la sorcellerie. Par exemple, le fait que le *lobola*, ou achat de la mariée, ait été pourchassé, qu'il ait subi une législation contraire, qu'il ait été dénoncé en chaire et qu'il ait dû être rétabli par la législation européenne et reconnu par les missions, constitue pour l'anthropologue moderne l'occasion d'une étude et d'une découverte de première importance. L'adaptation de la magie noire et ses développements particuliers sous le contact culturel constituent un autre exemple de la façon dont les conditions changeantes nous permettent d'acquérir une compréhension du fonctionnement des idées et des pratiques soumises à une pression contraire. Cette connaissance est également importante pour l'homme de la pratique. Si les missionnaires avaient compris que l'achat de la mariée n'avait rien à voir avec une transaction économique, que sa fonction n'était pas d'asservir la femme ni de la donner à son mari comme un meuble, ils n'auraient certainement pas commis l'erreur capitale de l'interdire et ainsi n'auraient pas exercé une influence malheureuse sur le mariage et la famille indigènes.

La discussion fonctionnaliste de l'évolution, de ces forces qui résistent obstinément à toutes tentatives de changement dans des conditions de contact - tout cela est récemment devenu la tâche principale de l'anthropologie scientifique et comme il a toujours été le souci du spécialiste en Afrique. Aujourd'hui, alors que la science doit envahir tant de domaines d'importance pratique, quand il devient de plus en plus évident que nous devons remplacer les méthodes approximatives et faciles du « défrichage » par une étude précise et systématique des possibilités, il semble inévitable que l'homme de la pratique rencontre l'anthropologue à mi-chemin, en particulier du fait que ce dernier a déjà approché de très près les problèmes concrets et la façon pratique de traiter l'évolution. Espérer qu'une fois ces vérités pleinement reconnues, la coopération deviendra idéale, relèverait d'un optimisme exagéré. Administration, missions et entre. prises industrielles ont été installées pour très longtemps. Ce serait attendre d'elles une attitude surhumaine si elles devaient accueillir avec joie un nouveau venu ayant à son actif une histoire relativement courte. Elles représentent et ont représenté des intérêts acquis depuis longtemps et alors qu'il y a une tendance croissante chez elles à admettre la valeur des études anthropologiques concernant certains problèmes, un grand nombre des questions discutées dans les chapitres précédents constituent néanmoins un défi à l'existence des données fondamentales de la politique dans les dispositions des missions, la main-d'œuvre et l'appropriation des terres. Il est extrêmement facile de formuler une preuve scientifique incontestable selon laquelle le Bantou sud-africain n'a pas suffisamment de terre. C'est en fait inutile, car la vérité a été reconnue par des actes du Parlement, des délibérations et des constatations de commissions. spécialement constituées. Mais la seule solution efficace va à l'encontre des intérêts acquis d'une minorité maintenant au pouvoir. Ici, la voix de l'anthropologue est encore plus gênante que les discours pro-indigènes,

parce qu'elle, parle en termes de faits et de chiffres et de la logique irréfutable de la mesure des intérêts et des déclarations contre les moyens adoptés pour leur réalisation. Mais cela ne peut réduire au silence la voix du chercheur scientifique, surtout lorsqu'il sait que ce qu'il a à dire est la vérité, et une vérité d'une énorme importance pratique pour l'avenir, si éloigné soit-il.

2. - APPROCHE HISTORIQUE ET FONCTIONNALISTE.

D'un point de vue purement théorique, un *leitmotiv* extrêmement important dans l'argumentation précédente était la distinction entre « histoire morte et enterrée » et « tradition vivante et agissante ». J'ai essayé de rendre claire cette distinction par des analyses concrètes. Ceux qui ont dégagé le point de vue théorique de la discussion positive des faits comprendront vraisemblablement la position préconisée ici. Tout d'abord, ce n'est aucunement une tentative pour attaquer la valeur de la recherche historique et la reconstitution historique. Mais il doit être reconnu que lorsque nous étudions les Zoulous, les Babembas ou les Masaïs d'aujourd'hui, nous n'observons plus les conditions pré-européennes de la tribu mais un phénomène d'évolution culturelle. Un rapport sur la constitution tribale, les lois, les croyances et les coutumes telles qu'elles existaient dans leur intégrité primitive, est le résultat d'une élaboration spécifique. Les méthodes utilisées pour cela sont différentes de celles de la simple observation. Il faut surtout garder présent à l'esprit que « ce que les vieillards de la tribu » nous racontent du passé ne peut jamais être une vérité scientifique ou historique, du fait que cela est toujours entaché de sentiment, de regrets et de désirs. De telles relations doivent être traitées comme de la mythologie, mais une mythologie d'un passé récent.

Ici intervient un autre caveat. Les explications dites « historiques » sont très souvent basées sur le sophisme *post hoc, ergo propter hoc*. L'explication historique légitime n'est possible que lorsque nous retraçons le développement d'une institution et établissons la continuité dans la fonction aussi bien que dans la forme. L'esclavage africain et les razzias d'esclaves modèlent encore certaines attitudes, le rang à l'intérieur de la tribu et les idées de supériorité tribale, comme entre deux sections d'un groupe mixte. Pour apprécier cette influence, nous pouvons nous borner ou bien à étudier les idées d'aujourd'hui, ou bien à comparer les conditions passées aux conditions présentes. De bien des façons, le second procédé aurait une grande valeur en complétant le premier dans la théorie et peut-être aussi dans la pratique. Mais ce ne serait le cas que si nous pouvions obtenir un tableau fonctionnaliste complet des conditions pré-européennes concernant l'esclavage, le régime foncier, le mariage, la loi ou le culte des ancêtres. Dans la plupart des cas c'est maintenant tout à fait impossible, car, ainsi que j'ai eu maintes fois l'occasion de le répéter, les archives passées sont tellement infidèles du point de vue scientifique qu'elles sont sans valeur pour les besoins de la comparaison avec le présent tel qu'il est étudié dans le travail scientifique sur le terrain.

3. - PRINCIPES ET MÉTHODES DE L'ÉTUDE DU CONTACT.

Le principal système d'approche développé ici implique tout d'abord la subdivision du problème en plusieurs éléments constitutifs, puis la corrélation de ceux-ci à chaque point de correspondance. Pour donner corps et précision à cette approche, nous avons élaboré un dispositif de schémas synoptiques. Les colonnes qu'ils représentent se rapportent aux facteurs de la situation qui, dans une large mesure, peuvent être considérés comme des sphères d'études réservées et indépendantes. La colonne A - influences, intérêts et intentions des Européens - est l'une de nos rubriques principales. Dans la colonne B, nous avons enregistré des faits appartenant à ce que j'ai appelé ailleurs « le no man's land anthropologique » puisqu'il était ignoré des anciens anthropologues comme n'étant pas strictement tribal - et aurait échappé au sociologue ou à l'historien comme n'étant pas tout à fait européen. Ici apparaissent toutes les sphères d'activités dans lesquelles coopèrent Africains et Européens: où l'Européen doit attirer l'Africain dans ses intérêts et souvent travailler côte à côte avec lui, et où l'Africain doit prendre connaissance de son leader ou de son guide blanc. Le travail dans les mines ou les plantations, l'école de brousse ou le collège africain, le palais de justice indigène administré sous contrôle blanc, un quartier indigène de Johannesburg ou Nairobi - tous ces phénomènes appartiennent par excellence à la colonne B, de même que leurs relations légales, économiques, religieuses ou pédagogiques. Dans la colonne C, nous avons les institutions indigènes qui continuent à fonctionner soit *sub rosa*, soit ignorées des Européens. On pourrait ajouter d'autres colonnes à ces trois-là : une colonne de soutien pour A d'influences européennes d'outre-mer ; une colonne D pour le passé reconstitué ; et enfin une colonne E pointant vers l'avenir et qui comprendrait les forces de réaction et les nouvelles institutions indigènes.

4. - CRITÈRES DE VALEUR ET D'ORIENTATION PRATIQUE.

Encore une fois, l'approche purement scientifique ou théorique nous permet d'une part d'établir définitivement que c'est le devoir d'une recherche solide de fournir de tels critères, alors que d'autre part nous pouvons aussi souligner que là le chercheur n'a pas besoin de recourir à la comparaison historique des conditions pré-européennes, ou encore d'introduire des valeurs morales ou spécifiquement normatives. Ici encore l'approche instrumentale, le concept de développement culturel en tant que fin, a une signification profonde. Le principe que des institutions telles que le mariage et la famille, l'agriculture ou le régime foncier, ont des fonctions particulières à remplir est tout à fait suffisant pour fournir des critères précis. Le chercheur sur le terrain se doit naturellement d'être apolitique. Dans son travail et dans ses théories il ne doit ni être un libre-penseur incapable de s'identifier aux missionnaires, ni un esprit sectaire

qui méprise toutes les autres versions du christianisme sauf la sienne et incapable de trouver une valeur à la religion africaine. Il ne doit être ni communiste ni fasciste, ni croyant dogmatique à la seule valeur de la race nordique, ni pro-indigène exalté. Il doit être capable d'évaluer les buts, les idéaux et les résultats pratiques de toute entreprise européenne. Prenons par exemple le travail des missionnaires : l'apprentissage de la nouvelle morale sexuelle et l'élévation des niveaux de conduite éthique n'ont pas besoin d'être hostiles au chercheur scientifique sur le terrain. En fait, sa connaissance des pulsions, des inclinations et des difficultés liées à l'instinct de reproduction, tout autant que son estimation de sa valeur dans l'élaboration d'un mariage stable et d'une organisation familiale effective (et aussi en conduisant à d'importants développements culturels), lui permet de rencontrer le missionnaire sur un terrain commun. Mais il devrait insister sur le fait que « la morale sexuelle », quand elle est considérée comme une réalité culturelle applicable à un large éventail de conditions, ne peut être définie dans les termes d'une secte chrétienne particulière.

Dans les problèmes de la main-d'œuvre indigène, l'anthropologue devrait insister sur le besoin européen d'un apport de main-d'œuvre effective, un apport qui doit être considéré comme un fait et une réalité normale dans la situation. Mais il doit insister aussi sur le fait qu'à la longue un type de *Raubwirtschaft* sur la main-d'œuvre indigène - la spoliation des réserves et la sape de l'économie tribale, d'où celle de l'apport alimentaire, d'où celle de la nutrition - doit succomber avec l'idée de l'Afrique comme Pays de l'Homme Blanc fondé sur la main-d'œuvre indigène. Dans le problème du régime foncier, une grande opération chirurgicale saine et sans douleur pourrait être pratiquée dans certaines zones en découpant dans les terres européennes des réserves plus vastes pour les indigènes, si l'opinion publique pouvait être amenée à considérer les faits : c'est-à-dire les faits qui révéleraient que le Bantou est un partenaire nécessaire à l'Européen, que l'Européen profitera de la prospérité bantoue et que la misère et la détresse bantoues sont aussi contagieuses que n'importe quelle maladie.

Bref, une connaissance plus complète des faits et une meilleure présentation de ces faits aboutiraient à des critères de valeurs ou à des règles d'orientation qui seraient objectifs et d'une utilité pratique directe, sans dépasser la portée du travail sur le terrain et son interprétation. Il n'est guère nécessaire d'ajouter que la comparaison du présent avec le passé reconstitué est complètement inutile pour des critères scientifiques (c'est-à-dire pratiques) d'orientation. Ce dont nous avons besoin, c'est de données supplémentaires concernant l'aspect européen de l'équation, le réservoir des traditions européennes, les mécanismes d'évolution et de contact, les phénomènes des nouveaux mouvements indigènes mais africains. C'est d'autant plus essentiel que ni « l'indigène » ni l'« Africain », ni le « Bantou » n'existent. L'étude doit être faite dans chaque région, dans chaque type de communauté de contact - celles urbanisées, celles rattachées aux exploitations agricoles, celles où les indigènes sont employés au travail des mines, dans les plantations ou les réserves tribales. Dans chacun de ces cas, le travail sur le terrain doit être poursuivi en se rapportant aux nouveaux principes, aux nouveaux problèmes et aux nouvelles méthodes inhérentes à l'étude du contact culturel.

5. - LES PHASES DU RENIEMENT DE LA TRIBU ET DU REFUS INTÉGRAL ¹.

En résumant notre discussion au cours de ce livre, il nous reste à aborder un aspect important. Dans notre analyse de la nouvelle phase de transition, la sphère de l'évolution culturelle, la conception de deux tracés la séparant respectivement du monde européen et du monde africain a été dominante. En considérant la perspective historique, l'une d'elles apparaît aux stades initiaux de la détribalisation. L'Africain traverse la phase du premier reniement de sa tribu lorsqu'il adopte certaines façons imposées par la culture européenne. L'acceptation du christianisme, l'entrée dans une école européenne, le contrat de travail ou l'enrôlement dans l'armée, la police ou l'administration marquent cette transition.

Les forces qui déterminent ce pas en avant résultent de l'impact. Toutes les premières influences européennes, de l'étalage de la supériorité écrasante de la force armée ou de la puissance économique, jusqu'aux avis pédagogiques ou au redressement moral, constituent les pulsions de la première transition. Cela implique inévitablement un renoncement à une activité ou à une valeur africaines. D'une certaine façon, l'Africain entre dans une nouvelle alliance. En échange d'une valeur reçue et des espoirs donnée, il doit abandonner une partie de ses anciennes allégeances ou manières d'être ; il doit abjurer certaines de ses anciennes croyances et convictions. Il adopte de nouvelles manières de vivre et même un nouveau déguisement : vêtements, manières et habitudes personnelles. Il entre dans cette voie, fasciné par les qualités, le pouvoir, la richesse et le prestige général des choses européennes. Le but final, tacite, sinon explicite, est de devenir sinon européen, du moins le maître (ou maître en partie) de certains processus, possessions et influences qui constituent à ses yeux la supériorité européenne. Dans quelle mesure et de quelle façon est-il autorisé à approcher de son but ? Il peut aller jusqu'à entrer dans une université européenne ou américaine, il peut acquérir des diplômes universitaires qui feront de lui un expert dans une profession libérale. Mais lorsqu'il rentrera dans son pays, il devra subir une expérience dramatique. Il découvrira que l'égalité, ou simplement l'équivalence, en matière légale, politique et sociale, lui est refusée.

Dans la vie de tout Africain assimilé et dans l'évolution de toute communauté ou groupe d'Africains détribalisés, il arrive un moment où la seconde barrière fait son apparition, inévitable et inexorable. Nous pouvons l'appeler la phase du refus intégral de l'assimilation totale. Il existe concrètement dans la législation de la barrière de couleur, le principe de la discrimination raciale, la règle fondamentale du *Grondwet*,

¹ Cette partie, à part un ou deux passages extraits d'autres manuscrits, est tirée, avec des modifications mineures, de la dernière partie de « Modern Anthropology and European Rule in Africa » de MALINOWSKI, Reale Accademia d'Italia, Fondazione Alessandro Volta, Estratto dagli Atti dell' VIII Convegno (Rome 1938 ; publié en 1940), XVIII, 19-23, 25-26. (N. de l'Éd.).

ou la politique de la ségrégation permanente. Il sépare comme par une fêlure profonde la communauté des Africains partiellement assimilés de celle de leurs voisins blancs ¹.

La réaction africaine à cette seconde phase est aussi importante et toute aussi inévitable que l'initiative européenne. Du fait que les Africains ne peuvent partager les idéaux, les intérêts et la totalité des bénéfices de la coopération avec les Blancs, ils se réfugient dans leurs anciens systèmes de croyances, de valeurs et de sentiments. N'être qu'un simple deuxième ne saurait remplacer tout ce à quoi l'Africain a dû initialement renoncer. Plus il sera indépendant, clairvoyant et sensible, plus la réaction sera forte. La force de cette réaction dépend du degré des ambitions, des espoirs et de l'attente soulevés à la première rencontre. Elle est également proportionnelle au degré d'assimilation de l'Africain. La littérature des Africains instruits concernant les griefs bantous, les épreuves imposées à l'intelligentsia indigène confirment cette réaction. Mais elle n'est pas confinée à la seule intelligentsia. Dans toute l'Afrique nous observons la croissance du nationalisme : tribal, régional ou panafricain. Il s'exprime dans les églises chrétiennes séparatistes, les réclamations d'un retour à l'autorité tribale, la réintroduction du lobola dans le mariage, des cérémonies d'initiation et des systèmes indigènes de la famille et de la parenté. Des éléments de l'ancienne culture tels que l'excision féminine, l'attitude rituelle envers le bétail, la musique, la danse et les divertissements africains, sont ressuscités avec un intérêt secondaire, presque ethnographique, pour l'histoire raciale, le droit coutumier et les réalisations artistiques et intellectuelles de leur race. L'Africain est aussi contraint, au moins spirituellement, de traverser le premier stade et de réaffirmer un grand nombre de valeurs tribales abandonnées au premier carrefour.

Ce nationalisme ou ce tribalisme sophistiqué peut tirer une énergie bénéfique des énormes résidus de la transition. Car les institutions, les souvenirs et les « sagas » des Africains sont vivants non seulement dans les zones tribales, mais aussi dans les communautés partiellement détribalisées.

L'existence de ces deux stades schématiques - celui de la promesse et de l'attraction exercée par les idéaux européens et celui du refus - ainsi que leur rapport, constituent peut-être la force déterminante dans la phase de contact et de transition dans ces zones où l'on trouve un nombre considérable d'Européens installés de façon permanente. Les deux stades sont établis par les Européens. Tous deux, admettons-le, sont inévitables. Et cependant, un grand nombre de questions se posent dès que nous sommes conscients de cette réalité. N'est-il pas possible d'établir une mesure commune plus complète et plus adéquate entre les promesses et leur réalisation, entre la réalisation et les besoins réels des Africains ? L'Africain peut ne pas obtenir ce qu'il a espéré. Il peut cependant recevoir suffisamment pour compenser ce qu'il a dû aban-

¹ On ne veut pas dire que cette ligne de refus de l'assimilation totale prenne toujours la forme d'une discrimination législative. Il serait cependant exact de dire que même là où la primauté des intérêts indigènes est reconnue par la loi et très largement mise en pratique, de nombreux colons européens ont des préjugés raciaux et refusent de rencontrer les Africains sur un pied d'égalité.

donner et perdre. Car l'Africain, nous l'avons vu, doit renoncer à certains de ses droits politiques, à une partie de son statut social, à la sécurité de son niveau de vie, aussi bien qu'aux anciennes protections surnaturelles sur lesquelles il comptait pour le préserver du destin et du malheur. Que reçoit-il en retour ? Très souvent l'ombre seulement de ce qui lui avait été promis et dont il a besoin, et même pas un équivalent équitable pour ce qu'il a perdu.

Comparons une famille indigène d'une réserve tribale avec son équivalent dans une réserve urbaine ou installé comme squatter dans une exploitation agricole européenne. Le foyer tribal est organisé selon l'ancien niveau de vie qui satisfait les besoins coutumiers et ses nécessités et qui est adapté à l'économie indigène. Les habitants savent quelle quantité de travail ils auront à fournir, les ressources sur lesquelles ils peuvent compter et les récompenses que leur apporteront un dur labeur et leur compétence. Il y a peu de place pour une promesse non réalisée et pour les chocs causés par un déséquilibre inattendu entre l'effort et sa satisfaction. Même les cataclysmes naturels sont généralement prévus dans le code tribal du comportement.

Le foyer détribalisé a été accoutumé à un niveau de vie beaucoup plus élevé, dépendant essentiellement du fait inhérent que c'est une famille partiellement européenne, avec les besoins créés par l'instruction, l'habillement, l'hygiène et la propreté. Le nouveau foyer dépend entièrement du point de vue économique des salaires - et ici intervient la réalité démontrée par la recherche sur le terrain dans la plupart des districts où l'on a étudié de grands groupes détribalisés. Les budgets familiaux montrent que les dépenses nécessaires au maintien du nouveau niveau de vie dépassent très souvent (presque invariablement) les gains réguliers du père de famille. Cela signifie : la sous-alimentation, une formation insuffisante des enfants et la surcharge de travail dans d'autres domaines, surcharge souvent illégale, assumée par la femme et les enfants. Tout cela crée des conditions incompatibles avec le niveau élevé des espérances, avec la santé et avec tous les avantages impliqués dans la règle de la transition. Nous trouvons ici des faits qui peuvent être objectivement vérifiés et qui montrent comment la différence entre promesse et réalisation conduit à des conditions sociologiquement malsaines.

Prenons un autre exemple : dans de nombreux districts, l'agriculture indigène est améliorée par un enseignement, des démonstrations, un apport d'outillage et des soins vétérinaires pour le bétail. Dans les mêmes zones, cependant, les indigènes ont été privés de si larges portions de leurs terres tribales que tout développement est rendu illusoire, alors que les méthodes améliorées pour l'élevage du bétail aboutissent à un excédent destructeur. Nous savons déjà que l'Africain instruit reçoit un type d'équipement qui le prépare à un travail professionnel ou technique qui lui est rendu impossible, soit du fait de la législation raciale, soit simplement du fait qu'il ne peut exercer sa profession par manque de clients, puisque les indigènes détribalisés vivent de salaires artificiellement bas.

Dans tout ceci, je ne fais que signaler certaines forces qui, sagement contrôlées, peuvent assurer un développement normal et stable mais qui, mal dirigées, peuvent mener à des conséquences graves. Nous n'avons pas besoin de sous-estimer la valeur et la nécessité de l'assimilation africaine et du progrès, l'influence de l'instruction et du christianisme. Mais il est clair qu'une politique coloniale sage en matière administrative, pédagogique, économique et religieuse fera bien d'évaluer le potentiel et les dangers qu'implique la relation entre choses promises et choses données. Car la disproportion existant entre les espoirs soulevés et les avantages promis à l'Africain quand il est amené à traverser la ligne du tribalisme - et sa découverte d'une barrière de discrimination raciale, constituent le problème essentiel.

Je suggère qu'il serait bon d'abord d'unifier, de coordonner et d'harmoniser les différentes politiques. Car nous avons déjà noté la différence considérable entre l'enthousiasme de la bonne volonté et du zèle pédagogique et l'existence de la barrière de couleur ; entre les exigences du colon et les activités du service agricole qui peuvent développer des ambitions économiques au delà de la portée légitime de leur réalisation. Toutes les fois que les Européens prévoient de s'installer dans de vastes régions d'une colonie, la ségrégation et la barrière de couleur deviennent inévitables. Ce fait devrait être gardé en mémoire par la minorité d'individus de bonne volonté qui peuvent involontairement faire naître de grands espoirs au moyen de doctrines telles que la Fraternité des Hommes, l'Évangile du Travail et les possibilités d'assimilation par l'instruction, l'habillement, les manières et la morale. S'il était possible dès le départ, en prêchant l'évangile de la civilisation, de faire comprendre qu'aucune identité totale ne saurait être réalisée, que ce qui est donné aux Africains, ce sont de nouvelles conditions d'existence mieux adaptées à leurs besoins, mais toujours en harmonie avec les exigences européennes, moins il y aurait de chances de voir apparaître une réaction puissante et de nouveaux nationalismes potentiellement dangereux.

Mais cet avertissement donné à la minorité de bonne volonté ne constitue pas tout ce que l'anthropologue doit dire. Il a aussi quelque chose à dire à cette majorité d'intérêts européens qui ne sont pas directement concernés par le bien-être des indigènes. Les grandes entreprises, le commerce organisé et la plupart des agents administratifs agissent essentiellement selon des impératifs européens. A travers leur influence, la mesure de la réalisation est souvent rendue inadéquate par rapport à la promesse faite par la minorité enthousiaste.

L'anthropologue doit par conséquent insister sur le fait qu'une mesure substantiellement accrue de bénéfices réels et tangibles est nécessaire, non seulement dans l'intérêt de l'Africain mais aussi dans celui de la communauté blanche. A la longue, les intérêts africains et européens coïncident car un gouvernement stable et effectif par une minorité ne peut reposer que sur la satisfaction, la prospérité et le bien-être réels des indigènes.

L'octroi substantiel de l'autonomie administrative, de terres réservées aux indigènes, d'aide financière et d'indépendance culturelle constitue un investissement aussi

solide pour le succès du gouvernement européen qu'il est bénéfique pour l'indigène. Toute puissance coloniale, mais en particulier une puissance affrontant réellement la tâche de réorganiser ou d'établir le plan de sa politique, devrait étudier l'histoire de l'Afrique du Sud et de certaines parties de l'Est africain et en tirer les conclusions scientifiques qui découlent des faits.

Il n'est pas nécessaire d'indiquer ici de manière explicite qu'aucune critique des méthodes coloniales spécifiquement anglaises n'est impliquée dans les affirmations contenues dans ce livre. Ne connaissant de l'Afrique que les territoires anglais, j'avais naturellement à traiter du contact culturel dans ces régions. La colonisation n'est jamais un processus simple et sans heurts. La nation ayant en ces matières l'expérience la plus longue et la plus vaste doit naturellement résoudre certains des problèmes les plus difficiles par la méthode de l'essai et de l'erreur - pour son propre bénéfice et celui des autres. En tant que Polonais de naissance et d'éducation, je puis me permettre de dire qu'à mon avis le système colonial anglais est un système qui ne le cède à aucun autre par sa faculté de tirer les leçons de l'expérience, son adaptabilité et sa tolérance - et surtout par son intérêt sincère pour le bien-être des indigènes.

L'ethnologue qui a étudié le contact culturel et a évalué ses forces actives, ses potentialités et ses dangers, a le droit et le devoir de formuler ses conclusions de manière à ce qu'elles puissent être sérieusement prises en considération par ceux qui conçoivent la politique et ceux qui la mettent en oeuvre. Il a aussi le devoir de parler en tant qu'avocat des indigènes. Mais il ne peut aller plus loin. Les décisions et la façon pratique de traiter les affaires sont en dehors de sa compétence. Son devoir primordial est de présenter les faits, de développer des concepts théoriquement valables et pratiquement utiles, de détruire les fictions et les phrases vides et ainsi de révéler les forces et les facteurs qui sont réels et actifs. Par une étude comparée il peut découvrir et définir le facteur commun aux intentions européennes et à la réaction africaine. Il peut mettre à nu les sources de mauvaises adaptations. Il trouvera que celles-ci sont dues, à certains moments, à un conflit d'intérêts intrinsèques réels, qu'elles naissent à d'autres moments d'une erreur d'évaluation des réalités africaines, ou encore de malentendus presque accidentels. Son avis peut être un avertissement clair ou parfois une contribution à un plan constructif. La connaissance permet de prévoir, et prévoir est indispensable au politicien et à l'administrateur local, au pédagogue, à l'aide social comme au missionnaire. La découverte de tendances de longue durée, la capacité de prévoir et de prédire l'avenir à la lumière d'une connaissance de tous les facteurs impliqués, l'avis compétent sur des questions spécifiques - telles sont les tâches de l'ethnologue de contact en tant qu'expert et praticien.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

AFRIQUE ¹

Africa, vol. VIII, n° 4, 1935, contient des articles sur la sorcellerie et l'évolution culturelle par E. E. Evans-Pritchard, G. St. J. Orde-Browne, F. Melland et A. I. Richards.

BEEMER, H., « The Development of the Military Organization in Swaziland », *Africa*, vol. X, no I et 2, 1937.

BEEMER, H., « Notes on the Diet of the Swazi in the Protectorate », *Bantu Studies*, vol. XIII, 1939.

BROWN, G., et HUTT, A., *Anthropology in Action*, 1935.

BUELL, R. L., *The Native Problem in Africa*, 2 vol., 1928.

FORTES, M., « Culture Contact as a Dynamic Process », *Africa*, vol. IX, no 1, 1936.

GLUCKMAN, M., « Analysis of a Social Situation in Modern Zululand », *Bantu Studies*, vol. XIV, 1940.

HAILEY, M., *An African Survey*, 1938.

HUNTER, M., *Reaction to Conquest* : Effects of Contact with Europeans on the Pondo of South Africa, 1936.

HUNTER, M., « Methods of Study of Culture Contact », *Africa*, vol. VII, no 3, 1934.

MAIR, L. P., *An African People in the Twentieth Century*, 1933.

MAIR, L. P., *Native Policies in Africa*, 1936.

MAIR, L. P., « The Study of Culture Contact as a Practical Problem », *Africa* vol. VII, no 4, 1934.

MEEK, C. K., *Law and Authority in a Nigerian Tribe*, 1937.

¹ Cette bibliographie n'est pas exhaustive. Elle comprend seulement des ouvrages et des articles auxquels font référence les manuscrits de Malinowski (N. de l'Éd.).

- Methods of Study of Culture Contact in Africa*, Memorandum XV, International Institute of African Languages and Cultures, 1933. Contient des articles par A. T. et G. Culwick, M. Fortes, M. Hunter, L. P. Mair, A. I. Richards, I. Schapera, G. Wagner et B. Malinowski, sur l'évolution culturelle.
- PERHAM, M., *Native Administration in Nigeria*, 1937.
- PERHAM, M., « A Restatement of Indirect Rule », *Africa*, vol. VII, 1934.
- PERHAM, M., éd., *Ten Africans*, 1936.
- READ, M., « Tradition and Prestige among the Ngoni », *Africa*, vol. IX, no 4, 1936.
- RICHARDS, A. I., *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia*, 1939.
- RICHARDS, A. I., « Tribal Government in Transition », *Journal of the Royal African Society*, Supplément, vol. XXXIV, 1935.
- RICHARDS, A. I., c(Anthropological Problems in North-Eastern Rhodesia », *Africa*, vol. V, n° 1, 1932.
- RICHARDS, A. I., a The Village Census in the Study of Culture Contact, » *Africa*, vol. VIII, n° 1, 1935.
- RICHARDS, A. I. et WIDDOWSON, E. M., c(A Dietary Study in NorthEastern Rhodesia », *Africa*, vol. IX, no 2, 1936.
- SCHAPERA, I., *Western Civilization and the Natives of South Africa*, 1934.
- TINLEY, J. M., *The Native Labour Problem of South Africa*, 1943 ¹.
- THURNWALD, R., *Black and White in East Africa*, 1936.
- VAN Der HORST, S. T., *Native Labour in South Africa*, 1942 ².
- WESTERMANN, D., *The African Today*, 1934.

GÉNÉRALITÉS ³

- American Anthropologist*, vol. XLV, n. s. no 2, 1943, contient des articles Sur l'acculturation par R. Kennedy, M. Mead, J. Steward, R. Benedict, C. Kluckhohn et R. Linton.
- ELKIN, A. P., « Anthropological Research in Australia and the Western Pacific, 1927-1937 », *Oceania*, vol. VIII, no 3, 1938.
- HERSKOVITS, M. J., *Acculturation : A Study of Culture Contact*, 1938.
- HERSKOVITS, M. J., « Memorandum for the Study of Acculturation)», *American Anthropologist*, Vol. XXXVIII, n. s., 1936.
- HERSKOVITS, M. J., a The Significance of the Study of Acculturation for Anthropology », *American Anthropologist*, vol. XXXIX, n. s., 1937.

¹ Ouvrages consultés par l'auteur.

² Ouvrages consultés par l'auteur.

³ Ce n'est pas une liste complète des ouvrages et des articles sur l'évolution culturelle, mais seulement de ceux auxquels Malinowski ou moi-même nous référons (N. de l'Éd.).

HERSKOVITS, M. J., « Some Comments on the Study of Culture Contact », *American Anthropologist*, vol. XLIII, n. s., 1941.

HOGBIN, H. I., *Experiments in Civilization*, 1939.

KEESING, F. M., *Modern Samoa*, 1934.

KEESING, F. M., *The South Seas in the Modern World*, 1941.

LA FARCE, O., éd., *The Changing Indian*, 1942.

LINTON, R., éd., *Acculturation in Seven American Indian Tribes*, 1940.

LORAM, C. T., et McILWRAITH, T. F., *The North American Indian Today*, 1943.

MEAD, M., *The Changing Indian*, 1932.

REDFIELD, R., « Culture Changes in Yucatan », *American Anthropologist*, vol. XXXVI, n. s., 1934.

REED, S. W., *The Making of Modern New Guinea*, 1943.

STANNER, W. E. H., « The Aborigines », *Some Australians Take Stock*, 1938, J. C. Kevin, éd.

SUTHERLAND, I. L. G., éd., *The Maori People Today*, 1940.

THOMPSON, L., *Fijian Frontier*, 1940.

ARTICLES SUR L'ÉVOLUTION CULTURELLE PAR B. MALINOWSKI

« Practical Anthropology », *Africa*, vol. II, n° 1, Janvier 1929. « Race and Labour », *The Listener*, Supplément no 8, 1930.

The Rationalization of Anthropology and Administration », *Africa*, vol. III, n° 4, 1930.

« Native Education and Culture Contact », *International Review of Missions*, vol. XXV, Octobre 1936.

« The Scientific Basis of Applied Anthropology », Reale Accademia d'Italia, Fondazione

Alessandro Volta, Estratto dagli Atti dell' VIII Convegno, Rome, 1933 ; publié en 1940.

« Modern Anthropology and European Rule in Africa », Reale Accademia d'Italia, Fondazione

Allessandro Volta, Estratto dagli Atti dell' VIII Convegno, Rome, 1938 ; publié en 1940.

Anthropology of Changing African Cultures », *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, Memorandum XV, International Institute of African Languages and

Cultures, 1938. The Present State of Studies in Culture Contact », *Africa*, vol. XI, 1938.

« The Present State of Studies in Culture Contact », *Africa*, vol. XII, no 1, 1939.

« The Dynamics of Contemporary Diffusion », résumé in *International Congress of Anthropological and Ethnological Sciences*, Copenhagen, 1939.

« Introduction » a *Fijian Frontiers* do Laura Thompson. Studies of the Pacific, no 4, publié par The American Council of the Institute of Pacific Relations, 1940.

« Introducción » à *Contrapunteo Cubano del Tabaco y el Azucar* do Fernando Ortiz, Havana, 1940. The Pan-African Problem of Culture Contact », *American Journal of Sociology*, vol. XLVIII, no 6, 1943.